DES COLONIES.

II.

DES COLONIES,

ET

DE LA RÉVOLUTION ACTUELLE DE L'AMÉRIQUE;

PAR M. DE PRADT,

ANCIEN ARCHEVÊQUE DE MALINES.



Magnus ab integro sæclorum nascitur ordo.

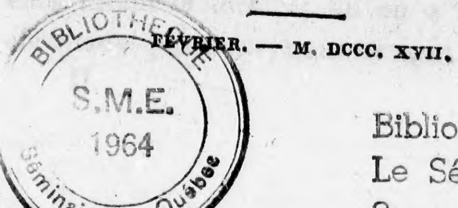
TOME SECOND.

PARIS,

F. BECHET, Libraire, rue des Grands-Augustins, n° 11;

A. ÉGRON, Imprimeur-Libraire, rue des Noyers, n° 37.

FÉVRIER. — M. DCCC. XVII.





DES COLONIES,

ET

DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'AMÉRIQUE.

CHAPITRE XIV.

Conduite des Européens dans les Colonies.

En relevant déjà quelques-unes des fautes que les Européens ont commises aux colonies, nous n'avons fait qu'anticiper sur la triste tâche qu'il nous reste à remplir, par l'exposé de l'administration qu'ils y ont introduite, et qu'ils y maintiennent encore, contre leurs propres intérêts. Assez d'autres leur ont reproché les crimes dont elles furent le théâtre; on en a fait d'assez effrayantes peintures; nous ne nous chargerons

que de faire le tableau des erreurs qui ont arrêté, qui arrêtent encore l'essor des colonies, et qui, jusqu'à ce jour, ont privé les métropoles de la plénitude de leurs produits, et des avantages qu'elles auraient pu en retirer. On verra si l'on pouvait s'y prendre plus mal, et contrarier à la fois davantage la libéralité de la fortune et celle de la nature. Les Européens ont péché, tant contre les principes constitutifs des colonies, que contre ceux de leur administration, et chacune de ces fautes, dans son espèce, en renferme un grand nombre d'autres particulières et de détail.

Les Européens n'ont jamais donné ni songé à donner à leurs colonies, rien qui méritât l'honneur du nom d'organisation. Qui dit organisation, dit à la fois proportion, accord et ensemble entre les parties destinées à former un tout : or, il est impossible d'entrevoir rien de ressemblant à cela dans l'ordre colonial d'aucun peuple européen ; loin que rien y dérive de principes certains, que rien y soit rapporté à un ordre fixe, tout, au contraire, s'est fait sans plan, sans méthode, et comme par le ha-

sard, dont il retrace le déréglement et l'incertitude.

La première faute, celle qui entraîna une partie des autres, fut l'avidité ; nous en avons déjà parlé. De toutes parts, on ne songea d'abord qu'à envahir, sans rechercher comment on pourrait garder, sans distinguer entre l'utile et l'onéreux, entre les produits d'un espace plus resserré, mais soigné, et ceux d'un plus étendu, mais négligé. Par cet aveugle empressement à tout saisir, quelques peuples se trouvèrent surchargés de colonies auxquelles ils ne pouvaient suffire; d'autres se trouvèrent privés de celles auxquelles ils auraient fort bien convenu. Dans le premier cas, elles restèrent stériles; dans le second, elles manquèrent de la fécondité que d'autres mains leur offraient. Cette prodigieuse inégalité dans le partage des biens dont la découverte de l'Amérique et du cap de Bonne-Espérance avait doté l'Europe, la plaça, avec ses colonies, dans une fausse position : là, on possédait trop; ici, pas assez; ailleurs, point du tout. Le riche était l'objet de l'ambition inquiète et sans cesse remuante

du pauvre; on devint injuste pour n'être pas entièrement exhérédé de colonies : de là les guerres, et tous les désordres qui en ont été la suite.

Qu'il soit impossible de supposer, contre l'usage malheureusement trop général, que les peuples soient à la fois éclairés et généreux, et généreux parce qu'il sont éclairés, cependant une supposition de générosité bien entendue peut n'être pas chimérique, et l'on peut croire à celle que l'intérêt lui-même peut dicter. Ainsi il n'y a rien de ridicule à supposer que les Espagnols, par exemple, embarrassés de leurs trop grandes possessions, fatigués d'errer dans d'immenses déserts, aient pu penser à se concentrer dans les parties qui leur auraient mieux convenu et qu'ils aient abandonné l'excédant à d'autres nations, en leur laissant le soin de les féconder et de les peupler. Pierre-le-Grand avait bien formé un semblable dessein pour ses vastes états, qui certainement en avaient moins besoin que l'Amérique; pourquoi n'eût-il pas été exécuté là où il était si nécessaire? Par là les Européens ont violé partout la règle

de ne rien faire contre les proportions; ils sont cruellement punis de cette transgression, ceux qui l'ont commise et qui ne se sont pas ménagé des ressources semblables à celles de l'Angleterre; ceux-là se sont mis dans la position de ne pouvoir jamais répondre de leurs colonies, ni à eux, ni à elles-mêmes.

La seconde faute de la plupart des métropoles, a été de négliger la marine, et de ne pas la proportionner à l'accroissement et aux besoins de leurs colonies. Toutes, l'Angleterre exceptée, sont tombées dans la même négligence. Ainsi le Portugal a cessé d'être navigateur, à mesure qu'il devenait plus riche en colonies. L'Espagne a fait de même; au lieu d'élever sa marine à mesure que ses colonies s'étendaient et se fortifiaient, à mesure que les autres peuples augmentaient la leur; elle, au contraire, a laissé tomber la sienne dans la proportion absolument inverse, et s'est réduite volontairement à la plus complète nullité. La France même, quoique plus vigilante, n'était pas sans reproche à cet égard.

L'Angleterre seule ne s'est pas écartée de la règle fondamentale des proportions eu-

Il serait trop [illegible] de vouloir démontrer l'inexactitude de ces assertions. Alors la fin [du] siècle la marine était redoutable [illegible] l'anglaise. [illegible]

[illegible] alliance avec la France, ce fut et les malheureux combats de St Vincent, de Trafalgar et de Finistère, combats insensés dont [illegible] à la France, qui ruinèrent nos formidables flottes. [illegible] l'abbé a besoin d'autres causes pour sa petite seule [illegible] causes et de fautes.

Et voilà justement comme on écrit l'histoire !

tre la puissance maritime et la puissance coloniale : aussi comme elle s'en est bien trouvée, elle doit à cette attention la gloire dont elle brille, la richesse dont elle jouit, et le rôle qu'elle joue sur la scène du monde. Ses flottes ont tout fait; elles lui ont tout donné; elles peuvent lui donner encore, en fait de colonies, tout ce dont elle aura fantaisie ou besoin; elle aura plutôt épuisé ses désirs que leurs services.

La troisième faute capitale à laquelle les Européens se sont abandonnés dans l'organisation de leurs colonies, consiste dans une inattention absolue sur la nature de la population qu'ils y formaient; ils ont réuni sur cet article deux choses qui paraissent incompatibles, l'avidité et l'insouciance. Ainsi, tandis qu'i couraient de toutes parts aux découvertes, tandis qu'ils cherchaient partout de nouvelles terres à envahir, qu'ils se les arrachaient mutuellement, qu'ils s'entr'égorgeaient pour leur possession, ils ne songeaient aucunement aux moyens d'en jouir, moyens dont le plus essentiel consiste, sans contredit, dans l'espèce de la population : car la colonie ne peut manquer

de se ressentir des vices des habitans primitifs, comme les races se ressentent de ceux de leurs auteurs. Cependant les colonies n'ont obtenu à cet égard de l'Europe que son insouciance et ses rebuts; elles furent généralement regardées comme l'égout des métropoles, et par conséquent comme celui de l'Europe. Ici la déportation aux colonies devint le châtiment ordinaire, ou l'unique fonds de population fourni par la métropole à ses colonies; elle leur envoyait ce qui sortait de ses prisons, ce qui échappait à ses échafauds, ou ce qui fuyait la vigilance de ses lois. Ailleurs, le fanatisme gêné dans la métropole, ou trop à l'étroit à côté d'autres fanatismes, prenait vers les colonies un écoulement chargé d'un trop grand nombre de parties absolument dépourvues de qualités coloniales pour pouvoir y être bien utiles. En quoi pouvaient servir à des colonies, ou ressembler à des colons, ces austères Presbytériens, ces Puritains atrabilaires, ces maniaques de toute espèce, dont l'Angleterre se déchargea sur ses colonies, en s'estimant sûrement heureuse d'avoir pu leur en passer le far- *

Cela est encore vrai relativement à l'Espagne ; mais il faut generaliser & discourir contre qui vante

* Eh bien ces Puritains, ces maniaques formèrent la souche de la nation dont le rapide accroissement cause notre admiration. Que veut donc l'Abbé ? pretendrait il qu'on eut choisi la fleur de la population des metropoles

deau ? Saint-Domingue même, cet opulent Saint-Domingue, qui depuis a dominé l'Europe par la richesse de ses moissons, n'a-t-il pas été pendant cent ans un repaire de brigands, qui, s'ils avaient l'audace des oiseaux de proie, en avaient aussi l'inutilité? Que serait-il devenu s'il avait continué d'être livré à des boucaniers, à des flibustiers, si l'œil d'une administration plus vigilante ne fût enfin tombé sur ces trésors enfouis, et si la civilisation des anciens habitans, et l'appel des nouveaux n'eût rendu à cette terre la faculté de développer les germes de fécondité dont son sein regorgeait sans fruit et sans utilité pour personne? Saint-Domingue serait encore la terreur des colonies, l'Alger des Antilles; la civilisation l'en avait rendu le Pérou, le père nourricier et le bienfaiteur de la France. Voilà le résultat de la différence des deux populations.

A cette négligence se joignait, à l'égard des colonies, une espèce de mépris qu'on ne peut concevoir, aujourd'hui qu'on connaît toute leur importance. En effet, ces colonies, dont on poursuivait la découverte et la prise de posses-

sion avec tant d'ardeur, eh bien! quand on les possédait, on n'en voulait plus : prises, quittées, reprises, cédées, vendues, elles ne semblaient que causer du dégoût et de l'embarras à leurs propriétaires. C'est pour une somme qui paraît ridicule aujourd'hui que les colonies françaises sont vendues à des particuliers ou à des corps. Colbert seul s'en occupe en vrai Français, et va, par un prompt rachat, laver cette tache imprimée à la nation. Quelques-unes sont cédées à des particuliers comme de simples fiefs : on donnait une colonie comme une grâce, comme une pension. Monarques anglais et français donnent à la fois Sainte-Lucie à leurs favoris. Le maréchal de la Meilleraye vend Madagascar comme une portion de son patrimoine; Charles-Quint vend à des négocians d'Augsbourg de grandes provinces d'Amérique; les Etats-Unis, aujourd'hui si florissans, sont livrés en partie à des individus pour en jouir comme d'une propriété personnelle : c'étaient des espèces de starosties. En d'autres lieux toute une colonie est achetée à prix d'argent, et devient un bien

patrimonial, sous une espèce de régime patriarcal, dont le chef était à la fois propriétaire et législateur pour toute sa possession. Belle Pensylvanie, centre de la liberté américaine, berceau de celle du monde, tu n'as pas d'autre origine!

L'Espagne, épuisée d'hommes, n'envoie plus dans ses colonies que des échappés de ses cachots, ou des échafauds du Saint-Office. Aux seuls Castillans est réservé le droit de se transplanter en Amérique, c'est-à-dire aux habitans de la partie la plus dépeuplée de l'Espagne, à la partie même de toute la population espagnole la moins propre à lui donner quelque valeur : car si le Castillan est le plus grave des Espagnols, il en est aussi le plus indolent, et bien inférieur pour le travail aux autres habitans de la péninsule. La persécution donna au Brésil ses premiers cultivateurs, par l'émigration des Juifs qui fuyaient les persécutions de Lisbonne. Comment s'étonner, après cela, du peu de progrès qu'ont fait tant de colonies, lorsqu'elles étaient arrêtées dans le principe même de leur développement, par le défaut d'une population

convenable? L'Europe ne faisait couler dans leurs veines que le mauvais sang qu'elle tirait des siennes propres. D'après cela, si quelque chose a encore le droit d'étonner, ce n'est pas leur état arriéré, ce sont leurs progrès.

Quelle différence de cette population viciée en elle-même, et ne pouvant produire que de faibles rejetons, avec la population qu'ont introduite aux Etats-Unis ces robustes enfans de l'Allemagne, qui couvrent une partie de leur territoire, et que la bonté de leur culture suffit seule pour y faire reconnaître! Quelle différence avec ces cultivateurs anglais, qui, trop pressés sur leur propre sol, ont transporté en Amérique leurs capitaux et leur industrie, les fonds qui donnent à la culture les avances qu'elle réclame, et les procédés qui en centuplent les profits par leur simplicité! Quelle différence avec ces laborieux Hollandais, qui ont renouvelé, dans les cloaques de Surinam, dans les marais infects de Batavia, les prodiges qui ont tiré leur patrie du sein des eaux, qui l'ont fécondée, embellie, et qui en ont fait un coin de terre unique dans le monde, avec ces Hollan-

dais qui feraient encore retrouver des Amsterdam et des La Haye dans tous les pays où ils prendraient racine, et qui aligneraient le monde au cordeau, s'il était livré à leur génie méthodique et à leurs bras infatigables! Voilà des populations comme il en faut pour l'utilité des métropoles et des colonies, et non pas de ces populations vagabondes et oisives, que le vice vomit sur une terre qui ne demande que de l'application et du travail, et qui, également impropres à travailler et à se fixer, à supporter les inconvéniens des transplantations, ceux des climats étrangers, des exhalaisons des terres fraîchement ouvertes, s'éteignent sur un sol qui les dévore, et qui, destiné à se féconder par leurs sueurs, ne fait que s'engraisser de leurs dépouilles, et se couvrir de leurs ossemens. Tels sont les fruits de la violation des principes élémentaires des colonies généralement oubliés par les Européens. Voyons s'ils ont été plus heureux dans les principes secondaires, qui sont ceux de l'administration.

L'administration particulière des colonies est généralement calquée sur celle des métropoles:

ce qui a été pour quelques-unes un bienfait, celles de l'Angleterre, par exemple, et pour les autres un contre-sens et un fléau. Pour qu'il y eût lieu à assimilation dans cette partie, il aurait fallu qu'il y eût similitude dans les autres, et c'est précisément le contraire qui existait presque partout. Qu'avaient, en effet, de commun avec leurs colonies une partie des métropoles pour les localités, pour les mœurs, pour le climat, pour les productions et le langage? Comment rapprocher et fondre ensemble, pour ainsi dire, des parties aussi hétérogènes? Si les colonies n'influaient en rien sur la forme d'administration de la métropole, pourquoi celle-ci voulait-elle influer sur celle des colonies, dont elle pouvait sans cela tirer l'utile? Pourquoi vouloir les tailler à sa mesure propre, plutôt qu'à la leur, et les tenir continuellement à la gêne, et comme captives dans des vêtemens qui n'allaient pas à leur taille? Car voilà ce que les métroples d'Europe ont fait, en revêtissant des colonies situées au delà des mers, sans aucune conformité physique ou morale, des mêmes formes de gou-

vernement qu'elles avaient adoptées à mille lieues d'elles, et quelquefois mille ans avant que de les avoir connues. Cette inadvertance, ce refus de chercher ce qui convient dans un sujet aussi important, accuse à la fois le Gouvernement de paresse et de mépris pour ces propriétés; car un intérêt véritable procéderait tout autrement. Par exemple, on a vu, on voit encore d'immenses colonies plus étendues elles seules que beaucoup d'états d'Europe, séparés ou même réunis, on les a vu gouvernées par un seul homme. Le Canada, cinq fois plus grand que la France, n'avait qu'un simple gouverneur; le Mexique n'a qu'un vice-roi, et ce vice-roi compte dans son gouvernement des provinces qui, comme l'audience de Guatimala, ont trois cents lieues de long; le Pérou a six cents lieues, le Chili sept cents, le Paraguai six cents; les Philippines égalent presque l'Espagne. Eh bien! l'Espagne prétend gouverner ces grands pays par un seul homme, vice-roi ou gouverneur, et le tout, parce que cela est établi chez elle, et qu'il en coûterait trop pour hercher ou pour inventer autre chose que ce

qui s'est trouvé en Espagne au moment où elle a trouvé l'Amérique. Il faut que le Mexique soit gouverné comme le royaume de Castille, et la patrie des Incas comme celle de Charles-Quint. De quelle proportion un seul homme, étranger au pays, à ses mœurs, à ses usages, dépourvu souvent de connaissances préparatoires à sa mission et toujours de connaissances locales, regardant son poste comme un lieu de passage ou d'exil; comment un homme, dans cette position, pourrait-il voir, peser, entendre, rechercher tout ce qui peut lui donner des connaissances nécessaires à son emploi? Comment pourrait-il en faire l'application au pays confié à ses soins? En Europe, on ne voit que des administrateurs hors de mesure avec leur besogne, quelque mince qu'elle soit en elle-même, quelque facilité qu'y apportent des documens de toute espèce recueillis depuis long-temps, et on pourrait regarder comme propres à l'administration d'immenses colonies des hommes transplantés dans des contrées inconnues d'eux, où tout est à faire loin de l'aide de la métropole et de l'œil du

maître. *Dieu est bien haut, le roi bien loin, et je suis le maître ici.* Ce mot d'un agent de ces autorités lointaines est l'abrégé de l'histoire de tous les administrateurs placés loin des regards du maître. Les malheurs qui excitaient les plaintes auxquelles répond ce mot si expressif, sont répétés à peu près dans toutes les mêmes situations. Quelques administrateurs sans doute sont au-dessus de ce reproche, et ne restent qu'au-dessous de la partie de leur tâche, qui surpasse trop évidemment leurs forces : le bien qu'ils ne font pas, le mal qu'ils ne peuvent empêcher, tout provient de la même cause, du défaut de proportion entre l'ouvrier et l'ouvrage; et ce double manquement accuse le vice de l'institution, qui annule les talens et les vertus des meilleurs citoyens. Le nombre en est si petit! Pourquoi créer encore des difficultés à ceux qu'on a le bonheur de rencontrer, et émousser leur zèle par des institutions repoussantes?

Il faut joindre à cet inconvénient majeur en lui-même, celui de la mobilité des administrateurs, mobilité fondée sur la nature même

des choses, puisqu'il ne peut se rencontrer qu'un petit nombre d'hommes auxquels, sous tous les rapports, la transplantation dans des régions aussi éloignées peut convenir, ou qui peuvent la supporter. Or, cette mobilité dans les hommes entraîne nécessairement celle des choses; elle détruit la suite des idées, des plans et des entreprises, toutes choses si importantes à continuer; elle égare l'autorité supérieure, nécessairement flottante entre les rapports toujours contradictoires des agens successifs : car les successeurs aux colonies ne sont pas plus copistes des prédécesseurs, que ne le sont entre eux leurs confrères d'Europe. De là, quelle suite de tâtonnemens et d'essais en pure perte! Comment établir quelque chose de solide sur un sable aussi mouvant?

Le recours que les colonies sont obligées d'aller chercher dans la métropole pour toutes leurs affaires, est encore un grand fléau pour elles. Il faut venir de mille lieues pour réclamer justice, ou solliciter ce qu'on appelle des grâces; il faut intéresser sur des contrées éloignées, presque toujours inconnues de ceux

même auxquels on s'adresse, regardés uniquement comme des propriétés utiles, et comme produit net, considérés d'ailleurs avec cette espèce de mépris qui s'attache à un état aussi subalterne; il faut passer par tous les détails qui naissent de l'éloignement des lieux, par toutes les filières de l'intrigue, si difficiles à démêler et à déjouer de si loin : comment n'être pas affecté de ces inconvéniens ? Aussi voyait-on habituellement les députés des colonies, rebutés de missions également infructueuses et pénibles. En France, avant la révolution, les régnicoles se plaignaient avec raison de la trop grande étendue des ressorts de l'administration ou de la justice, qui les forçaient à des déplacemens prolongés : comment ne se plaindraient-ils pas à bien meilleure raison, ces colons qui ne viennent pas, comme ceux-ci, de quarante, de cinquante, au plus de cent lieues, mais de mille lieues à travers les mers, et de toute sorte de dangers? Le bien-être respectif de la métropole et des colonies exigeait de réduire au plus petit nombre possible les cas dans lesquels le colon devait quitter ses foyers, pour

chercher dans la métropole ce qu'elle ne jugeait pas convenable de lui faire trouver sur les lieux.

D'un autre côté, les Gouvernemens n'avaient pris aucune mesure pour fixer les habitans aux colonies; elles étaient généralement regardées comme des lieux de passage et de fortune à faire, comme des éponges dont on s'empressait de rapporter dans la métropole les sucs qu'on avait pu en exprimer : cette instabilité donnait lieu à une rotation perpétuelle d'aventuriers, et de spéculateurs sur les profits à faire aux colonies, tous gens dépourvus de qualités coloniales, et qui les troublaient trop souvent par l'introduction des vices de l'Europe.

De plus, il régnait une assez grande animosité entre l'habitant de la métropole et celui des colonies. Celui-là, se regardant comme suzerain, laissait tomber sur le colon tout le poids du dédain auquel l'élévation de son titre lui faisait croire avoir droit envers des hommes qu'il voyait tellement au-dessous de lui. Généralement, on regardait en Europe les colons comme des hommes de labeur destinés unique-

ment à travailler pour le bien-être de la mère-patrie : on mettait entre l'Européen et le Créole une distance à peu près égale à celle que celui-là mettait, à son tour, entre lui et les autres castes des colonies. Les colons étaient vivement blessés de cette injustice prolongée ; ils sentaient leur importance, et supportaient impatiemment le poids d'un mépris que leur utilité seule aurait dû leur épargner. En quelques pays, pour ne pas dire en tous, la jalousie et les ombrages de la métropole avaient écarté de l'administration tous les habitans des colonies. Elles recevaient des métropoles les administrateurs de tous les grades : les colonies anglaises, au moyen de leur administration locale, calquée sur celle de l'Angleterre, étaient seules exemptes de ce fléau. Cet usage renfermait mille inconvéniens : il mortifiait sensiblement les colonies ; il les privait de l'avantage que donnent aux administrateurs les connaissances locales ; il les privait de l'effet du zèle que l'on apporte au bien de sa chose propre, des effets de l'émulation qu'inspirent les suffrages de ses concitoyens, le nom que l'on élève et qu'on

laisse au milieu d'eux, tous avantages qui ne peuvent appartenir qu'à ceux qui demeurent sur les lieux, qui y sont fixés, qui s'y attachent par le bien même qu'ils y font, tandis qu'un administrateur étranger et passager devra toujours à ce double caractère l'absence des connaissances locales, et de l'intérêt qu'on ne se crée pas pour un lieu où l'on n'est qu'en passant, ou qu'on n'éprouve jamais au même degré que celui qui y est à demeure. Pour être attaché à la terre, l'homme a besoin d'y être fixé; il doit y avoir entre elle et lui une espèce de mariage qui serve de garantie à leur fidélité mutuelle.

L'Europe s'est vivement ressentie de l'éloignement dans lequel elle a toujours tenu ses colons, et de la méfiance dont cet éloignement était le gage. Cette disposition outrageante pour ses colonies y a causé des troubles, et a compromis quelquefois l'autorité de la métropole.

Il semblait que les Européens ne devaient voir dans les colonies, que la bonté du Ciel leur avait révélées, que des produits à extraire et à mul-

tiplier; en un mot, que des fermes à exploiter et à faire valoir. Ils devaient chercher tous les moyens de réparer les inconvéniens de leur éloignement des colonies, et se borner à les faire produire et consommer. Eh bien, de ces champs destinés uniquement à la culture, ils ont été faire des champs de bataille. Quel contre-sens! Il semble voir deux propriétaires établir le théâtre de leurs débats au milieu de leurs moissons. Aussi, qu'arrive-t-il?

A peine la guerre a-t-elle éclaté en Europe, souvent même avant que le colon ait eu le temps d'en être prévenu, déjà il se trouve attaqué, envahi et presque infailliblement ruiné; il n'a rien à faire dans cette querelle, il en portera le fardeau; il est cultivateur par essence, le voilà partie dans des débats politiques; il est à mille lieues de l'Europe, le voilà enveloppé dans ses querelles. A la différence du propriétaire européen, qui, même en état de guerre, n'est atteint ordinairement que dans la plus petite partie de sa fortune, le colon voit tarir sur-le-champ les sources de la sienne, par l'interruption du seul canal dont il disposait, celui

de la métropole. Alors il appelle à son secours les neutres, la fraude et toutes les ressources que l'intérêt et le besoin savent se ménager contre des entraves trop pesantes; il devient immoral pour n'être pas ruiné. Si le propriétaire aux colonies habite la métropole, la guerre le frappe avec la même sévérité: aussi, dès qu'elle éclatait, n'y avait-il rien de plus commun que de voir les possessionnés, dans cette nature de biens, tomber dans l'état où l'on a vu les émigrés de France. La guerre était pour les colons, dans les deux mondes, un temps de deuil et de misère, tandis qu'elle n'était tout au plus qu'un temps de privations légères pour leurs concitoyens possessionnés en Europe : il n'y avait point de parité entre leurs conditions; mais ce que chaque particulier souffrait en détail, l'Etat le souffrait en masse, et réunissait sur lui seul la somme des infortunes particulières. Aussi, que devenaient, pendant ces absurdes guerres des colonies, ces villes si opulentes par elles, ces millions de bras occupés à leur fournir les échanges de leurs denrées? Quelle stagnation dans les ports, dans les ateliers, dans

la culture! Voilà où aboutissait la manie de faire entrer dans toutes les querelles de l'Europe, des colonies qui y étaient étrangères, et qui devaient en être exemptes par raison et par le plus simple calcul d'intérêt. La puissance maritime, ce grand agent de la puissance coloniale, ne suffit pas même à la défense du malheureux colon; car, à défaut de pouvoir paraître avec honneur entre les combattans, le plus faible se fait corsaire; il écume les mers qu'il ne peut garder; il déguise le pavillon qu'il n'ose plus déployer; et, par mille manœuvres, il rachète son infériorité; il fait comme forban le mal qu'il ne peut plus faire comme soldat. Ainsi, lorsque la marine militaire de Louis XIV eut disparu des mers, les corsaires de Saint-Malo n'en prenaient pas moins aux Anglais quatre mille vaisseaux de commerce; et dans les dernières guerres, qui sont certainement l'époque du périgée de la marine française, par quelle opiniâtreté d'incursions, le corsairage français n'a-t-il pas molesté le commerce anglais? Dans combien d'habitations aux colonies et de familles en Angleterre, n'a-t-il pas

porté la misère et le deuil? Telles sont les suites de l'irréflexion des Européens sur cet article si intéressant pour les colonies. Mais où leur mauvais génie éclate dans tout son jour, où il semble triompher, c'est dans les lois de détail qu'ils ont répandues avec tant de profusion sur ces malheureuses dépendances de leur aveugle pouvoir. On dirait qu'ils avaient pris à tâche de contrarier la nature, d'arrêter l'essor des colonies, de se priver des avantages qu'ils avaient dû se proposer en les acquérant, en les fondant, en les recherchant avec tant d'avidité. Désirer si ardemment, et négliger ce qu'on a acquis avec tant d'empressement, paraît ne pouvoir se concilier; et voilà cependant ce qu'on a fait depuis trois siècles que les colonies existent pour l'Europe. Indiquons les traits les plus saillans de ce tableau; il n'est pas celui des colonies exclusivement. Les métropoles y seront aussi renfermées; car l'Europe administrait ses colonies sur son propre modèle : elles n'ont pas à lui reprocher d'avoir tourné vers elles le côté nébuleux de la colonne, et de s'être réservé le côté lumineux. Alors l'Europe n'était pas mieux

+ Eh mon Dieu! si on était fou et déraisonnable chez soi, comment voulez vous que l'on fut sage et juste pour ses dépendances ?

gouvernée que ses colonies, et sa bonne foi égalait son ignorance.

Deux peuples que l'on ne rencontre guère sur la même route, les Espagnols et les Anglais, vont nous fournir des exemples frappans de cette ignorance soutenue des principes économiques les plus simples, des premiers élémens du commerce, de l'administration et de la direction des colonies. Les choses ont été portées au point, qu'en recherchant l'époque à laquelle les peuples sont sortis de ces pratiques routinières et aveugles, en examinant le degré où ils sont encore, on est porté à croire, ou que le genre humain est beaucoup plus jeune qu'il le dit, ou qu'il a perdu beaucoup de temps. Les faits vont prouver cette assertion, qui, dans cette généralité, peut paraître dure.

On ne peut parler de l'Angleterre et de l'Espagne que depuis la fin de leurs longues guerres civiles, telles que celles des deux Roses et des Maures. Jusqu'à cette époque, on ne savait que se battre; le pays était un champ clos, et le Gouvernement un héraut d'armes, toujours occupé à appeler des guerriers, et à sonner la

charge. C'est tout ce que l'on savait faire dans ces temps réculés, que l'on ne cesse d'ailleurs de recommander à notre vénération; mais au temps d'Henri VII en Angleterre, de Ferdinand et d'Isabelle en Espagne, les choses commencent à changer de face; le civil s'introduit auprès du militaire et le suit, quoique de loin, en attendant qu'il puisse lui dire avec assurance : *Cedant arma togæ.* On commence enfin à soupçonner qu'on peut faire autre chose que de se battre, et que ce monde n'est pas une arène. Eh bien! cette époque de régénération ne fit cependant éclore que des lois commerciales, frappées toutes de signes évidens d'insanité; et ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que leur auteur était le prince le plus éclairé de son temps. Il est évident qu'il était commandé par son siècle, et que c'était lui qui parlait par l'organe de ce prince, Henri VII.

Alors il fut défendu de mettre les enfans en apprentissage, à moins de 22 liv. 10 s. de rente en fonds de terre. Le prix des comestibles des matières premières et des ouvriers, était également réglé. Les idées monacales, introduites

jusque dans le commerce, représentaient le change, cette âme du négoce, comme favorable à l'usure, et le faisait proscrire.

Alors toute exportation d'argent était prohibée. L'étranger devait convertir en marchandises anglaises le prix de celles qu'il venait d'importer en Angleterre; comme si une pareille loi pouvait émaner d'un autre tribunal que de celui de la balance du commerce et du solde définitif que deux pays commerçans arrêtent entre eux à la fin de chaque année. L'agriculture n'était pas mieux entendue. On défendait la sortie des chevaux, dont l'Angleterre abonde. L'éducation de l'animal dont la précieuse toison alimente les fabriques de l'Angleterre, et par elles une partie de son trésor, au lieu d'être encouragée en raison de son utilité, était, au contraire, chargée d'entraves propres à la restreindre. Le législateur s'était abaissé aux plus petits détails, et, descendant jusque dans le dénombrement des troupeaux, il avait ordonné que le plus nombreux n'excédât pas deux mille têtes. On ignorait alors que la mesure de la volonté et de la liberté n'était autre chose que

celle du pouvoir. Aussi, quel était l'état de l'Angleterre? Cette puissance, qui couvre aujourd'hui les mers de ses vaisseaux, qui embrasse à la fois par eux les quatre parties du monde, ne comptait que dix mille matelots, là où elle en compte aujourd'hui plus de deux cent mille, dont cent dix mille sont habituellement sur ses flottes de guerre. Alors ses vaisseaux de commerce étaient, suivant l'occasion, transformés en vaisseaux de guerre: ils n'étaient pas, comme aujourd'hui, les protecteurs nés du commerce, mais ils lui étaient enlevés, en le privant du service auquel il les appelait: encore ces vaisseaux n'étaient-ils pas construits par des mains anglaises; les villes anséatiques étaient en possession de les fournir. Alors n'existaient pas ces superbes chantiers, ces arsenaux immenses qui voient aujourd'hui se former et s'armer dans leurs enceintes cette multitude de navires que l'Angleterre possède. Il est vraiment singulier que l'Angleterre, qui est assez puissante et assez éclairée aujourd'hui pour aller établir des constructions au cœur de la Russie, de l'Inde et de l'Amérique, en fut réduite alors à

ne pouvoir se passer de l'intermédiaire des villes anséatiques. L'agriculture se ressentait de ce mauvais arrangement, tellement que l'Angleterre était toujours obligée de recourir aux ports de la Baltique pour suppléer au déficit habituel de ses récoltes. Ce même pays est maintenant celui où le cultivateur est le plus éclairé et le plus riche, où la culture est favorisée par les plus gros capitaux, par le plus grand nombre d'expériences et de récompenses, et surtout par le bénéfice toujours certain de cette espèce de travail. Un fermier bien famé, en Angleterre, tire tout ce qu'il veut de ses produits, et s'élève aisément à une grande fortune. Mais c'était surtout pour les manufactures que les Anglais étaient restés en arrière, eux qui sont devenus les manufacturiers par excellence du monde entier, et qui créent sans cesse aux autres Gouvernemens l'embarras de se défendre contre leur industrie. Alors, quoiqu'elle eût déjà assis son sénat sur des balles de laine, l'Angleterre en était encore à ce point d'ignorance et de misère, qu'elle ne savait fabriquer que des étoffes grossières, et qu'elle ignorait

absolument l'art de teindre ses tissus; elle recevait des Hollandais cette préparation, qui est aujourd'hui à la portée de tout le monde, et que l'Angleterre possède dans un haut degré de solidité, mais dans un degré de lustre inférieur à celui que d'autres nations savent lui donner. Il y a loin de cette étroite fabrication à celle des six cent mille balles de laine qui a lieu en Angleterre, ainsi que les débats du parlement l'ont appris dans l'affaire de la réunion avec l'Irlande. Les manufacturiers ont témoigné des alarmes sur le dommage que certaines clauses commerciales de l'union pouvaient apporter aux fabriques; ils ont assuré que le nombre de six cent mille balles de laine, loin de dépasser les besoins des manufactures, était au-dessous de leurs facultés; ils ont dit que, si la fabrication s'arrêtait à ce point, c'était à défaut de matières premières, plutôt qu'à celui des moyens de fabrication. Le commerce anglais a sans cesse les yeux ouverts sur cette partie de l'administration et de la richesse nationale; il n'y a sur cet article ni distraction, ni capitulation. Aussi, dans cette affaire de l'union, tandis que la na-

tion entière se taisait et regardait, presque avec indifférence les débats purement législatifs des deux chambres dans les deux pays, elle s'est réveillée, elle a pris feu sur une simple clause commerciale, qui seule a paru l'intéresser dans l'ensemble de ce grand acte; chacun a senti son intérêt personnel attaqué : au lieu que l'union de l'Irlande avec la Grande-Bretagne, la fusion d'un corps législatif dans un autre est une question purement spéculative, qui n'atteint personne en particulier, ou seulement dans un lointain qui donne le temps de rechercher et de disposer ses ressources. Joignez à tous ces inconvéniens de détail, celui des compagnies exclusives auxquelles, suivant l'esprit du temps, tout le commerce était livré en Angleterre, comme il l'était partout, et vous aurez une esquisse de la manière dont elle traitait alors son commerce, et un juste sujet de comparaison avec celle dont elle le régit aujourd'hui.

Tandis que l'Angleterre travaillait si efficacement à se ruiner dans son intérieur, que faisait-elle à l'égard de ses colonies? Prenons pour exemple celles de l'Amérique. L'Angle-

terre ayant eu le bonheur de les établir indépendamment des Nègres et des Indiens, ayant par conséquent beaucoup moins d'embarras que les nations qui avaient à ménager à la fois les indigènes et les esclaves, l'Angleterre n'avait à s'occuper que de l'accroissement et de l'amélioration de ses colonies : c'était là qu'elle pouvait réaliser le but élémentaire à l'égard de toute colonie, qui est de la faire produire pour qu'elle puisse consommer. Est-ce là ce qu'elle a fait? L'exposé suivant répondra à cette question.

D'abord ses colonies sont adjugées, en général, pour le commerce, aux Compagnies exclusives, et en particulier, pour la plupart, à quelques individus favorisés. Les Compagnies se ruinent; les particuliers se démettent ou transigent; tout rentre dans l'état civil ou colonial. Mais la métropole est là avec ses lois de fer; elle craint que ses colonies ne prennent de l'accroissement; leur fécondité lui porte ombrage. Elle élève à l'avance des doutes et des nuages lointains sur leur fidélité à venir; il faut les contenir par la pénurie, et s'en assurer par

les privations. La mère-patrie devient une marâtre qui craint des enfans trop robustes, et qui ne s'occupe qu'à retenir leur développement. Ainsi, bornant ses colons à la culture, elle les attache exclusivement à la glèbe; elle ne leur permet de manufacturer que pour eux exclusivement; elle élève une barrière entre chacune de ses colonies; elle les traite en étrangers; elle leur défend toute relation, et le versement mutuel de leurs productions. Le travail de l'ouvrier est réglé, non sur son aptitude, mais sur le temps qu'il a employé ou perdu à s'y rendre propre; il doit, dans tout état, y consacrer sept ans. Ce n'est ni sa fortune, ni son industrie, ni la faveur dont il jouit qui réglera le nombre de ses associés : la loi le fixe irrévocablement à deux, pour l'artisan industrieux ou ignorant, pour le vieillard et le jeune homme, dans les lieux où le travail trouve des débouchés et de l'emploi, comme dans ceux où il en manque.

L'Amérique, couverte de forêts, avec un sein qui sue le fer, était le pays du monde le plus propre à fournir à la métropole ce pro-

duit précieux et indispensable pour tant d'usages. Elle pouvait tirer de l'excédant un bénéfice considérable ; eh bien ! l'Angleterre ne laissait à l'Amérique que la faculté de l'extraire, et de le transporter chez elle, ou même, par une bizarrerie remarquable, le débit en était borné à dix lieues autour de Londres. L'Américain devait aller chercher en Angleterre, la fabrication du métal qu'elle tirait de son propre sol; la possession de tout instrument propre à cet usage lui était interdite. On a entendu le célèbre Chatam s'écrier en plein Parlement : « L'Angleterre est perdue le jour où l'Amérique fabriquera un seul clou de fer à cheval ! » Oracle trompeur, sinistre augure que la révolution d'Amérique a changé en une source de prospérité pour l'Angleterre même ! Les ports de l'Amérique ne s'ouvraient qu'aux seuls vaisseaux anglais; les étrangers n'y abordaient jamais, et l'Irlande même, considérée comme telle par sa bonne sœur l'Angleterre, n'avait pas plus de priviléges qu'eux, et était, comme eux, repoussée des ports américains : voilà où l'on en était alors. Le parlement d'An-

gleterre, se métamorphosant en chambre de commerce, s'était chargé de sa direction ; et comme l'esprit d'administration ne fut jamais l'apanage des corps, l'intervention du parlement n'était bonne qu'aux fraudeurs, plus éclairés et plus surveillans que ne peut jamais l'être un corps législatif.

Tant que les colonies anglaises des Antilles furent libres, leur commerce appartint presque exclusivement aux Hollandais, alors bien supérieurs aux Anglais en connaissances et en facultés commerciales : les colonies suivaient en cela la pente naturelle des choses, qui les porte vers le débouché le plus avantageux. Il fallut que l'autorité réparât l'infériorité de l'industrie de la métropole, et lui ramenât ses colonies : le grand acte de navigation parut, et l'Angleterre prit alors la place de la Hollande. Les progrès qu'elle a faits depuis ce temps, l'exemptent bien de la crainte de la perdre de nouveau. Cet acte mit l'Angleterre dans le cas de fournir le sucre à tout le Nord ; elle en eût aussi fourni le Midi, sans la loi absurde qui interdisait à ses navigateurs de s'y porter avant

que d'avoir relâché en Angleterre, marche qui, en doublant les frais de transport, doublait le prix de la denrée, et favorisait ceux qui avaient eu le bon esprit de ne pas se condamner à faire le même circuit. Alors Saint-Domingue n'existait pas encore, et ce n'est que depuis 1740, que ses sucres ont obtenu une préférence générale, et remplacé les sucres anglais.

Quels pouvaient être, dans tout ce que nous venons de rapporter, le mobile de l'Angleterre et le but auquel elle tendait?

Quant au premier, on ne peut en alléguer un seul qui soit raisonnable; quant au second, elle allait directement contre son but: car, avec un peu de réflexion, elle ne pouvait se dissimuler que cette contrainte extrême, bonne tout auplus pour l'enfance de ses colonies, ne pouvait s'étendre au delà, et, qu'en se peuplant, qu'en se fortifiant, elles tendraient nécessairement à s'y soustraire; que leurs habitans, avec du sang anglais dans les veines, participeraient à toutes les qualités qui le distinguent; à l'esprit d'observation, qui médite, voit et compare;

à celui de justice, qui discerne et juge; à celui de liberté, qui s'irrite d'une oppression prolongée. L'Angleterre aurait dû voir qu'il était bien difficile de retenir sous le joug des hommes qui ne s'étaient expatriés que pour s'y soustraire, et qu'enfin il y avait une contradiction un peu forte entre l'Anglais si jaloux de sa liberté en Angleterre, et l'Anglais si ombrageux sur cette même liberté exercée par un Anglais en Amérique. Ces réflexions, bien simples, auraient sûrement amené l'Angleterre, à l'égard de ses colonies, à une conduite qui leur eût été mutuellement profitable, et qui, en resserrant les liens entre la mère et les enfans, les aurait empêchés de scandaliser le monde par le spectacle de leurs débats.

L'Espagne a encore surpassé, s'il est possible, tout ce que nous venons de voir; elle a connu, comme tous les autres pays, les Compagnies exclusives; elle en a éprouvé les mêmes effets; mais, de plus, elle a imaginé d'exclure la plus grande partie, ou plutôt la presque totalité de ses habitans, de toute communication avec ses colonies. D'abord elle ne leur ouvrit

d'autre débouché que le port de Séville : lorsqu'il fut comblé, elle y substitua celui de Cadix; mais, dans les deux cas, elle ne se réserva qu'un point pour communiquer avec d'immenses contrées, et leur ferma, comme elle se le fermait à elle-même, tous ceux dont la ceinture de la péninsule est si abondamment pourvue. C'était bien évidemment restreindre leurs relations mutuelles, et rendre plus chers pour tous les ports fermés les objets qu'ils étaient obligés de tirer de Cadix, empêchés, comme ils l'étaient par son privilége exclusif, de les tirer directement de l'Amérique. Alors Cadix réunissait le commerce exclusif de l'Espagne avec l'Amérique, à celui de l'Amérique avec l'Espagne : il avait à la fois le monopole de la colonie et celui de la métropole.

Le négociant étranger, établi en Espagne, y remplissant ses devoirs et acquittant les droits de citoyen, réchauffant par son activité la langueur du commerce espagnol, n'avait pas le droit de s'y associer. Le nombre des navires, l'époque du départ, l'itinéraire, le retour, tout était réglé par le Gouvernement; et ces arran-

gemens, devenus habituellement des objets d'intrigues ou de faveurs, étaient sollicités à la cour et marchandés dans les bureaux. On obtenait un vaisseau comme une élévation en grade, comme une décoration honorifique. Les douanes complétaient cette surcharge d'entraves, par la complication et le prix des droits, qu'on ne savait qu'augmenter; comme si, en les élevant au-dessus de leur véritable taux, ils ne retombaient point par là même au-dessous; comme si on ne perdait pas sur-le-champ, d'un côté, ce qu'on avait l'air de gagner de l'autre. Il n'y a pas long-temps qu'on a appris qu'en finance deux et deux ne font pas quatre, et le retard de cette grande découverte n'est pas le trait le plus honorable des Gouvernemens modernes. L'Espagne, en infériorité de commerce avec tout le monde, avait défendu la sortie de tous métaux, comme s'il était en son pouvoir de se soustraire à la solde de la balance de son commerce; comme si le commerce étranger était tenu de pourvoir, à ses frais, aux besoins de l'Espagne, ou bien comme si elle eût cherché à l'écarter. Elle ne pouvait vouloir qu'une de ces

trois choses, et les deux premières sont si absurdes, qu'on ne peut s'arrêter qu'à la troisième; encore est-elle plutôt un effet qu'un but auquel l'Espagne était amenée sans projet formé, mais par la seule force des premières données. Cette défense, faite sous peines capitales, a duré jusqu'en 1741, qu'elle fit place d'abord à un droit de trois pour cent, fixation trop forte qui favorise la fraude. Aussi, le commerce d'argent avec l'Espagne était-il très-lucratif, et enrichissait-il les provinces de France limitrophes de l'Espagne. Cette puissance n'a jamais été heureuse dans l'estimation des droits, pas même depuis qu'elle s'est éclairée sur les principes du commerce, et qu'elle en a admis la liberté. Le tarif de 1778, lors de la suppression de l'exclusif de Cadix, donnait encore ouverture à une fraude de soixante pour cent, et celui de 1720 prêtait à un bénéfice frauduleux de cent pour cent. La grandeur de cette perte n'a pas été une raison pour que l'Espagne ne l'ait laissé subsister pendant soixante ans. L'Espagne, comme l'Angleterre, avait défendu à ses colonies de commercer ensemble; elle les tenait sé-

parées comme des provinces étrangères et ennemies; elle ne leur accordait la liberté de s'approvisionner ni dans la quantité, ni dans les lieux où leurs besoins et leurs avantages les appelaient. Il y a telle grande colonie, comme la Havane, qui passait des années sans recevoir un vaisseau de la métropole, ou qui n'en recevait qu'un seul. Le Chili tout entier devait se pourvoir au Pérou, et ne pouvait encore extraire qu'une seule cargaison.

Un pareil régime n'est-il pas une insulte au bon sens, un arrêt prolongé contre les colonies ? Et si l'on doit s'étonner de quelque chose, n'est-ce pas qu'elles n'aient point péri, qu'elles n'aient pas succombé sous un fardeau aussi lourd et aussi mal calculé ? Et, tandis que l'Espagne s'opposait avec tant de suite aux progrès de ses colonies, par des lois positives de toute absurdité, elle y ajoutait encore toutes les espèces de négligences qui devaient la priver des riches produits que leur sein fertile lui offrait à l'envi. Ainsi l'Espagne s'est condamnée à payer un tribut de dix à douze millions pour son approvisionnement en épiceries,

qu'elle tirera quand elle voudra d'Amérique, où elles croissent naturellement dans les vallées des Cordilières. La soie y croissait aussi, avec toutes les qualités requises pour le meilleur emploi; elle y est perdue. Combien d'autres productions sont également négligées, perdues, ou arrêtées dans leur développement, et toujours par la même cause, l'incurie des administrateurs, qui correspond dans tous les degrés à celle du propriétaire et des maîtres! Les choses étaient portées au point que l'Espagne, qui est couverte de vignes, et dont le peuple est le plus sobre de l'Europe, n'exportait annuellement, jusqu'en 1743, que dix-sept cent quarante et une tonnes de vin ou d'eau-de-vie, dans un aussi immense marché que l'Amérique, et qu'à la même époque ses envois aux mêmes lieux, en marchandises d'Europe, s'arrêtaient à six mille six cent douze tonneaux.

Aussi, quel était alors l'état de l'Espagne? Eût-on jamais reconnu sous les lambeaux qui la couvraient, dans la misère où elle croupissait, le propriétaire d'une étendue de terre sur laquelle le soleil ne se couche jamais? Qui au-

rait distingué, dans la nécessiteuse Espagne, le maître de la patrie de l'or et de l'argent? L'Espagne restait, avec tous ses trésors improductifs, sans action et sans considération au milieu de l'Europe qui profitait de son inertie pour l'exploiter, comme elle avait profité de celle des Indiens pour exploiter l'Amérique : aussi en était-elle déjà réduite, sous Charles-Quint, à de honteuses propositions de banqueroute. Sa dette, sous Philippe II, s'élevait déjà à un milliard; Philippe IV, par acte de sa toute-puissance, donnait au cuivre la valeur de l'or, et le successeur de Philippe V put se croire autorisé à faire banqueroute aux engagemens de son père, d'une manière d'autant plus honteuse, que la somme était plus petite. Il ne s'agissait que de 160,000,000, somme égale aux frais de construction de Saint-Idelfonse, et à la somme dont Ferdinand IV, son successeur, mourut propriétaire, double rapprochement fort singulier dans l'histoire de cette monarchie. L'Espagne avait trouvé le secret de posséder, non seulement en pure perte, mais avec charge, des colonies telles que Saint-

Domingue et les Philippines. Ce n'est que depuis très-peu de temps qu'elle retire quelque chose de Porto-Ricco. La Havane est soutenue par le Mexique; l'Espagne a chassé deux fois de la Louisiane et de la Floride la population française et les réfugiés d'Acadie, comme si elle craignait que ces immenses déserts ne se peuplassent trop et trop tôt. Aussi est-il probable que si, dans un espace de deux cent quatre-vingt-sept ans, l'Espagne a reçu de l'Amérique des sommes immenses en métaux et en marchandises, elle aurait reçu une somme infiniment plus forte, et si on en juge par la différence des produits dans dix ans de liberté, pendant lesquels ils ont passé de la somme de 105,000,000 en métaux à celle de 170,000,000, et de 75,000,000 de denrées à 206,000,000, alors l'Espagne aurait conservé quelque chose de cette somme prodigieuse, au lieu qu'elle n'a fait qu'y passer, comme dans un canal chargé seulement de la distribuer, sans en rien retenir. Il est dans le fait assez étonnant que l'Espagne, qui tire tous les métaux d'un fonds qui lui appartient, et qui les reçoit en Europe, ne pos-

sède pas une somme métallique de plus d'un milliard, tandis que la France, qui ne possède pas une mine, pas une seule veine d'or et d'argent, peut compter un numéraire de deux milliards quatre cent millions. La différence des deux sommes s'explique par la différence du caractère des deux propriétaires.

Il semble aussi que les Européens auraient créé pour leurs colonies, comme pour eux, de grands moyens d'utilité par la formation d'établisssemens vraiment coloniaux, dont on n'aperçoit aucune trace chez aucun peuple d'Europe. Sûrement il était également de l'intérêt bien entendu des métropoles et des colonies, de faire trouver à la jeunesse des colonies des moyens d'instruction assortis à l'état des colons. La métropole avait intérêt de les attirer dans son sein; la colonie avait autant d'intérêt à cultiver ces jeunes plantes, et à initier ses enfans dans les arts et dans les sciences de la métropole: cet arrangement profitait à tout le monde. On n'a pas songé davantage à former des sujets destinés uniquement à porter aux colonies des secours pour les maladies qui leur sont particu-

lières. Les colonies ne ressemblent en rien à nos climats; productions, température, habitudes, tout exerce sur les corps une influence à laquelle rien de ce que l'on voit en Europe ne peut préparer. Le plus habile médecin européen ne connaît rien, par état, aux maladies coloniales, dont il ne peut avoir l'idée, à défaut de les rencontrer dans le cours de ses études et de sa pratique. Pourquoi n'avoir pas élevé des écoles uniquement destinées à la connaissance de ces maladies et à l'instruction des sujets qu'on leur aurait envoyés? Pourquoi n'avoir pas également établi une ou deux écoles pour l'enseignement de tout ce qui a rapport aux colonies, à leurs productions, à leurs intérêts, à leur administration? Il fallait depuis long-temps former ces cours d'instruction coloniale, et de ceux qui s'y seraient distingués, un corps destiné à devenir la pépinière de leurs administrateurs. Par ce triple oubli moral, l'Europe s'est rendue à la fois coupable d'ingratitude et de négligence envers ses colonies; d'ingratitude, car elle en avait assez reçu pour qu'elles méritassent quelque attention de sa part; de négligence,

car les pertes que les colonies ont éprouvées par ces omissions, sont retombées sur elle, comme il arrive à tout propriétaire négligent, qui se prive lui-même de tout ce qu'il refuse à sa propriété, qui, étant moins soignée, a moins à rendre, et lui, par là même, moins à recevoir.

Dans les faibles essais que les Européens ont tentés pour naturaliser chez eux quelques-unes des productions de leurs colonies, ils n'ont mis ni plus de discernement ni plus de méthode. Une transplantation de cette nature exigeait de consulter la nature du terrain, l'influence du climat, que les sujets transplantés abandonnaient; elle voulait qu'on choisît, sur toute l'étendue de la métropole, les lieux qui pouvaient les leur rappeler davantage. Au lieu de cela, et comme si les capitales avaient, à ce titre seul, les propriétés de tous les sols et de tous les climats, c'est toujours chez elles qu'on a entassé pêle-mêle les productions extraites de sols et de températures tout-à-fait différens. Aussi, qu'est-il resté de ces cargaisons si nombreuses, si pompeusement annoncées, comme devant enrichir l'ancien monde de la dépouille

des trois règnes du nouveau? Ce qui en est resté! Rien ou presque rien; et ce qui a échappé à la commune destruction, satisfait dans des jardins pompeux, dans des collections somptueuses, une vaine curiosité, et charge de sa nomenclature bizarre des états volumineux et des têtes assez fortes pour donner place aux dénominations de ces inutiles étrangers.

CHAPITRE XV.

Récapitulation de l'état positif des Puissances coloniales.

Réunissons dans un court tableau la longue déduction que nous venons de faire, et, pour ainsi dire, la galerie que nous venons de parcourir.

Le Portugal n'a plus de colonies; il l'est devenu lui-même. La métropole n'est plus en Portugal, et désormais c'est au Brésil qu'il faut l'aller chercher..... Elle a passé en Amérique, et la colonie est restée en Europe.

Cette révolution (car quel autre nom peut-on donner à un événement de cette importance?) change entièrement les rapports du Brésil avec le Portugal, et ceux du Portugal avec ce pays. Il y a plus, c'est qu'elle change l'état du Portugal en lui-même, ainsi qu'à l'égard de l'Europe.

Quant aux anciens rapports du Brésil avec le Portugal, il est bien évident qu'ils sont entièrement intervertis. Le Gouvernement, passé au Brésil, n'enverra plus en Portugal les trésors du Brésil; il les gardera pour lui-même, et les consommera sur les lieux. Cependant ces tributs servaient à acquitter la balance du commerce qui était contre le Portugal, d'une somme de plus de soixante millions; il devra dorénavant faire face à cette dépense avec ses produits propres. Si le Gouvernement du Portugal métropole s'occupait assez peu du Brésil colonie, à son tour, le Gouvernement du Brésil, devenu métropole, n'accordera pas beaucoup plus d'attention au Portugal tombé dans l'état de colonie. Transporté dans un pays tout neuf en lui-même, comme tout nouveau pour lui, dans lequel tout est à faire, où tout est vaste, riche, où la nature est grande, féconde, imposante, où la population surpasse déjà celle du Portugal, et, par son mélange, demande des soins et une attention soutenues, le Gouvernement du Brésil n'aura pas beaucoup de temps à donner à un pays éloigné, qui lui paraîtra très-in-

férieur, sous tous les rapports, à celui qu'il occupera. Les grands, les hommes qui ont le besoin des cours, ne passeront-ils pas du Portugal au Brésil ? Le Portugal, devenu colonie, ayant à recevoir ses lois de loin, appauvri par le retrait des tributs du Brésil, par la suppression des dépenses de la cour et des grands, s'accoutumera-t-il à un changement par lequel il se sentira si vivement blessé? Consentira-t-il toujours à rester dans un état de colonie dépendante, à supporter ce qu'il a d'humiliant et de fâcheux dans toutes les parties de l'administration ? Les deux fractions du même Gouvernement ne se lasseront-elles pas de relations si lointaines, si tardives, si incommodes ? Et le Brésil ne sera-t-il pas aussi peu apte à gérer les affaires du Portugal, que le Portugal l'était à gérer celles du Brésil? De plus, l'Europe verra-t-elle toujours le Portugal, colonie du Brésil, du même œil, dont elle considérait le royaume de Portugal, métropole du Brésil, co-état européen de tous les membres de l'association souveraine de l'Europe? Ensuite, le souverain du Brésil ne passera-t-il pas néces-

sairement des affections de l'Europe aux affections de l'Amérique? Il ne peut manquer de devenir tout Américain, et anti-Européen dès qu'il s'est fait extra-Européen. Placé au centre du grand mouvement qu'éprouve ce vaste continent, il sera bien plus occupé de ce qui se passera à ses portes, que de ce qui se passera loin de lui. Ce changement, ce transport du Gouvernement du Portugal en Amérique dénature, dans son principe, l'état colonial du Portugal, ou plutôt, en le rendant lui-même colonie, il a fait qu'il n'y a plus de colonies pour lui.

Sûrement c'est en considération du Brésil que le Gouvernement portugais a insisté sur la conservation de la traite : on sent bien l'intérêt que le Brésil y avait; mais on n'en peut apercevoir aucun du côté du Portugal; car il n'a plus de colonies, et, dans cet état, la traite ne lui importe pas plus qu'à l'Autriche et qu'à la Prusse. La nouvelle distance du Portugal le classe parmi les états extra-coloniaux.

La Hollande, sage et modérée dans son ambition coloniale, comme elle l'est dans toutes

ses inclinations, jouissait, à l'aide des rivalités de la France et de l'Angleterre, d'une puissance de convention. Dans le fait, c'était l'impossibilité de laisser ses colonies à la discrétion de l'une ou de l'autre, qui lui en avait garanti la possession. Par le nouvel ordre qui a créé le royaume des Pays-Bas, cet état, remplaçant la Hollande, a gagné en moyens de garder ses colonies des Indes; mais il a perdu ses plus importantes possessions, et avec elles l'avant-mur qui les couvrait, et qui les défendait toutes. Le cap de Bonne-Espérance ne lui appartient plus; il a passé dans les mains de la trop heureuse Angleterre; de plus celle-ci occupe l'île de Ceylan : sa puissance a tout absorbé dans l'Inde. Ce nouvel ordre de choses change entièrement l'état colonial du royaume des Pays-Bas : à vrai dire, il n'a plus de colonies, car on n'a pas de colonies, quand celles que l'on possède sont dans un tel état de dépendance qu'on ne les possède que sous le bon plaisir d'autrui, quand on est assuré de les perdre toutes les fois qu'elles seront attaquées, et qu'on est sûr qu'elles le seront toujours, enfin,

lorsque la crainte de les perdre fait vivre dans un état continuel de dépendance et de subordination. Or voilà l'état dans lequel la perte du Cap et de Ceylan, avec la prodigieuse élévation de la marine et de l'empire anglais dans l'Inde ont amené les choses, par rapport aux colonies du nouveau royaume des Pays-Bas : privé de ses deux points d'appui les plus importans, il ne lui reste aucun moyen de défendre ses colonies; dans toute guerre, elles commenceront par être le but des premiers coups de l'Angleterre, et sa proie nécessaire. L'imminence de ce danger influera toujours sur les démarches du nouvel état; et, au point auquel les choses sont arrivées, il n'a plus besoin de troupes dans ses colonies que pour le maintien du bon ordre intérieur, et contre les naturels de ces contrées, car toutes les troupes qu'il destinerait à les défendre, ne retarderaient pas de vingt-quatre heures la prise de ses colonies par les Anglais. Il en est des colonies du royaume des Pays-Bas comme de celles de la France; ce ne sont plus que des comptoirs et des fermes, mais aucunement des

moyens de puissance : comme elles ne défendent plus rien, elles ne doivent plus être défendues. La France et les Pays-Bas doivent suivre pour leurs colonies la même règle de conduite, en paix comme en guerre. Le royaume des Pays-Bas n'est donc plus une puissance coloniale : ses colonies ne doivent plus être comptées que comme des factoreries, ou des comptoirs de commerce ou de banque. Cela est d'autant plus malheureux que les Hollandais, qui composent encore la seule population coloniale du royaume des Pays-Bas, sont le peuple éminemment colonial, celui dans lequel se montre davantage la réunion des qualités propres à faire fleurir des colonies. Economie, opiniâtreté de travail, modération de désirs, calme inaltérable, ces qualités élémentaires de tout bon ordre, et principalement de l'ordre colonial, se retrouvent dans le plus haut degré chez le Hollandais : qu'on voie ce qu'ont opéré parmi eux ces admirables qualités dans ce qu'ils ont exécuté à Batavia, à Surinam, au cap de Bonne-Espérance. Quelle autre nation aurait soutenu l'aspect de pareils

travaux, aurait osé se fixer dans des lieux aussi repoussans, aurait su substituer à des marais infects, au séjour des reptiles, des cités aussi riantes, des cultures dont la richesse a été achetée au prix de tant de sueurs ? L'Anglais est plus propre à la conquête, ainsi qu'à l'administration politique de grandes colonies, mais il n'a pas en partage cette économie, cette ténacité au travail, qui font des Hollandais un peuple à part, et qui, à la longue, finissent par constituer la supériorité coloniale; car, aux colonies comme partout ailleurs, elle appartient au travail, et doit en dernier ressort finir par lui rester. Le Français aime trop le luxe et ses jouissances, ainsi que la rapidité de la fortune, pour réunir beaucoup des qualités qui constituent l'aptitude à faire fleurir des colonies; il n'en faut pas juger par Saint-Domingue, terre privilégiée s'il en fut jamais, car que n'y auraient pas fait des Hollandais ? Le Français voudrait ôter sa roue à la Fortune, pour lui substituer des ailes. L'Espagnol n'a aucune qualité coloniale : il a fui le travail en Amérique, comme il le fuit en Espagne; il a

couru aux mines, et non pas à la culture; partout où il n'a pas trouvé de métaux, il s'est éloigné comme s'il n'y avait rien à faire; il est resté dans son indolence, et a substitué l'économie stérile de son abnégation des jouissances à l'économie productive du Hollandais, qui ajoute au travail par le travail, et à la richesse par la richesse. L'Espagnol est le Midas des colonies, changeant tout en or, et mourant de faim au milieu de son or.

L'Angleterre est la puissance coloniale par excellence, en raison de la prééminence de sa marine, de la richesse de ses capitaux, de l'étendue et de la fécondité des colonies sur lesquelles elle règne. En effet, elle règne sans compétiteurs et sans crainte d'en avoir dans toute l'Inde et dans les mers d'Asie; elle en tient les clés par la possession du Cap et de l'Ile-de-France; elle en domine toutes les mers par l'occupation de Ceylan, du Malabar et de la côte de Coromandel. Aux Antilles, ses possessions participent aux chances créées par le nouvel état des Nègres, et par le royaume de Saint-Domingue. Au Canada, rien ne l'a

ébranlé et rien ne le menace, le temps n'est pas encore venu. L'Angleterre occupe donc dans l'ordre colonial un rang trop élevé pour ne pas mériter d'y faire classe à part; rien ne peut lui être comparé; elle est hors de pair avec tout le monde, et de sa place a celle qui la suit immédiatement, il n'y a en pas seulement une d'intervalle, il y en a mille.

La France a perdu l'Ile-de-France et Saint-Domingue : la perte de l'une l'efface de l'Inde; la perte de l'autre l'annule aux Antilles. La Martinique, sans Sainte-Lucie, ne sert à rien; Bourbon n'est plus qu'une ferme isolée au milieu des mers; l'Ile-de-France le protégeait. Si cette île était peu de chose sous les rapports commerciaux, elle était très-importante sous ceux de la politique et de la guerre. Sa position en faisait l'avant-mur des établissemens français dans l'Inde, la relâche de leurs vaisseaux, l'arsenal de leurs escadres et leur poste d'alarme contre les établissemens anglais. En 1735, on commença à lui reconnaître ces propriétés, et le célèbre La Bourdonnaye fut chargé d'y travailler d'après cette vue; cet homme extraor-

dinaire tira l'île du néant, et y fit ou y prépara tout ce qui pouvait remplir les intentions de son gouvernement : celui-ci continua de s'en occuper et la fortifia sous la direction de l'habile ingénieur d'Arcou. Dans cet état, l'Ile-de-France avait la double propriété de protéger les établissemens français, et d'inquiéter ceux des Anglais en troublant leur navigation; elle a parfaitement rempli cette destination dans la guerre d'Amérique, aussi bien que dans les deux dernières, pendant lesquelles on a vu cet établissement relégué au bout du monde, sans secours de la métropole, sans communications avec elle, supporter avec une constance admirable un blocus qui, pendant plusieurs années, assujétit cette île aux plus dures privations. On a vu les habitans, malgré leur détresse, désoler le commerce anglais, aller insulter les côtes de l'Asie, et, réunissant l'énergie civile au courage militaire, résister à la fois aux ennemis de leur tranquillité intérieure ainsi qu'à ceux de leur indépendance; les Anglais d'une part, et de l'autre les commissaires des assemblées françaises. Car, il faut le dire,

l'Ile-de-France et Bourbon n'avaient pas moins à se plaindre de la France que de l'Angleterre, et leur zèle avait d'autant plus de mérite qu'ils avaient moins de motifs pour en avoir, et qu'ils pouvaient fort bien profiter des embarras de la métropole pour se soustraire à son joug, et vivre dans une indépendance qui aurait tourné toute entière à leur avantage, et même à celui de la France; car l'Ile-de-France indépendante valait encore mieux pour elle que l'Ile-de-France anglaise. Maintenant que la France l'a perdu, il ne lui reste aucun moyen de remettre le pied dans l'Inde, ni d'y soutenir les minces établissemens qu'on lui a rendus à la paix. Que sont en effet quelques points isolés placés à quatre mille lieues d'elle, et comme perdus au milieu de l'immensité des possessions anglaises? C'est à peu près comme si la France possédait trois ou quatre villages en Angleterre. Vaudraient-ils ce qu'ils coûteraient? Que feraient-ils pour sa puissance réelle? Et s'ils coûtaient beaucoup d'argent, comme font les établissemens français de l'Inde, alors l'argent de la France ne serait-il pas le plus mal employé

possible ? car les états doivent calculer le placement de leur argent comme le font les particuliers. Lorsque la France avait de la puissance dans l'Inde, ou la perspective d'un retour à la puissance, la seule probabilité du succès pouvait justifier l'emploi de l'argent qu'elle dépensait dans ses colonies orientales; mais depuis qu'elle a perdu l'Ile-de-France, et que toute l'Inde appartient à l'Angleterre, ses calculs doivent suivre le changement qu'ont subi les objets auxquels ils se rapportaient antérieurement. La France ne doit plus entretenir un soldat dans l'Inde, ni dépenser pour elle un seul écu.

Les colonies françaises des Antilles ont changé de face par la révolution de Saint-Domingue, et la cession de Sainte-Lucie à l'Angleterre : celle-ci annule l'établissement militaire de la Martinique. D'ailleurs il devient sans objet dès qu'il n'y a plus de Saint-Domingue pour la France : car ce n'était pas pour la Martinique qu'il avait été formé; elle en valait peu la peine, et n'en aurait pas payé les frais; mais la Martinique était le port de guerre et l'arsenal du riche Saint-

Domingue. La Martinique et la Guadeloupe ne sont donc plus que deux fermes, productives il est vrai, mais qui ne peuvent plus être considérées que sous des rapports d'utilité, et non plus de puissance : deux comptoirs, deux champs ouverts, et rien dc plus. Tout armement fait en vue de ces colonies qui dépasserait le soin de l'entretien de l'ordre intérieur est un vrai contre-sens, une perte d'argent dommageable à la métropole comme iuutile à la colonie.

La France ne doit donc plus être comptée comme état colonial.

L'Espagne, qui était naguère la première puissance coloniale en surface, la seconde en richesses, est à la veille de devenir la dernière; car dorénavant, pour avoir des colonies, elle doit commencer par les reconquérir. Son état colonial est donc enveloppé des nuages du plus sombre avenir, et s'apprête à donner ouverture à la plus grande révolutiou dont le monde ait encore été le témoin. Si jamais fortune ne fut plus colossale, jamais aussi chute n'aura été plus lourde; si jamais on n'a tant possédé, jamais aussi on n'aura tant perdu, et cela par une

suite de fautes dont l'étendue et l'opiniâtreté n'admettent ni commisération, ni excuses. Nous disons que l'Espagne perdra ses colonies, à la différence de l'Angleterre, qui s'est enrichie à perdre les Etats-Unis, parce que l'Espagne ne retirera point par le commerce ce qu'elle aura perdu avec la souveraineté, ainsi qu'a fait l'Angleterre qui reçoit, par ses relations commerciales avec les Etats-Unis, plus qu'elle n'en recevait par sa souveraineté, et qui, en même temps, se trouve n'avoir plus à payer les frais d'établissement et de garde. C'est là que se marque la différence entre les peuples industrieux et les peuples oisifs, ennemis du travail : quand une perte arrive, ceux-ci se trouvent sans moyens de réparation; tandis que les peuples laborieux ont ménagé, dans leur travail même, tous les moyens de réparation aux pertes qu'ils peuvent éprouver.

En résultat, des cinq puissances coloniales (car nous ne comptons pas le Danemarck et la Suède) une seule est affermie; tout le reste croule et tient à rien. Quel spectacle! Comme il est digne d'attention! surtout lorsqu'on vient à

penser que cet immense changement est l'ouvrage des vingt dernières années, pendant lesquelles les germes que recélaient les institutions coloniales de tous les peuples se sont développés en liberté, ont agi avec toute leur force, et ont fini par amener l'ordre de choses que nous allons avoir à examiner. Les peuples qui ont co-ordonné leur conduite aux principes de l'ordre colonial, ont conservé leurs colonies; ceux qui s'en sont écartés, les ont perdues. Les effets ont correspondu exactement aux causes, et, comme il est juste, chacun a fini par recueillir ce qu'il avait semé.

CHAPITRE XVI.

Suite de cet état; ses dangers.

Il suit de la démonstration établie plus haut, qu'il n'existe plus au monde de colonies et de marine que pour une seule puissance, qui est l'Angleterre.

Il faut partir de ce point, comme du pivot sur lequel roule toute cette question, et avec lui tous les intérêts du monde commercial et colonial. La chose, comme on voit, vaut bien la peine d'être examinée. Que l'on prenne la peine de suivre cette déduction, on verra comment l'Angleterre s'y est pris pour serrer les mailles du filet dans lequel elle a enveloppé le monde. Nous osons nous servir de cette figure, en demandant toutefois de nous la pardonner.

Le premier anneau de la chaîne est attaché à Hélygoland, et le second à Jersey. De là,

l'Angleterre domine l'Elbe et le Wéser, ces deux grands débouchés de l'Allemagne; surveille le Sund, intimide la Suède, effraie le Danemarck, et pèse sur les côtes de Hollande et de France. Au centre de cette espèce de circonvallation s'élève le corps même de la puissance anglaise, interposé entre le midi et le nord de l'Europe, coupant la communication entre les deux grandes divisions de cette contrée, attendant tranquillement les téméraires qui, en osant braver les rivages, ne feraient que s'offrir eux-mêmes à ses vengeances. C'est cette singulière position de l'Angleterre, excentrique à l'Europe, intermédiaire entre ses parties, forcées de passer sous les canons braqués depuis Plymouth jusqu'aux Dunes, qui fait de la puissance maritime de l'Angleterre le tyran des mers de l'Europe.

A Gibraltar, l'Angleterre tient les clés de la Méditerranée; à Malte, elle en occupe le centre; à Corfou, elle a un œil sur l'Adriatique, et l'autre sur la Grèce; au cap de Bonne-Espérance, à l'Ile-de-France, elle tient les routes de l'Inde; au Malabar, à Ceylan, à la côte de

Coromandel, elle enserre, pour ainsi dire, dans ses bras l'opulente Asie, depuis l'Inde jusqu'aux sources du Gange; à Sainte-Hélène, elle est placée entre les mers d'Afrique et d'Amérique; par la Nouvelle-Hollande, elle deviendra, quand il en sera temps, maîtresse dans la mer du Sud; à la Trinité, elle a un pied sur le continent espagnol; à Sainte Lucie, elle annule et bride la Martinique; par Antigoa et la Barbade, elle surveille la Havane et Porto-Rico; enfin, par l'occupation du Canada et de Terre-Neuve, elle ferme cette longue chaîne de postes qu'elle a formés autour du globe, pour le soumettre à sa domination et à son commerce, deux choses qu'elle ne sépare jamais, et pour lesquelles elle a établi partout des arsenaux et des comptoirs, double base de sa puissance. Voilà l'état dans lequel un système profondément combiné, suivi sans distractions, favorisé par les immenses fautes que la France a faites depuis cent ans, par la torpeur habituelle de l'Espagne, ont amené le monde; état qui, par sa singularité, ne présente rien de correspondant dans l'histoire, soit ancienne, soit

moderne; état calculé sur les systèmes défensifs que quelques puissances de l'Europe avaient adoptés pour leurs frontières, et qui donne à l'Angleterre une double ligne de possessions maritimes, derrière lesquelles elle peut également se défendre, et fondre sur des ennemis qui ne pourraient lui rendre ses attaques. Les traces de ce plan sont trop évidemment marquées dans le soin que l'Angleterre a pris de se placer en regard de tous les points fortifiés qui appartiennent à d'autre puissances, pour que l'on puisse s'y méprendre. Ainsi, elle s'est établie à Sainte-Lucie, à l'Ile-de-France, à Ceylan, de manière à annuler tout ce qui peut leur être opposé.

Cet avantage de situation, étant fortifié par une immense supériorité de marine, de capitaux, de possessions coloniales, donne l'idée plutôt que la mesure des proportions colossales qu'a acquises l'Angleterre, proportions qui, dans l'ordre colonial, réduisent tout autour d'elle à l'état de nains ou de pygmées, et qui fait qu'on n'existe plus colonialement que sous sa tutelle, ou sous son bon plaisir.

Il faut le dire à l'Europe, et pour son bien il ne faut pas craindre d'exciter au milieu d'elle des terreurs salutaires, l'Europe est sous le joug de l'Angleterre, et elle n'y est pas seule. Depuis vingt-cinq ans on s'est beaucoup élevé contre la suprématie de la France, contre le joug imposé par Napoléon : c'était la mode du temps. Il était dur ce joug, il faut le reconnaître, et plus mortifiant encore que dur; mais celui de l'Angleterre, revêtu d'apparences moins repoussantes, il est vrai, est-il moins réel, est-il moins dur, est-il plus facile à secouer, touche t-il à moins d'intérêts? Assurément non. On pouvait se réunir contre Napoléon, et le terrasser; mais où se réunira-t-on contre l'Angleterre, et par où la saisir? Qui a pris Dantzick, prendra-t-il Gibraltar? Qui a fait comme d'un coup de baguette tomber à la fois toutes les forteresses françaises depuis Cattaro jusqu'à Hambourg, fera-t-il également tomber toutes les stations fortifiées et isolées de l'Angleterre, protégées par ses escadres présentes partout? car il ne faut pas s'y méprendre, aujourd'hui la puissance des pavillons dépasse celle des ba-

taillons, et la naissance de l'amiral qui doit remonter jusqu'au pont de Londres, ne suivra qu'à de longues distances d'années, et vraisemblablement de siècles, la mort du général qui mina le pont de Jéna.

La France possédait dans Saint-Domingue un trésor qui lui donnait la balance du commerce, par elle, celle de la richesse, et par celle-ci, celle de la puissance : car voilà l'échelle sur laquelle il faut calculer les degrés de la puissance moderne. Chez les Tartares, elle existe dans les chevaux et dans les cavaliers; chez les Européens civilisés, elle se trouve dans le travail et dans la richesse. Saint-Domingue était aux autres colonies ce que le diamant est aux autres produits des entrailles de la terre; mais la France a perdu ce joyau, avec lui son commerce, avec son commerce sa prépondérance; elle a cédé l'Ile-de-France, par conséquent elle n'est plus rien dans l'Inde : car elle ne saurait plus comment en prendre le chemin. Elle a remis Sainte-Lucie, et avec elle les clés de la Martinique; mais il y a plus, non-seulement Saint-Domingue n'est plus fructueux, mais il est hos-

tile. Là, domine une autre population, dont tous les soins se rapportent à écarter les anciens possesseurs, et qui menace de répondre à toute attaque par la dévastation ou par l'incendie, qui crie sans cesse : Saint-Domingue aux Noirs, ou en cendres!

Cependant une nation telle que la nation française, dont la puissance est nécessaire à l'Europe entière, et le deviendra tous les jours davantage dans le nouvel état de l'Europe, après avoir possédé de riches colonies, et fleuri par elles, se réduira-t-elle toujours au spectacle désintéressé du bonheur que leur jouissance plénière procurera à l'Angleterre? et ne sera-t-elle pas très-vivement affectée, et à tous les instans, par le sentiment et les effets de l'infériorité à laquelle une exhérédation complète de colonies la condamnera?

Que l'on songe donc que la France est un pays peuplé de près de trente millions d'habitans; que son génie, son sol et son soleil ne se sont pas séparés d'elle, avec les nouveaux membres qu'on lui a retranchés; que si *ce pays ne se fait plus remarquer sur la carte politique*,

il en est absent, mais non pas effacé; que les chances de la fortune pourront lui revenir encore, et que tel qui rit aujourd'hui de ses douleurs, dans d'autres temps pourra recourir à son appui, et sera fort aise de retrouver la France au poste que la nature lui a assigné. N'en doutons pas, la France politique ne restera pas plus que la France civile dans l'état où l'on la voit : cet état n'est pas naturel, pas plus d'un côté que de l'autre, et quelques jours encore lui rendront ses esprits.

De son côté, l'Espagne passe du faîte de l'opulence coloniale au plus profond de l'abîme, à un dépouillement complet. Chez elle, par ses colonies, hier tout était or, aujourd'hui, par leur perte, il n'y a plus que des lambeaux. Une mère repoussée par des enfans robustes, accusant sa décrépitude, son éloignement, sa faiblesse, son incapacité à les pourvoir, à les régir, à les défendre, s'épuise pour ramener à elle sa famille émancipée; et, dans cette lutte inégale, inutile, aveugle et prolongée, exterminant à la fois ses enfans d'Amérique par ceux d'Europe, et faisant exterminer ceux de l'Eu-

rope par leurs frères d'Amérique, réunit dans un seul acte le suicide et le parricide, sa dépopulation et sa ruine. Mais aussi quelle perte! le Mexique et le Pérou, l'Amérique du midi et l'Amérique du nord, l'expulsion depuis le détroit de Magellan jusqu'à la Californie. Quels affronts! le pavillon de Castille est poursuivi sur toutes les mers par des pavillons que l'Océean n'avait pas encore connus, que la reconnaissance d'aucun peuple n'a légitimés. Par un essor nouveau les vaisseaux d'Amérique, cinglant vers les rivages de l'Europe, viennent y braver l'Espagne : Buenos-Ayres bloque Cadix, Carthagène d'Amérique effraie Carthagène d'Espagne, et le commerce interdit s'exile de lui-même des mers qu'infestent des essaims d'ennemis vomis contre lui par les ports mêmes dans lesquels il allait porter la vie, et d'où il rapportait la richesse. Désormais ces ports, long-temps fraternels, ne s'ouvriront plus pour l'Espagne que sous les titres que donne la réciprocité des intérêts, toute supériorité entre eux ayant atteint son terme.

Le Portugal a plus fait encore : car, loin de

continuer à avoir des colonies, c'est lui qui l'est devenu.

La Hollande, élevée en Europe à un degré de puissance et de titres supérieurs à ceux qu'elle y avait possédés, a perdu dans ses colonies d'Asie, les seules qui vaillent la peine d'être comptées, les possessions qui pouvaient servir à leur défense et à sa considération propre. Désormais, elle n'y a de sauve-garde que dans une obéissance passive à l'Angleterre; l'ombre d'une opposition l'y perdrait.

On voit, par cet ensemble des changemens survenus aux colonies, que l'état de l'Europe, qui a avec lui une liaison intime, n'est pas moins affecté que l'état colonial lui-même. Les conséquences d'un pareil ordre, dominateur pour l'un, asservissant pour tous, source de richesses pour celui-ci, de ruine pour ceux-là, tiennent de trop près aux intérêts généraux de l'Europe, pour ne pas y exciter cet éréthisme de gêne et de douleur que produit tout état forcé, chez les nations comme chez les particuliers, et qui porte les unes comme les autres à s'en délivrer, avec l'énergie que produit tou-

jours le sentiment de l'oppression. En effet, comment tolérer un ordre qui adjuge à un seul peuple tous les points offensifs, isolés, et inexpugnables du monde entier? Le bon sens, la sûreté commune, ne dictent-ils pas que des points de cette nature ne peuvent appartenir à un seul contre tous; que c'est par là même que ces postes sont très-forts, qu'ils ne peuvent être l'apanage de ce qui est déjà fort et trop fort, sans qu'il en résulte une servitude générale; que la force du lieu doit être compensée par la faiblesse du propriétaire, et que de cette combinaison, mais d'elle seule, découle la sûreté générale? L'Europe ne souffrait pas de la domination de Malte par un ordre religieux et militaire, dont la tête était isolée comme le rocher qui la supportait, et dont tous les membres, épars sur la surface de l'Europe, lui répondaient de l'usage qu'ils feraient de Malte: mais qui lui répondra de l'abus qu'en pourrait faire l'Angleterre? La Hollande au Cap, la France dans l'île de son nom, ou bien encore à la Martinique, l'Espagne à la Trinité, ne gênaient rien ni personne. Le hasard, qui seul

avait présidé à cette distribution de propriétés, semblait avoir veillé aux libertés de l'Europe, et les avait servies mieux que ne l'a fait la politique. Si l'Europe sentait déjà le poids d'un Gibraltar, ne sera-t-elle pas écrasée par une chaîne de Gibraltar tendue autour du monde, qui en rend tous les habitans captifs dans une enceinte dont un seul géôlier tient la clé.

Oh! que la haine est aveugle dans ses distractions! comme elle égare en fixant tous les yeux sur un seul point! Pendant vingt ans, on n'a vu que la France s'extravasant dans son voisinage, frappant à droite et à gauche des trônes bien ou mal affermis, les remplaçant dans des plaines rases par des constructions mesquines et dépourvues d'ensemble; et, pendant ce temps, l'Angleterre, laissant ou faisant prendre le change, livrant sa rivale à la clameur publique, s'avançait le trident à la main, s'affermissait sur les rivages des quatre parties du monde, et plaçait autour d'elles ses sentinelles et ses comptoirs. Un jour le monde s'est trouvé pris dans un filet caché sous l'apparence de secours offerts par la main habile qui en avait

formé le tissu, et dont elle a remis la garde au véritable Neptune, le Neptune anglais. Tel est l'état dans lequel on se trouve, état qui ne peut manquer d'engendrer de nouveaux troubles, et que l'on ne peut améliorer que par un ensemble de mesures qui donneront à l'ordre colonial une face nouvelle ; car l'ancienne n'existe plus, ou ne serait dans aucun rapport avec ce qui existe.

CHAPITRE XVII.

Du changement des Métropoles en Colonies, et des Colonies en Métropoles.

Une scène nouvelle s'est ouverte en Europe : ce que les Hollandais se proposaient d'exécuter, lorsque Louis XIV tonnait aux portes d'Amsterdam ; ce que Philippe V projetait, lorsque la fortune contraire semblait livrer l'Espagne à son rival ; ce que le résolu et clairvoyant Pombal indiquait lorsque Lisbonne, englouti avec ses habitans, paraissait ne devoir plus reposer que sur un abîme ; ce que Charles IV, éclairé trop tard sur le sort qui lui était préparé, allait entreprendre, a été exécuté par le prince du Brésil, répondant à l'appel que son nom semblait lui faire. Il n'est plus en Europe, et c'est de lui qu'est venu l'exemple donné aux souverains de l'Europe de la quit-

ter pour l'Amérique, et de passer de la métropole dans la colonie, en intervertissant leurs rapports mutuels. Toutes les grandes translations d'Empire en ont changé la face. Constantin perdit Rome en portant à Byzance le siége de l'empire romain. Il commença le Bas-Empire, pâle crépuscule de celui de Rome. Rome resta seule avec le Tibre et ses antiques divinités ; sa puissance et ses autels croulèrent à la fois, et son Jupiter ne put pas plus défendre le Capitole que le temple de la victoire : l'aigle romaine se refusa à passer sur l'Hellespont ; le Grec, sophiste et bigot, remplaça les vainqueurs de Marathon, les soldats de Macédoine ; des cloîtres le Portique et le Lycée : l'empire, livré à des querelles aussi vaines qu'inintelligibles, tomba de toute part, et des cénobites bien pieux, mais bien désœuvrés, disputant sur la lumière du Thabor, ne tardèrent pas à introduire Mahomet dans Sainte-Sophie.

Le passage du roi de Portugal au Brésil est un événement de la même nature, fait pour exercer la plus grande influence sur les desti-

nées du monde. Le vaisseau qui l'a porté au Brésil, eût obtenu chez les anciens Grecs encore plus d'honneurs que celui qui porta Jason et ses Argonautes. Ce prince a donné le premier exemple du changement d'une colonie en métropole, séjour d'un souverain d'Europe(1). Examinons sommairement quelles doi-

---

(1) Voyage de Mawe dans l'intérieur du Brésil, tome Ier.

Durant mon séjour à Saint-Paul, on apprit que le Prince Régent avait quitté Lisbonne, et s'était embarqué pour le Brésil. Cette nouvelle fut accueillie avec beaucoup de satisfaction par les Brésiliens, parce qu'ils considéraient que leur pays serait dorénavant habité par le souverain qui lui donnerait toute son attention et le rendrait plus florissant. L'évêque de Saint-Paul ordonna des prières publiques, pour demander au Ciel de favoriser le voyage de la famille royale, et de répandre ses bénédictions sur le nouvel empire brésilien. Dix jours après, on sut que la cour était arrivée à Bahia : la joie fut universelle; on la manifesta par des actions de grâces, des processions, des feux de joie. La ville de San-Salvador offrit une somme de douze millions pour bâtir le palais, si le prince consentait à y fixer son séjour.

vent être les suites de cette métamorphose, soit pour les deux pays, soit pour l'Europe. Ce changement est dans la nature des choses à l'égard de toute colonie plus grande, plus riche, et plus peuplée que la métropole. Il peut avoir lieu de deux manières : par force ou par choix. Ainsi, dans presque tous les cas spécifiés ci-dessus, le passage aux colonies était forcé : il était libre et volontaire dans le plan de Pombal. On sent qu'une colonie, qui surpasse infiniment la métropole en richesses, en population, en étendue, renferme en elle-même un attrait puissant pour le souverain qui réside dans la métropole, et dont l'œil n'y rencontre que des objets de comparaison, qui le frappent ou le blessent par leur infériorité avec ceux qu'il sait pouvoir rencontrer ailleurs. Le penchant irrésistible de l'homme vers son bien-être, le porte sans cesse à le rechercher et à le saisir partout où il peut le découvrir. Dans ce cas, le souverain, habitant de la métropole, sera toujours fortement attiré vers la colonie : par exemple, les rois d'Espagne et de Portugal pourraient-ils, en comparant leurs états d'Europe

à ceux d'Amérique, se soustraire à l'effet de cette comparaison? et quand ils les auraient connus, songer à quitter ces vastes et délicieux séjours pour les étroites habitations que leur auraient ensuite offertes l'Espagne et le Portugal? Autant vaudrait changer un palais contre une chaumière.

D'un autre côté, la politique et le besoin viennent achever l'ouvrage commencé par la satisfaction personnelle. Un souverain, attentif à toutes les branches de son gouvernement, veillant sur sa marche, sur les progrès des parties qui s'y rapportent, sachant lire dans l'avenir, et y remarquant la supériorité que la colonie ne peut manquer d'acquérir sur la métropole, finira nécessairement par lui donner la préférence, et ne pourra éviter d'être en quelque sorte envahi par elles. La considération de leur supériorité lui fera la loi d'être là où se trouvent ses plus grands intérêts. Ceux-ci, dans les affaires publiques comme dans les particulières, ne peuvent se passer de l'œil du maître. Des colonies, telles que le Mexique et le Brésil, doivent donc finir par attirer les souverains

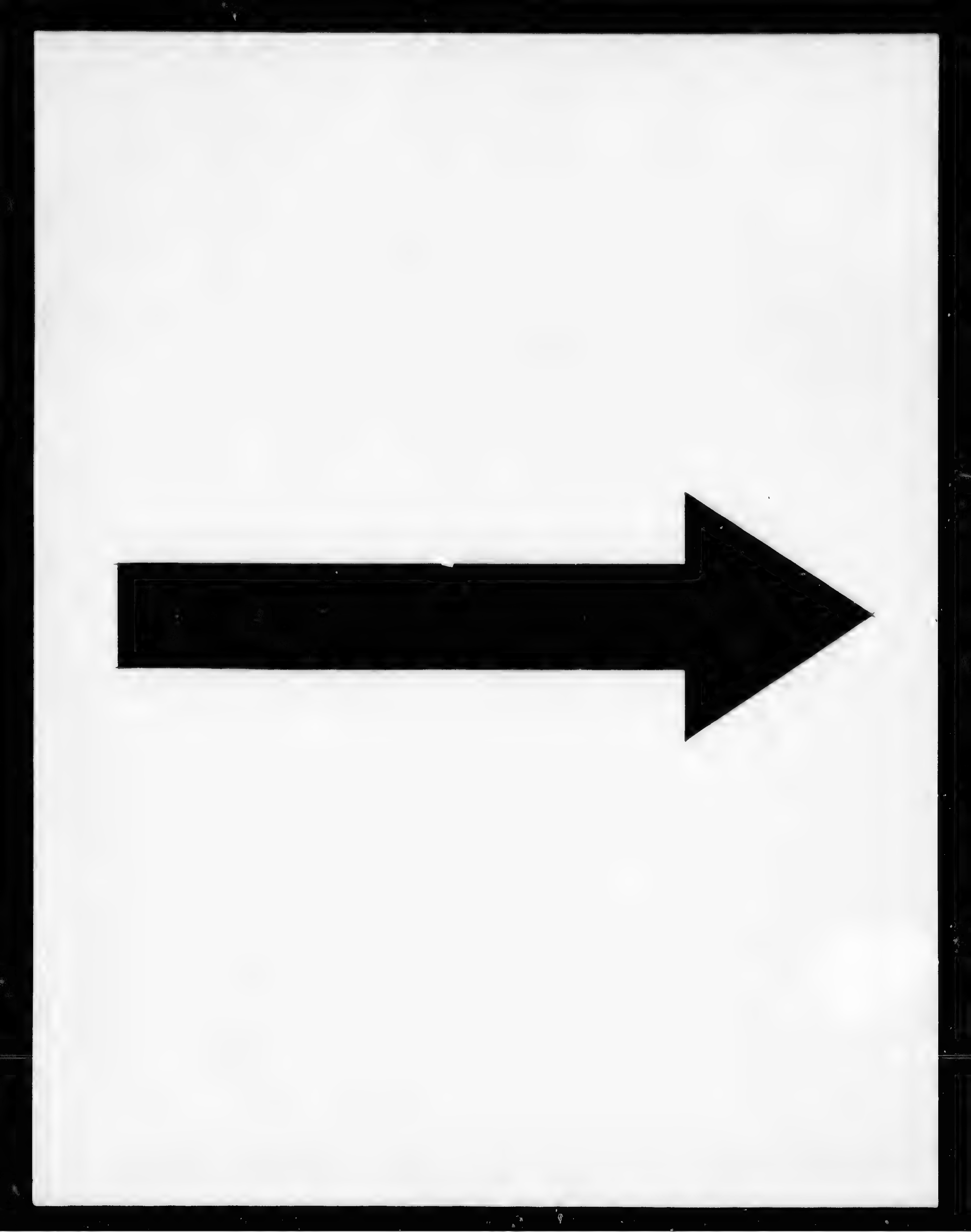
d'Europe : cela est inévitable; les états, dans cette dernière contrée étant tous plus ou moins rapprochés du point de perfection, ne sont pas susceptibles des améliorations dont les principes abondent sur un sol encore neuf. Par exemple, quels progrès le Portugal pourrait-il faire en population, en culture, en richesses, comparativement à ceux qui se manifestent d'année en année sur la terre vierge et auriféré du Brésil? Comment l'Espagne s'élèverait-elle à la prospérité dont les élémens se développent avec tant d'énergie au Mexique et dans l'Amérique du midi? La colonie, sortant de l'ordre établi, deviendra donc quelque jour supérieure à la métropole; et ce jour-là, le souverain d'Europe sera bien près de se rapprocher d'elle. Cette nécessité augmentera encore, si les colonies sont fortement affectées par le mélange des sangs, dont la complication est toujours embarrassante et trop souvent menaçante pour l'existence même des colons comme pour celle des colonies. Il en résulte pour les souverains l'obligation de veiller par eux-mêmes sur ces principes de discorde, et de leur en impo-

ser par l'interposition de leur présence. L'émigration des souverains d'Europe vers les grandes colonies est donc dans la nature des choses; celle des autres souverains vers les colonies plus petites peut aussi être amenée par les circonstances. Ainsi allaient faire les Hollandais pressés par Louis XIV; ainsi auraient fait beaucoup de princes, à l'exemple de celui de Portugal, menacés comme lui par la verge de Napoléon, s'ils avaient eu des colonies.

Mais, dans ce cas, que devenait l'état politique habituel de l'Europe, si au prince du Brésil se fût joint Charles IV, arrêté à Aranjuez dans la route qu'il avait déjà prise vers l'Amérique? L'Espagne et le Portugal perdaient leurs relations directes avec l'Europe, et l'Europe avec ces Etats. Désormais elles devaient passer par l'Amérique; par conséquent les affaires de l'Europe avec une partie de ses membres, ne devaient plus se traiter en Europe, mais en Amérique. Nous laissons à penser quelles pouvaient être les suites d'un pareil

changement. Quelle différence pour l'Europe en masse, et pour chaque état européen en particulier, d'avoir à traiter habituellement sur des affaires de l'Europe avec des autorités subalternes en Europe, et souveraines en Amérique! A quels retards les affaires ne seraient-elles pas continuellement exposées? Quel refroidissement le sentiment du malaise, produit par cet ordre de choses, n'occasionerait-il pas entre des cours et des hommes de deux mondes différens? Il est évident que les inconvéniens de ce nouveau mode de relations se ferait sentir de manière à en faire désirer et rechercher un autre. N'oublions pas d'observer ce que renfermerait de contraire à la diginité de l'Europe une transposition de pouvoirs qui la montrerait recevant des lois d'un autre hémisphère, de la part de ceux-là mêmes auxquels elle était en possession d'en donner. On ne conçoit pas comment elle pourrait souscrire à cette dégradation, et le soin de son honneur vient prêter son secours à la politique, pour lui indiquer le remède à ce mal.

La dernière conclusion de tout ceci est que chacun doit faire ses affaires, et rester chez soi : que les affaires de l'Europe se fassent en Europe, et celles de l'Amérique en Amérique, et tout ira bien.



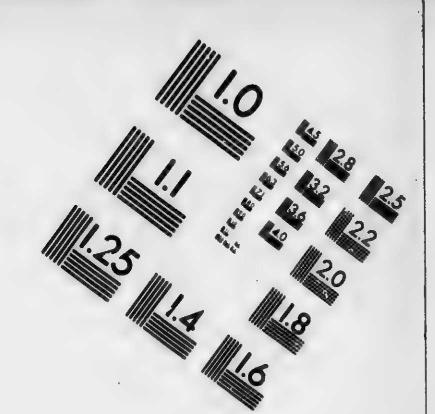
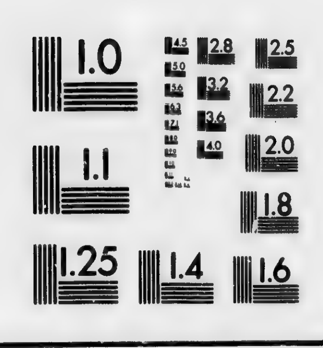
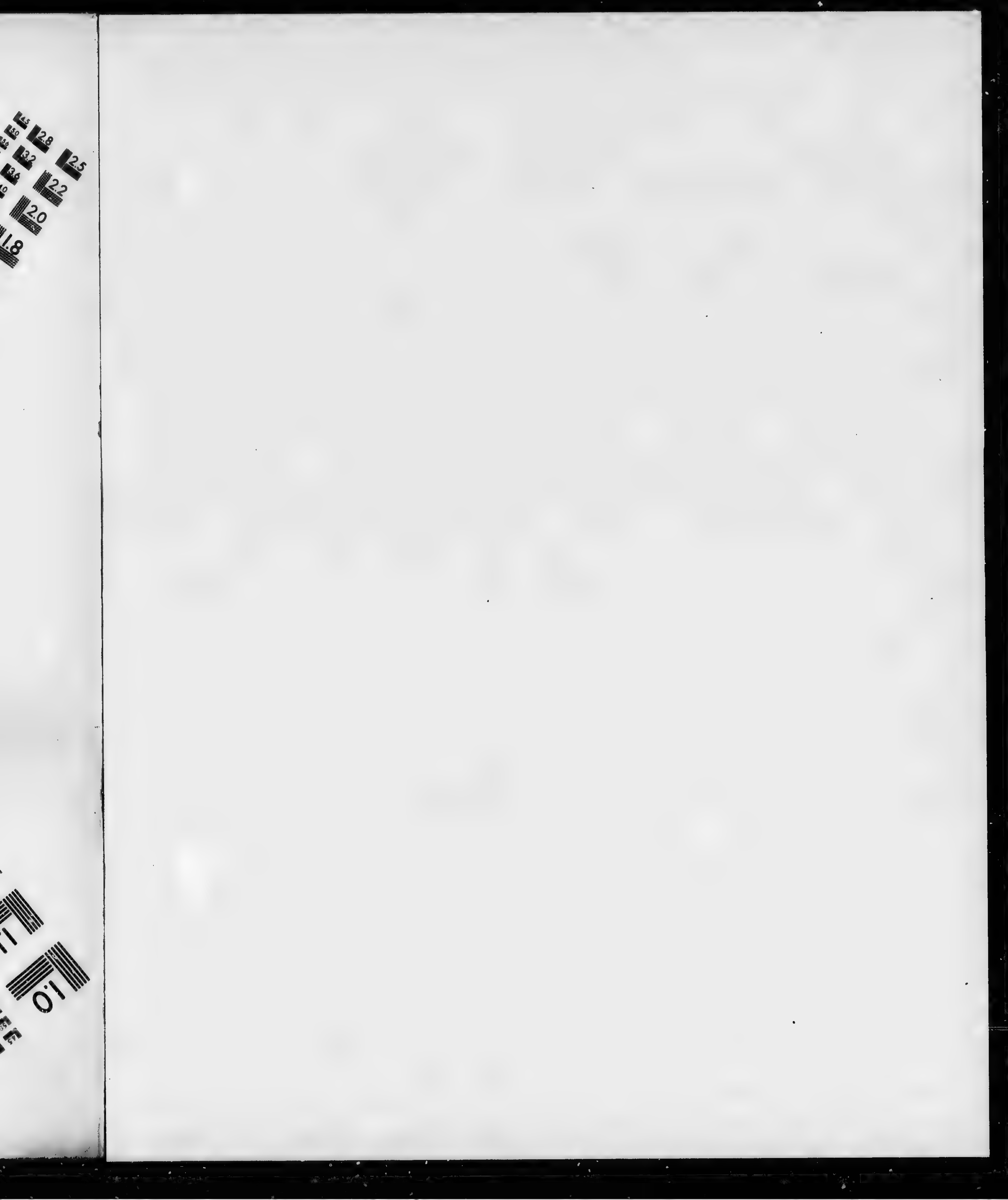


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"



CHAPITRE XVIII.

De la dépendance et de l'indépendance des Colonies.

La nature est le modèle de tout : toujours grande, toujours vraie, toujours semblable à elle-même, économe de mouvemens et de ressorts, on dirait, d'après la constance de ses lois, que cet ouvrier immortel n'a donné d'attention qu'à un seul ouvrage; qu'il n'a eu qu'une seule pensée, qu'un seul but, et, malgré l'abondance des biens qu'elle a semés d'une main si libérale, en ne s'attachant qu'à l'uniformité de ses œuvres, on serait tenté de l'accuser de stérilité. Naître, croître, mourir, voilà en trois mots ce qu'elle a fait l'histoire du monde : le reste est l'ouvrage de l'homme. Tous les êtres, en naissant, ont besoin d'abris, de protection, de nourrices; alors le lien de la dépendance est

tissu des mains même de la nature, qui attache le fort à la conservation du faible, et qui, par le sentiment du besoin, lie le protégé au protecteur. La plante naît au milieu d'une multitude d'enveloppes qu'elle perce à mesure que les degrés de sa force croissante lui permettent de s'exposer aux effets du grand air, comme de soutenir le choc des corps environnans. Depuis le lionceau jusqu'au noble fils de l'aigle, tout est attaché aux mamelles ou réchauffé sous l'aile de sa mère, en attendant l'instant auquel les armes ou les défenses, déposées par la nature dans la contexture de leurs organes, leur prêteront la force propre qui doit les affranchir du besoin de secours. L'homme est soumis aux mêmes lois de dépendance; il participe au même goût d'émancipation. Enfant, il se tient attaché aux parens, dont le travail supplée à son inaptitude au travail, les forces à sa faiblesse, les lumières et l'expérience à son ignorance, et le garantissent de l'atteinte des objets qui pourraient, à son insu, agir sur son existence propre; mais, avec l'âge, son corps s'élève, ses membres s'endurcissent, ses yeux s'é-

clairent ; il voit, entend, retient et compare. Alors l'enfant a fait place à l'homme; il se complète lorsque les feux, qui allumèrent le flambeau qui lui donna le jour, circulent dans son sein; il entend la voix de la nature, qui l'appelle à continuer la chaîne des êtres qu'elle a formés dans les vues conservatrices d'une succession ininterrompue parmi tout ce qui existe. Alors l'homme tend à devenir le chef d'une famille, qui, à la même époque, s'éloignera aussi de lui ; il sort de la maison paternelle, comme l'oiseau s'élance du nid où reposait son enfance, dès que ses ailes, remplaçant un faible duvet, ont acquis la consistance propre à le soutenir dans les plaines de l'air.

Or ce qui se passe entre tous les êtres a lieu également entre les métropoles et les colonies. La nature les a assujéties aux mêmes lois, et par conséquent aux effets de ces lois; car elle n'a pas, comme font trop souvent les hommes, séparé les effets des causes, mais elle a rendu l'exécution de la loi inséparable de la loi même.

Trois choses constituent principalement la dépendance des colonies.

1°. Le défaut de population.

2°. Leur jeunesse, ce que l'on pourrait appeler leur faiblesse.

3°. L'espèce de leur population.

Tant qu'une colonie est faible, c'est-à-dire peu peuplée, peu étendue, peu riche, peu pourvue de moyens de repousser une attaque, il existe entre la colonie et la métropole cette espèce d'inégalité qui constitue la soumission de l'une à l'égard de l'autre, d'où suit la dépendance. Ainsi, avant que les Espagnols fussent acclimatés et répandus en Amérique, dans les temps qui suivirent la conquête, comment cette poignée d'hommes aurait-elle résisté à l'Espagne? La disproportion était telle, que l'une ne pouvait pas songer à se mesurer avec l'autre : de même aux Indes, comment quelques Anglais, qui s'y trouvent en passant, pourraient-ils penser à secouer le joug des trois royaumes? Ils se sentent écrasés à l'avance par leur poids; mais lorsque la population de la colonie sera accrue, lorsque, sans correspondre à l'étendue du pays qu'elle occupe, non plus qu'à la population de la métropole, elle en pos-

sédera cependant une suffisante contre la partie de la population que la métropole peut lui opposer, alors l'heure de l'indépendance sera arrivée pour elle, comme celle de l'émancipation de l'homme arrive, quand il équivaut à ses parens; et si alors la dépendance de fait continue, lorsque la dépendance du droit créé par la nécessité a pris fin, c'est un acte de courtoisie que la colonie exercera à l'égard de la métropole, et dont celle ci peut se féliciter; mais ce n'est plus la continuation des anciens rapports qui l'avaient unie avec la colonie. C'est ce qui vient d'avoir lieu au Mexique, et ce qui s'est montré aux Etats-Unis; c'est encore ce qui ne pouvait manquer d'arriver au Brésil. Ce résultat est tellement dans la nature des choses, qu'il ne peut pas plus manquer aux colonies, que le gland ne peut, avec le temps, manquer de devenir un chêne.

Le défaut de population constitue donc le premier degré de la dépendance des colonies avec les métropoles.

Le second degré est leur faiblesse.

Par ce mot, il faut entendre le défaut de lu-

mières, et de toute espèce de moyens de résistance. Lorsque l'on ignore, lorsqu'on n'a ni réfléchi, ni comparé, lorsqu'on est soumis à l'empire des préjugés, à celui de l'habitude, que l'on a pris le pli que donne toujours la continuité d'un établissement tout formé, quelque vicieux d'ailleurs qu'il puisse être, on est bien plus disposé au joug que lorsque des lumières nouvelles, ayant éclairé l'esprit, l'ayant fortifié et épuré, ont ouvert un nouvel univers dans lequel on lit à son tour, et où l'on se dirige par son propre jugement. Ainsi fait l'homme : enfant, il croit tout ce que lui dit son père; peu à peu, il s'élève à voir, à comparer, à juger par lui-même; son esprit s'affranchit de la dépendance qu'avait créée pour lui l'ignorance attachée à la jeunesse : avec le temps il entre dans le monde, et s'y conduit tout seul. Les colonies font de même : jeunes, elles s'en rapportent de tout aux métropoles; plus âgées, c'est-à-dire plus fortes, elles regardent autour d'elles, elles recherchent ce qui convient le mieux à leurs intérêts. Les Etats-Unis n'ont pas commencé par Adams, Franklin, Wasing-

ton ; le temps les leur a donnés ; ils sont parmi eux le produit de leur croissance : *ce sont les États-Unis devenus hommes*. Il en est, il en sera de même de toute colonie ; elles commencent par la dépendance, fruit de l'enfance ; elles continuent par la jeunesse, qui est le temps du développement des facultés ; elles finissent par la virilité, qui est l'indépendance. Tant que l'on ignore, on suit ; dès que l'on sait, on va seul et d'après soi.

Le troisième principe de la dépendance des colonies, et de leur attachement aux métropoles, est la différence des populations, la distinction des couleurs.

Les Européens, en s'établissant sur tous les points du globe, et en y formant des établissemens, trouvèrent la population indigène répartie sur la surface de ces contrées, dans des proportions plus ou moins fortes. Quelquefois ils ont ajouté à la population locale une importation d'habitans de terres étrangères, tels que les Nègres. Les mélanges des colons avec les naturels, comme avec les importés, ont formé des races métisses. Ici le sang européen pros-

père et s'élève comme il le fait dans toute l'Amérique; ailleurs il ne prend pas, comme au Bengale : là, la population d'Europe domine; plus loin, elle n'est rien, comme à Saint-Domingue, comme dans l'Inde. Ailleurs, le sang européen est à peu près tout, comme aux Etats-Unis ; dans d'autres lieux, il est mélangé par égales parties, comme au Brésil; plus loin, la population est formée d'un autre sang que celui de la métropole, qui n'a pas peuplé la colonie, mais qui l'a conquise, comme on le voit au Canada, au cap de Bonne-Espérance, où la population est française ou hollandaise, et la métropole anglaise. Que feront des colonies dans des positions si diverses ? Elles se conduiront d'après les degrés du besoin qu'elles auront de la métropole contre la population qui leur fera concevoir des ombrages. Elles lui resteront attachées, en raison du besoin qu'elles en auront pour les défendre, parce que la conservation étant le premier besoin, et la métropole en montrant la garantie, on tiendra à elle comme à la garantie de l'existence même.

Ainsi, lorsque les Espagnols furent établis

sur la vaste surface de l'Amérique, et qu'ils s'y trouvèrent un contre mille indigènes, ils devaient se tenir attachés fortement à la métropole dont les secours, et la crainte qu'elle inspirait, les maintenaient dans la conquête, et les garantissaient contre les naturels. A mesure qu'ils se sont multipliés, qu'ils ont dominé la population indigène, ils ont moins senti le besoin de la métropole, ils ont passé à la considération de leurs intérêts propres, et ils ont fini par tomber dans l'indépendance.

Le Brésil y arrivait par le même chemin. Les Portugais, d'abord en petit nombre, cemme on l'est toujours à l'époque de la conquête, ont fini par s'y acclimater, et s'y former en associations assez nombreuses pour se passer du Portugal, et pour ne pas craindre la population indigène. L'affranchissement de cette crainte les portait à la séparation avec le Portugal, lorsque le passage du roi est venu leur offrir ce qu'ils allaient se procurer par eux-mêmes : car il n'y a pas de doute que le Brésil ne se fût séparé du Portugal, si le Portugal n'était pas venu se réunir au Brésil.

L'empire anglais dans l'Inde compte plus de trente millions de sujets parmi les naturels; il n'y a pas cinquante mille Anglais dans toute l'Inde. La disproportion est telle que ces derniers sont attachés à la métropole sous peine de mort : d'ailleurs l'Anglais n'habite pas l'Inde; il y passe, il va y faire fortune promptement et largement; mais il n'est pas attaché au sol : l'Espagnol au contraire est attaché à celui de l'Amérique : le Brésilien de même.

Les Moluques sont dans le même cas. Que sont en effet une partie de ces îles? Des points sur l'Océan, presqu'inhabités, ou couverts d'une population indigène contre laquelle il faut toujours être sur le qui vive : quel genre d'indépendance pourrait se trouver là pour des Européens? La seule île suspecte, et qui le serait à bon droit, ne peut être que Batavia : mais les Européens n'y forment pas la population dominante; ce sont les indigènes, qu'il faut surveiller sans cesse. Les colons hollandais ont trop besoin de la Hollande pour s'en détacher; car c'est elle qui les protége, et qui entretient des forces conservatrices de la colonie comme

d'eux-mêmes, forces qu'ils ne pourraient pas y trouver sans elle. Les Européens sont concentrés dans la ville de Batavia, et dans les environs ; le reste est abandonné aux naturels et aux Chinois : dans cette position, l'indépendance qui priverait le colon hollandais des secours de la Hollande, ne serait-elle pas le comble de la folie ? la liaison avec la métropole n'est-elle pas au contraire pour lui un besoin de première nécessité.

Au cap de Bonne-Espérance, pendant qu'il était hollandais, c'était tout le contraire : il pouvait se passer de la métropole, mais il n'aurait pu lui résister, parce que la population, suffisante contre l'indigène, était trop faible contre la Hollande. Ainsi, pour mesurer les degrés de l'indépendance des colonies, il faut commencer par examiner où elles en sont pour la population, soit à l'égard des métropoles, soit à celui des indigènes. Tant que cette dernière est à craindre pour l'Européen il se tient attaché à la métropole, qui est sa sauve-garde. A mesure qu'en se multipliant lui-même il parvient à rivaliser avec les indigènes, ses liens

avec la métropole se détendent, et dès qu'il domine en nombre les naturels, ces mêmes liens se relâchent au point de pouvoir se rompre. Si l'égalité proportionnelle avec la métropole vient encore se joindre à celle qui existe déjà avec les naturels, alors il ne manque plus rien aux moyens d'indépendance; alors la colonie est mûre pour la liberté; ses liens avec la métropole ont changé de nature, ceux du devoir et de l'affection restent, ceux de la nécessité ont disparu. L'absence de la population indigène a singulièrement facilité la séparation de l'Amérique. Elle n'avait pas la charge de cette incommode surveillauce : par conséquent elle n'avait pas besoin de la métropole ; tout était égal entre la colonie et la mère-patrie. La séparation se bornait à une espèce de partage de famille, ou tout au plus à une querelle purement domestique, sans aucun mélange étranger : c'étaient des Anglais purs qui demandaient à d'autres Anglais de les autoriser à rester séparés d'eux, et qui faisaient de leurs forces les motifs de leur demande, comme le moyen de se soustraire aux effets d'un refus.

Les colonies des Antilles sont dans une position très-différente : une partie sont des infiniment petits, dont la métropole châtierait à loisir le plus léger signe de désobéissance ; quelques-unes ne sont presque que des postes militaires et des arsenaux, dont la métropole tient toujours la clé. Les grandes îles commerciales, Cuba, Porto-Ricco, la Jamaïque, Saint-Domingue, loin de pouvoir s'éloigner de la métropole, ont au contraire un besoin continuel de son appui, à cause du mélange des sangs qui les peuplent. Par exemple, Saint-Domingue comptait vingt-cinq mille Blancs, sur cinq cent mille Noirs et trente mille gens de couleur : comment cette petite quantité de Blancs aurait-elle osé se séparer de la métropole qui la couvrait de sa protection, et qui, par l'appui de son autorité, toujours présente au milieu de la colonie, compensait l'inégalité des populations ? Aussi, la faveur que la métropole accordait aux Blancs, cette préférence contre laquelle on s'est tant élevé, était-elle moins un déni de justice envers le Noir, et une connivence avec le Blanc, qu'un calcul bien établi

et une politique bien entendue pour appuyer le faible contre le fort, et pour placer dans un bassin de la balance ce qui manquait dans l'autre, et s'opposer ainsi à la rupture toujours imminente de l'équilibre.

Voilà quels sont sur les colonies les effets des différens degrés de la population. Ils finiront inévitablement par décider de leur sort.

Il reste une autre espèce de colonies qui, sans éprouver les effets du mélange des sangs, sont sujettes à celui de la différence du leur propre, avec celui de la métropole : telles sont les colonies conquises du Canada, de l'Ile-de-France, du cap de Bonne-Espérance : la population est française ou hollandaise, et la domination anglaise. Le cœur est donc étranger à la domination : quand le nombre des bras, comme il ne peut manquer d'arriver avec le temps, appuiera cette disposition innée, où en sera la domination de la métropole étrangère ? ces espèces de colonies ont un mobile de plus que les autres pour aspirer à l'indépendance : car elles la veulent, 1° comme colonies, 2° comme sujets d'un étranger. En pareil cas,

que peut faire la métropole? Les tenir assujétis; mais comment? si la colonie est petite, par exemple, l'Ile-de-France, cela est possible : si elle est grande, comme le Canada, avec le temps, il y aura impossibilité : car pour le contenir, il faudrait recommencer une guerre telle que celle de l'Amérique, et avec la certitude du même succès. Serait-ce quinze ou vingt mille hommes de troupes anglaises qui soumettraient trois ou quatre millions de Canadiens? De même au cap de Bonne-Espérance, lorsque cette grande colonie sera peuplée en raison des moyens de subsistance qu'elle offre à une grande population, ne sera-ce pas la même chose? Les mêmes mobiles n'agiront-ils pas avec la même force, et ne produiront-ils pas les mêmes effets? et comment les arrêterait-on, autrement que de la manière dont on a fait un essai si malheureux sur l'Amérique, et semblable en tout à ceux que l'Espagne éprouve dans la lutte avec ses colonies? Le résultat ne serait-il pas le même toujours et partout, parce que le principe ne cesse pas d'être le même toujours et partout? La dépen-

dance et l'indépendance sont donc des questions qui n'appartiennent point à la politique, mais à la nature, qui a fait les colonies dépendantes quand elles sont faibles, comme elle a fait les hommes mineurs lorsqu'ils sont enfans; qui les a fait indépendantes lorsqu'elles sont adultes, comme elle a fait l'homme indépendant lorsqu'il est majeur : l'indépendance des colonies est donc la majorité des colonies, comme la virilité est l'âge de l'émancipation. Les Etats ont des colonies dépendantes, comme les pères ont des enfans qui dépendent d'eux. Les uns et les autres sont faits pour s'en séparer avec l'âge. La nature l'a voulu ainsi, et ce résultat nécessaire ne doit pas plus dégoûter les métropoles des colonies, que les pères de la paternité. Si d'ailleurs la nature a fait que les enfans devenus grands, doivent servir d'appui à la vieillesse de leurs parens, elle a fait aussi que les colonies, en devenant indépendantes, dussent servir à la richesse et au bonheur des métropoles, pour leur faire trouver dans cet accroissement de fortune un dédommagement de leurs frais d'éducation et de garde. Car, par-

une autre loi de cette même nature, toujours sage et bienfaisante, la prospérité de la colonie ne sera jamais séparée de celle de la métropole, et la colonie émancipée commercera pour ainsi dire de bienfaits avec elle, quand celle-ci aura cessé de commercer avec celle-là de soins et d'enseignement.

A ces considérations générales, il faut ajouter, 1° l'action nécessaire des soins même des métropoles envers les colonies, par lesquels elles les portent à l'indépendance sans s'en douter,

2° L'action des circonstances propres à accélérer le développement des colonies et leur tendance innée vers l'indépendance.

L'examen des principes qui attachent les colonies aux métropoles, ou qui les en détachent, présente une observation frappante : celle du petit nombre des fils qui forment le premier lien, et celui de la multitude des causes qui contribuent à les rompre. C'est au point de ne pouvoir assigner le nombre de ces dernières, tandis que l'on touche tout de suite aux limites des premières. Le besoin, la faiblesse en sont

le principe et la borne : ainsi, dans l'humanité, les liens, non pas ceux de l'affection et du respect, mais de la nécessité, cessent avec l'enfance; de même, dans les colonies, les liens qui proviennent de ce que nous avons dit constituer leur enfance, sont rompus dès qu'elle cesse; il n'y a donc, d'un côté, qu'une cause unique, de l'autre, il peut y en avoir des milliers, comme on va le voir.

1° Les métropoles ne peuvent jamais se résoudre à voir dans leurs colonies autre chose que des enfans, comme les parens ne peuvent jamais voir que cela dans leurs familles : tout autre calcul blesse leur amour-propre ou leurs habitudes; et quelque différence, quelque changement que le développement, amené par les circonstances et par le temps, ait produit dans eux, les uns et les autres s'obstinent à n'y reconnaître que des sujets et des enfans; il faut les traiter toujours comme tels, et cependant, par une disposition contradictoire, on veut agrandir et faire valoir les mêmes objets de dépendance. Ainsi, métropoles et parens soignent de tous leurs moyens l'éducation de leurs en-

fans et celle de leurs colonies; ils cherchent à les pourvoir de toutes les facultés propres à leur procurer des établissemens avantageux, et quand tout cela est fait, ils s'étudient à en restreindre l'usage, et à le circonscrire dans le cercle de cette même enfance, où ils aiment toujours à ramener des descendans trop hâtifs au gré de leurs désirs. C'est contrarier le vœu et la marche de la nature, c'est se contrarier soi-même que de vouloir ainsi la cause et de reculer à l'aspect de l'effet : ce qui pourtant n'empêche pas que cela ne soit dans l'usage à peu près général.

Les métropoles ne voyant encore dans les colonies, comme la nature des choses le comporte, que des objets d'utilité pour elles, cherchent d'abord à en tirer le plus qu'elles peuvent, et pour y parvenir, elles tendent à les faire prospérer; mais cette prospérité est le piége inévitable où elles vont se prendre : car la prospérité des colonies n'étant pas séparable de leur force, celle-ci est la mesure de celle-là, et la colonie, après avoir prospéré pour le compte d'autrui, cherche à prospérer pour le

sion. Ainsi, dans les familles, l'enfant qui d'abord était associé aux travaux et à l'industrie de ses parens, cherche avec le temps à travailler pour son propre compte, et à former à son tour une famille séparée, dont il sera le chef, en attendant qu'il y soit remplacé de la même manière. Les métropoles ont transporté dans les colonies les arts utiles et meurtriers de l'Europe; elles les ont abondamment pourvues de moyens de résistance. Aussi en élevant des forteresses, en bâtissant des arsenaux, en établissant des chantiers, en formant les colons à la tactique de l'Europe, ont-elles fait autre chose que de créer au milieu des colonies les moyens de leur résister, et finalement de les expulser? Sûrement ce n'est pas dans cette vue qu'elles ont travaillé : on le sait bien, mais qu'importe quant au résultat! La personnalité, l'égoïsme de ces établissemens ne pouvait avoir qu'un temps : celui des colonies ne pouvait manquer d'arriver à son tour.

Lorsque le vice-roi du Mexique Galvez a donné à ce pays des chantiers, des arsenaux, des fonderies rivales de celles de la métropole,

n'a-t-il pas, avec la plus grande pureté d'intentions, fait du Mexique même le rival de l'Espagne? Ne l'a-t-il pas armé de toutes pièces contre elle? Quand la France établissait au môle Saint-Nicolas des défenses égales à celles qui couvrent sa propre frontière en Europe, quand elle transportait cinq cent mille Nègres à Saint-Domingue, sûrement elle ne songeait qu'à s'assurer la possession de sa précieuse colonie, qu'à étendre des cultures auxquelles elle devait tant de richesses : qui ira maintenant s'emparer de ces mêmes remparts? Qui arrachera les armes à cette multitude d'affranchis, formés à l'art des combats, à la discipline de l'Europe, et dans un degré égal au sien? Voilà comment la prospérité des colonies et leur instruction tournent, avec le temps, contre les métropoles; et cependant, comme on ne peut avoir des colonies que pour les faire prospérer, il s'ensuit qu'on ne peut en avoir que pour un temps; que l'indépendance est innée avec elles, et qu'elle existe dans des germes que le temps et les circonstances développent inévitablement.

Dans tous les exemples qui viennent d'être cités, les effets correspondent avec les causes, qui, toutes de leur côté, tendent à un résultat uniforme, qui est l'indépendance des colonies.

Mais il y a plus, et il est bon de donner attention à ce qui va suivre.

Si la dépendance et l'indépendance des colonies sont dans la nature, comme on vient de le prouver, leur maturité pour le passage de l'une à l'autre peut être accéléré par une foule de circonstances, que l'on ne peut ni maîtriser, ni prévoir, et qui les affectent toutes sous les trois rapports suivans :

1°. La dépendance des colonies qui a été générale, à l'égard des métropoles;

2°. L'esclavage, qui a été aussi l'état général d'une partie de la population coloniale;

3°. L'exclusif, qui a été de même l'état général des relations commerciales des colonies. Or, ces trois pivots de l'ordre colonial ont été renversés, et leur destruction, en changeant la face des colonies, a beaucoup contribué à développer les germes d'indépendance qui reposaient dans leur sein. Tant qu'un tel état de

choses subsiste avec une espèce de consentement général, ceux qui y sont soumis le supportent plus facilement; c'est un horizon dont on n'aperçoit pas la borne : le joug, en se partageant sur un grand nombre de têtes, perd de son poids, l'uniformité prévient l'humiliation, étouffe la plainte, et dispose à la résignation. On accepte ce que l'on a trouvé établi, et ce que l'on n'a pas la force d'empêcher; mais lorsque de grands succès, couronnant l'infraction d'un ordre établi et révéré, ont frappé par leur exemple les yeux et les esprits, lorsqu'ils ont fourni des motifs d'espérance, des objets de comparaison, alors les premières dispositions font place à des sentimens d'une autre nature; alors on remonte aux principes de l'institution, on recherche les avantages particuliers et personnels, on raisonne, et tout peuple est bien près d'être indépendant, dès qu'il est devenu raisonneur : ainsi, fut affranchie l'Amérique. Des hommes, que de profondes méditations avaient pénétrés des avantages comme des facilités de l'indépendance, qui avaient bien mesuré leur position, qui l'avaient confrontée avec

celle de l'Angleterre, firent éclater la liberté, qui existait en germe, au milieu du peuple américain, sans qu'il s'en doutât. Voilà l'exemple qui avait manqué jusque-là aux autres colonies : aujourd'hui il existe à leurs yeux. L'Amérique est là avec sa prospérité, fruit d'une indépendance qui la sépare si heureusement des querelles de l'Europe, qui lui assure la direction propre de sa conduite, et le salaire de ses travaux. L'exemple est là, l'exemple qui fait tout, en suppléant au génie et à l'instruction; l'exemple qui a la force de prévenir, et même celle d'étouffer le remords.

L'exemple a donc appris aux colonies qu'elles peuvent être indépendantes. Les Etats-Unis sont et seront jusqu'au dernier instant un modèle vivant, sur lequel toute colonie cherchera à se régler. Les conséquences de cet enseignement, toujours présent au milieu d'elles, sont aussi incalculables qu'invincibles.

Il en est de même pour l'esclavage. Un trône noir apprend aux Nègres de tous les états coloniaux, que l'on peut cesser d'être esclave, et que chacun peut commander à son tour. Des

Nègres, affranchis en vertu de lois générales, indiquent aux Nègres, encore soumis à l'esclavage, la fin de la servitude arrachée à leurs maîtres par la nécessité. Quel renversement dans les idées de tous les intéressés ne doit pas produire un pareil changement de l'ordre établi ? Comment empêcher de le voir, d'y rapporter ses pensées et ses vœux, de soupirer après leur accomplissement, de saisir toutes les occasions de les réaliser ? L'exemple est encore là, agissant toujours avec la force, qui est son apanage en tout temps et en tous lieux. L'Europe elle-même n'a-t-elle pas porté long-temps le double joug de l'esclavage et de la féodalité ? Quel était leur appui, sinon la généralité de cet état ? Dès qu'il y eut un exemple de leur effacement, ils ont disparu. Les communes de France s'affranchissent, celles d'Angleterre et d'Allemagne les suivent de près, la liberté gagne de proche en proche, et quelque jour tout le monde se trouvera libre, parce qu'un homme l'avait été et avait donné l'exemple de l'être. Il y a des choses à l'imitation desquelles on ne peut se soustraire : d'ailleurs, par là même

qu'une chose est un joug, elle doit avoir un terme, parce qu'il est de la nature de tout joug d'être brisé, et dans la nature de l'homme de chercher toujours à s'en affranchir.

Nous avons dit en plusieurs endroits où l'on en était pour l'exclusif du commerce dans la plupart des colonies.

Voilà donc les trois bases de l'ordre colonial sapées au vu et au su de toutes les colonies. Ce spectacle a dû changer toutes leurs idées et les faire passer du respect et de la considération pour l'ancien ordre, au désir d'un nouveau, plus convenable aux circonstances. Celles-ci sont de nature à accélérer le développement du germe que toute colonie renferme pour devenir indépendante. Ce qui s'est passé aux colonies depuis un long espace de temps va nous montrer le tableau des circonstances, qu'à bon droit on peut appeler hâtives.

Les colonies ne se suffisent pas toujours à elles-mêmes; et, de leur côté, les métropoles ne suffisent pas toujours aux colonies, soit comme fournisseurs, soit comme débouchés. Il

peut y avoir à la fois pénurie et surabondance. Dans les deux cas, il faut recourir aux neutres, leur emprunter le déficit, et leur faire accepter l'excédant. Ainsi en 1784, la France ouvrit, dans ce double but, une porte de ses colonies aux étrangers. Ils y accoururent; bientôt la métropole retentit de cris contre cette mesure: elle menoit droit à l'indépendance, sans que l'on s'en doutât; car une fois imbus des douceurs du commerce neutre, les colons ne pouvaient plus être séparés du désir de le continuer, et d'y revenir si on les en privait. En 1793, l'Espagne, pressée par les Etats-Unis, leur accorde la navigation par le Mississipi: n'était-ce pas les établir, et avec eux l'indépendance, au cœur même de la grande colonie de la Louisiane? En 1797, cette même puissance permet à ses colonies, haletantes de besoins, des liaisons avec les neutres: on abuse de cette faculté; l'abus amène le retrait de la permission. Tout, comme par le passé, doit être fourni par la métropole: les colonies ont répondu par l'indépendance à cet arrêt, que la position de la métropole, bloquée dans tous

ses ports, rendait vraiment burlesque. Dans ces derniers temps, le gouverneur de la Havane, ayant tenté de rétablir l'exclusif, seul régime que connaisse l'Espagne, a été averti par les vives réclamations des colons de renoncer à une mesure impossible à faire accepter par des hommes qui, depuis vingt ans, ont contracté d'autres habitudes, et qui, par leur rupture, se sentent blessés dans tous leurs intérêts. Une pareille conclusion, qui abolit l'exclusif du commerce, ne mène-t-elle pas tout droit à l'indépendance, qui se fortifiera par l'accroissement des richesses, et des forces qu'elle produira, et qui, à leur tour, ne sont elles-mêmes que l'échafaudage sur lequel s'élève l'édifice de cette indépendance? Car c'est à elle que tout finit par aboutir.

Dans l'Inde même, les Anglais ont marché sur la même ligne, en admettant tous les sujets anglais à quelques parties du commerce, qui n'avaient encore appartenu qu'à la Compagnie. De plus, ils ont admis les Américains sur des côtes, dont ils leur avaient interdit l'abord : tout cela est-il autre chose que de l'indépen-

dance en faveur de l'Angleterre contre la Compagnie, et encore de l'indépendance en faveur de l'Inde contre l'Angleterre elle-même?

D'un autre côté, dans tout le cours de la guerre, l'Angleterre a-t-elle fait autre chose que de semer partout des germes d'indépendance coloniale? Ne le fait-elle pas encore? et la nature des choses ne la force-t-elle pas à agir dans ce sens? Suivons sa marche.

L'Angleterre se trouve engagée dans la plus grande guerre qu'elle ait encore eu à soutenir. Il y va de son existence; il faut périr ou se sauver, et en se sauvant sauver encore tout le monde, et pour cela il faut commencer par le payer. Les élémens de la puissance de son ennemi ne correspondent pas aux siens : la terre est le théâtre de ses triomphes, et la mer celui des siens propres. Elle attaquera donc les colonies, elle y cherchera les dédommagemens et les compensations que le continent lui refuse; elle deviendra conquérante de colonies; mais ne pouvant les garder toutes, ne pouvant non plus les restituer à l'ennemi, elle les cédera à l'indépendance pour l'en priver, et pour les gagner à

son commerce : cette marche était forcée. Mais la guerre se prolonge, les dépenses augmentent, de nouveaux besoins exigent de nouvelles hypothèques, car on ne fait la guerre qu'à crédit : où les prendre? Celles de l'Europe sont à peu près épuisées : on les demandera au commerce, celui-ci aux colonies; on conquerra donc pour le commerce, c'est-à-dire pour l'indépendance : tout cela est forcé. Les hasards de la guerre livrent à l'Angleterre les colonies hollandaises, quelques colonies espagnoles, et toutes les colonies françaises; elle continue de conquérir celles qui restent encore, et de proche en proche le besoin les lui fera conquérir toutes. Mais comme elle ne peut les garder, tout en devant profiter d'elles, comme elle ne peut en profiter qu'en les séparant des métropoles, elle les fera indépendantes pour les faire ses tributaires, et libres des métropoles pour les rendre dépendantes de son commerce.

Le temps a obligé l'Angleterre de procéder ainsi. En 1793, elle commence par se jeter sur les colonies françaises; elle s'établit dans les deux îles militaires de Sainte-Lucie et de la

Martinique. La Guadeloupe ne peut être conquise, Saint-Domingue ne peut être gardé; l'une est trop forte, l'autre est trop grand : elle abandonnera donc ces îles à elles-mêmes, c'est-à-dire à l'indépendance dont la révolution et le cours des événemens leur feront une loi, bien sûre qu'elles ne peuvent manquer de lui ramener ces deux colonies, et de les attacher à son commerce, à défaut de les tenir attachées à sa puissance : ce qui n'a pas manqué d'arriver. Car, dès que Saint-Domingue fut libre des Français et des Anglais, il ouvrit des relations commerciales avec tous les neutres, surtout avec la Jamaïque, et le royaume d'Haïti est devenu un grand débouché pour le commerce anglais; celui-ci est le fournisseur de Christophe, et Londres fait pour Haïti ce qu'il n'aurait jamais fait pour Saint-Domingue. Que l'on fasse l'application de ces principes à tout le reste de la conduite que l'Angleterre a observée aux colonies, et l'on verra combien en travaillant pour elle-même, elle travaillait pour l'indépendance : ainsi la guerre qui se faisait en Europe contre la révolution française, était

faite en Amérique pour la révolution des colonies, et tel qui combattait ou qui avait l'air de combattre la révolution en Europe, combattait avec elle et pour elle aux colonies, et le faisait forcément. L'indépendance n'en avançait pas moins, et les colonies la recevaient également de main ennemie comme de main amie : c'est ce que l'on a vu bien clairement dans le changement qui s'est opéré à l'époque de la révolution d'Espagne : elle a passé de l'alliance de la France à celle d'Angleterre, et de la guerre contre l'Angleterre à la guerre contre la France. Dans le premier état, l'Angleterre attaquait Buenos-Ayres et la Trinité, colonies de l'Espagne ; dans le second, elle abordait dans ses colonies, elle les laissait se faire indépendantes, parce que cette indépendance les livrait à son commerce, qui lui était plus lucratif que n'aurait pu l'être leur souveraineté. La rivière de la Plata, et l'Amérique méridionale ont donné lieu, sous cet abri de l'indépendance, à un mouvement de commerce immense pour l'Angleterre.

De leur côté, les colonies espagnoles n'ont

pas pris le change sur les conséquences de ce nouvel ordre de choses. Se sentant en mesure d'être indépendantes, elles le sont devenues; elles se sont séparées à la fois de la domination de l'Espagne et de sa querelle avec la France; elles ont repoussé également le sceptre de Joseph et le monopole de Cadix. Aussi quand, à la fin de la guerre, l'Espagne s'est présentée à ses colonies, elle a trouvé un autre peuple avec d'autres relations, avec d'autres intérêts, avec une autre existence, c'est-à-dire avec une indépendance consommée. On peut dire la même chose du Brésil. Le roi en a ouvert tous les ports aux pavillons qui usent de réciprocité à l'égard du sien : que doit-il en résulter? N'est-ce pas évidemment l'indépendance absolue de ce pays, sa séparation avec le Portugal, par l'impossibilité de le faire rétrograder du commerce du monde entier à celui du Portugal seul? Aussi est-il bien évident que si jamais le souverain établi au Brésil repasse en Portugal, il laissera derrière lui l'indépendance établie dans les comptoirs de Rio-Janeiro.

Le blocus des métropoles, occasioné par

la guerre, et prolongé pendant plusieurs années, est aussi devenu une circonstance hâtive pour l'indépendance des colonies. Par l'interruption des relations entre elles, les métropoles sont tombées en désuétude ; d'autres relations se sont formées, et quand les métropoles ont reparu, elles ont trouvé toutes les voies ouvertes à l'indépendance, par l'établissement général de ces nouvelles relations, et par le dégoût qu'inspirent leurs relations propres, toujours plus chères pour les colonies avec elles qu'avec les étrangers. Mais ce sont les Etats-Unis qui renferment le plus de cette espèce de mobiles propres à développer le germe d'indépendance que recèle toute colonie : c'est bien là qu'existe le foyer, et que retentit continuellement la prédication de l'indépendance. En signant le traité qui rendit l'Amérique libre, l'Europe signa la grande charte d'émancipation de toutes les colonies : l'Amérique avait pris la parole pour toutes les colonies ; si son indépendance fut l'initiative de toutes les indépendances coloniales, celles-ci, à leur tour, sont devenues son premier besoin ;

elles sont tellement dans son intérêt, toute colonie séparée de l'Europe devient tellement américaine, qu'il n'y a pas dans tous les Etats-Unis une seule fibre qui ne vibre dans le sens et vers le but de l'indépendance générale. Pour s'en convaincre, demandons-nous où sont les Etats-Unis? N'est-ce pas en Amérique? Ne s'ensuit-il pas qu'ils doivent désirer que l'Amérique reste séparée de l'Europe, comme l'Europe voudrait être affranchie de l'Amérique? Rester le maître chacun chez soi, voilà toute la question, et sûrement, dans l'application, cette question se décide tout autrement en Amérique qu'en Europe. De plus, les Etats-Unis étant par essence un peuple navigateur et commerçant, il leur importe que tous les ports et tous les marchés, et surtout les ports et les marchés les plus riches et les plus voisins, restent ouverts; et où y en a-t-il un plus grand nombre, et plus près et plus riches, que ceux auxquels touchent l'Amérique et les colonies? L'indépendance qui leur ouvre ces débouchés, ces ports qui leur sont fermés, qui les introduit aux sources de ces richesses d'où la dépendance les ex-

clut, doit donc être l'objet de tous leurs désirs, et le but de toutes leurs actions. L'indépendance a donné Saint-Domingue à leur commerce; l'indépendance leur a donné la rivière de la Plata, le royaume de Terre-Ferme, le Brésil; l'indépendance les appelle au Mexique, au Pérou, aux Philippines, et ils n'emploîraient pas tous les moyens pour l'étendre et pour l'affermir dans ces contrées! Ils lui devraient une moitié de l'Amérique, dont elle les a mis en possession, et ils ne s'efforceraient pas de rejoindre la seconde moitié à la première! Aussi, combien de projets n'ont-ils pas été formés aux Etats-Unis, pour affranchir tantôt une partie de l'Amérique espagnole, tantôt l'autre? Combien de vaisseaux ont bravé les prohibitions et les blocus, pour porter du secours aux indépendans? Combien d'Américains combattent sous leurs drapeaux, sur leurs navires, les soutiennent par leurs conseils, les encouragent par leurs excitations, et les aident par des secours de toute espèce? Le gouvernement américain, tout pur, tout loyal qu'il puisse être, ne peut mettre obstacle à cette association, parce qu'il

n'est pas en son pouvoir d'arrêter la nature même des choses, non plus que la tendance générale du pays, parce qu'il ne peut pas empêcher l'effet du spectacle qu'offre sa propre indépendance, parce qu'il ne peut pas faire que cet exemple ne soit séducteur de sa nature, qu'il ne peut pas empêcher les autres colonies de le voir, et de désirer de s'associer au bonheur dont l'indépendance est devenue la source pour eux. Comment en effet empêcher le reste de l'Amérique de voir les Etats-Unis libres, florissans, affranchis des lois et des querelles de l'Europe, par l'effet de leur indépendance, et les empêcher d'aspirer au même sort par les mêmes moyens? N'est-ce pas la contrarier, ou plutôt vouloir annuler le cœur humain, avec tout ce qu'il recèle de penchans et d'affections? Il existe donc des circonstances que l'on peut appeler hâtives, qui développent la tendance naturelle des colonies vers l'indépendance, et qui font éclore avant le terme que la nature avait fixé, et qu'elle seule aurait amené, le germe qu'elle en avait déposé dans leur sein. L'indépendance des colonies est donc

dans leur nature, comme leur dépendance, sujettes toutes les deux aux mêmes lois, émanées de la nature pour l'enfance comme pour la virilité de tous les êtres. Tous les efforts des métropoles pour contrarier cette marche sont en pure perte : tout leur art doit consister à bien observer le développement de leurs colonies, à suivre leurs progrès, à se régler sur eux pour marcher toujours à hauteur, pour éviter de se commettre avec elles par des prétentions ou par des restrictions hors de saison, à céder sur tout ce qui est raisonnable, à en prévenir même la demande, enfin à substituer les liens de l'amitié et ceux de la reconnaissance aux lois impérieuses de l'autorité, que le temps va toujours en affaiblissant. Pour cela, il faut observer avec soin les degrés du développement qu'acquièrent les colonies, y coordonner sa conduite, croire fermement qu'on ne peut pas les traiter toutes de la même manière, ni comme au même âge : ainsi, le mode d'administration, la mesure d'égards qui conviennent aux uns, qui sont dus aux autres, doivent être calculés sur l'état respectif des co-

lonies, et ne peuvent être adaptées également à toutes les colonies, ni aux mêmes colonies, en tout temps et en tout lieu. La considération de ces diverses circonstances doit être l'objet de l'attention la plus soutenue de la part des métropoles : leur oubli a coûté à l'Angleterre l'heureuse perte des Etats-Unis ; dans ce moment il coûte à l'Espagne celle de ses colonies, que cette métropole cherche à retenir sans savoir ni pourquoi ni comment, et cela au moment même où le développement des forces propres de ces colonies, joint aux circonstances au milieu desquelles elles sont placées, et qui vont toujours en s'aggravant, les poussent vers l'indépendance d'une manière irrésistible.

Si ces principes ont une application immédiate et inévitable sur les grandes colonies, ils en ont une médiate, mais non moins forte, sur les petites. Celles-ci, étant plus faciles à contenir, ne peuvent suivre, comme les grandes, leur penchant vers l'indépendance. Ainsi, la Martinique et Porto-Ricco n'oseront pas ce que se permettront le Mexique ou le Paraguay. Mais ce que ces petites colonies ne peuvent point

par elles-mêmes, les grandes le font pour elles : car, lorsque les grandes colonies seront indépendantes, la dépendance des petites n'aura plus aucune signification, ni aucun intérêt pour les métropoles ; au contraire, elles leur seraient très-nuisibles, en les privant des avantages qu'elles trouveraient à accroître l'indépendance générale qui leur donnerait toutes les colonies pour les leurs seules. Ainsi, quand l'indépendance sera généralement établie sur le continent américain, à quoi servirait la dépendance des Antilles ? Comment les défendre contre une foule de neutres ? Comment se priver des ports de tous, pour conserver les siens seuls ? Alors la dépendance de ses colonies ne paraîtra-t-elle pas à chaque métropole un véritable contre-sens, propre uniquement à la priver du bénéfice de toutes les autres colonies, devenues indépendantes ? C'est toujours le même calcul ; *un contre tous, et tous contre un.* C'est ce que l'on verra arriver, lorsque les Etats-Unis, le Brésil, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, seront ouverts aux pavillons des métropoles dont les colonies ne seront pas fermées pour

eux; comme on verra ces métropoles s'empresser d'abjurer leur petit exclusif pour n'en pas subir un bien plus grand, et recevoir tout le monde pour être, à leur tour, reçues partout. Toutes ces questions coloniales forment, comme on le voit, une chaîne, dont les anneaux sont fortement liés ensemble, et dont on ne peut détacher un seul sans rompre la liaison qui s'y fait remarquer. La dépendance et l'indépendance des colonies sont dans ce cas : la première résultait d'un ordre général, qui est détruit; la seconde résulte maintenant d'un autre ordre général, qui tend à remplacer le premier : l'un et l'autre ont été et sont le produit nécessaire du temps. On ne peut pas plus s'opposer au second, que l'on n'aurait pu le faire au premier, et il ne reste plus aux yeux de tout homme sage à s'occuper que de prévenir ou de diminuer les inconvéniens du passage de l'un à l'autre.

CHAPITRE XIX.

De la séparation préparée et non préparée des Colonies avec les Métropoles. Dangers et avantages dans ces deux cas.

De toute part les choses sont arrivées au point auquel les colonies tendent de toutes leurs forces à remplir cette partie de leur destinée, qui les porte vers l'indépendance. Les élémens de ce changement, qui sont renfermés dans leur nature, se sont développés avec une force désormais irrésistible ; et prétendre l'empêcher, serait prétendre arrêter, dans l'humanité, le développement qui conduit à la virilité, et qui en amène toutes les conséquences. S'il fut jamais une question décidée à la fois par les principes et par les faits, sûrement c'est celle-là. Or, dans cette position, quelle doit être la conduite des métropoles ? L'impossibilité de maintenir les

colonies sous la dépendance accoutumée étant bien constatée, les métropoles, dont cette disposition nouvelle est en grande partie l'ouvrage, doivent-elles prévenir la séparation, et, en la prévenant, se réserver la faculté de la diriger vers l'utilité commune, c'est-à-dire, la leur propre d'abord, et puis celle de leurs colonies, imitant en cela la sage prévoyance des parens, qui, lorsque la majorité de leurs enfans leur annonce qu'ils sont devenus des hommes complets, ne s'occupent plus de les retenir auprès d'eux, mais seulement de leur ménager des établissemens convenables à leur nouvel état? Au contraire, les métropoles doivent-elles, en s'abandonnant au temps et au hasard, attendre les résultats de l'explosion de la liberté dans leurs colonies, et les effets du passage de leur dépendance à une séparation prononcée sans elles et malgré elles? En un mot, les métropoles, consentant à ce que la seule force des choses leur ferait subir, doivent-elles chercher à rester ordonnatrices sur le terrain dont elles ne peuvent plus rester maîtresses, ou bien s'abandonner au mouvement qui les entraîne, en

s'exposant à toutes les conséquences de le *laisser aller?* Telle est la différence entre la séparation préparée et non préparée des colonies.

La séparation peut s'opérer de plusieurs manières :

1° Par l'abandon volontaire, ainsi que le voulait Charles-Quint à l'époque de la conquête de l'Amérique, ainsi qu'un grand nombre d'hommes éclairés en Espagne l'ont aussi voulu depuis cette époque;

2° Par le changement de la métropole en colonie, et de la colonie en métropole, comme il vient d'arriver entre le Portugal et le Brésil, comme il serait arrivé à une époque antérieure, lorsque Philippe V, poursuivi par ses ennemis, fuyant de sa capitale, songeait à transporter en Amérique le siége de l'empire qu'il abandonnait en Espagne à son compétiteur. « Vous reviendrez dans dix ans conquérir l'Espagne avec les trésors du Mexique », lui disait un courtisan: vrai propos de courtisan qui croit que l'or est tout et fait tout, que l'on revient du Mexique en Espagne, et que l'on quitte Mexico pour l'aride Madrid. Cet homme-là devait être de

Madrid. Le même changement aurait encore eu lieu, si Charles IV n'avait pas été arrêté à Aranjuez, et si l'on eût ouvert les routes du Mexique à Ferdinand VII, au lieu de fermer sur lui les portes de Valencey. Dans ces trois cas, la colonie devenait métropole, et dans le cas de la séparation qui aurait suivi la différence de la souveraineté exercée en Amérique par un prince ennemi du souverain de l'Espagne, l'indépendance de la colonie était consommée, car elle aurait formé un Etat distinct de sa métropole.

3° La séparation peut être produite par les dissensions entre les colonies et la métropole, et par la guerre qui suit toujours ces espèces de procès; telle a été la séparation des Etats d'Amérique: forts de leur population, de leur virilité, de leur Adams, de leur Franklin, de leur Wasingthon, ils déclarèrent à la métropole que son empire sur eux avait atteint son terme, qu'ils étaient en état de se conduire seuls, qu'ils désiraient son amitié, et qu'ils ne redoutaient pas sa haine. A ce langage nouveau, inconnu de la part d'aucune colonie, l'Angleterre ré-

pondit par des reproches qui taxaient d'insolence et d'ingratitude cette déclaration d'émancipation volontaire; elle déploya l'appareil des armes; on lui en opposa qui se trouvèrent valoir les siennes : la colère étant passée, *ce sentiment n'est pas durable*, l'orgueil s'étant affaissé par l'impuissance de le satisfaire, la réflexion, comme il arrive toujours, vint, mais un peu tard, pour montrer à l'Angleterre l'égarement de sa conduite, et pour lui faire entendre qu'elle perdait ses hommes et son argent à lutter contre la nature des choses, et qu'elle avait tout à gagner à laisser établir ce qu'elle voulait détruire au prix de sa propre ruine; qu'elle aurait dû payer pour faire faire ce qu'elle voulait empêcher. Six ans plus tôt ce sage conseil eût épargné à l'Angleterre la perte de cent mille hommes et de deux milliards : c'est après les avoir dépensés qu'elle a ratifié ce qu'elle avait combattu par pure irréflexion, et l'Amérique a été déclarée et est restée libre par le double droit des armes et de la reconnaissance de toutes les nations.

4° Pendant dix-huit ans l'Espagne a été sé-

parée de ses colonies par les guerres, auxquelles elle a pris part, soit de gré, soit de force. En 1795, elle a l'imprudence de s'unir à la France; aussitôt la route de ses colonies est fermée : les ports de celles-ci s'ouvrent aux neutres : les profits du commerce avec elles passent dans leurs mains. L'Espagne cède la Louisiane à la France; celle-ci la vend aux Etats-Unis : les voilà établis autour du golfe du Mexique, dominant par elle sur tous les revers de cette riche contrée, et se frayant à travers les terres des routes vers l'Océan Pacifique. Pressée par le besoin, bloquée en Europe, la pauvre Espagne emprunte le canal des Etats-Unis pour faire arriver par une voie moins exposée les trésors qui languissaient dans les hôtels des monnaies du Mexique. La guerre se prolonge; les Anglais attaquent deux fois Buenos-Ayres; ils saisissent la Trinité, comme une planche pour passer sur le continent espagnol, et ouvrent un large commerce avec lui. Les Américains, avec tous les neutres, en font autant. Les colons s'accoutument facilement aux douceurs de ce nouveau commerce : la métropole

est oubliée, effacée; on n'entend plus parler d'elle; on n'en reçoit plus ni secours, ni provisions; elle-même tombe en révolution; elle est menacée d'un joug étranger : les colonies le repoussent autant qu'elle; mais, pendant ce temps, le sentiment des maux enfantés par la liaison avec la métropole, la facilité et l'utilité de s'en affranchir, ont fait naître d'autres idées et former d'autres liens, ont séparé d'une métropole perturbatrice, stérile, tombée en désuétude par l'éloignement, par l'interruption des communications, tombée en quenouille par faiblesse, et, lorsque l'ennemi commun a disparu, les cœurs se trouvent sans aucune liaison, et la colonie répond aux invitations et aux menaces de la métropole par des cris de guerre et par des déclarations solennelles de rester étrangère à son obéissance, ainsi qu'à des commandemens qui ne se rapportent plus à sa nouvelle existence.

Ainsi s'est opérée la séparation de l'Amérique avec l'Espagne : ses colonies lui ont échappé, non point par leur force propre, mais par sa faiblesse personnelle. Elle n'a pu

ni les pourvoir, ni les contenir; elles ont été se pourvoir ailleurs, et l'indépendance leur a été portée par le torrent des événemens et par la force de la nécessité.

5° Des colonies peuvent être séparées des métropoles, comme l'ont été, dans le cours des deux dernières guerres, plusieurs îles prises par les Anglais. Ne pouvant disposer d'un nombre de troupes suffisant pour garder tout ce qu'ils pouvaient conquérir, ils se sont bornés, à l'égard de plusieurs de leurs conquêtes coloniales, à la seule chose qui leur importe, la liberté de commercer avec elles, qui leur assure les profits de ces colonies, sans les charger de leur garde et de leur défense. D'ailleurs, ils les abandonnaient à elles-mêmes, quant à la souveraineté. Plusieurs de ces colonies ont passé quelques années dans un état qui laissait la souveraineté indécise. Cette manière de neutraliser des colonies est très-propre à les séparer des métropoles, auxquelles elles ne reviennent ensuite qu'avec beaucoup de peine: ce qu'elles s'abstiendraient sûrement de faire, si elles possédaient les facultés qui appartien-

nent aux grandes colonies. Si Curaçao, Surinam, la Martinique, avaient égalé en étendue et en forces les Etats-Unis, le Mexique, le Brésil, croit-on que, dans cet état de virilité, ils se fussent offerts de nouveau au joug des métropoles et à leur exclusif? N'est-il pas évident, au contraire, que leur faiblesse a fait leur soumission, et qu'ils sont restés colonies par la seule disproportion avec leurs métropoles? La prolongation de la guerre suffisait pour les rendre indépendans; car l'indécision de la lutte contribuant à prolonger l'absence ou la disparition du souverain, les colonies ne pouvaient manquer de s'en donner un, et de se gouverner à part de la métropole; car, enfin, il faut savoir à qui l'on appartient.

Des colonies peuvent être séparées par le transport qui se fait de la domination de la population européenne de la colonie à la population étrangère importée dans la colonie. Ainsi a péri Saint-Domingue. Ce ne sont pas les Européens qui se sont séparés, comme ont fait les colons américains espagnols; au contraire, c'est la population étrangère importée

par les colons mêmes ; ce sont les Noirs qui ont massacré les Blancs, qui les ont remplacés et qui, n'ayant plus à garder les ménagemens que la crainte des Noirs inspirait aux Blancs, (ce qui attachait ces derniers à la métropole) se sont séparés d'elle, d'où étaient venus les Blancs leurs anciens maîtres, et d'où ils pourraient revenir encore pour les maîtriser de nouveau. Dans ce cas, l'indépendance politique des Noirs était la conséquence naturelle de la liberté individuelle : c'est ce qu'il faut bien observer. L'esclave a plus besoin de l'indépendance que le colon européen : celui-ci n'est atteint par la dépendance coloniale que sous des rapports politiques ou commerciaux. Les esclaves le sont de plus sous les rapports personnels. Quel que soit le régime colonial, le colon est libre de sa personne, il jouit de propriétés, il participe à tous les avantages de la société ; l'esclave, au contraire, ne peut atteindre à la jouissance de ces biens, et se maintenir dans leur possession qu'en joignant l'indépendance de la colonie à celle de la personne : l'une lui garantit l'autre. Ainsi, pour que Toussaint-

Louverture, Péthion, Christophe et tous ceux qui les approchent de plus près, se soient élevés et se maintiennent au rang dans lequel on les a vus, dans lequel on les voit encore, il a fallu que l'indépendance de la colonie suivît l'affranchissement de ces esclaves, et confirmât leur liberté. Le Blanc n'a besoin de l'indépendance que pour sa fortune; le Noir en a besoin à la fois pour sa fortune et pour sa liberté : c'est ce qui fait que toute colonie avec des esclaves est bien plus près d'échapper à la métropole, qu'une colonie qui en compte peu ou point, et lorsque la population se trouve formée presque entièrement par des esclaves, on peut regarder l'indépendance comme inévitable, et tellement inhérente à la nature des choses, qu'elle peut éclater à chaque instant.

A ces six exemples de séparations non préparées, fortuites ou forcées, on n'a pas la consolation de pouvoir en opposer un seul qui soit le résultat de la préméditation, ni celui d'un calcul sur la nature des colonies, sur leurs progrès naturels, sur la distinction à faire entre leur enfance et leur virilité, enfin sur les avan-

tages que la métropole peut trouver à abandonner à elles-mêmes des colonies adultes, et dont la prospérité, favorisée par la liberté, est destinée à devenir sa prospérité propre. Aucun peuple n'a encore donné cet exemple de lumières et de générosité, tant la force de l'habitude est grande chez les peuples comme chez les particuliers, tant les calculs étroits de l'intérêt personnel ont le pouvoir d'offusquer les regards même les plus pénétrans, tant on craint de perdre, là même où les plus grands avantages sont cachés sous l'apparence d'une perte; ce mot perte est un épouvantail pour tous les hommes. Cependant les métropoles étaient conviées à cet abandon calculé de leurs colonies par les plus grands intérêts. Les Etats-Unis en sont bien la preuve. Que n'a-t-il pas coûté à l'Angleterre pour avoir manqué à l'observation du principe qui lui prescrivait de coordonner sa conduite avec l'état de sa colonie, et que n'en coûte-t-il pas dans ce moment à l'Espagne pour n'avoir pas su éviter la même faute!

D'un autre côté, le défaut de préparation de

la séparation renferme et produit les plus grands dangers pour les colonies comme pour les métropoles.

Dans les colonies où le sang européen forme la plus petite partie de la population, la séparation non préparée est son arrêt de de mort, comme elle l'a été à Saint-Domingue, comme elle le sera partout où les Noirs esclaves seront les plus nombreux et les plus forts. Dans le grand nombre de soulèvemens qui ont eu lieu aux colonies depuis vingt-cinq ans, y en a-t-il un seul qui ne soit parti du même point, qui n'ait eu le même but, le massacre des Blancs, et la domination de la colonie par les Noirs? Dans tous, colons et métropoles ont couru les mêmes dangers pour leur existence physique ou politique. La même chose serait arrivée dans l'Inde, si le paisible Indous recélait dans ses veines les mêmes germes d'impatience du joug, qui enflamment le sang de l'Africain. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à compter les Indiens et les Anglais de l'Inde. Au Brésil, la séparation, prévenue par le passage du roi dans cette contrée, n'eût pas

été effectuée sans secousses, ni sans des conséquences fort graves pour les Européens, par le mélange des sangs, qui s'élèvent à quatre : dans l'Amérique espagnole il y en cinq, tous ennemis les uns des autres. Dans quelques parties, les Noirs sont très-nombreux ; dans d'autres, ce sont les Mulâtres ; là, les Indigènes ; ici, les Créoles. La séparation qui met en mouvement, sans aucune préparation, des élémens aussi hétérogènes, les met nécessairement aux prises, et par conséquent dans le plus grand danger. Ces haines de population sont les plus vives que l'on connaisse, encore plus fortes que celles de faction ou de religion, qui ont fait tant de mal à l'humanité : parce que l'objet s'en représente sans cesse, et de chaque côté se fait lire sur tous les visages. Aussi voit-on que ces populations ont profité de la séparation non préparée avec l'Espagne, pour se précipiter les unes sur les autres, et pour s'exterminer.

La séparation non préparée donne ouverture 1° à la guerre ; 2° à des troubles intérieurs. Or, ce sont deux causes de malheurs, absolument contraires à la nature même des colonies.

En effet, que sont des colonies? Des champs de culture destinés à produire ce qui doit payer les retours acquis dans la métropole, au prix de ces productions. Les colonies produisent pour avoir de quoi consommer; mais est-ce par la guerre ou par la paix que ces champs coloniaux peuvent être fécondés? Lorsqu'au lieu de fleurir par les paisibles occupations de la culture, le colon voit son champ devenir un champ de bataille, et les mains qui maniaient les féconds instrumens du labourage, attachées au maniement d'armes meurtrières; lorsqu'au lieu de labourer il faut combattre; lorsqu'au lieu de fournir des denrées à la métropole, et de recevoir les siennes, il faut se défendre contre ses soldats, ministres de ses vengeances et vengeurs de son joug, alors la colonie et la métropole ne sont-elles pas également souffrantes? Que ne souffrait pas l'Angleterre, pendant sa lutte avec ses colonies? Quel mal le combat de l'Espagne contre l'Amérique ne fait-il pas à l'Espagne, et quel mal, à son tour, ne reçoit pas l'Amérique, par l'attaque de l'Espagne? Si pour ramener Buenos-Ayres au de-

voir il faut commencer par le détruire, l'Espagne et l'Amérique ne seraient-elles pas également appauvries? C'est à peu près comme si un homme incendiait sa ferme et tuait son bétail, pour rétablir l'ordre parmi ses laboureurs. Voilà donc tout le monde ruiné, ou dans le chemin de l'être, parce que l'on n'a pas tenu compte de la nécessité de préparer la séparation nécessaire de la colonie avec la métropole.

Le mal s'aggrave encore et devient double, lorsqu'il y a à la fois mélange des sangs et combat contre la métropole, ainsi qu'il arrive aujourd'hui en Amérique. Les royalistes espagnols massacrent les indépendans espagnols; les Noirs et les sangs mêlés massacrent indistinctement les Espagnols, soit royalistes, soit indépendans; de plus ils se massacrent entre eux; de plus encore les indépendans de toutes les couleurs ont à combattre les Espagnols d'Europe: ceux-ci les massacrent sans pitié partout où ils leur tombent sous la main; à leur tour ils sont massacrés par eux; et, ce qui est le plus fort, on a vu le besoin de se défendre et de se délivrer à jamais de maîtres aussi durs faire recourir à

la terrible ressource d'émanciper les Noirs, comme a fait Bolivar en arrivant à Carracas. Qu'on juge par là des fléaux de toute espèce que verse à la fois sur les colonies et sur les métropoles une éruption d'indépendance qui n'a été préparée par aucun calcul, dirigée sur aucun plan, et qui s'effectue au milieu d'un chaos tel que doivent le produire le choc des intérêts, celui des populations ennemies, des massacres, des incendies, et de tout ce qu'une férocité d'habitude parmi de tels combattans peut créer de désastres.

En supposant même que la métropole acceptât le divorce prononcé par la colonie, et la laissât maîtresse de son sort, quel horrible imbroglio ne serait pas la suite de l'abandon fait de lui-même à un enfant qu'on jette ainsi dans le monde, après avoir rompu ses lisières, mais sans avoir préparé pour lui les moyens de s'en passer! Ainsi que l'Espagne éclairée sur ses vrais intérêts eût abandonné ses colonies à elles-mêmes, qu'elle eût cessé de s'en mêler, de se dépeupler et de se ruiner en s'en mêlant, et en continuant de le faire avec tant d'infor-

tune, que serait devenue cette masse énorme une fois mise en mouvement ? car il ne faut pas oublier que c'est de l'Amérique entière que l'on parle. Si l'on n'a pu retenir son ébranlement, comment s'y prendra-t-on pour le diriger et pour le régulariser? Que l'on considère cette masse ainsi lancée dans un tourbillon de révolutions, sur une mer d'agitations et de troubles. A qui sera-t-il donné d'établir quelque uniformité sur cette étendue de terres, sur cette bizarrerie de configurations, sur ces écarts de la nature, sur ces proportions gigantesques, sur toutes ces populations si différentes d'origine, de goûts, et livrées à des directions si opposées? A qui appartiendront ces mines *eldorado* prodiguées au nouveau monde, ces fleuves dont la possession fait la force et la richesse des Etats? De combien de membres, et desquels se formerait une association particulière? Les peuples qui regardent l'Océan Pacifique et l'Asie, ceux qui sont tournés du côté de l'Europe, les habitans du Mexique et du Pérou se réuniraient-ils, se tiendraient-ils séparés? Toutes ces divergences d'opinion, de conduite, toutes ces

scissions contradictoires ne se sont-elles pas fait remarquer dans la séparation de l'Amérique avec l'Espagne? Qui réunira tous ces dissidens? Qui en imposera à tous ces révoltés? Qui ira les chercher dans leurs déserts, derrière des fleuves qui sont des mers, dans leurs forêts impénétrables, sur leurs montagnes qui sont les plus inaccessibles du globe?

Il faut bien se garder de calculer la gigantesque Amérique comme on pourrait faire l'humble Europe, d'évaluer les difficultés que l'absence des grandes sociétés fait trouver à chaque pas, avec les facilités de toute espèce, dont deux siècles de travaux, exécutés par les mains savantes des peuples les plus policés, ont couvert l'Europe, et cependant les effets de ce travail s'arrêtent encore aux frontières de l'Allemagne et de la Pologne : car au delà tout est à peu près comme en Amérique. Aux Antilles, ce serait encore pire entre des parties si différentes de mœurs, de langage, de sang, d'étendue territoriale, et que les difficultés mises par les saisons mêmes entre leurs communications, achèvent de tenir séparées. Et le gou-

vernement, cet objet capital et litigieux de toute association humaine, comment et par qui serait-il réglé? Qui forcerait à s'y soumettre? Ici, on voudrait être en monarchie; là, en république; ailleurs, des chefs absolus : que de choses, que d'embarras, que de sang et de malheurs, avant qu'un arrangement bien cimenté terminât toutes les difficultés, et tarît la source des calamités qui en découleraient! Tous ces malheurs sont évités dans la séparation préparée, qui, en coupant, il est vrai, les liens des colonies avec les métropoles, ne le fait cependant qu'avec toutes les précautions que la prévoyance et la sagesse peuvent dicter, et que d'aussi grands intérêts réclament. Par elles on se rend maître de la séparation même, et l'on joint aux fruits actuels des colonies ceux qu'on est fondé à attendre d'un meilleur ordre de choses. Par exemple, dans la séparation non préparée, le mode de gouvernement, source la plus ordinaire des troubles civils, surtout lors de l'établissement, flotte sans régulateur et sans point d'arrêt : on n'en aperçoit d'aucune espèce; au contraire, dans la séparation cal-

culée, la substitution d'une antorité tout organisée est le premier acte qui suit la séparation; il en découle nécessairement, il n'y a ni suspension ni hésitation dans les pouvoirs publics. En aucun moment, la sûreté et l'ordre ne sont troublés, et les colonies continuent de jouir de leur tranquillité accoutumée, de remplir leur destination et l'attente de la métropole. Ainsi ont fait les Etats-Unis : chez eux la séparation, dirigée par les hommes les plus habiles de cette contrée, hommes qui auraient honoré l'ancien monde comme ils honorent le nouveau, partant d'un point fixe et unique pour arriver à un but également fixe et simple, renfermait une uniformité d'intérêts, de vues et d'actions, comme de localités. C'étaient des Anglais d'Amérique qui demandaient aux Anglais d'Europe, leurs auteurs, de les laisser jouir des bienfaits de leur virilité, et qui s'apprêtaient à suppléer par les armes au consentement qu'ils prévoyaient devoir être refusé à leurs actes de respect. Aussi n'y a-t-il pas eu parmi eux un seul instant d'hésitation dans le choix du gouvernement, ni un instant

de discorde pour son acceptation. Les dissidens (et où n'y en a-t-il pas?) ont abandonné le pays à la suite des anciens maîtres : leur absence est devenue un principe de paix.

Cet exemple fournit une grande leçon à tous les peuples coloniaux, ainsi qu'à leurs colonies. On dirait que les Etats-Unis sont appelés à servir de modèle, même à l'Europe; et, parmi ceux qu'ils peuvent lui fournir, aucun n'entre plus avant dans ses intérêts, que l'imitation des procédés par lesquels ces Etats se sont affranchis sans secousses et sans déchiremens intérieurs.

CHAPITRE XX.

Nécessité d'un Congrès colonial.

Toutes les fois que de grands troubles ont eu lieu, qu'un grand nombre d'intérêts ont été atteints et froissés, que des effets graves et durables s'en sont suivis, le bon ordre et le soin de l'avenir ont exigé de prévenir le retour de ces perturbations, et de fonder un ordre basé sur le présent comme sur l'avenir, sur ce qui existe comme sur ce qui doit nécessairement exister; mais, dans des discussions de cette importance, la nature et la justice ont toujours voulu que tous les intéressés fussent appelés : c'est une de leurs premières lois. De là sont venues ces assemblées politiques, qu'on appelle congrès. Dans tous les temps on a suivi cette méthode, et souvent elle a obtenu de grands succès. Telle fut la réunion qui, par la paix de Westphalie, arrêta les troubles qui divisaient

l'Europe depuis trente ans. Si l'Europe a cru devoir recourir à cette mesure pour se remettre des commotions que les vingt-cinq dernières années lui avaient fait éprouver, à combien plus forte raison ne sera-t-elle pas forcée d'y revenir pour mettre un terme durable aux perturbations de l'ordre colonial? Pour se faire une idée juste de cette nécessité, il faut commencer par évaluer la nature et la masse des intérêts qui réclament le recours de cette mesure. Il faut bien se garder de juger de ce qu'exigeront les colonies, par ce qu'a exigé l'Europe. Il n'y a pas de parité entre elles. En Europe, la souveraineté de quelques Etats seulement avait été changée : aux colonies, c'est celle de presque tous les Etats qui a éprouvé le même sort; en Europe, la couleur n'avait pas armé une partie des habitans contre l'autre; aux colonies, des couleurs et des subdivisions de couleurs les tiennent dans un état d'hostilités habituelles; en Europe, les lois de l'exclusif ne bornaient pas le commerce à quelques lieux et à quelques débouchés; aux colonies, au contraire, les entraves de l'exclusif sont le sujet des combats

entre elles et les métropoles. Il y a donc, à leur égard, des questions dont l'Europe est entièrement affranchie, des questions élémentaires qui exigent des décisions qui ne sont applicables qu'à elles seules, et qui se présenteront les premières. C'est là que l'on s'apercevra de la grandeur du mal qu'on a laissé faire : quand on voudra prendre hauteur et savoir de combien on a dérivé, alors on connaîtra toute l'étendue de la négligence à laquelle on s'est abandonné, ainsi que celle des difficultés qu'elle a créées, et l'on peut dire avec assurance que la mesure sera plus exacte que consolante.

En effet, il faudra fixer l'ordre colonial dans toutes ses parties, celui du plus grand nombre de ses habitans, l'exclusif du commerce, la souveraineté des colonies, enfin la police générale de ces contrées : car il sera indispensable de mettre ordre à l'état habituel de contrebande dans lequel sont les colonies inférieures en produits. Les colonies du second ordre sont placées vis-à-vis de celles qui leur sont supérieures en produits et en richesses. Il sera sur-

tout nécessaire de s'entendre sur l'esclavage, d'empêcher la diversité de conduite qui règne à cet égard. Par exemple, les uns ont aboli la traite, ceux-ci la maintiennent : on en a vu arborer sur ses petites colonies le drapeau de l'affranchissement de ses esclaves, à terme fixe. Il faudra prévenir avec le plus grand soin que le faible, aux colonies, ne prenne plus sur lui l'initiative sur des questions d'état, communes par là même à tous les possessionnés aux colonies, et ne décide ainsi du sort du plus fort.

Passant de là à la souveraineté positive, telle qu'elle existe dans l'état actuel, on trouvera des puissances exhérédées des colonies qui les faisaient fleurir; d'autres ayant perdu les appuis qui soutenaient leurs colonies; ici le Portugal, devenu colonie en Europe, et sa colonie, métropole en Amérique; là, l'Angleterre, gonflée des dépouilles de tout le monde, et dominant sur toutes les mers et sur toutes les colonies. Mais que dira-t-on, lorsque l'Espagne et l'Amérique viendront, pour ainsi dire, plaider en séparation à la face de l'Europe, et faire

valoir les motifs réciproques de leur incompatibilité? Il faudra ajouter à tous ces embarras la considération de la rupture de l'équilibre maritime, entièrement détruit par la puissance navale de l'Angleterre. Si l'équilibre continental a paru reprendre quelque réalité par les stipulations du Congrès de Vienne, sûrement il faudra tous les efforts d'un autre congrès pour ramener quelque égalité sur les mers, et quelque sûreté sur les routes qui conduisent aux colonies. Il y aura pour ce congrès une étoffe plus ample encore que l'était celle du Congrès de Vienne.

S'il était possible de devancer, par la pensée, tout ce que renfermerait de solennel une pareille réunion, on se plairait à se fixer sur le tableau que présenteraient, d'un côté, les peuples de l'Europe, occupés à régler entre eux des intérêts d'un ordre si nouveau, et de l'autre, en regard d'eux, les représentans du nouveau monde se présentant pour la première fois depuis la création, pour demander à l'ancien de s'entendre enfin avec lui sur leurs droits et sur leurs devoirs respectifs.

Nous ajouterons à l'indication de cette idée le vœu de la voir réalisée sans perte de temps; car chaque jour ajoute aux embarras, déjà trop nombreux, qui existent; chaque délai entraîne des pertes bien difficiles à réparer; chaque nouveau coup élargit la brèche faite à un édifice, qu'il ne faut pas démolir brusquement, même quand on aurait perdu l'espoir de le conserver.

CHAPITRE XXI.

L'Espagne peut-elle reconquérir ses Amériques? Que doit faire l'Espagne?

Ni l'un ni l'autre, et pas plus l'un que l'autre. Tout ce qui a été établi ci-dessus n'est, pour ainsi dire, que le préliminaire de cette grande question : en elle repose la décision de tout l'ordre colonial ; il dépend du résultat de la lutte établie entre l'Espagne et l'Amérique: car si celle-ci reste indépendante, comme tout porte à le croire, par cela même toutes les autres colonies le deviennent. En effet, que sont ces colonies, les Antilles et le Canada? Celui-ci resterait seul dépendant, pendant que toute l'Amérique serait libre, et cela à la porte des Etats-Unis, avec tout l'intérêt qu'ils ont ou qu'ils auraient à l'aggréger à l'indépendance générale de l'Amérique, avec les frais de garde que, dans cet état d'hostilités et de séparation

imminente, il coûterait à l'Angleterre. Il serait curieux de savoir ce que le Canada a coûté à l'Angleterre, pendant sa dernière guerre avec l'Amérique : il est permis de conjecturer que la dépense excède la recette dans une proportion décuple. Il en serait de même pour les Antilles, qui, environnées de grandes colonies indépendantes, ne pourraient plus être défendues contre elles, qui ne vaudraient pas même la peine d'être gardées, et qui, dans cet état de dépendance, ne pourraient pas rivaliser de culture avec les colonies indépendantes. Maintenant, depuis le détroit de Magellan jusqu'à la Californie, sur une étendue longue de dix-neuf cent lieues, large de plusieurs centaines de lieues, on se bat, on s'égorge, on s'extermine : c'est le plus vaste tombeau que la fureur de l'homme ait encore creusé pour lui-même. C'est pour la seconde fois, depuis trois cents ans, que les Espagnols exterminent la population de l'Amérique : la première fois, parce qu'elle leur était inférieure; la seconde, parce qu'elle a eu l'audace de vouloir leur être égale.

Déjà plusieurs fois, entre autres en 1768,

les naturels avaient tenté de reprendre l'empire de leur propre pays, et d'en chasser leurs maîtres. Si l'entreprise, formée par Tupac-Amaru, avait été couronnée du succès, c'en était fait de la domination espagnole en Amérique; mais ici c'est toute autre chose : ce ne sont plus les naturels qui poursuivent leurs maîtres les armes à la main, ce sont les Espagnols eux-mêmes, qui, réunis avec une partie de ces naturels, combattent la métropole, et demandent aux anciens Américains de les aider à briser le joug de l'Espagne. Comme on voit, la scène est bien changée, et l'action marche vers un dénoûment bien différent. Le mouvement, parti du royaume de Terre-Ferme, s'est étendu dans un clin d'œil sur ce vaste continent : tant tout s'y trouvait mûr pour cet événement. On a profité, pour l'accomplir, des embarras dans lesquels l'Espagne se trouvait en Europe. A peine en a-t-elle été affranchie qu'elle s'est occupée de ses Amériques; mais elle y a trouvé un peuple qui, après avoir comme elle repoussé la domination de Joseph, s'apprêtait à repousser la sienne propre, et ne voulait pas

plus de l'Espagne que celle-ci n'avait voulu de la France.

L'Espagne s'est présentée à l'Amérique avec ses lois anciennes, et des troupes pour les faire accepter. Inébranlable dans ses principes de propriété et d'exclusif, sur lequel le conseil des Indes veille comme le dragon veillait sur le jardin des Hespérides, elle a proposé à l'Amérique de se fermer pour tout autre que pour elle, et de ne plus servir qu'elle. Pour soutenir ces demandes, elle a lancé en Amérique quelques milliers d'hommes, restaurateurs armés de son empire; elle se dispose à renouveler ces envois; elle compte sur les diversions que feront en sa faveur les royalistes, excités surtout par le clergé espagnol d'Amérique qui, là comme partout, se montre fauteur ardent du pouvoir absolu. L'Espagne a fait de Carthagène sa place d'armes : de là ses forces peuvent se porter facilement sur les côtes de la mer du Sud, et prendre à revers le Mexique et le Pérou. Sûrement c'est une partie du plan dont elle a confié l'exécution au général Morillo. La reprise la plus stricte de l'exclusif a été pro-

clamée, et partout où elle redevient maîtresse, partout où ses partisans ont le dessus, il redevient la loi commune, de manière à ce que la fin de la liberté du pays soit aussi la fin de la liberté du commerce, et que, soumise à l'Espagne, l'Amérique le soit aussi aux ports de la péninsule : c'est ce qu'il ne faut pas perdre de vue dans cette question. Par cette seule disposition, voilà tous les Européens parties dans la cause : car il n'y en a pas un seul qu'elle n'atteigne dans des intérêts très-vivans, comme on le démontrera ailleurs. On sent bien qu'une prohibition de cette nature, remplaçant le commerce libre, n'est pas propre à ramener les colonies dissidentes à une métropole aussi onéreuse. Aussi, dans ces derniers temps, a-t-on vu la Havane intimider son vice-roi au point de lui faire retirer l'exclusif dont il avait frappé la colonie. Il a dû reculer devant les murmures d'une colonie formée à des habitudes qui s'éloignent trop des maximes du conseil des Indes et du monopole de Cadix, pour pouvoir être reprises sur un simple commandement de la métropole.

De cet état de choses naissent deux questions.

1° L'Espagne peut-elle reconquérir les Amériques ?

2° Pourrait-elle les conserver ?

La meilleure manière de décider ces questions est sans doute de comparer les moyens d'attaque et de défense, les moyens de conservation avec leurs difficultés, et les frais de garde de ces colonies.

L'Espagne compte onze millions d'habitans.

L'Amérique, quinze millions.

Balance en faveur de la colonie, quatre millions.

L'Espagne a vingt-cinq mille lieues carrées.

L'Amérique, quatre cent soixante-huit mille.

L'Espagne ne peut attaquer l'Amérique qu'avec la plus petite partie de sa population, ainsi que faisait l'Angleterre à l'égard des Etats-Unis; encore n'aurait-elle pas à diriger contre les Amériques les troupes auxiliaires que l'Angleterre envoya combattre les Etats-Unis, ce que l'on appelait alors les insurgens. Dans ce combat avec ses colonies, l'Espagne sera donc

réduite à ses propres forces : elle opérera donc, comme elle a déjà fait, par des corps de troupes peu nombreux, envoyés de loin en loin, et dont le rassemblement, le départ, le transport et l'arrivée, sont sujets à tous les inconvéniens attachés à cette espèce d'expédition, chez tous les peuples, et surtout chez un peuple lent, faiblement pourvu des moyens propres à ces grands transports, peu soigneux de la composition des équipages, de la conservation des hommes, peu susceptible des soins de détail qui contribuent le plus à la bonne direction de ces armemens. Qu'il y a loin d'une expédition de cette nature faite par des Espagnols, à celle qui serait dirigée par des Anglais! Les armemens de l'Espagne seront donc faibles et toujours entravés par la nature même de l'administration espagnole; mais que sont ces armemens en comparaison d'un pays tel que l'Amérique, aussi vaste, aussi difficile à pénétrer en corps d'armée, là où il n'y a ni chemins ni passages sur des rivières étendues et nombreuses, où les villes sont séparées par de grandes distances, où il faut parcourir des espaces immenses pour

atteindre un but quelconque, où il n'y a ni magasins, ni places de sûreté, ni hôpitaux? L'Amérique sera défendue par son climat, dont les Européens ne peuvent, sans le plus grand danger, braver les atteintes. Avant qu'un corps de dix mille hommes soit formé à Cadix, qu'il ait passé à bord plusieurs mois, qu'il ait pris terre et rendu quelques services, il faut commencer par en rabattre au moins un tiers. Les naturels n'ont à subir aucun de ces inconvéniens; ils sont tout portés sur le champ de bataille, ils sont acclimatés, ils sont cent contre un. L'inégalité est visible. L'usage des armes, la science des combats est du côté du soldat venu d'Europe; oui, mais pour un temps : toute cette tactique appartenait de même aux Anglais contre les Etats-Unis. De quel côté s'est rangée la victoire? Les Américains espagnols s'aguerriront comme ont fait les Américains anglais; ils sont les plus faibles aujourd'hui, demain ils seront les plus forts. Pour vaincre, ils n'ont qu'à fuir; pour remporter la victoire, il leur suffit d'éviter le combat, de substituer une guerre nationale à une guerre régulière, d'être

partout autour de leurs ennemis, et jamais devant eux, de les harceler, de les fatiguer, de faire par lassitude ce qu'ils ne pourraient exécuter par la force. Ici, ce n'est pas le calcul des forces militaires qu'il faut faire, mais celui des forces humaines. On parle toujours de la guerre sous les rapports de la science et de cette espèce d'honneur qu'on acquiert en champ clos, dans un tournoi, en se présentant devant l'ennemi, suivant toutes les règles de l'art et des convenances établies dans ces sortes de luttes, au lieu de regarder la guerre dans son but, la destruction de l'ennemi. Or, c'est sous ce dernier rapport, on peut s'y attendre, qu'elle sera faite contre les troupes d'Espagne. Leurs ennemis ne les attaqueront point en front, mais en détail; ils fuieront pour les harceler, pour les fatiguer, et finalement pour les ruiner : on fera en Amérique ce que les Espagnols ont fait en Espagne contre les Français, et les troupes de Ferdinand seront dans sa colonie comme celles de Napoléon furent dans son royaume. L'exemple est là; il sera suivi; il sera prescrit et imité par ceux-mêmes qui en ont tant souffert

en Espagne : car, comment douter qu'une foule de militaires français et étrangers ne se précipitent vers ce champ de gloire ou de fortune ouvert à la turbulence, à l'amour de la richesse, à celui de la renommée, à l'horreur de l'oisiveté, à laquelle une allure générale de quiétisme, adoptée en Europe, les condamne pour long-temps, au désir de sortir de l'espèce d'abaissement et d'indigence, devenu l'apanage à peu près général de l'état militaire, en remplacement de ce qu'il valait naguère d'élévation et de fortune ?

L'Amérique espagnole sera guidée dans les combats par les anciens chefs des soldats français et allemands. Ceux qui se sont combattus dans les plaines de Castille se rencontreront encore dans celles du Paraguay, du Mexique et de la Nouvelle-Grenade. Le compagnon de Dumouriez, Miranda, a ouvert la carrière ; des milliers d'autres la rempliront : l'Anglais Browa, avec les vaisseaux de Buenos-Ayres, a épouvanté les côtes du Pérou ; le conducteur d'une poignée de Français en Irlande, Humbert, a organisé les légions du Mexique. Qui

pourrait douter qu'une longue suite d'hommes, poussés par les mêmes mobiles, ne volent vers les mêmes contrées, vers les mêmes combats, vers la même gloire, vers la même fortune, vers le même terme d'une oisiveté qui leur pèse, d'une misère qui les dégrade, d'un calme qui leur laisse trop de vide, vers la même satisfaction que fait éprouver à des cœurs généreux l'ambition de s'associer à un grand peuple, combattant pour sa liberté et pour celle d'un monde entier; entreprise la plus grande et la plus séduisante qui fût jamais? Les jours de la première découverte de l'Amérique ont lui de nouveau pour l'Europe : un nouveau monde s'est découvert à elle. Si, à la première époque, les Espagnols s'y précipitèrent seuls, c'est qu'alors chacun avait assez de ses colonies; que les routes de l'Amérique étaient peu connues, et la navigation inusitée pour la plus grande partie de l'Europe : mais aujourd'hui que le chemin de l'Amérique est fréquenté comme celui de Paris à Londres ; aujourd'hui que la mer est habitée comme la terre, des milliers d'Européens accourront en Amé-

rique pour la défendre, comme les Espagnols accouraient à l'époque de sa conquête pour l'expolier. L'Amérique espagnole reverra des Pyzarre, des Almagre, sortis de toutes les parties de l'Europe; elle a déjà eu son Liniers, deux fois vengeur et conservateur de Buenos-Ayres; elle en trouvera d'autres dans tous les Européens qui recherchent la gloire et la fortune, que l'on ne peut plus trouver en Europe. Osons le dire ; les autels de ces deux divinités sont renversés, ou du moins bien rabaissés dans cette partie du monde; mais ils se relèveront en Amérique, dans ces proportions colossales qui n'appartiennent qu'aux grandes révolutions et aux pays dans lesquels tout est à faire. L'Espagne, réduite à ses propres forces, très-inférieures à celles de l'Amérique, aura de plus à combattre les hommes audacieux et aventureux de tous les pays; et l'on sait qu'ils sont tout ce qu'il y a de plus dangereux sur la terre. L'Espagne, faisant la guerre avec des détachemens contre toute la population de l'Amérique présente sur les lieux, pourra bien, à l'aide de sa supériorité de tactique, obtenir d'abord quel-

ques succès, comme firent les Anglais dans leur guerre d'Amérique. D'ailleurs, il est dans la nature de toute guerre d'avoir des succès balancés ; mais l'inégalité et les inconvéniens d'une pareille guerre sont trop visibles, pour ne pas agir contre l'Espagne de la manière la plus défavorable. Les revers qu'elle ne peut manquer d'éprouver enfleront le courage de ses ennemis; ils réduiront ses partisans au silence; ils décourageront ses soldats : elle finira par ne plus oser en envoyer, dans la crainte de fournir avec eux des recrues à ses adversaires. Quels attraits peut-elle leur offrir qui équivalent aux motifs de défection que ses ennemis peuvent faire briller à leurs yeux? L'or et l'argent de leurs mines, les terres dont ils peuvent les doter, les épouses qu'ils peuvent leur donner à choisir, que de moyens de parler à leurs yeux, et de les déterminer par tous les sentimens qui portent l'homme vers le désir d'une meilleure condition et vers la main qui peut l'offrir! Oui, en calculant l'ensemble de ces considérations, en voyant que c'est l'exemple de la campagne de Moskou sous les yeux, ainsi que celui de la guerre

qu'elle a faite chez elle, l'Espagne n'en fasse pas moins en Amérique une guerre qui réunit au plus haut degré tous les inconvéniens qui ont signalé ces deux expéditions infortunées, on ne conçoit pas comment l'Espagne a pu prendre le parti qu'elle suit à l'égard de l'Amérique. L'expérience sera-t-elle donc toujours perdue pour les hommes? Mais il y a plus; l'Espagne n'a pas même les moyens de continuer la guerre contre l'Amérique, et, de son côté, plus l'Amérique combat, plus elle acquiert de moyens de résistance. La raison en est sensible.

L'Amérique est devenue le soutien, et en quelque sorte la nourrice de l'Espagne, comme, dans l'état de famille, l'enfant, devenu grand et riche, soutient les vieux jours de ses parens. D'où viennent les richesses de l'Espagne, soit comme tributs, soit comme revenus des particuliers, qui à leur tour alimentent la fortune publique? N'est-ce pas de l'Amérique? Celle-ci envoie chaque année au trésor du roi, à Madrid, la somme de 60,000,000, et à Cadix plus de 150,000,000 pour solde de commerce, ou des revenus particuliers. Ces revenus, apportés

et consommés en Espagne, grossissent encore le trésor public, par les impôts soit directs soit indirects: car, en Espagne comme partout ailleurs, toute consommation renferme un impôt. Or, toutes ces sources sont taries, et leur desséchement complète la détresse dans laquelle l'Espagne se trouve par les événemens qu'elle a éprouvés. Dans tout autre temps cette perte lui aurait été bien sensible: que ne doit-elle pas lui faire éprouver dans celui-ci! Avec quels moyens l'Espagne continuera-t-elle donc cette guerre? Serait-ce avec les emprunts forcés qu'elle a frappés sur ses villes de commerce? Mais cette ressource ne va pas loin, et malheur aux finances que l'on alimente par de pareils moyens! L'Espagne, qui n'a pas de quoi fournir aux dépenses de son intérieur (1), peut en-

(1) On sait que le revenu ordinaire de l'Espagne, qui s'élève à. . . . . 240,000,000 f.
n'a pas suffi aux dépenses de paix de ce pays, même en y joignant les revenus de l'Amérique portés en Espagne,

core moins pourvoir aux frais d'une guerre d'Amérique ; déjà avec l'Amérique elle éprouvait un déficit : que fera-t-elle sans l'Amérique contre l'Amérique? Il est donc très-probable que ses envois de troupes iront en diminuant, jusqu'au moment très-prochain auquel elle ne pourra plus y envoyer un seul homme : même en lui supposant les moyens qui lui manquent, comment proportionnerait-elle ses envois à des besoins variables, incalculables à une grande distance du théâtre même des événemens, et qui, au moment de leur arrivée, ne correspondraient plus à l'objet qu'ils devaient remplir? Pour être toujours en mesure, et ne pas perdre le fruit de ses premiers frais, l'Espagne devra toujours tenir prêtes trois armées et trois flottes : la première en Amérique, la seconde en mer,

---

et évalués à. . . . . 60,000,000 f.
La dette s'est élevée successivement à. 700,000,000
ce qui est une proportion plus forte que celle de la France, relativement à son revenu.

et la troisième en Espagne, toujours sous voiles, pour courir au secours partout où elle serait appelée. L'étendue des colonies espagnoles exigera aussi des efforts proportionnés à l'étendue de ce vaste terrain : ainsi, il faudra à l'Espagne cinq armées pour contenir les cinq grandes divisions du Paraguay, du Mexique, du Pérou, de la Terre-Ferme et de la Nouvelle-Grenade, sans compter le Chili, la Havane et Porto-Ricco. C'est donc par centaines de mille hommes comme par centaines de millions que l'Espagne aura à compter. Elle s'est dépeuplée par la première conquête de l'Amérique; elle achèvera par la seconde l'ouvrage de la première, mais sans une compensation semblable : car enfin, celle-là lui avait valu ses colonies, au lieu que celle-ci va les lui faire perdre.

Le mouvement général que l'indépendance a donné à l'Amérique a remué les Etats-Unis, de manière à exiger à leur égard des précautions de la part de l'Espagne : tout parmi eux conspire en faveur de cette indépendance, suggestions, fournitures d'armes, enrôlemens vo-

lontaires; la jeunesse des Etats-Unis prend son essor vers le Mexique, et leurs vaisseaux vers tous les ports ouverts par l'indépendance. Combien de temps encore durera cet état, sans amener une rupture? et, dans le cas de celle-ci, comment l'Espagne fournirait-elle à ces nouveaux frais? Cette intervention des Etats-Unis mettrait fin à une lutte inhumaine et ruineuse pour tout le monde, et surtout pour l'Espagne: car chaque Américain que tue un soldat espagnol est un consommateur enlevé à l'Espagne; chaque ville brûlée est un retrait fait à la richesse, aux demandes des denrées que cette ville aurait faites à Cadix. C'est comme si le roi de France faisait ruiner Lyon, brûler Louviers et Sedan. Lorsque l'Espagne se sera ruinée pour aboutir à ruiner ses colonies et à les perdre, en sera-t elle plus avancée? Or, voilà précisément ce qu'elle fait. A la voir travailler, on dirait qu'à ses yeux il n'existe qu'une chose au monde, la souveraineté et la propriété; que, pourvu que l'on règne et que l'on possède, n'importe que l'on retire ou ne retire pas des produits, que la propriété soit fructueuse ou

non, et que tout consiste à conserver la nue propriété d'un objet, tandis qu'au contraire, il y a mille occasions dans lesquelles les relations commerciales sont beaucoup plus productives que ne pourrait l'être la propriété, comme l'a éprouvé l'Angleterre en perdant l'Amérique, dont elle a les profits par le commerce, sans avoir les frais de garde par la propriété.

Si l'Espagne ne peut plus conquérir l'Amérique, si elle n'y a plus d'intérêt, comme nous le prouverons, elle ne pourrait pas davantage la conserver après la conquête.

En suivant les principes établis sur la population comparative des métropoles et des colonies, sur la nature et les effets du commerce exclusif, on est amené à conclure que la nouvelle conquête de l'Amérique par l'Espagne ne serait que passagère, et que, dans des temps plus ou moins reculés, elle se retrouvera à leur égard dans la position où elle est aujourd'hui; qu'à une seconde conquête, il faudrait en ajouter une troisième, à une troisième une quatrième, jusqu'à ce que la métropole succombât

pour jamais : ce qui serait la suite inévitable de ces collisions répétées.

L'Amérique d'aujourd'hui est à l'Amérique de cent, de deux cents, de trois cents ans à venir, comme l'Amerique du temps de la conquête était à l'Amérique d'aujourd'hui. Les progrès de la première époque, comme ceux de la seconde, en sont la cause. Les Espagnols, en bien petit nombre, s'établissent en Amérique, et voilà qu'au bout de trois siècles, ils sont déjà au nombre de plusieurs millions d'habitans; ils ajoutent à leur population propre une importation d'hommes, qui, à leur tour, se multiplient dans toutes les branches de la population coloniale; ils se mêlent avec les indigènes, et, après un laps de temps assez court, ils surpassent la population de la métropole, malgré toutes les pertes qu'ont dû multiplier parmi eux les atteintes du climat, les exhalaisons de terres fétides, le séjour dans des lieux et parmi des hommes inconnus, sans le secours des préservatifs que le temps et la science ont indiqués : et cependant leur nombre approche déjà de vingt millions d'hommes. Que sera-ce donc,

en partant du point auquel ils sont arrivés, en ayant pour racine de leur population à venir celle qui existe déjà, familiarisée avec toutes les propriétés du sol qu'elle habite, et jouissant de ce qui favorise partout l'essor de la population? Celle de l'Amérique doit, avec le temps, s'accroître dans des proportions encore plus rapides que ne l'a fait celle des Etats-Unis, parce qu'elle est encore plus au large; parce qu'à des mers encore plus étendues et moins sauvages, à des rivières bien plus grandes, à des ports plus nombreux et plus sûrs, elle joint une terre infiniment plus féconde, et que les moyens de subsistances, qui sont partout les régulateurs de la population, y sont plus abondans. L'Amérique espagnole, qui en présente d'infiniment plus étendus que les Etats-Unis, porte aussi à une extension de population supérieure à celle que les Etats-Unis peuvent obtenir. Lorsqu'on pense que quelques années ont suffi pour former, au Mexique, des villes de quatre-vingt mille âmes telle que Guanaxuatao, dont le nom est à peine parvenu en Europe, on peut se faire une juste idée de la population à laquelle elle

est destinée. Il s'en faut bien que la métropole soit susceptible des mêmes accroissemens. L'Espagne ne s'élèvera pas à vingt, à trente, à quarante, à cinquante millions d'âmes, en un mot, à une population dont on ne peut assigner la borne, ainsi que l'Amérique ne peut manquer de le faire. La colonie a commencé par l'infériorité avec la métropole; elle a continué par l'égalité; elle atteindra, dans peu, à l'incomparabilité. Or, dans cet état, comment l'Espagne contiendra-t-elle sa colonie? Si son infériorité est déjà fort marquée avec la population actuelle de sa colonie, comment fera-t-elle lorsque celle-ci sera encore beaucoup plus nombreuse? Que l'on indique, si l'on peut, les moyens de domination de douze à quinze millions d'Espagnols, sur quarante millions d'Américains, vivant à deux ou trois mille lieues d'eux : où les premiers prendraient-ils les moyens de contenir les seconds? Si l'Inde comptait la moitié des Anglais comme habitans, que l'Amérique compte d'Espagnols, elle serait libre. Les Espagnols d'Amérique ne sont pas des Indiens régentés par une poignée d'Anglais ; ce

ne sont plus les sujets des Caciques ou des Incas, non plus que des novices dans les arts de l'Europe; mais ce sont des Espagnols en Amérique, semblables en tout aux Espagnols d'Europe, et ayant, de plus que ces derniers, le véhicule qui soutient toujours celui qui défend sa liberté, à l'exclusion de celui qui ne fait que l'attaquer. Qu'importe aux trois quarts des soldats de Morillo que l'Amérique soit libre ou non : qu'ils descendent un moment dans leurs propres cœurs, et dans l'instant ils volent dans les bras de ceux qu'on leur fait combattre. Leurs chefs et ceux qui les envoient, peuvent bien croire avoir un intérêt contraire à cette liberté; mais eux, où pourraient-ils le trouver? Au lieu qu'il n'y a pas un Américain qui n'en sente l'importance, et qui n'y porte l'intérêt et la chaleur que l'on met à la défense de sa propre cause. C'est ce que l'on a vu dans la guerre des Etats-Unis. Les Anglais n'ont pas tardé à reconnaître qu'ils avaient à faire à des hommes semblables à eux, qui, pour habiter le Nouveau-Monde, n'en savaient pas moins que ceux de l'ancien; qui, à mesure que la lutte se pro-

longeait, s'affermissaient dans leur résolution, pendant, qu'en Angleterre, les esprits s'éloignaient du sujet de la querelle, et que les bras des soldats, chargés de la soutenir, s'allanguissaient dans le service d'une cause dont ils n'apercevaient pas distinctement le principe et le but: tandis que les Américains rapprochaient l'un de l'autre avec la plus grande facilité, comme il arrive toujours dans ces espèces de débats, dont l'assaillant n'aperçoit pas l'objet bien distinctement, tandis que le défendeur le voit avec clarté, et le soutient avec persévérance. Il y a si loin de venir d'Espagne en Amérique pour l'empêcher d'être libre, à vouloir être libre en Amérique lorsqu'on l'habite! Le degré d'intérêt des deux parts assigne le degré d'activité qu'on apportera des deux côtés pour prévaloir.

L'Espagne serait donc évidemment trop faible pour conserver l'Amérique après une seconde conquête; elle serait d'autant plus inhabile à le faire, qu'elle trouverait dans ses colonies des dispositious toujours croissantes vers cette même indépendance qu'elle vou-

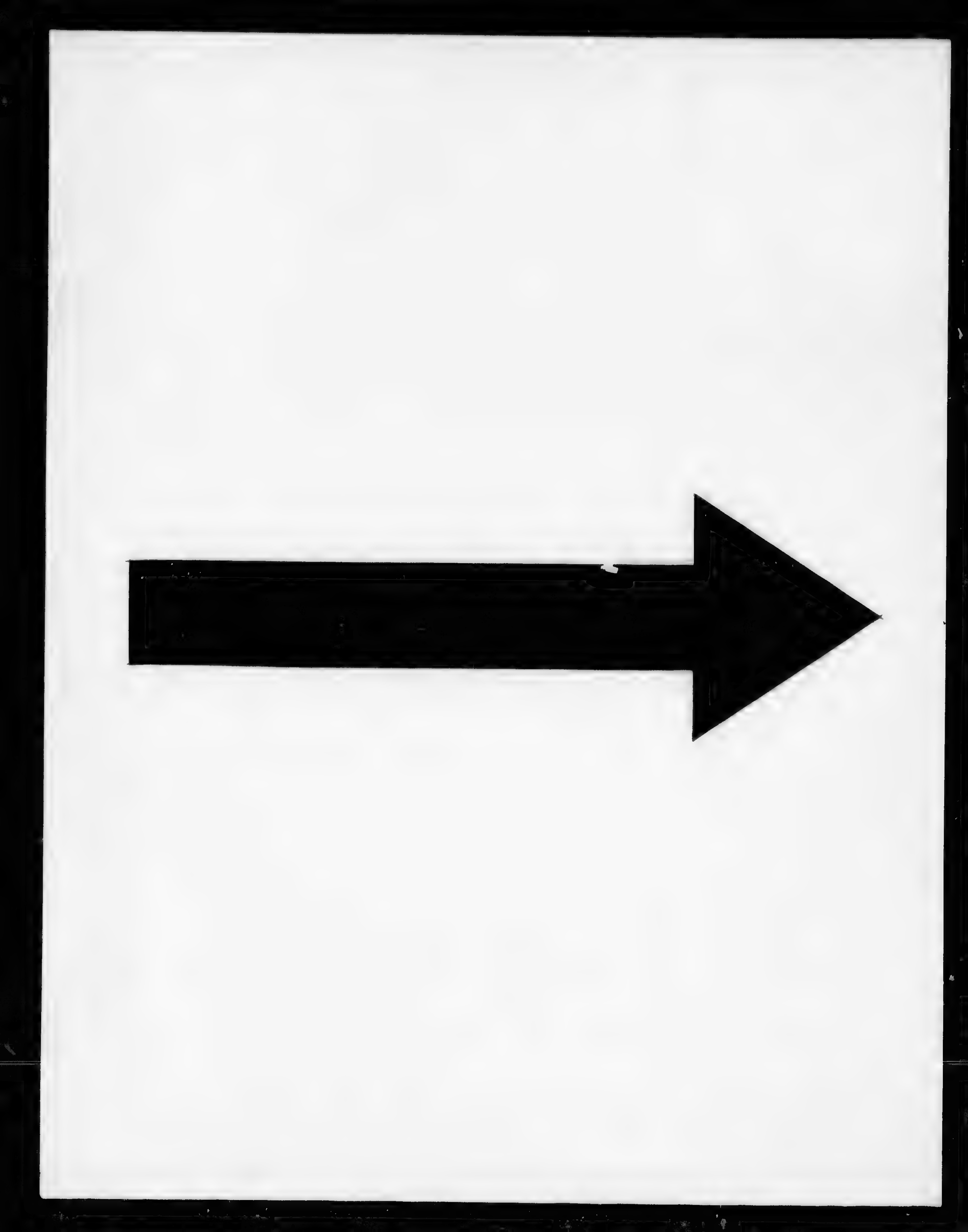
drait étouffer : les mobiles en seraient :

1° Le souvenir du passé;

2° Le commerce exclusif;

3° L'exemple et la proximité du Brésil et des Etats-Unis.

Lorsque les idées de liberté et d'indépendance ne se sont jamais présentées à l'esprit d'un peuple, lorsqu'il a suivi le cours des choses tracé par l'habitude des règles établies avec la succession des temps, une soumission facile comme tout ce qui résulte de l'habitude, forme son état ordinaire, et peut être entretenue sans efforts; mais lorsqu'une grande commotion a donné aux esprits une direction différente, et les a détournés de celle qu'ils avaient suivie, lorsque le changement tombe sur les intérêts les plus vivans et les plus puissans, alors comment empêcher ces mêmes esprits d'en conserver le souvenir, d'en regretter la perte, d'en désirer le rétablissement? on est mal, on a été mieux, on veut redevenir comme l'on était. Ainsi l'Angleterre avait possédé l'Amérique septentrionale sans éprouver aucune résistance de la part de cette vaste colonie; elle en avait même reçu de grandes



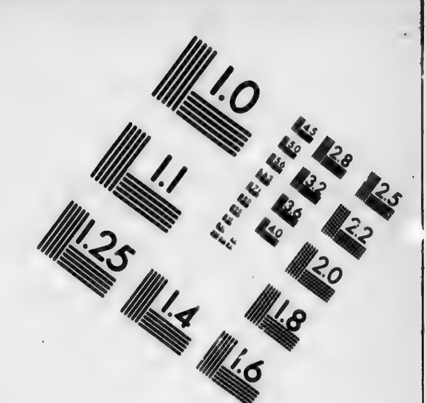
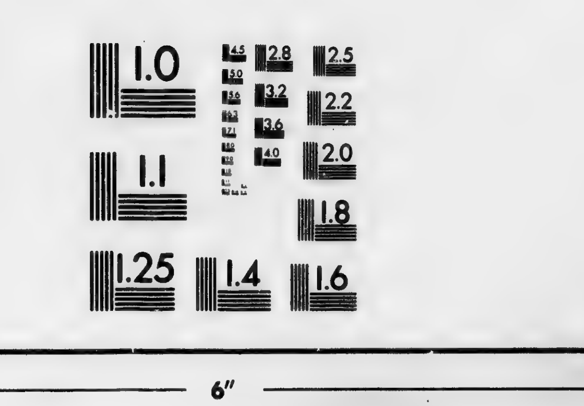
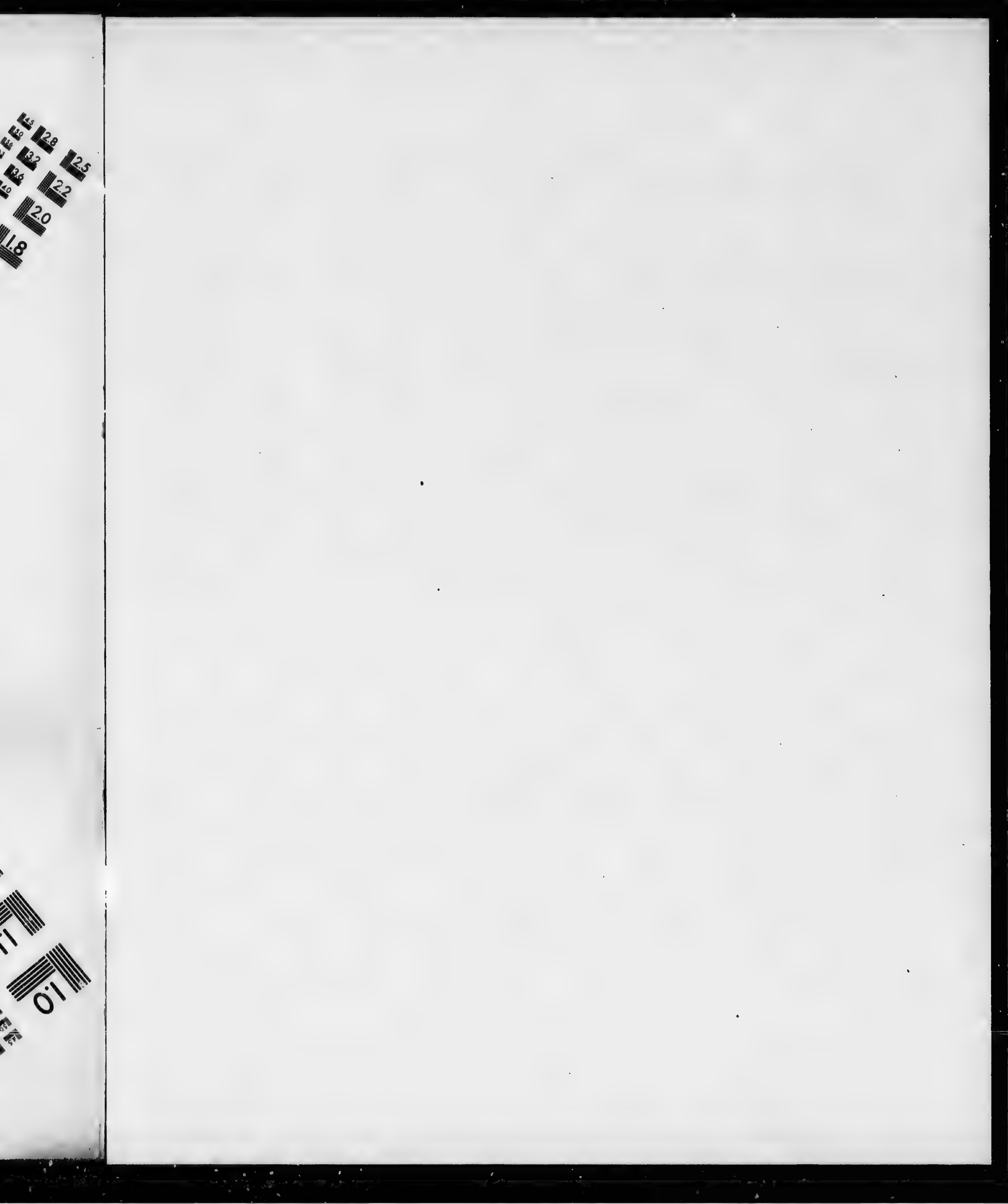


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



Photographic
Sciences
Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503



preuves de fidélité et des services effectifs dans ses guerres contre la France de 1740 et de 1756 (1), et voilà que très-peu d'années après elle trouve sa colonie dans des dispositions absolument différentes ; ne respirant que pour la liberté, et la lui demandant les armes à la main. En supposant même que l'Angleterre eût prévalu, la lutte n'était pas finie, elle n'était qu'ajournée : ce qui l'avait fait naître, l'aurait fait renaître. Il en sera de même pour l'Amérique espagnole si, contre toute attente, l'Espagne l'emportait dans un premier choc. La nature des choses ne porterait-elle pas l'Amérique à le renouveler toutes les fois que l'opportunité se présenterait ? La liberté surtout pour de grandes colonies est un bien si grand, si évident, qu'elles ne peuvent cesser de tendre vers elle, une fois qu'elles l'ont connue.

Le commerce exclusif ne cessera pas non plus de lui faire désirer l'indépendance. C'est

(1) Ce furent des levées faites aux colonies anglaises qui prirent Louisbourg et la Havane.

contre lui encore plus que contre la domination de l'Espagne que l'Amérique est armée : si elle a combattu pour l'obtenir avant d'en avoir goûté les avantages, comment ne combattrait-elle pas pour se les procurer de nouveau, surtout lorsque l'exclusif aurait été rétabli dans toute sa rigueur, comme l'Espagne l'a déjà tenté, et le fera si elle reste maîtresse ? Il n'y aura pas un seul acte commercial, une seule transaction qui ne soit pour l'Amérique une excitation, un rappel à l'indépendance. Chaque pas que les étrangers feront dans la carrière de l'industrie sera pour elle un motif de plus pour désirer cette indépendance qui lui permettra de s'associer à ces progrès, et de jouir de leurs fruits, tandis que l'exclusif les lui défend, et l'empêche de toucher aux biens qu'elle a sous la main. D'un autre côté, l'indépendance des Etats-Unis et celle du Brésil sont deux fanaux, deux enseignemens placés tellement sous les yeux et près des rivages de l'Amérique espagnole, qu'elle ne peut les perdre de vue, et qu'elle ne peut cesser d'être sollicitée par eux de les imiter; cette

influence ne peut pas plus être privée de son effet que la lumière du soleil ne peut l'être du sien sur la vivification de toute la nature. Ainsi par là même que l'Amérique a conçu une fois sa liberté comme possible, elle la concevra de même en tout temps; la commotion qui lui a été imprimée ne s'arrêtera plus, et sera renouvelée à chaque instant par le sentiment durable ou plutôt ineffaçable de l'acte qui la lui a fait saisir une première fois.

Lorsque l'on parle de la liberté ou de la soumission de l'Amérique, il faut commencer par se bien entendre, et tenir compte de trois choses.

1° D'une soumission générale ou partielle.

Si la soumission est générale, là revient la grande question de l'indépendance du commerce; l'exclusif sera rétabli au même moment que l'autorité de l'Espagne : elle ne connaît pas d'autre régime. Mais cet exclusif, dont la dureté avait motivé le premier soulèvement, n'en sera devenu ni plus tolérable ni plus gracieux aux yeux des Américains : il deviendra donc le père de nouveaux soulèvemens ; c'est un

cercle vicieux dont on ne peut jamais sortir. Le commerce est-il libre, on est indépendant, est-il exclusif, ou veut-il le devenir à tout prix? Mais dans ce rétablissement de l'exclusif, se trouvera encore un nouvel inconvénient; tel qui s'accommode de la domination de l'Espagne, ne s'accommode point du tout de son exclusif; tel qui veut bien de la fidélité à l'Espagne, pour cela ne veut pas de sa ruine par fidélité. Lorsque l'intérêt est appelé au conseil, il fait changer de direction aux avis. Après avoir goûté des douceurs du commerce du monde entier, on ne sera guère tenté de se restreindre dans les limites étroites de celui de l'Espagne. Voilà la considération majeure qui change toute la face de cette question, comme celle de toute question coloniale. Si l'Espagne rompt son exclusif contre les maximes de l'antique sagesse de son conseil des Indes, alors elle peut laisser aller ses colonies, elle n'y a plus d'intérêt, ou pas plus que toute autre puissance: la prospérité, qui en serait la suite inévitable, donnerait à la colonie des forces qui rendraient sa garde impossible; il serait bien faux de dire que la

rupture de cet exclusif, en faisant disparaître le principal grief des colonies, ferait disparaître avec lui le motif principal de la scission avec la métropole : car c'est précisément le contraire qui arriverait. Les hommes en masse, les peuples ne se conduisent point par la considération de ce qu'ils ont déjà gagné, mais par celle de ce qu'ils peuvent gagner encore. Dès qu'ils peuvent, ils veulent, et veulent tout ce qu'ils peuvent : or voilà précisément ce qui arriverait aux colonies espagnoles, à l'égard de la métropole, lorsqu'elle aurait abandonné son exclusif. Devenues riches par sa rupture et par la substitution d'un commerce libre, les colonies en seraient plus exigeantes ; leurs vues se porteraient non plus sur les maux cessés, mais sur les maux existans ; non plus sur les biens acquis, mais sur les biens à acquérir. Telle est marche du cœur humain. Après avoir obtenu d'être débarrassées de l'exclusif, les colonies voudraient être débarrassées des administrateurs venus d'Espagne pour les gouverner avant que de les avoir connues, et les quittant après les avoir un peu connues ; elles voudraient être

délivrées de cette foule d'agens qui viennent chez elles pour les pressurer, et pour faire place à d'autres, attirés par le même appétit; elles voudraient être délivrées d'un gouvernement lointain, avec ses lenteurs, avec ses recours en justice, avec ses grâces à solliciter en d'autres climats; en un mot, les colonies feraient éprouver autant d'exigeances qu'elles avaient éprouvé de négligences.

Si l'exclusif est maintenu, il porte à la révolte et à l'indépendance, comme seul moyen de s'affranchir de ce joug détesté.

2° Si la soumission de l'Amérique n'est que partielle, il n'y a rien de fait; le feu brûlant encore dans un endroit se rallumera dans d'autres, parce que la cause de l'incendie n'aura pas cessé. Le colon qui sera encore sous les armes, sera le soldat du colon désarmé; celui-ci, qui n'aura pas cessé de désirer d'être libre, ne cessera pas de désirer que celui qui l'est reste tel, comme son modèle présent et son auxiliaire à venir : ses vœux et son cœur lui appartiennent par la nature des choses; ses bras le serviront suivant l'occasion. Si donc la

soumission de l'Amérique espagnole n'est pas simultanée, l'incendie non éteint rallumera celui qui aura été arrêté : il se rallumera la seconde fois, comme il l'avait fait la première, par la conformité d'intérêts vivement et généralement sentis. Or comment se flatter qu'un pays aussi grand que le sont les Amériques espagnoles, qu'un continent tel que celui-là, dont les parties présentent des contrastes et des divisions très-marquées, pourra être ramené à la fois, et comme par l'effot d'un coup de baguette magique, vers une soumission complète dans toutes ses parties? que le Mexique, le Pérou, le Chili, le Paraguay, la Terre-Ferme, la Nouvelle-Grenade, céderont à la fois à l'Espagne, surtout avec les dispositions opiniâtres qui forment le fond du caractère espagnol?

Les Anglais, en combattant les Etats-Unis, en voulant les maintenir dans la dépendance, n'avaient pas à éprouver les mêmes inconvéniens que l'Espagne rencontre dans sa lutte avec l'Amérique. Ces Etats étaient, relativement à l'étendue de l'Amérique, ce qu'un dé-

partement est à l'égard de la France : les Etats-Unis de fait comme de nom, présentaient un ensemble de Gouvernement, avec une direction unique; au lieu que l'Amérique en compte un grand nombre. Pour un congrès des Etats-Unis, il y a dix congrès américains : chaque division de l'Amérique a le sien. Quand même on aurait fini avec l'un, on n'aurait rien fait avec l'autre. Cet état de perturbation générale fait la force des insurrections, et le désespoir de leurs ennemis; elles ne présentent que des membres, et point de corps que l'on puisse saisir; on ne peut rien fixer : au lieu que, dans une insurrection régulière, telle qu'était celle des Etats-Unis, il y avait une tête, et par conséquent où se prendre; on rencontrait un sujet certain, avec lequel on pouvait établir quelque chose de certain. Au contraire, en Amérique, l'autorité est partout et nulle part : une population de volontaires en fermentation générale et irrégulière ne laisse aucune place à l'établissement de conventions générales ou stables, et, avec le peu de foi ordinaire chez les peuples

puniques, tels que sont les Espagnols, parmi lesquels la superstition vient encore renforcer la fausse conscience, on ne pourrait compter sur la stabilité des engagemens contractés, que là seulement où la présence de la force en assurerait l'exécution. Ce qui se passe en Amérique, ce qui a eu lieu en Espagne, en est bien la preuve. Le même village prêtait deux fois par jour, aux bataillons qui le traversaient, le serment qu'il oubliait le soir même; en Amérique, les mêmes villes n'ont pas cessé de sortir de l'obéissance, ou d'y rentrer. L'Espagnol a cela de commun avec les Africains et les Orientaux, qui jamais ne se regardent comme liés par les engagemens contractés envers ceux qui sont plus forts qu'eux.

Il a été dit plus haut que l'Espagne ne pourrait pas garder ses colonies.

Il y a deux manières de garder ses colonies; pour soi d'abord, et puis contre les autres.

Avant la révolution, l'Espagne n'avait conservé en Amérique qu'un petit nombre de troupes réglées, venues d'Europe. La garde du

pays était confiée à des troupes nationales (1).

L'Espagne calculait que ces corps étaient suffisans contre le seul ennemi qui pût attaquer quelque point de ses Amériques, l'Angleterre : en les comparant au nombre de troupes que cette puissance pouvait destiner à une attaque contre elles, leur petit nombre ne lui avait pas paru mériter de plus grandes précautions. Les

(1) En 1804, le Mexique comptait, en troupes de toute nature, comme il suit :

Infanterie de ligne.	5,200 hommes.
Milices.	11,000
Cavalerie de ligne.	4,700
Milices.	11,300
Total.	32,200 hommes,
dont disciplinés.	9,500
Ces troupes coûtaient. . . .	20,000,000 fr.

Maintenant une grande partie de ces mêmes troupes combat contre l'Espagne.

On peut évaluer les troupes réglées et milices des autres parties de l'Amérique espagnole, par celles qui se trouvaient au Mexique; elles sont en grande partie, comme celles du Mexique, opposées à l'Espagne.

deux expéditions contre Buenos-Ayres ont prouvé la justesse de ce calcul; car deux fois il a été sauvé par la population du pays. L'Angleterre ne pourrait attaquer la totalité du continent américain; elle se briserait en se heurtant contre une pareille masse: dans beaucoup d'endroits, il serait défendu par son climat. L'Espagne, assurée de la France par son pacte de famille, ne redoutant pas encore les Etats-Unis et pas davantage le Portugal, placé trop près d'elle en Europe pour n'avoir pas à s'observer en Amérique; l'Espagne, disons-nous, avait fort bien calculé pour l'époque à laquelle se rapportait cette disposition de ses forces: mais aujourd'hui tout est changé; ce n'est plus de l'Angleterre, ou d'un ennemi du dehors qu'il faut défendre l'Amérique: c'est de l'Amérique dont il faut défendre l'Espagne, et c'est à ceux qu'elle avait chargés du soin de défendre son empire, qu'il faut le reprendre. Comme on le voit, la scène a beaucoup changé. L'Espagne aurait donc besoin, après avoir arraché les armes aux Américains, 1° de ne plus leur en confier; 2° de les tenir habituellement sous la

garde de troupes envoyées d'Europe. Or, comment, avec sa petite population, pourrait-elle suffire à un pareil armement, ainsi qu'aux recrues qu'il ne cesserait pas d'exiger? Quelle puissance au monde pourrait suffire à une garnison pareille à celle de l'Amérique; garnison qu'il faudra proportionner aux accroissemens de la population de ce pays? Et quand même l'Espagne aurait les hommes qui lui manquent, où prendrait-elle les fonds nécessaires pour les entretenir? Car il en faudra partout, et en grand nombre : si l'on en a peu, on ne fait rien; si l'on en a beaucoup, on est ruiné. Si la milice mexicaine absorbe une grande partie des produits du Mexique, combien ne coûterait pas une armée régulière, venue de loin, et qui devrait être entretenue dans toutes ses parties aux frais de l'Espagne? Il est donc évident que l'Espagne ne possède aucun moyen de garder pour elle ses colonies d'Amérique; elle n'en a pas davantage de les garder contre les étrangers.

L'Espagne a, en Amérique, deux ennemis à ses portes, les Etats-Unis et le Brésil. Les Gouvernemens sont en paix, il est vrai; mais la nature

des choses est en guerre jusqu'à la fin de cet ordre de choses. Si la moitié de l'Europe appartenait à l'Amérique, la première ne tendrait-elle pas de toute la force de ses intérêts, ne dresserait-elle pas toutes ses actions vers la fin d'un ordre qui lui paraîtrait le renversement de celui de la nature? Eh bien! que l'on fasse l'application de ce principe à l'Amérique; et, de plus, s'il arrivait que la partie de l'Europe possédée par l'Amérique fût la partie de cette contrée la plus féconde, la plus riche de l'Europe, ces attributs ne seraient-ils pas pour elle autant d'aiguillons pour la détacher de l'Amérique, et pour la restituer à l'autre moitié de la contrée dont cette possession serait séparée? Or, voilà précisément où en sont le Brésil et les Etats-Unis à l'égard de l'Amérique. Il faut d'abord observer leur situation géographique : ils embrassent les possessions espagnoles du nord au midi.

Les Etats-Unis ne peuvent manquer d'englober, dans leurs possessions, les Florides, placées entre eux et leurs nouvelles provinces de la Louisiane. Cette interposition est trop gê-

nante pour qu'ils ne cherchent pas à y mettre un terme. Par la Louisiane, ils confinent avec le Mexique : le grand fleuve Rio-Bravo del Norte semble être destiné à former la limite des deux Etats : leurs établissemens du Missouri tournent le nouveau Mexique. Les Américains ont cherché avec activité des routes vers la mer du Sud. On connaît les voyages entrepris, dans ce but, par les ordres du Gouvernement des Etats-Unis. Pour bien juger ce que sera ce peuple, il faut considérer les élémens dont il est composé. C'est un peuple neuf, adonné au commerce qu'il poursuit dans toutes les directions où il peut l'atteindre, trafiquant avec toutes les nations, sous les seules enseignes de la réciprocité et de la communauté des intérêts; exempt des préjugés qui règlent les pas timides des vieilles nations. Les Etats-Unis comptent déjà plus de douze mille vaisseaux de commerce; leur nombre augmente, et augmentera encore tous les jours. En Amérique se trouve, par sa position maritime, une pépinière de matelots, comme un attrait fort puissant pour les marins de toutes les nations. Après l'Angleterre,

aucun peuple ne compte autant de vaisseaux; et, quelques jours encore, la fille le disputera à la mère sur ce point, comme sur beaucoup d'autres. La population des Etats-Unis, à proprement parler, n'est pas encore fixée; elle se déplace avec la plus grande facilité, et quitte ses demeures pour se choisir ailleurs des emplacemens plus commodes : les grands espaces qui s'ouvrent devant elle lui permettent cette facilité dans ses mouvemens qui ne peuvent avoir lieu chez des peuples anciens, parmi lesquels toutes les places sont prises. Les Américains ont dans le caractère quelque chose d'aventureux qui les porte aux entreprises : ils sont affranchis des idées comme du joug de l'Europe, occupés uniquement de l'Amérique et de ce qui la fortifie contre l'Europe. Quatre choses n'ont pu échapper aux clairvoyans Américains : 1° que l'Amérique est l'apanage naturel des habitans de l'Amérique, comme l'Europe est celui des Européens; qu'il est aussi naturel que l'Amérique soit gouvernée par ses habitans, que l'Europe par les siens. Il serait bien inutile, pour ne pas dire ridicule, de s'arrêter à

la pensée que des peuples, qui sortent de la lutte qui a affranchi une grande partie de l'Amérique, soient arrêtés par la considération de la propriété souveraine d'une autre puissance de l'Europe. C'est précisément parce que cette puissance a son siége en Europe, que les Américains ne veulent pas qu'elle l'ait en Amérique. Que l'on se garde bien de prendre ce qui doit exciter pour ce qui doit retenir : il n'en va pas ainsi parmi les hommes.

2° Les Américains ne peuvent manquer de regarder toute fraction de l'Amérique qui se détache de l'Espagne, comme une adjonction naturelle de la grande fédération américaine contre la domination européenne, ainsi qu'une garantie de plus contre son retour : c'est là le plus grand intérêt de l'Amérique. Après avoir appartenu à l'Europe, son attention principale doit être d'éloigner d'elle tout ce qui pourrait de nouveau donner prise sur elle, et sûrement elle ne négligera rien pour fermer toutes les portes par lesquelles elle pourrait rentrer. Comme il n'y en a point de plus large que celle de l'Amérique méridionale, l'Amérique du nord

fera tous ses efforts pour interdire le passage, et le meilleur moyen d'y parvenir, est de travailler à détacher d'elle ses colonies, qui, devenues libres, auront un égal intérêt à défendre les abords de l'Amérique aux anciens possesseurs.

3° La mer et le commerce sont la nouvelle arme dans laquelle tous les peuples sont appelés à se rencontrer : c'est la tendance nouvelle imprimée à l'humanité toute entière; désormais les guerres n'auront presque plus pour objets que le commerce, et la liberté des colonies comme source de commerce. Les Américains se sont déjà fait remarquer par de grands succès dans la carrière commerciale, et, dans les deux hémisphères, ils la parcourent à pas de géant. Leur influence s'y fait sentir d'une manière sensible, et des parages, inabordables jusqu'à ces derniers jours, ont déjà vu modifier par leur fréquentation les lois qui les régissaient : les Américains doivent donc désirer que toutes les voies du commerce s'ouvrent et s'élargissent. Or, quelles contrées peuvent leur en présenter de plus riches, de plus à leur

portée que l'Amérique espagnole? Quand les abords du Mexique ne seront plus interdits par la jalouse Espagne, qui pourra prendre part au commerce de cette terre d'or avec autant d'avantages que les Etats-Unis? Leurs territoires se touchent; les ports de la Louisiane regardent la même mer que la Vera-Cruz; par leurs établissemens du nord ils pénètrent dans la mer du Sud : toute la côte occidentale du Mexique; le royaume de Terre-Ferme, le Paraguay, sont moins éloignés que les ports de l'Europe où le pavillon américain ne cesse de se montrer. Le penchant inné, irrésistible, qui entraîne les Etats-Unis vers la mer et le commerce, les portera donc en tout temps vers ce qui peut affranchir et agrandir leur sphère commerciale, et, comme c'est l'Amérique qui en présente les moyens, ils travailleront à l'affranchir.

4° Les Etats-Unis ne peuvent avoir à combattre que les Anglais; ils sont leurs voisins au Canada, et leurs concurrens dans toutes les places de commerce : ils ont donc besoin d'alliés qui aient les mêmes intérêts qu'eux; et où

peuvent-ils les trouver mieux qu'en Amérique? Là seulement les peuples seront assez indépendans de l'Angleterre, par leur position géographique, pour n'avoir à consulter que leurs intérêts propres dans le choix de leurs actions. Il faut le dire : il n'y a plus de liberté en Europe, au voisinage de l'Angleterre, tant elle est bien placée pour frapper vite et à coup sûr. Mais en Amérique, c'est tout autre chose ; c'est une vaste zône d'indépendance formée contre l'Angleterre, parce qu'elle est hors de la portée de ses coups; celle-ci ne bloquera pas toutes les côtes de l'Amérique, comme Brest et Cadix. L'aperçu de ce moyen de défense et de balance contre l'Angleterre sera, pour l'Amérique, un puissant véhicule pour généraliser l'indépendance déjà commencée du continent américain : car plus cette indépendance s'étendra, plus elle fournira de remparts contre leur puissante rivale.

Le Brésil, avec encore un peu de temps, verra et fera de même. Le roi ne fait que d'arriver dans ce pays : il est encore à demi-Européen; mais lorsqu'un plus long séjour en Amé-

rique l'aura naturalisé, lui et sa cour dans ce pays, quand leurs regards, détournés et comme désaccoutumés de l'Europe et du Portugal, se seront fixés sur le Brésil, comme cela ne peut manquer d'arriver très-prochainement, alors le Portugal ne se présentera plus à eux que dans ce lointain qui produit l'indifférence; l'attrait irrésistible des objets présens rendra le roi du Brésil tout-à-fait Américain : les intérêts et les engagemens de famille disparaîtront devant des intérêts d'état. A la longue, il n'y a d'alliance solide que celle que les intérêts forment entre les Etats, et non pas entre les intérêts des chefs de ces Etats : les derniers finissent inévitablement par céder aux premiers. Il en sera ainsi du souverain du Brésil; il deviendra un souverain d'Amérique étranger à l'Europe, son adversaire en cas de besoin; il travaillera à son affranchissement avec le même zèle que les Etats-Unis, parce qu'il aura le même intérêt. Quiconque met le pied en Amérique, devient le soldat de son indépendance contre l'Europe.

Comment l'Espagne, au milieu de ces es-

saims d'ennemis de sa domination, pressée de toute part par des intérêts opposés, si actifs, si puissans, pourra-t-elle défendre des possessions minées de tant de manières, et dépourvues de moyens équivalens de conservation? On n'aperçoit pas comment, dans un avenir très-rapproché, l'Espagne pourrait faire pour se préserver à la fois de la tendance continuelle de ses colonies à se séparer d'elle, et de la tendance inhérente aux deux autres Etats formés à côté d'elle, d'attaquer ses colonies, de les amener à un état semblable au leur, pour les réunir à la grande fédération américaine dont ils sont les premiers anneaux. Si la présence d'un seul village libre sur le continent américain, semblable à ces levains qui font fermenter une grande masse, pouvait suffire pour établir la liberté en Amérique, à combien plus forte raison la présence de deux grands Etats, dont la situation paraît avoir été choisie pour produire cet effet, ne doit-elle pas l'amener avec plus de promptitude et de certitude? Si les conseils d'Espagne descendaient dans tous les détails de cette importante question, avec le scrupule qu'exigent et

qu'inspirent d'aussi grands intérêts, les considérations frappantes qu'elle renferme, l'amèneraient sans doute à envisager les affaires d'Amérique sous un autre point de vue que celui que lui ont indiqué les erremens d'un temps qui n'existe plus, et les pensées d'hommes qui ont passé avec des âges qui sont déjà loin de nous.

Il semble que l'Espagne devrait se demander ce qu'il faut faire lorsqu'on ne peut plus ni conquérir, ni garder; s'il n'est pas à propos de se faire des amis là où l'on ne peut plus avoir des sujets; s'il est prudent de s'exposer à être et à rester exclus pour avoir voulu exclure; et faisant de ces principes bien simples la base de sa conduite nouvelle à l'égard de sa colonie, lui tendre une main amie, au lieu d'une main armée, et l'engager à substituer à sa souveraineté directe, désormais impossible, l'empire des princes de la famille même qui occupe son trône propre, de manière à former, entre l'Amérique et l'Espagne, un pacte de famille, tel que celui qui, au même titre, unissait en Europe la France avec l'Espagne.

CHAPITRE XXII.

Des Droits de l'Europe dans la guerre de l'Espagne contre l'Amérique.

L'ESPAGNE et l'Amérique se combattent : la mère et la fille en sont venues aux mains ; l'une, pour retenir ses anciens droits ; l'autre, pour faire reconnaître les siens, à peu près comme on voit les enfans, devenus majeurs, appeler quelquefois leurs parens devant les tribunaux pour se faire mettre en jouissance des droits que la nature ou les lois leur assignent. La querelle est de la nature la plus singulière.

D'un côté un état situé en Europe, n'y occupant pas une très-grande place, prétend retenir sous sa domination un continent tout entier, dont lui-même ne serait qu'une province : l'accaparement d'un monde par une partie d'un autre monde, est en lui-même une chose assez

particulière pour être remarquée, et figurer dans les pièces de ce grand procès. Le droit établi à l'époque de la découverte des colonies, avait ainsi réglé la propriété sur ces terres nouvelles : le bon ordre l'avait voulu, pour régler quelque chose entre des peuples qui de toutes parts couraient aux découvertes, et qui s'adjugeaient toute terre qu'ils avaient une fois touchée. Les siècles ont confirmé à l'Espagne sa possession : pendant un long espace de temps, l'Amérique n'a pas connu d'autres lois que celles de l'Espagne, pas d'autres agens que ceux que lui envoya l'Espagne, pas d'autres fournitures légales que celles de l'Espagne, pas d'autres pavillons que ceux d'Espagne, pas d'autres magasins qu'en Espagne; c'est pour elle qu'elle a exploité ses mines, qu'elle a souffert les guerres, le renchérissement des denrées que la guerre, et le défaut d'industrie de la part d'un vendeur exclusif, traînent inévitablement à leur suite; en un mot, l'Amérique attachée à l'Espagne, comme l'enfant l'est aux lisières tenues par sa mère, considérée comme une ferme dont la trop grande prospérité pour-

rait compromettre la jouissance, n'a encore existé que pour l'Espagne, et sous la dépendance de l'Espagne. Mais le temps, qui n'admet aucun de ces calculs personnels, et que rien n'arrête dans une marche dont la propriété est de développer les germes renfermés dans la nature des choses, a agi là comme il fait partout : enfant, l'Amérique s'est tenue rangée sous les ailes ou sous les lois de l'Espagne; fortifiée par l'âge, éclairée par les communications avec d'autres peuples, initiée dans tous les secrets des sciences et des arts, participant enfin au nouveau mouvement de l'univers, elle aspire à faire usage de ses forces propres, en un mot à exister pour elle-même, et par elle-même : ainsi fait l'homme arrivé à la virilité. Les exemples les plus séduisans sont à ses portes et sous ses yeux, et l'heureuse Pensylvanie lui montre ce qu'il y a à gagner dans la séparation de la métropole, même la moins oppressive et la moins fâcheuse pour des colonies, telle qu'était l'Angleterre. L'Amérique reproche à l'Espagne de ne s'être jamais occupée que d'étouffer en elle les germes

de prospérité que la nature avait multipliés dans son sein; elle l'accuse de l'avoir stérilisée systématiquement par la crainte des forces que la prospérité lui aurait données, forces dont l'essor ne pouvait lui être refusé; elle l'accuse de ne pouvoir ni la défendre, ni la pourvoir; elle l'accuse d'une disette calculée au milieu d'une abondance naturelle, d'une égale impuissance contre ses ennemis et contre ses besoins, du monopole de ses marchands, de l'inexpérience de ses agens et de ses gouverneurs arrivés chez elle sans la connaître, et la quittant lorsqu'ils commencent à la connaître; et formant de tous ces griefs un acte d'accusation contre sa métropole, et un autre de justification pour elle-même, elle lui demande une émancipation volontaire, ou la menace d'un divorce prononcé sans elle, et soutenu contre elle. Ainsi, l'Amérique répudie l'Espagne comme sa maîtresse et comme l'auteur de ses souffrances, et brise le joug pour ne pas subir tous les désastres qu'il porte avec lui. Déjà des mouvemens précurseurs de ce grand déchirement avaient annoncé cette espèce de fermentation, qui précède de

près toute révolution, comme les mugissemens de la terre précèdent ses tremblemens, ou l'éruption des feux qu'elle recèle. Ce que quelques particuliers avaient déjà tenté, l'Amérique en corps l'a réalisé, et combat pour le faire reconnaître. La lutte est établie sur tout ce vaste continent : aucun point n'en est exempt. Du détroit de Magellan à la Californie, on se bat, on s'extermine; c'est la plus vaste guerre civile dont l'humanité ait eu encore à gémir : il semble que le sort de cette Amérique soit d'être dévastée de siècle en siècle par les enfans de l'Europe, ambitieux d'y dominer; et ce qui aggrave le mal, non seulement la colonie se bat contre les soldats de la métropole, mais encore les différentes parties de la population s'exterminent entre elles, suivant les différens degrés de la couleur, et ceux de l'attachement ou de l'aversion pour l'Espagne : cruelle suite du funeste présent que lui fit l'Espagne en mêlant son sang à celui des sujets des Incas et des fils du Soleil! Ainsi le sang ruisselle, versé de toutes parts par des mains féroces, et par des hommes avec lesquels, dès que la guerre com-

mence, l'humanité finit, et qui, dans l'homme qu'ils combattent, ne voient jamais qu'un objet d'extermination; car voilà la manière dont les Espagnols des deux partis et des deux mondes considèrent et traitent tout ce qui leur est opposé : tant les durs procédés de l'Afrique font partie des mœurs espagnoles! Les immanités, qui révolteraient partout ailleurs, sont leurs moyens ordinaires de ramener les dissidens, et quiconque n'est pas pour eux et avec eux, doit périr (1).

---

(1) On en a vu un exemple effrayant dans les traitemens que les habitans de la Havane et de Porto-Ricco ont fait subir aux réfugiés de Saint-Domingue. Ces infortunés avaient formé dans ces deux îles des établissemens qui, par leur active industrie, ajoutaient à la prospérité de ces colonies. La révolution d'Espagne éclate; la fureur des Espagnols Américains s'allume contre ces malheureuses victimes de la révolution de Saint-Domingue : ils veulent absolument voir des complices de Napoléon dans de paisibles cultivateurs, éloignés de lui de deux mille lieues, étrangers à sa domination. On se jette sur eux, on en tue

Si le continent supporte le poids de cette guerre terrible, elle trouble aussi les mers; car de tous les ports de l'Amérique se sont élancés des essaims de corsaires, qui ont fait leur entrée sur l'Océan en allant bloquer ceux de l'Espagne, et en lui rendant une partie du mal qu'elle va faire chez eux.

Il serait insensé de prétendre juger de l'issue de cette querelle par les faits ou par les acteurs du moment : c'est à peu près comme si on avait voulu juger de l'issue de la réformation par les premiers combats de Charles-Quint et de l'électeur de Saxe, ou du terme de la révolution de France par la campagne de Champagne et la bataille de Jemmappes. Il est bien rare que les premiers acteurs des scènes de cette nature assistent aux dernières, ou en recueillent le fruit, ou qu'elles-mêmes n'aient plusieurs fois changé de face avant que d'en

une partie, on donne quinze jours à l'autre pour vider les lieux ; ils s'éloignent, en maudissant la terre qu'ils étaient venus féconder.

prendre une définitive et fixe. Les hommes et les faits particuliers ne sont donc d'aucune considération dans cette vaste question : il importe fort peu que la cause de l'Espagne ou celle de ses ennemis obtienne quelques succès sur certains points, qui sont, relativement à l'Amérique, ce que quelques districts sont à la France. D'ailleurs, ces faits particuliers sont susceptibles de mille atténuations et interprétations qui leur donnent une valeur intrinsèque toute différente des apparences qu'ils présentent. Tout ce que l'on sait sur l'Amérique se réduit à ceci, que la contrariété de rapports dictés par des intérêts opposés ne peut infirmer, c'est que l'Amérique est tellement imprégnée des principes de l'indépendance, qu'elle est tellement en mesure et en résolution de les soutenir, que ses anciens rapports avec l'Espagne sont changés, et que la lutte établie par la conséquence nécessaire de ce changement atteint toutes les puissances de l'Europe, et l'état commercial du monde entier. C'est sur cette vue générale qu'il faut s'arrêter, en négligeant des détails qui ne sont pas même des

ombres sur ce vaste tableau. Les faits décident la première partie de cette question : leur poids, leur nombre, l'étendue qu'ils embrassent ne laissent rien à désirer, et il n'y a pas de doute que, de Mexico au cap de Horn, l'Amérique ne rompît ses liens avec l'Espagne, si elle était libre de suivre le penchant qui la porte à le faire. Mais là, comme ailleurs, les agens de l'autorité, armés du pouvoir, appuyés de leurs partisans, et surtout du clergé, font effort pour arrêter un mouvement qui blesse leurs intérêts personnels : cependant déjà, dans quelques parties, l'indépendance a l'unanimité, comme à Buenos-Ayres, où elle a pris toutes les formes des gouvernemens réguliers. Le premier point de la question n'est donc pas douteux : l'Amérique a changé de face à l'égard de l'Espagne; et, quelque chose qui arrive, même le triomphe de l'Espagne, ce changement subsistera. Quant à ce triomphe même, il ne sera jamais que momentané; fions-nous-en à la nature des choses, qui ne trompe point, et tenons pour certain que ce qui se passe aujourd'hui parmi les colons se renouvellera,

jusqu'à ce que l'objet de l'insurrection actuelle soit accompli. En effet, quelle immense distance entre cette Amérique recevant avec tant de soumission et d'hommages les ordres et les agens de l'Espagne, et l'Amérique couverte de congrès délibérant sur l'expulsion de l'Espagne, et sur le mode de leur gouvernement propre ! Une opposition de cette nature n'est-elle pas trop forte et trop étendue pour ne pas laisser des traces profondes ? On tentera dans un temps ce que l'on avait essayé dans l'autre, et l'opposition renaîtra de ses cendres. Il faut aussi tenir compte des facilités que donnera à l'Amérique, pour son indépendance, l'accroissement inévitable de la population : elle croîtra nécessairement, cette population; elle dépassera à de grandes distances celle de la métropole, et, alors, elle ne reviendrait pas à ce qu'elle aurait tenté avec de moindres forces et de moindres chances de succès. Elle a profité des embarras de l'Espagne pour tenter l'entreprise : mais l'Espagne éprouvera encore de nouveaux embarras ; ils rappelleront à l'Amérique le souvenir des premiers pas qu'elle avait

faits vers l'indépendance, et l'engageront à en faire de nouveaux. Les motifs qui l'avaient porté à la désirer n'auront pas changé ; au contraire, l'Espagne leur donnera une nouvelle force par les sévices qu'elle exercera, par les rigueurs de son commerce exclusif, et ce sont là précisément les causes qui ont mis les armes à la main à l'Amérique.

D'un autre côté, l'Amérique se trouvera entre les Etats-Unis et le Brésil, dont l'indépendance, accompagnée de beaucoup de bonheur, la sollicitera sans cesse à se procurer un meilleur sort : ce qu'elle fera en les imitant. L'Amérique est donc portée par une tendance que dorénavant rien ne peut détourner, vers l'indépendance, de manière à renouveler sans cesse sa lutte avec sa métropole, ainsi que la gêne et les embarras résultant pour l'Europe en général, de la continuité de ces combats.

Voilà ce qu'il faut bien entendre et ne pas perdre de vue. Il s'agit d'un état de troubles perpétuels pour l'Europe autant que pour l'Amérique.

Lorsque l'on délibérait dans le cabinet de

Versailles sur la part à prendre à la guerre d'Amérique, il était bien évident que le motif secret et véritable de la délibération était celui que l'on n'avouait ni au public, ni peut-être à soi-même. Qu'il était moins question de justice que de politique, et que l'opportunité de l'occasion pour venger les affronts que l'Angleterre avait fait subir, à la paix de 1763, entrait pour beaucoup dans les motifs de la décision.

A ne considérer que les principes du droit, la France n'avait rien à voir dans une querelle dont les effets ne l'atteignaient pas. Il en était de même pour l'Espagne : elle se mêlait dans un différend qui lui était étranger, et par un juste retour d'équité qu'elle ne savait pas apercevoir à l'avance, en appuyant l'indépendance de l'Amérique du nord, elle préparait l'indépendance de celle du midi, et, à la première, des excuses pour l'appui qu'elle donnerait à la seconde : tant les effets de l'injustice s'étendent au loin! A cette époque, le génie de l'Europe était égaré de la voie droite, et depuis le déchirement de la Pologne, la politique vivait d'iniquités. L'école de Machiavel semblait être

devenue celle du droit public de cette contrée (1). Il en est des états comme des particu-

(1) La politique ne s'est jamais beaucoup piquée de fidélité à l'observation des règles de la morale : on le sait assez ; mais elle a paru s'affranchir de ces règles avec moins de ménagemens depuis la guerre de 1740. C'est de là qu'a daté, dans le dernier siècle, ce droit de convenance auquel l'Europe a paru soumise, jusqu'aux scènes de la Pologne. La succession de l'empereur Charles VI donna ouverture aux spéculations sur le bien de ses voisins : on se partagea l'héritage incontestable de Marie-Thérèse, comme une propriété délaissée. On peut voir, dans les *Œuvres de Frédéric*, les aveux qu'il fait à ce sujet. Le soin de conserver un bien mal acquis, le désir de récupérer une propriété légitime, et cédée seulement à l'empire de la nécessité, portèrent les cabinets de Vienne et de Berlin à un état habituel de haine, d'aigreur qui, se communiquant de proche en proche, firent de la diplomatie une arène de ruses et de surprises, et de l'Allemagne deux camps ennemis. La Silésie a démoralisé la diplomatie allemande : c'est alors que l'on vit le roi de Pologne, électeur de Saxe, envahi en pleine paix dans sa capitale ; alors on vit le vainqueur justifier ce coup de main, en marchant droit aux archives de Dresde,

liers ; leurs droits et leurs devoirs sont les mêmes. Toutes les fois qu'une action est et reste

---

et au rayon sur lequel reposait le traité conclu avec l'Autriche pour le partage de ses états. Alors l'Angleterre préludait à la guerre de 1756, en enlevant une flotte française; alors elle ensanglantait le Canada avant l'ouverture des hostilités. Catherine montait sur le trône; Louis XV s'emparait de l'inutile Corse. O justice du Ciel! ses troupes y entraient pour voir naître celui qui trente ans après..... L'empereur Joseph se faisait héritier du trône de Bavière. A quelques jours de là, Catherine et lui intimaient au paisible Croissant l'ordre de vider l'Europe; car quel autre nom donner à tout ce qu'ils ont fait pendant dix ans contre les quiétistes sultans, que l'on n'attaquait à son aise que parce qu'on les croyait endormis et incapables de se réveiller? Le scandale était complété par l'agonie prolongée de la Pologne. On peut consulter la Correspondance de Frédéric et du prince de Kaunitz; il semble voir deux joueurs d'échecs uniquement occupés de se dérober une marche, et de se souffler mutuellement quelque pièce de leur échiquier. Voyez aussi la Correspondance du comte de Broglie, et la double diplomatie établie par Louis XV, sous la direction du prince de Conti, dirigée par le comte de Broglie, et suivie par Favier et Dumouriez. Voyez aussi ce que

hors de la portée d'un tiers, et qu'elle ne peut l'atteindre, il n'a pas le droit d'en connaître : il n'acquiert celui de s'y immiscer, que lorsque le voisinage ou la communication le menace de dommages. Alors il devient partie intéressée dans la cause, non en vue d'elle, mais à cause de lui-même, parce qu'il se doit de surveiller tout ce qui peut lui nuire. Ainsi, la guerre de l'Angleterre avec l'Amérique étant une querelle de famille, la France et l'Espagne n'avaient, sous aucun rapport, le droit d'y prendre part : le plus ou le moins de bien-être des Etats-Unis, par leurs rapports avec leur métropole, n'était pas placé sous leur surveillance, ni sujets à redressement par elles. Les intérêts des

---

Burke en dit dans ses *Lettres sur la Révolution Française.*

Il en est de la politique et de la morale publique comme de l'air : la corruption vient d'en-haut.

Une foule de gens bien honnêtes, mais bien pauvres d'esprit, passent le temps à s'attendrir sur les dérèglemens de notre âge, et à lui reprocher les erreurs dans lesquelles ils le disent tombé : bonnes gens ! qui ne voient que les effets, sans jamais remonter aux causes !

deux premiers pays n'avaient pas avec ceux des Etats-Unis une connexion nécessaire, ni telle qu'ils fussent atteints dans des parties sensibles et déjà établies par l'issue des débats entre la colonie et la métropole. Il pouvait convenir à leurs intérêts politiques, que l'Angleterre fût affaiblie par la séparation de la colonie; mais des convenances politiques ne constituent pas des droits : s'il en était autrement, le monde flotterait sans régulateur certain, sans guide assuré, reconnu par tous, également utile à tous, la justice.

Mais il y a loin de cet exemple à la nouvelle position de l'Amérique espagnole ; elle tient à l'Europe, et l'Europe lui tient par les liens les plus nécessaires, ceux de la richesse, cette âme des sociétés modernes. Par l'ensemble du mouvement général que la découverte des colonies a donné aux transactions commerciales de l'univers, il s'est établi un courant d'or et d'argent, qui coule des entrailles de l'Amérique vers l'Europe, par laquelle il passe pour aller se perdre ou s'engloutir en Asie, d'où il ne remonte plus aux lieux qui lui ont servi de

source ou de passage. C'est ce mouvement qu'il faut bien suivre, pour se former une idée juste de la liaison de l'Amérique espagnole avec l'Europe et le reste du monde : c'est elle qui paie tout dans les quatre parties de l'univers. Tout, dans le monde, est monté sur cet écoulement périodique, comme en certains climats toute récolte est calculée sur les irrigations régulières de leurs fleuves. Les mines de l'Amérique espagnole sont à l'Europe ce que le Nil est à l'Egypte. Depuis trois cents ans, elle a prospéré par ses arrosemens réguliers; elle s'est montée sur les récoltes d'or et d'argent de l'Amérique : ses ateliers, ses cultures, ses vaisseaux, sa population, le mouvement commercial qui suit des relations formées entre toutes les parties vivantes du globe, sont établis et basés sur les produits de l'Amérique. C'est une immense machine, montée sur un nombre infini de ressorts, dont on ne peut arrêter le mouvement sans porter coup à une multitude d'intérêts existans. Ici les faits deviennent des droits, et les conséquences des principes, comme il arrive dans l'ordre social,

où les faits admis par la société, et même quelquefois sans elle, forment des droits qui équivalent à des droits d'origine : on remonte alors au premier droit, celui qui précède les autres, le besoin de la conservation. L'Amérique espagnole appartient à l'Espagne : à la bonne heure; mais les effets nécessaires de l'Amérique espagnole, et les conséquences qui en découlent, appartiennent à tout le monde.

L'Espagne est le conduit, le canal, et, pour ainsi dire, l'aquéduc de l'or de l'Amérique vers toutes les parties de l'Europe et du monde. Il n'y a pas un seul de ses habitans, pas une seule de ses relations, pas un seul de ses revenus particuliers ou publics qui ne soit affecté par tout ce qui se passe en Amérique. Lorsqu'elle fut découverte, et qu'elle inonda l'Europe de richesses, tout l'ordre des Etats et des individus se trouva changé : on a continué de vivre dans cet ordre ; on a tout calculé, tout établi sur sa continuation, sur son extension : il ne peut donc être détourné vers un autre mode, sans que tout le monde soit blessé, et sans qu'on ait droit de remonter au principe du dommage.

Cela provient de la nature des produits de l'Amérique; ils sont d'une espèce particulière. Lorsque les colonies ne renferment que des produits que l'on a chez soi, ou que l'on peut trouver chez les autres, qui pourrait avoir le droit de s'immiscer dans leurs affaires? C'est ce qui accusait le gouvernement français et celui d'Espagne, lorsqu'ils prirent parti dans la guerre de l'Amérique. Ce pays ne renfermait rien dont la soustraction ou l'attribution exclusive à la métropole leur portât préjudice : mais ce n'est pas le cas pour l'Amérique espagnole; elle est irremplaçable pour cette espèce de productions qui sont l'âme des transactions de l'univers. Ce qui les trouble ne tombe-t-il pas sous sa juridiction sinon immédiate, du moins médiate, d'après le dommage qu'elle reçoit, et auquel elle a bien le droit de pourvoir? S'il plaisait à l'Espagne d'interdire l'exploitation des mines, ou leur transport en Europe, si, en un mot, par un abus des droits de la souveraineté, il lui plaisait de faire que l'Amérique n'existât plus pour l'Europe, et qu'en replaçant celle-ci à l'époque de la découverte de

l'Amérique, elle la condamnât ainsi à rétrograder de trois siècles et d'une grande partie de sa richesse; dans ce cas, l'Europe, laissée à sec comme le lit d'un fleuve tari ou détourné, aurait-elle le droit de pourvoir au rétablissement de l'arrosement périodique qui lui donnait les moyens de soutenir ses relations au-dedans et au-dehors? L'Europe est placée entre l'Amérique, d'où elle reçoit, et l'Asie, où elle envoie; elle gagne avec l'une et perd avec l'autre: elle paie la première avec la seconde, et ne peut se soutenir avec celle-là que par les profits qu'elle fait sur celle-ci: se condamnera-t-elle à s'épuiser avec elle, ou renoncera-t-elle à ses relations à défaut de recevoir le dédommagement sur lequel elle avait calculé l'établissement de ces relations? Condamnera-t-elle tous ses enfans, cette multitude d'hommes occupés d'industries de toute espèce, qui forment sa population principale, à changer ou à perdre leur mode habituel d'existence ou d'entretien?

Il y a donc, comme on le voit, une liaison intime entre la condition de l'Europe et celle de l'Amérique: celle-ci est attachée à celle-là

par une chaîne d'or semblable à celle par laquelle les poëtes, dans leurs brillantes fictions, ont attaché la terre à la voûte des cieux, et dont la rupture entraînerait la chute du monde. Cette question est donc beaucoup plus étendue qu'elle ne paraît l'être au premier coup d'œil; ce n'est pas de l'Espagne seule et de ses droits régaliens dont il s'agit, mais des intérêts du monde entier. Comment en effet s'y méprendre, lorsqu'on fait attention à ce commerce immense que l'Europe entretient avec l'Amérique, et l'Amérique avec l'Europe? C'est par centaine de millions qu'il faut compter, c'est par millions de bras. Or, depuis quelque temps, les balanciers des hôtels des monnaies de Mexico restent oisifs et suspendus dans des ateliers qui ont cessé de se remplir des métaux qui entretenaient leur activité. Un cuivre vil, inconnu à ces opulentes fabriques, a osé s'y montrer, précédé par la détresse, et enhardi par l'absence de l'or et de l'argent : pour la première fois depuis sa conquête, Mexico, étonné, a vu frapper du cuivre; une strangurie générale, un dessèchement univer-

sel accuse une guerre dévastatrice pour les choses, exterminatrice pour les hommes. Partout où reparaît le sceptre de l'Espagne, l'exclusif marche à sa suite; tout Européen est chassé, proscrit; sa personne est livrée au danger; sa fortune aux avarices, au pillage: il n'y a plus ni sécurité, ni calcul certain. Déjà l'Angleterre a été obligée de s'occuper de mesures conservatrices pour les intérêts de son commerce, établi en grand dans les parties troublées de l'Amérique, et qui, lui-même, souffre beaucoup de ces conflits, incompatibles avec la fixité et l'assiette qui seules peuvent convenir au commerce. L'Angleterre vit de commerce; elle alimente par lui son trésor et sa population: le commerce finit toujours par y former la voix publique, qui est l'oracle toujours parlant à l'oreille du Gouvernement. Celui-ci n'a pas dissimulé que le commerce de l'Amérique méridionale s'élevait annuellement à une somme supérieure à deux cents millions. Voilà donc l'Angleterre partie nécessaire dans le débat de cette contrée, non pas par leur principe, mais par leurs conséquences par lesquelles elle se sent atteinte. Si

l'Espagne triomphe, le commerce de l'Angleterre sera exclu; elle doit s'y attendre. Mais comment renoncerait-elle à une pareille richesse, pour ajouter à la détresse qu'éprouvent déjà plusieurs branches de son commerce, et aux embarras qui seraient la suite de la soustraction de ce moyen de réparer une partie de ses pertes? Le Gouvernement n'en serait pas le maître, quand il le voudrait, retenu comme il est par cette opinion publique, l'arme qui le défend ou qui le perce, suivant qu'il sait se la concilier, ou qu'il est abandonné par elle. Ce que l'on dit pour l'Angleterre s'applique également aux autres Etats de l'Europe, ainsi qu'aux Etats-Unis, qui, tous, ont pris part au riche commerce de l'Amérique, et qui, tous, en seront exclus, si elle est de nouveau subjuguée par l'Espagne. Par conséquent, l'Europe est devenue passible des effets de la querelle de l'Espagne avec l'Amérique, et par conséquent encore partie dans cette querelle, non point par les antécédens de la querelle, mais par les conséquens qui impliquent pour elle les résultats les plus désastreux. Ce n'est pas, comme

l'on voit, un procès qu'elle suscite en vue d'intérêts personnels et d'interventions subséquentes; ce qui serait odieux, personne ne pouvant avoir le droit de susciter des querelles pour avoir ensuite celui de s'en mêler; mais c'est un différend qu'elle trouve tout suscité, et dont ses intérêts blessés lui demandent de soigner les résultats. Telle est la correspondance établie entre les intérêts des sociétés pour leur bonheur réciproque : elles vivent dans un état de rapprochement qui les soumet aux lois qui règlent les actions et les propriétés des hommes vivant en état de voisinage.

L'ébranlement d'une masse telle que l'Amérique, ses efforts pour attirer à sa cause l'assistance de l'Europe; la fausse position de celle-ci, placée entre ses avantages, ses vœux secrets et la conduite publique dont certaines considérations lui font la loi; le mouvement qui porte en Amérique un grand nombre d'Européens aspirant à un meilleur sort; tout cet ensemble de causes de perturbation produit en Europe un tiraillement continuel, con-

traire à son repos. Les Gouvernemens ont à retenir l'essor que les sujets voudraient prendre vers l'Améri[illegible]uel vaisseau français oserait partir du Hâvre pour Buenos-Ayres, où il partagerait les profits des vaisseaux anglais? Il en est de même pour beaucoup d'autres articles : par conséquent le soin du repos de l'Europe lui prescrit de s'occuper des troubles de l'Amérique, pour se soustraire aux dommages qu'elle éprouve par eux. La dépopulation et la dévastation systématique de l'Amérique par l'Espagne sont aussi des intérêts majeurs pour l'Europe; car elle perd tout ce que l'Amérique consomme ou livre de moins. L'Europe recule donc par chacune des pertes qu'éprouve l'Amérique, et lorsqu'elle sera épuisée d'hommes, déjà si rares dans sa vaste enceinte, qu'aura l'Europe à lui livrer et à en recevoir? Attendra-t-elle le dernier soupir du dernier Américain, et l'incendie de la dernière ville de l'Amérique, pour commencer à s'en occuper? A ces considérations, puisées dans les intérêts pour ainsi dire matériels de l'Europe, une prévoyance éclairée en ajoute d'autres tirées d'un ordre plus re-

levé et qui se trouvent également dans la nature des choses.

L'Amérique est partagée entre deux camps ennemis, les royalistes et les républicains. Tout le parti de l'indépendance s'est formé en congrès, qui sûrement ne travaillent pas au profit de la royauté en général, pas plus qu'à celui de l'Espagne en particulier. Les idées républicaines s'affermissent même par la seule opposition aux royalistes. Ces idées restent donc celles d'une partie considérable de la population de l'Amérique : lors même qu'elle succomberait dans la lutte actuelle, ces idées ne seraient pas pour cela effacées d'esprits aigris par le malheur, et dont la ténacité forme le principal caractère. Au contraire, si l'Amérique triomphe, comme tout porte à le croire, comme elle s'assure de le faire par la seule prolongation de la lutte, voilà donc l'Amérique entière, moins le Brésil, en état de républiques, placées en regard de l'Europe, toute royaliste. Qui peut prévoir l'effet d'un pareil spectacle, surtout s'il était soutenu par beaucoup de bonheur d'un côté, et par beaucoup de misère

de l'autre? Les Espagnols, avec leur guerre et leurs exterminations, font courir à la royauté le risque de disparaître de la surface de l'Amérique, comme les tyrans la firent bannir de la Grèce entière. Le roi du Brésil a été le conservateur de la royauté dans ce pays, et si elle y conserve un point d'appui, c'est à lui qu'elle en aura l'obligation. Sans lui, le Brésil aurait suivi le torrent au milieu duquel il se trouve placé.

La religion catholique domine en Amérique avec la même plénitude qu'en Espagne : elle n'admet pas plus de mélange dans un pays que dans l'autre. Là, comme partout, le clergé s'est montré très-opposé à la liberté : ce mot de liberté a la propriété de le pénétrer d'effroi. Le clergé soutient de toutes ses forces l'empire de l'Espagne, et peut-être par un instinct secret dont il ne se rend pas bien compte à lui-même. Si l'Espagne succombe, les esprits républicains, ombrageux contre les soutiens de l'Espagne, comme il arrive toujours à l'égard de ceux qui ont soutenu le parti opposé, aguerris d'ailleurs contre Rome et ses foudres,

ne seront-ils pas fort disposés à prendre, à l'égard d'un culte dont les ministres leur seront longtemps suspects, des mesures dictées par la prévoyance, et par l'exemple de ce qui se passe ailleurs? Lorsqu'on examine l'embarras que le clergé catholique apporte dans toutes les affaires civiles, lorsqu'on voit l'Irlande désunie depuis des siècles de l'Angleterre, par les ministres du culte prépondérant dans ce pays, quand on voit les tracasseries par lesquelles le clergé de la Belgique a débuté avec le Gouvernement, et salué le nouveau trône des Pays-Bas, on peut craindre de la part de l'Amérique de fortes résolutions pour se soustraire aux mêmes inconvéniens. Ceux qui ont tant sacrifié pour rejeter l'Espagne, pourraient bien faire encore des pas en avant pour rejeter Rome. Quand les républiques du Mexique, du Paraguay, auront à attendre de si loin les ministres de leur culte, à traiter à cette distance des intérêts de ce culte, il est bien permis de concevoir des craintes pour la durée de rapports qui renfermeront en eux-mêmes un si grand nombre de difficul-

tés. Des considérations qui embrassent des intérêts tels que l'avenir du catholicisme et de la royauté, dans un monde entier, doivent bien peser dans les conseils de l'Europe autant que des lingots d'or et d'argent : il s'agit du sort des deux plus grandes choses qui existent parmi les hommes, et qui agissent sur les sociétés existantes de manière à leur faire partager tous les mouvemens qu'elles éprouveraient elles-mêmes.

Nous allions terminer cet article par ces importantes considérations ; mais nous entendons la voix de l'humanité qui nous appelle : elle implore le secours de tout ce qui porte un cœur humain, pour faire bannir du monde des pratiques exécrables qui ont passé de l'Europe en Amérique, et qui, sous des noms spécieux et révérés, la couvrent d'attentats. Là, on ne connaît plus d'hommes, on ne voit que des ennemis occupés à s'égorger ; tout est atteint par le fer, consumé par les flammes ; le soldat de l'Espagne, sacrificateur acharné pour venger son injure, a fait de l'abominable loi

de l'extermination le code unique de cette contrée(1). Pendant combien de temps encore

(1) Moniteur, 16 août 1816.

Dépêche officielle du général Moxo, capitaine-général de Caracas, à Ureztieta, gouverneur de l'île de la Marguerite.

Caracas, 18 novembre 1815.

« Je vous enjoins de mettre de côté toute considération d'humanité. Tous les insurgés, leurs fauteurs ou adhérens, trouvés avec armes ou sans armes, et enfin tous ceux qui ont pris une part quelconque à la crise dans laquelle l'île se trouve dans ce moment, doivent être fusillés sur-le-champ, sans aucune procédure préalable ou sommaire, et seulement après une délibération verbale, en présence de trois officiers ».

Instructions du gouverneur Ureztieta au capitaine Ganigo.

«Vous ne ferez de quartier à personne, et vous laisserez vos troupes piller aussitôt qu'elles arriveront. Si vous trouvez l'ennemi faible, vous le suivrez jusqu'à Saint-Jean. Vous brûlerez cette place, et vous reviendrez quand tout sera tranquille ».

Lorsque les insurgés prirent la Marguerite, ces do-

contemplera-t-on froidement ces horreurs qui dégradent l'homme des plus nobles attributs de son caractère, et qui le font descendre au rang des animaux féroces! horreurs qui contrastent étrangement avec l'urbanité générale des mœurs de l'Europe, et surtout avec celles du nord de cette contrée! Le nouveau monde continuera-t-il d'être dévasté à la face de l'ancien; et, après avoir tant fait pour l'Afrique contre l'Europe, et pour l'Europe contre l'Afrique, ne fera-t-on rien pour l'Amérique? Un

---

cumens et autres de cette espèce tombèrent dans leurs mains. C'est après avoir vu mettre à exécution ces ordres et instructions, qu'ils ont mis à mort huit cents royalistes qui s'étaient retirés à Sampatar.

Réflexions de la feuille de Glaskow.

Aux traités de Paris et à Vienne, on ne s'est occupé des colonies que comme possession de chacun, et non comme ordre colonial, sans tenir compte des changemens arrivés depuis vingt-cinq ans. Aussi dans quel état une partie des puissances rentrées aux colonies s'y trouvent-elles!

roi de Syracuse n'imposa à Carthage vaincue d'autre loi que celle d'abolir les sacrifices humains : la religion catholique avait fait disparaître les autels sanglans du Mexique; l'Espagne a relevé ces détestables autels, et des armées de sacrificateurs inhumains font à sa voix, de l'Amérique égorgée, une hécatombe à sa puissance méconnue. L'Europe sera-t-elle donc toujours funeste aux habitans infortunés de ces climats, et ne cessera-t-elle jamais de leur demander leur or avec leur sang, et leur sang avec leur or! Jadis le sénat de Rome écouta avec reconnaissance un sauvage habitant du Danube, et, pour prix de la franchise de ses paroles, il ordonna à ses exacteurs de s'arrêter. Ah! que ce jour-là Rome fut noblement représentée par son sénat! Combien plus serait grande l'Europe, si elle opposait, au nom de l'humanité, son auguste arbitrage au débordement des maux dont celle-ci a à gémir en Amérique, et si, en s'interposant entre les combattans, elle exigeait d'eux de suspendre leurs coups! Si, alors, l'Amérique et l'Espagne venaient se présenter devant cet Aréopage, devant ces plénipotentiaires

du rang le plus élevé, puisqu'ils seraient ceux de l'humanité même, quelles sensations n'exciterait pas la première, et qu'aurait à répondre la seconde, lorsque l'Amérique, découvrant ses plaies et montrant ses veines ouvertes, et presque épuisées de sang, dirait : « Le Ciel, cruelle Espagne, m'a-t-il donc formée pour vous seule? Heureuse et tranquille pendant les siècles qui précédèrent l'heure à laquelle la main de votre Colomb déchira le voile qui, depuis la formation du globe, me cachait à vos regards, c'est par le sang et par les larmes versées à votre premier aspect, que j'appris à vous connaître. A peine abordés sur mes rivages, vos soldats font pleuvoir sur mes enfans des feux inconnus qui les renversent; vos coursiers s'élancent sur eux et les foulent aux pieds; vous détruisez mes trônes, et ces autels antiques, élevés par ma reconnaissance à l'astre dont les rayons fécondent mes terres, font briller des plus vives couleurs mes fleurs et mes fruits, les habitans de mes forêts et ceux de mes vastes plaines, et mûrissent le suc de mes végétaux. La sève de mes plantes vous donne la santé; les

entrailles de mes montagnes la richesse; et la mort, toujours la mort, a jusqu'ici été pour moi le seul ministre de votre reconnaissance. Depuis que vous avez étendu sur un bûcher le dernier fils de mes Incas, depuis que vous avez porté dans un autre hémisphère la race qui occupait mon trône au Mexique, avez-vous cessé un instant d'ajouter outrage à outrage, et la ruine à la ruine?

« Vous êtes reçus sur mon territoire, et déjà vous me déclarez esclave; et pour vous donner le droit de m'assujétir, vous placez tous mes enfans, loin de vous, au dernier rang de la chaîne des êtres. Il faut que Rome vous commande de reconnaître des hommes en eux; pour cette fois votre obéissance à ses ordres fut sans reproches: alors vous confiâtes aux chaînes et aux glaives le soin de combler la distance que vous mettiez entre eux et vous. Sans doute que des êtres aussi inférieurs à vous n'étaient bons qu'à être exterminés; ils ont disparu. Alors au moins vous n'étiez pas parricides; mais aujourd'hui n'est-ce pas votre propre sang que vous versez? Qui sommes-nous? Et qui êtes-vous

vous-mêmes? Les enfans adoptifs de l'Amérique ont-ils donc perdu à vos yeux le caractère de leur origine? Ne reconnaissez-vous plus en eux vos propres frères? Plus excusables dans vos premières fureurs, vos coups portaient sur une race étrangère; mais ici, c'est contre d'autres vous-mêmes que vous êtes armés. Des cultes étrangers et bizarres ne nous séparent plus; ma voix répond par des accens semblables aux sons brillans et solennels du langage que vous avez porté sur la vaste étendue que j'occupe. Une mère rapporte tout au bonheur de ses enfans, un propriétaire éclairé à l'amélioration de son héritage: à quoi pourrais-je reconnaître en vous ces sentimens et ces lumières? Osez me dementir: qu'avez-vous fait pour moi? Et que n'ai-je pas fait pour vous? Vous régnez, et cet empire, dès que vous l'avez obtenu, commence par vous alarmer. L'étendue de mon territoire vous effraie en la comparant aux bornes étroites de votre enceinte. Ma richesse fait honte à votre misère; ma fécondité, à la stérilité de votre sol; la population qu'appellent tous mes attributs effraie d'a-

vance vos cités dépeuplées, vos campagnes désertes. Il faut, il faut commencer par réprimer ces principes de force et de bonheur, arrêter la sève exubérante, et ne permettre à l'arbre de porter que les fruits que vous pouvez cueillir. Ainsi, le Hollandais, le fer en main, parcourt les Moluques pour extirper les rejetons qui, par leur nombre, source d'une abondance illicite, rabaisseraient le prix des récoltes auxquelles il a borné ces îles. De même, chez moi, la nature reçut de vous l'ordre de cesser d'enfanter. Vous avez interdit à l'olivier de faire couler son jus sous mes mains; au mûrier de nourrir l'insecte dont l'industrie pourvoirait à mes vêtemens; à la vigne, de tapisser mes coteaux, et de me désaltérer. Il faut que l'Amérique soit stérile pour que l'Espagne soit cultivée; il faut qu'elle soit dépeuplée de laboureurs pour multiplier et enrichir, chez vous, les marchands. Que l'or croisse chez moi pour vous être remis, c'est tout ce que vous me permettez : toute autre communication m'est interdite avec le reste de l'univers, et, si je suis découverte pour lui, il est encore à découvrir pour moi.

En vain les utiles ou séduisans produits de son industrie brillent à mes portes; vous ne leur accordez de les ouvrir qu'à la maladresse ou à la cherté de vos ateliers. Mes fleuves et mes ports pourraient contenir tous les vaisseaux du monde, et, d'après vos lois de fer, leur solitude ne peut être troublée que de loin en loin par les faibles envois que l'avidité du fisc et de l'intrigue autorisent. Par qui me faites-vous régir, des inconnus? Par qui seront-ils remplacés? Par d'autres inconnus. Heureuse si ce reproche est le seul que leur passage me donne le droit de leur adresser, et s'ils n'ont pas considéré ce passage comme le moyen prompt et facile d'arriver à la fortune (1). Voilà ce que

(1) On sent que ceci ne peut être dit que dans un sens général, et que ce reproche ne porte guère que sur des agens subalternes. Le désintéressement forme un des traits principaux du caractère des Espagnols, surtout dans les classes élevées; et les grandes places étaient très-souvent pour eux plutôt des moyens de diminuer leur fortune que de l'augmenter.

L'Amérique a vu avec reconnaissance un grand

me coûte votre empire : ajoutez-y vos guerres, qui ne me regardent point, qui font bloquer mes ports, incendier mes rivages, changer ma vaste enceinte en prison. Faut-il qu'à Mexico, à Lima, je sois au supplice, parce qu'en Europe vous êtes embarrassé dans quelque intrigue, ou dans quelque malentendu? Maintenant le sentiment de ces maux est à son comble. Pendant un long espace de temps vous avez été pour moi comme si vous n'existiez plus. Des événemens, dont je n'ai à me reprocher aucune partie, avaient produit cette séparation : elle a amené d'autres relations, d'autres calculs; ils sont établis : elle m'a créé une nouvelle existence. Irai-je l'abjurer pour votre intérêt, au prix des mêmes malheurs qui ne pourraient manquer de m'accabler encore? Laissez-moi

---

nombre de ses vice-rois uniquement occupés de ses intérêts et de l'exercice des vertus publiques. La mémoire de quelques-uns vivra avec honneur dans ses fastes, et ses hommages s'attacheront long-temps aux noms des Galvez, des Decroix, des Revislagigedo, des d'Azanza.

suivre en paix le cours de mon âge, et celui du nouveau mouvement de l'univers : si je fus entraînée dans celui qui me donna à vous, comment résisterai-je à celui qui me retire de vos mains? Vous vous trompez; vous pensez que c'est moi qui ai rompu nos liens, tandis que ce sont la nature et le monde entier. J'y entre à mon tour : vous m'en aviez tenu exclue, et je ne veux plus en sortir. Dites : est-ce donc votre roi qui règne seul sur moi? Non, c'est encore chaque Espagnol, chaque atelier, chaque comptoir de l'Espagne, qui voit en moi son sujet et son esclave. C'est trop de fardeaux à la fois; je les secoue : alors arrivent l'extermination, l'incendie. Le sang et les cendres fument de toutes parts, et le lion de Castille, rival de férocité avec celui de mes forêts, s'apprête à ne régner, comme lui, que sur des déserts.

« Quelle idée vous faites-vous donc des droits de la souveraineté? Le Ciel, en créant l'homme, n'a-t-il donc voulu faire de lui *qu'un sujet?* Doit-il sa tête au joug, quelque forme et quelque poids qu'il ait; et, en définitif, ne sont-ce pas les oppresseurs qui ont fait les rebelles? Vous

pensez donc que toute résistance appelle l'extermination; que, suivre le cours de la nature, c'est manquer à tous les devoirs; que réfléchir, comparer, doit conduire à la mort? En Espagne, les enfans majeurs ne se séparent donc jamais de leurs parens, et vous ne les avez donc jamais vus passer à leur tour à l'état de famille? Eh bien! c'est ce passage que je réclame; l'heure en est arrivée; au dedans de moi tout m'avertit de la maturité; au dehors tout s'éclaire, se meut, s'agrandit : resterai-je seule dans les langes et dans les ténèbres où vous prétendez me retenir? Quels sont vos moyens pour le faire? Où sont vos trésors? Dans les flancs de mes montagnes. Où sont vos vaisseaux? Dans mes forêts. Où sont vos tributs? Dans mes moissons que vous brûlez, dans mes campagnes que vous stérilisez. Où sont vos soldats? Les malheureux! traînés par vous à l'extermination de leurs frères. Sur qui vous serez-vous appuyée, s'ils viennent jamais à fixer l'or que je puis faire briller à leurs yeux, à la place du mince salaire que vous leur attribuez; s'ils viennent à savourer les fruits que je puis leur offrir,

au lieu d'une subsistance mesurée par l'avarice, et atténuée par la frauduleuse avidité; s'ils viennent à contempler les épouses auxquelles je puis les unir, au lieu du triste célibat dans lequel vous éteignez leur jeunesse et leur race? Rappelez-vous ces Barbares qui ne voulurent plus quitter le chemin de la Grèce, une fois qu'ils eurent goûté ses fruits, une fois qu'ils eurent aperçu les beautés issues de celles qui avaient servi de modèles au ciseau ou au pinceau d'artistes devenus eux-mêmes les modèles de l'univers. Eh bien! qu'ils vous restent fidèles, ces soldats dont vous me menacez : envoyés pour ma ruine, ils n'arriveront qu'à leurs tombeaux. Pensez-vous que leur aspect ait de quoi m'intimider? Nous ne sommes plus au temps de Cortez et de Pizarre; mes enfans en descendent comme vous; vos armes et vos chevaux ne les surprendront plus : long-temps, dans ces climats, on vous crut immortels; on a appris que vous pouviez mourir. Croyez-moi, et les conseils d'un ennemi peuvent quelquefois être salutaires : abjurez un empire qui est arrivé au terme que lui avait marqué la nature :

il est infructueux pour vous, oppresseur pour moi. Apprenez que désormais aucun peuple n'a plus besoin d'être le maître chez un autre peuple, mais seulement de commercer avec lui; confiez-vous à ma prospérité des dédommagemens pour la perte que vous craignez : cette prospérité deviendra la vôtre. Ah! si vous aviez commencé par là! Rien ne troublera plus ce bonheur commun; il ne vous coûtera rien, et vous serez associé à des moissons que vous n'aurez pas eu la peine de faire naître. Vos nouvelles richesses seront sans frais, sans troubles et sans tache : elles n'en conviendront que mieux à votre quiétisme, et à votre générosité naturelle. S'il en était autrement, vous consommeriez dans votre propre sein la dépopulation et la ruine dont on m'accuse d'avoir été déjà la cause une première fois. Rentrez dans les routes éclairées qui nous conduiront toutes deux au bonheur; finissons cette lutte homicide qui fait couler par nos mains un sang qui ne devrait s'émouvoir qu'au nom des titres les plus doux; substituons-lui les paisibles et utiles combats de l'industrie, du travail, du com-

merce ; essayons qui l'emportera, de la jeune Amérique ou de la vieille Espagne : creusez vos champs, je creuserai mes mines pour en tirer l'or qui paiera leurs récoltes; rappelez l'industrie exilée de vos ateliers ; j'attends leurs produits sur des monceaux de richesses. J'ai tout ce qui vous manque, mais ce n'est plus par le fer que vous pouvez l'obtenir ; sachez que la nature l'a adjugé au travail et à l'industrie : c'est la nouvelle loi de l'univers ; il n'y sera pas dérogé en votre faveur. Je ne fais qu'en réclamer l'application aux différens qui nous arment l'une contre l'autre ; mais si des représentations aussi fondées en justice, en raison, en sentimens fraternels, ne peuvent amollir votre cœur ; s'il reste fermé au cri de mes douleurs ; si rien ne peut vous satisfaire que la reprise du joug ; si la prévoyance ne vous avertit pas du danger de mon ressentiment ; si quelque jour l'Amérique refuse à l'Espagne ce que l'Espagne refuse aujourd'hui à l'Amérique ; si vous appelez de tout au glaive, et ne voulez pas d'autre organe que le glaive ; alors, puisque vous m'y réduisez, et quoi qu'il m'en

coûte, il faudra bien aussi vous répondre par le glaive, et vous montrer mon *ultimatum* écrit sur mon épée. »

CHAPITRE XXIII.

De l'Influence de l'état colonial sur les Marines de l'Europe.

La mer est l'élément commun à tous les peuples, la voie ouverte à tous pour les relations dont tous ont besoin avec tous. La marine militaire, protectrice de la marine marchande, est le moyen conservateur de ces relations. La mer ne peut, pas plus que le continent, supporter un empire universel et exclusif. De là les alliances entre les puissances maritimes pour la liberté des mers, comme les alliances continentales pour la liberté du continent. Les mêmes besoins ont dû dicter les mêmes mesures. Sous le règne de Louis XIV, époque de la création des marines militaires en Europe, on comptait quatre grandes marines : celles d'Angleterre, de France, d'Espagne et de Hollande.

On les vit lutter alternativement les unes contre les autres, ensemble ou séparément, et comme il arrive toujours au commencement des établissemens, avec des succès assez balancés pour maintenir quelque équilibre, et par lui quelque liberté. La Hollande ne craignit pas de se mesurer seule avec l'Angleterre et la France réunies. Ses De Witt, ses Tromp, ses Ruyters, bravèrent les amiraux anglais, et les poursuivirent jusque dans la Tamise. La politique du roi Guillaume réunit pour des siècles les deux pavillons rivaux. Elle leur associa ceux de l'Espagne, de manière à ce que la France eut à combattre à la fois trois puissances navales, et se trouva placée au milieu d'elles. Tourville et Du Quesne, Forbin, Jean Bart et plus tard Duguay-Trouin, illustrèrent la marine française, et la soutinrent dans son déclin, amené par la bataille de la Hogue, et par la guerre de la succession d'Espagne. Depuis cette époque, la puissance maritime de l'Europe s'était partagée en deux parties, l'Angleterre d'un côté, la France et l'Espagne de l'autre. Dans les deux guerres de 1740 et de 1756, la marine fran-

çaise, malgré la coopération de celle de l'Espagne, ne put défendre les possessions coloniales de la France. Dans la guerre d'Amérique, les deux marines, renforcées par celle de la Hollande, qu'une politique habile avait réussi à détourner de son antique sujétion à l'Angleterre, balança à peine la marine anglaise. Elle ne put ni laver l'affront du 12 avril, ni fermer l'entrée de Gibraltar, ni frapper le sol même de l'Angleterre. On s'estima heureux d'avoir sauvé une espèce d'honneur des armes, qui consista à n'avoir pas tout perdu, à l'égalité dans quelques combats singuliers, et à pouvoir se féliciter de la liberté de l'Amérique, qui aurait eu lieu tout aussi bien sans qu'on s'en fût mêlé. C'est de cette époque que l'on peut dire que les peuples ont appris à connaître tout le prix de la mer : auparavant c'était le secret de quelques-uns, tels que l'Angleterre et la Hollande ; aujourd'hui, c'est celui de tous. Mais combien les choses ont changé depuis ce temps ! La révolution a livré l'Océan à l'Angleterre, avec lui toutes les colonies, avec elles toutes les marines de l'Europe. Sa position, au centre de l'Océan européen, interdit la com-

munication du Nord avec le Midi. Où pourraient-elles se réunir? Tout ce qui déboucherait par le Sund, serait arrêté à Héligoland, à Ferroë: il aurait à passer sous cette longue batterie qui règne depuis Yarmouth jusqu'à Plymouth: la Manche est une mer fermée par les ports anglais, une véritable rade anglaise, à travers laquelle les escadres de France et de Hollande n'oseraient passer pour se rejoindre. Au premier signal, Brest, Cadix et Toulon seraient bloqués. Gibraltar ferme l'entrée de la Méditerranée, Malte en occupe le centre, Corfou domine l'Adriatique: où se réunir et par où passer? Lorsqu'après de pénibles efforts et de savantes combinaisons, les flottes de France et d'Espagne sont enfin parvenues à se réunir, qu'ont-elles fait autre chose que de changer de prison, et de diminuer les embarras de l'ennemi qui surveille un port plus facilement que deux? Hasarde-t-on de sortir? Alors arrivent les combats de Trafalgar et du Ferrol, et des désastres partiels ou complets. Il en est de même dans les autres parties du monde où l'Angleterre s'est donnée des positions désespérantes pour

tous les peuples maritimes. Une coalition de toutes les marines de l'Europe contre l'Angleterre, est donc un être de raison. Quelques-unes des parties de cette coalition sont trop exposées, dans leur commerce et dans leurs colonies, pour ne pas préférer leurs souffrances actuelles à leur aggravation, qui serait la suite inévitable d'une rupture avec l'Angleterre. Celle-ci leur a laissé des colonies et du commerce, précisément ce qu'il fallait pour former un lien tissu par la crainte, et par le soin des ménagemens que celle-ci dicte toujours. Un *statu quo* éternel est le seul calcul de ces puissances : pourvu qu'il dure, il suffit. L'Espagne, lente dans ses préparatifs, lourde dans sa marche, sera toujours un embarras plutôt qu'un secours. Difficilement marche-t elle du même pied et à la même heure que ses alliés. Il n'y a qu'une puissance indépendante de l'Angleterre : c'est la Russie ; et la première, à son tour, lui doit des ménagemens pour son commerce. Mais le pouvoir de la Russie s'arrête là. Qu'elle domine et triomphe dans la Baltique, à la bonne heure : mais comment en sortirait-elle? Ce dé-

bouché ne lui appartient pas : où sont ses arsenaux et ses relâches sur l'Océan (1)? La Russie n'a de flottes que sur deux mers, d'où elle ne peut sortir, arrêtée au midi par les Dardanelles, comme elle l'est au nord par le Sund.

Au cap de Bonne-Espérance, à Ceylan, à la Trinité, à la Barbade, à Halifax, les Anglais sont, à l'égard des colonies, dans la même position où ils sont à Héligoland, à Gibraltar, à Malte, à l'égard de l'Europe. On est esclave là comme ici. Dans cet état, toute marine mi-

---

(1) On doit en dire autant de la Méditerranée. La Russie n'y possède aucune relâche, et l'on peut s'en rapporter à la jalousie de l'Angleterre pour lui en interdire l'acquisition.

En entrant dans la Méditerranée, les vaisseaux russes rencontreraient Malte, plus haut Corfou, plus loin Gibraltar : où pourraient-ils aller ?

Que l'on se rappelle ce qui est arrivé à la flotte russe de l'amiral Siniavin, trouvée à Lisbonne, en 1808, et conduite en séquestre en Angleterre. Elle ne pouvait ni remonter en Russie par l'Océan, ni rentrer dans la mer Noire par la Méditerranée. Jamais flotte ne fut plus embarrassée, ni plus dépaysée.

litaire en Europe est une dépense inutile, un sujet de triomphe préparé pour l'Angleterre, et, puisqu'il faut le dire, une véritable absurdité. En effet, quel autre nom donner à une dépense qui ne se rapporte plus à rien, qui ne sert ni à l'attaque ni à la défense, et qui, en définitif, ne profite qu'à l'ennemi? car voilà à quoi aboutit aujourd'hui toute marine militaire européenne. Ce n'est plus chez elle que l'Europe doit chercher ses moyens maritimes d'affranchissement, ce n'est plus sur elle-même qu'elle peut appuyer solidement son levier pour soulever le fardeau qui l'écrase : c'est sur l'Amérique. Désormais le principe de sa libération est là. On vient d'en avoir la preuve dans la guerre des Etats-Unis contre l'Angleterre : ils ont plus tourmenté l'Angleterre que toutes les marines de l'Europe réunies ensemble ne l'ont fait. La raison en est bien simple; l'éloignement de l'Angleterre. A cette distance du siége de sa puissance, elle perd une partie des avantages qui la rendent si formidable en Europe; par conséquent, plus il y aura en Amérique d'états semblables aux Etats-Unis, plus il y aura d'alliés pour l'Eu-

rope: car tous ces états, comme les Etats-Unis, étant essentiellement navigateurs, possédant un nombre infini de ports et de fleuves qui appellent la navigation et le commerce, auront le plus grand intérêt à la liberté des mers, à l'alliance avec les faibles sur mer, contre les forts, oppresseurs naturels des premiers; par conséquent tout drapeau de liberté, élevé en Amérique, couvrira d'un ombrage tutélaire les mers de l'Europe. Supposons en Amérique quelques états libres comme le Brésil, les Etats-Unis, le Mexique; et sur l'autre revers de cette contrée le Pérou et le Chili, dans cet état de liberté qui ne peut leur échapper tôt ou tard. Ne voit-on pas s'élever avec eux autant de rivaux contre l'Angleterre, autant de chantiers, autant d'arsenaux qu'on en compte aux Etats-Unis, et tous au service de l'Europe contre l'ennemi commun, le maître de la mer, quelque nom qu'il porte? car, dès qu'il est maître, il est l'ennemi de tout ce qui est plus faible que lui, et tous le sont aussi de lui. Ne voit-on pas s'élever, avec les moyens de la soutenir, une lutte générale pour l'indépendance des mers, lutte qui,

dans ce cas, ne pourra manquer son effet, favorisée qu'elle se trouvera être par la position des parties qui y prendront part, tandis qu'il est impossible à l'Europe seule d'en établir une pareille, précisément à cause de sa position et de sa proximité avec l'Angleterre? C'est un ennemi que l'on ne peut affronter qu'après l'avoir attiré au loin, et l'avoir forcé de partager ses forces. Lorsque l'Angleterre aura à bloquer à la fois toute l'Amérique et toute l'Europe, ses blocus, au lieu d'être une chaîne de fer que l'on ne peut rompre, comme on l'a vu dans les vingt dernières années, ne seront plus que des *toiles d'araignée* que l'on percera à volonté. Lorsque ses vaisseaux auront à garder des stations éloignées de l'Angleterre de plusieurs milliers de lieues, sans relâches assurées, lorsque son commerce, exilé des deux continens, poursuivi par des essaims de corsaires, tendra vers la métropole des bras décharnés et supplians pour la paix; alors sera rétablie pour l'Europe une liberté maritime, qu'elle ne peut plus obtenir par ses propres moyens. Disons-le sans balancer: sans l'indépendance des colonies, l'Europe

n'a rien de mieux à faire qu'à brûler tous ses vaisseaux; car il n'y en a pas un seul qui ne soit destiné à être traîné en triomphe à Londres (1), huit jours après qu'il aura osé mettre en mer: sans l'indépendance des colonies, tous

---

(1) Pendant les dix-neuf années de guerre qui ont eu lieu entre la France et l'Angleterre, depuis 1793 jusqu'en 1814, et qui ne furent interrompues que par les deux années de trève, appelées la paix d'Amiens, l'Angleterre prit ou détruisit, aux différentes marines qu'elle eut à combattre:

Vaisseaux de ligne.	97
Frégates et autres bâtimens inférieurs, plus de.	200

La flotte qui porta l'armée en Egypte périt tout entière; deux vaisseaux seulement, échappés du combat, furent pris dans des rencontres particulières: jamais désastre ne fut plus complet.

Les vaisseaux échappés de Trafalgar éprouvèrent le même sort aux attérages de France.

Que ces déplorables exemples servent donc de leçons, et entrent pour quelque chose dans les élémens des calculs d'après lesquels on forme des plans.

les vaisseaux de guerre de l'Europe seront pris ou pouriront dans les ports; tel est l'arrêt du sort dont l'Angleterre est le ministre.

Ce fut là l'erreur capitale de la politique de Napoléon; il voulait affranchir les mers par l'Europe, et ce n'était que par l'Amérique que cela pouvait être fait : il tournait le dos à son but en allant le chercher en Russie, où sûrement il n'était pas.

Telle est encore l'erreur de l'Espagne : elle ne s'aperçoit pas qu'en travaillant à rétablir la dépendance de l'Amérique à son égard, elle ne fait que confirmer sa dépendance propre à celui de l'Angleterre, qui pourra disposer contre elle de toutes les forces dont elle aurait besoin contre l'Amérique.

La France n'agit pas plus sagement, en ne s'occupant pas de se préparer un avenir moins servile que l'état auquel elle est descendue.

Une proposition aussi nouvelle que celle qui vient d'être énoncée ne peut manquer d'exciter beaucoup de cris : la chose est facile à prévoir, et surtout à expliquer, d'après les intérêts qu'elle atteint. Mais que font les cris

contre la vérité? C'est précisément parce que cette vérité est neuve qu'il faut la publier. Poursuivons donc notre route, et faisons à la France l'application de ces principes. Demandons à quoi, dans l'état actuel, lui sert sa marine. Elle a deux objets, le commerce et la politique, c'est-à-dire la richesse et la puissance. On protége son commerce avec ses vaisseaux de guerre; avec eux encore on combat, on écarte, on humilie son ennemi. Il s'agit donc, pour juger de l'intérêt que la France peut avoir à conserver une marine militaire, d'examiner jusqu'à quel point celle-ci remplit cette double destination.

1° La marine militaire de France ne peut pas protéger sa navigation marchande; car il faudrait pour cela qu'elle en eût une, et la sienne est si petite, qu'elle ne paierait pas les frais de sa protection. D'ailleurs, pendant la paix, la marine marchande va toute seule; ce n'est que pendant la guerre qu'elle a besoin d'escorte: or, pendant ce temps, où irait cette marine, séparément ou bien ensemble? Séparément, il n'y a pas un vaisseau qui pût échapper aux

croisières ou aux corsaires ennemis; ensemble, il faut de grandes réunions de vaisseaux avec des destinations assurées, sous la protection de grandes escortes. Mais d'abord la France n'a plus ces grandes destinations de ses anciennes flottes marchandes; elles se trouvaient principalement à Saint-Domingue, et Saint-Domingue ne lui appartient plus. La France entretiendra-t-elle une grande marine militaire pour les convois de la Martinique et de la Guadeloupe? car c'est tout ce qui lui reste. La recette ne vaudrait pas la dépense; mais, de plus, ces grands convois, dont la réunion, le point de départ, la route, la force et l'escorte sont connus long-temps à l'avance, ne sont-ils point par là même l'objet les spéculations de l'ennemi? Si, lorsque les forces navales de l'Angleterre étaient très-inférieures à ce qu'elles sont devenues, les annales de la marine française ne comptent presque aucun de ces grands convois qui n'ait été attaqué et endommagé, que serait-ce aujourd'hui, où la marine anglaise joint la supériorité des positions maritimes à l'avantage du nombre? Les convois français

iraient-ils dans le Levant? Il faut affronter Gibraltar et Malte. Dans le Nord, il faut passer sous tous les canons de l'Angleterre et devant Héligoland. Dans l'Orient, comment franchir en sûreté les passages du Cap et de Ceylan? Il n'y a donc plus de routes nulle part, et désormais partout on ne rencontrera que piéges et que barrières. Il en est de la France comme de toute puissance inférieure en marine. Pendant la guerre, le pavillon est amené, il n'y a plus de commerce maritime pour elles que par les neutres; on perd le fret, mais on épargne l'assurance, et l'on sauve la cargaison : c'est la sauve garde moderne du commerce que l'on tient des neutres, et qui doit en faire désirer la multiplication. Par conséquent la marine militaire de France, pendant la guerre, est nulle pour le commerce; pendant la paix, elle est superflue : elle n'est donc bonne ni en paix ni en guerre. A quelle époque se rapportent donc ses services?

2° La marine militaire ne défend pas les côtes de France : ce sont ses bataillons qui les protégent. La marine française ne peut pas se

mesurer avec la marine anglaise. Quelque affligeante que soit cette vérité, on ne peut se la déguiser. Egalité de courage et de talens, nous admettons toutes ces qualités dans les marins français à l'égal des anglais : aussi n'est-ce pas de la comparaison des individus dont il peut être question, mais seulement de l'évaluation de ce poids immense de puissance qui appartient à l'Angleterre dans un degré incomparable avec tout ce qui existe. Ce n'est pas d'homme à homme, mais de puissance à puissance que se trouve la différence. Si donc les choses sont dans un état que l'on ne peut ni rompre ni contester, tout appareil maritime de la part de la France est inutile pour son commerce, sans objet pour la défense de son sol, funeste pour sa gloire, en lui créant des côtés faibles qui ne peuvent offrir d'avantages qu'à ses ennemis. Lorsque la France ne lancera plus ses escadres sur les mers, elle enlevera à l'Angleterre la matière première de ses triomphes. En n'ayant plus de marine, elle annulera en quelque manière celle de l'Angleterre; car alors n'ayant rien à combattre, à quoi

servirait-elle? Les vaisseaux anglais ne viendront pas conquérir les provinces de France; et, s'ils ont à le faire, ils y réussiront aussi bien après avoir battu, coulé à fond, ou bien amené à Portsmouth les vaisseaux français, qu'ils l'auraient fait sans leur inutile opposition. La France écouterait les conseils d'une bien fausse politique, en se créant à grands frais des côtés faibles, lorsqu'il lui est si facile de n'en avoir que de forts. A quoi bon aller se faire battre sur l'Océan, lorsqu'on est à peu près sûr d'être toujours battant sur le continent? Malheureusement c'est ce que la France a toujours fait. On l'a vue constamment compenser ses conquêtes continentales par ses pertes maritimes, et se retrouver, à la fin de la guerre, moins les frais, comme elle était au commencement; il eût mieux valu ne pas commencer. Les flottes françaises ont-elles, dans la guerre de 1756, empêché les Anglais d'attaquer l'île d'Aix, de prendre Belle-Ile, de descendre en Bretagne? Sont-ce elles ou les bataillons français qui les culbutèrent à Saint-Cast?

La France fera donc bien de garder l'argent que lui coûteraient d'inutiles flottes, et de s'occuper des remparts et des bataillons qui interdissent l'approche de son territoire, ou qui la feraient payer cher à qui la tenterait.

C'est ici le cas de placer les calculs de la recette et de la dépense de la marine française.

Avant la révolution, elle coûtait quarante millions par an; dans l'état actuel, environ cinquante.

En guerre, elle ne peut se passer d'une somme double; pendant la guerre d'Amérique, elle dépensa annuellement plus de cent cinquante millions. Le fameux déficit venait en partie de là.

Dans celle qui a suivi la rupture du traité d'Amiens et duré onze années, la dépense annuelle a dépassé trois cents millions, en y comprenant l'expédition préparée à Boulogne.

A dater de 1688, époque des guerres maritimes de la France contre l'Angleterre, on compte cent vingt-six ans, dont cinquante-sept de guerre. En supposant une dépense moyenne de 70 millions par an, ce qui n'est pas trop, si l'on y comprend, comme on le doit faire, les

constructions des ports et arsenaux, et que l'on se souvienne que Colbert appelait Rochefort sa ville d'argent par allusion à ce qu'elle coûtait, en y ajoutant Cherbourg, et mille autres points fortifiés, l'on ne trouvera pas cette évaluation trop forte; alors on a la dépense totale de huit milliards huit cent vingt millions : on cherche ce qu'ils ont produit. D'après ce calcul, que l'on croit plutôt modéré qu'exagéré, la France doit compter une somme annuelle de cent millions pour sa marine, en balançant les années de paix par les années de guerre, et la balance est presque égale entre elles (1). De plus, il faut observer

(1) *Tableau des guerres de la France et de l'Angleterre depuis* 1689.

De 1689 à 1697,	8 ans.
De 1701 à 1712,	11
De 1742 à 1748,	7
De 1756 à 1761,	7
De 1778 à 1782,	5
De 1793 à 1801,	8
De 1803 à 1814,	11
126	57

Années de guerre. . . . 57
de paix. 69

que les fournitures de la marine, provenant en grande partie de l'étranger, font sortir de la France des sommes beaucoup plus fortes que les armemens des troupes réglées, dont la matière première existe en plus grande abondance dans l'intérieur de la France. Aussi, les guerres maritimes de la France étaient-elles des époques de richesses pour le nord, source des approvisionnemens de mer, ainsi que pour l'Amérique, qui, dans toute guerre aux colonies, sera leur fournisseur nécessaire et celui de leurs défenseurs. Il suit de cet exposé, que la marine française est inutile et ruineuse tout à la fois; ce qui est trop de la moitié, qu'elle ne sert pas la France et qu'elle l'appauvrit, et par conséquent qu'elle ne peut plus être maintenue que sous deux rapports : le premier, celui qui fait le sujet de ce chapitre, la coopération avec les marines de l'Amérique et de l'Europe; le second, la routine qui lui assigne une marine, parce que d'autres en ont une, et parce qu'elle-même en a eu, sans tenir compte ni des temps ni des circonstances qui la faisaient tolérer à une époque, et qui doivent la faire proscrire dans une autre.

Cet art de vérifier les dates est si essentiel dans l'art de gouverner.

Nous sentons combien il est dur d'avoir à adresser de pareils conseils aux fondateurs, aux maîtres d'établissemens, tels que Brest, Toulon, Rochefort. Comment renoncer à ce qui est si grand, à ce qui a coûté si cher, à ce qui honore par l'appareil de la grandeur, à ce qui brille encore d'un crépuscule de gloire? Hélas! nous le savons assez; mais les intérêts des peuples ne se mesurent ni sur des souvenirs, ni sur des regrets, mais d'après les calculs seuls que la raison peut avouer, en prenant pour point de départ les temps et les circonstances. Parce qu'un établissement respire la grandeur, faut-il donc se ruiner pour l'entretenir, lorsqu'il a cessé de servir? Les Etats vivent-ils donc de ruines, et les peuples de monumens? Serait-il donc de la destinée de certains établissemens de devoir ruiner par leur conservation, après avoir ruiné par leur construction? Il vaudrait mieux ne les avoir jamais eus. Les établissemens maritimes français ressemblent à Versailles, qui, après avoir ruiné la France pour sa cons-

truction, a menacé de la ruiner de nouveau par sa réédification, et qui la ruinera bien plus sûrement s'il est jamais habité; car il faudra monter toutes les dépenses sur l'échelle de ce géant des palais. On ne voit pas ce qu'a valu et ce que pourrait valoir, par elle-même, la marine à la France : on sait bien ce qu'elle a valu à l'Angleterre, l'empire du monde qui ne s'achète jamais trop cher. Mais on découvre à cette même marine française une utilité certaine et immense, en l'alliant avec le système de l'indépendance des colonies, système qui donne à toutes les marines de l'Europe des auxiliaires qui les affranchiront de la suprématie de l'Angleterre, dont elles sont impuissantes à se délivrer elles seules. Sûrement ce sera un étrange spectacle que celui de l'Europe débloquée par l'Amérique; mais, dans ce moment, Buenos-Ayres bloque bien Cadix; mais, dans l'état où la supériorité de la marine et celle des possessions coloniales de l'Angleterre a placé les choses, il est bien évident que l'Europe maritime ne peut être émancipée que par l'émancipation de l'Amérique, d'où sortiront des légions de défen-

seurs des libertés de l'Europe, pour assurer celles de l'Amérique même : car ces deux libertés se tiennent par la main ; et, si l'Angleterre continue d'asservir l'Europe maritime, par là même elle asservira l'Amérique. Si, au contraire, l'Amérique est affranchie, elle formera avec l'Europe un faisceau dont la réunion fera la liberté commune, celle des deux hémisphères. Sûrement l'on ne verra pas les Etats-Unis seconder la marine anglaise : quand ceux-ci auront cinquante vaisseaux de ligne, ils seront au service de toutes les puissances maritimes de l'Europe : il y a alliance naturelle entre eux et elles ; il n'est pas besoin qu'elle soit écrite dans les traités ; elle l'est dans la nature des choses. Il en sera de même du Brésil : ami de l'Angleterre à Lisbonne, où elle le protégeait, le souverain de ce pays est l'ennemi de l'Angleterre à Rio-Janeiro, où il n'a plus besoin que d'être libre : il n'y a pas d'offenses, mais supériorité de puissance, et cela suffit. Au nombre des faibles sur mer, il est l'allié des faibles comme lui contre celui qui, seul, est plus fort qu'eux tous. Les stipulations de cette alliance sont toutes formées par

un seul sentiment, celui de la liberté et de l'indépendance, qui porte les Etats, comme les particuliers, à se réunir contre qui peut opprimer. Etendons par la pensée ces principes à tous les états coloniaux; il en résultera une masse énorme de forces, auxiliaires nées de celles de l'Europe, dont l'existence leur rendra l'action, dont l'absence les laissera dans leur paralysie actuelle.

Dans le premier cas, et c'est le résumé de cette discussion, l'Europe peut et doit s'appliquer à la marine; dans le second, elle doit y renoncer, mieux conseillée de conserver son argent, que de le dépenser pour préparer de nouveaux trophées à l'Angleterre, et pour recevoir d'elle des blessures qui ne lui laisseraient pas même la consolation d'imprimer quelques cicatrices sur aucun des membres de son tout-puissant ennemi.

CHAPITRE XXIV.

Que doivent faire, pour leurs Colonies, les Puissances inférieures en Marine?

RIEN : cette réponse est écrite dans le tableau comparatif des moyens d'attaque et de défense, qui menaçent ou qui protégent ces établissemens. Remontons au principe de l'ordre colonial relatif à la défense des colonies : comment peuvent-elles être défendues? Est-ce par des vaisseaux ou par des bataillons? par des vaisseaux qui portent des rafraîchissemens aux bataillons chargés de leur défense, ou par des bataillons privés de ces rafraîchissemens à défaut de vaisseaux qui puissent entretenir la communication avec la métropole? Les places à l'épreuve du canon ne sont pas à l'épreuve des blocus que l'on ne peut pas faire lever : avec le temps il faut qu'elles tombent. Il en est de

même pour les colonies : quels que soient la force de leurs remparts, le nombre et la bravoure de leurs défenseurs, à quoi servent-ils hors d'une communication toujours ouverte avec la métropole ? Des Luxembourg, des Mantoue, des Gibraltar aux colonies succomberaient, s'ils n'étaient ravitaillés, et l'ennemi établi dans leur enceinte n'en pourrait plus être débusqué sous la sauvegarde de sa marine : dans ce cas, la perte de la colonie n'est-elle pas inévitable, et ces remparts destinés à repousser l'ennemi étant conquis, ne deviennent-ils pas pour lui le moyen de s'affermir dans sa conquête ? Ainsi lorsque, dans les guerres de 1756, et de 1793 à 1814, les Anglais se sont emparés de la Martinique, l'habileté des ingénieurs qui l'avaient fortifiée, le courage des soldats qui la défendirent, furent insuffisans pour la soustraire à un ennemi qui, protégé par une marine supérieure, ne pouvait être troublé, ni dans son attaque, ni dans sa conquête. A toutes les époques ce n'est point par la guerre, mais seulement par la paix que la France a pu y rentrer. Il en a été de même

pour la Havane, ainsi qu'aux Philippines, lorsque les Anglais les attaquèrent, en 1762. Les forteresses n'y manquaient pas, mais bien les vaisseaux pour chasser les assaillans, pour ravitailler les défenseurs, pour lier les secours de la métropole avec la défense de la colonie.

Toute forteresse, tout armement aux colonies, hors de la supériorité ou du moins de l'égalité maritime, ne sert donc de rien, ni à la métropole ni à la colonie : ils sont onéreux pendant la paix, inutiles pendant la guerre, dangereux par la facilité qu'ils donnent à l'ennemi de s'établir, et funestes à la colonie au sein de laquelle ils font porter le théâtre de la guerre, ce qui est directement contraire à la nature des colonies. Une colonie ouverte change de maître sans avoir à souffrir de la présence de l'ennemi, qui l'occupe sans coup férir; mais lorsqu'il faut combattre, assiéger des villes, les bombarder, les incendier, alors la scène change, et les dommages arrivent en foule. La colonie n'en subit pas moins le sort qui lui était réservé; elle n'en échappe pas moins à la

métropole : on a les dommages de plus, et l'on n'a pas conservé la colonie.

Revenons aux exemples cités ci-dessus.

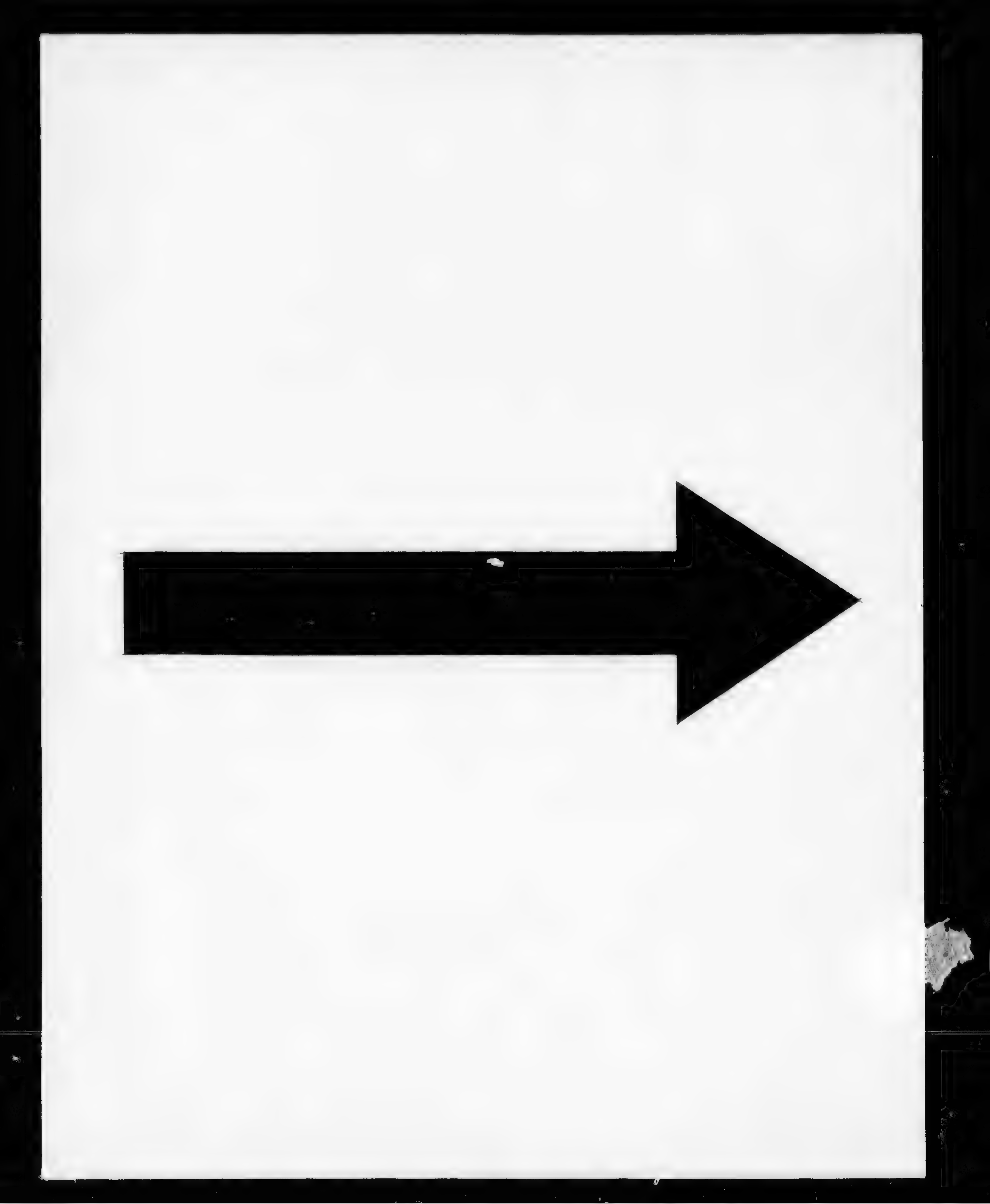
Les Anglais attaquent des îles sans défense; elles leur restent sans combats. Le maître est changé, mais personne n'a souffert. A la Martinique, à la Havane, il faut des siéges : voilà des villes en cendres, des plantations saccagées, les arsenaux formés par la métropole servant à l'ennemi, les remparts qu'elle avait bâtis, destinés dorénavant à la repousser et à l'exclure. A la paix, il faut les racheter au prix des conquêtes que l'on a pu faire, et, à leur défaut, s'humilier pour y rentrer. Telle est, en deux mots, l'histoire de toutes ces forteresses coloniales élevées à grands frais, lorsqu'elles ne sont pas soutenues par la puissance maritime. Dans ce cas, quels sont les véritables intérêts des métropoles dépourvues de forces navales? Est-ce de continuer à entretenir, avec de grands frais, pendant la paix, des murailles que l'on ne pourra défendre pendant la guerre, et d'où il faudra déloger l'ennemi, de former des arsenaux qui finiront par tomber entre ses mains,

d'entretenir des bataillons destinés à être exterminés où à rester captifs? car jamais troupe coloniale n'a fini autrement. A Pondicheri, à l'Ile-de-France, à la Martinique, au Canada, les troupes françaises, dépourvues de l'appui de la marine, ont-elles jamais eu un autre sort? Dupleix, Bussy, Montcalm ont-ils pu faire obtenir une autre récompense à leurs valeureux et inutiles efforts? Cependant les chefs et les troupes étaient dignes les uns des autres; mais à quoi servaient leurs talens et leur valeur, loin d'une métropole qui, séparée d'eux, ne pouvait plus leur offrir que son admiration et ses regrets?

Si Pergama dextrâ
Defendi possent, etiam hâc defensa fuissent.

Que ces désastres servent donc d'enseignement; que, dans un résultat aussi uniforme, dans une expérience faite sur une si grande échelle, on lise enfin le principe de conduite que l'on doit tenir dans les colonies, lorsqu'elles sont dépourvues de l'appui certain de la marine.

Elle se borne, 1° à cesser tous ces inutiles appareils militaires.



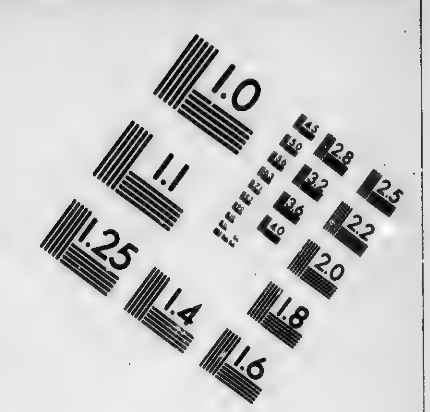
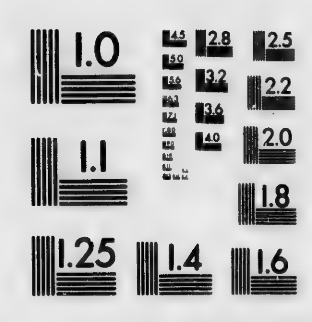
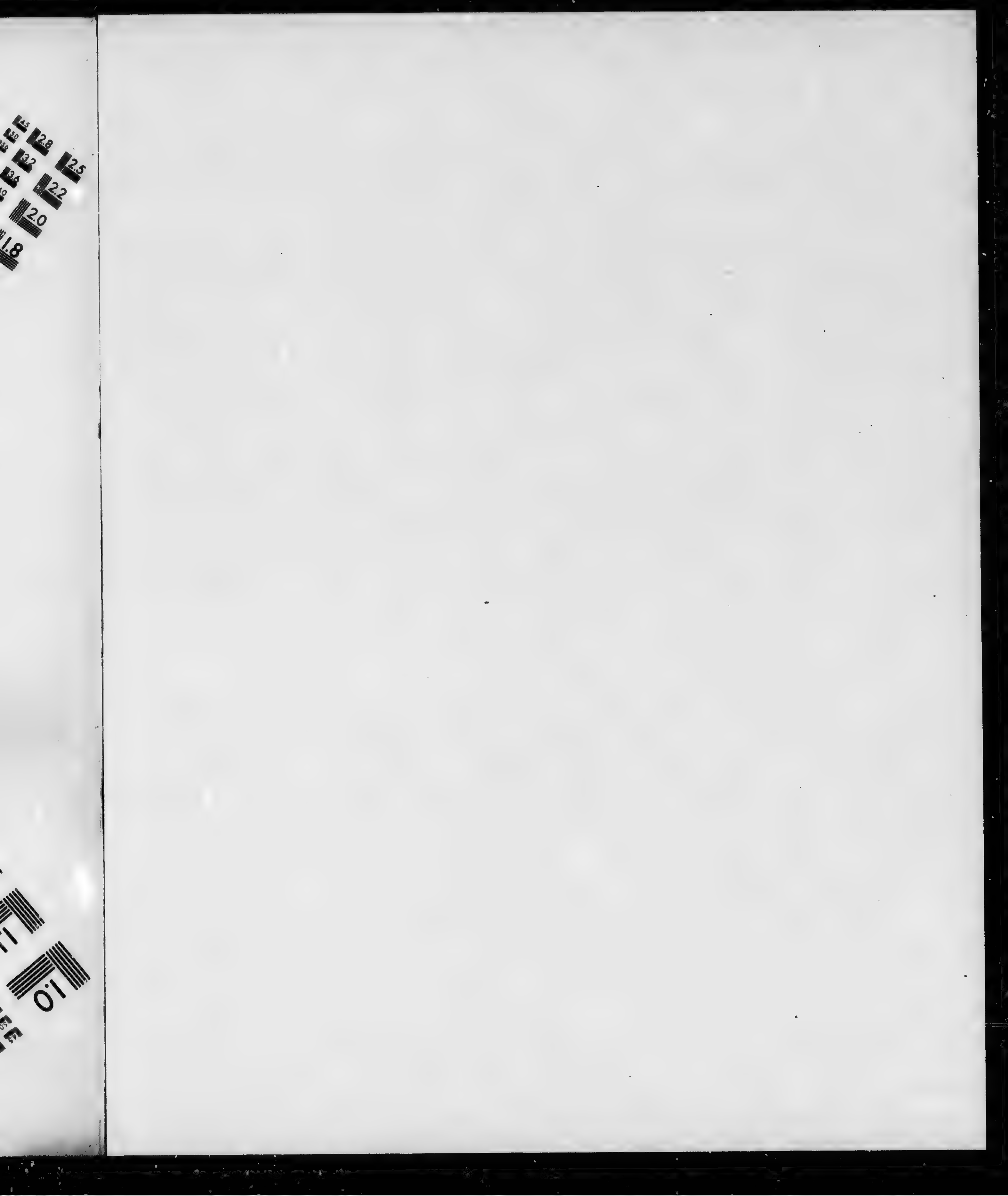


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"



2° A n'entretenir que le nombre de troupes nécessaires pour le maintien de l'ordre intérieur dans la colonie.

3° A faire acquitter par la colonie tous les frais de garde et d'établissement, de manière à ce que la métropole n'y dépense rien pour son compte, au delà de ce qu'elle en retire par les droits de la souveraineté. Les garnisons, les états-majors, la marine militaire, les arsenaux, les fortifications, coûtent à la métropole des sommes immenses. A quoi lui sert tout cet attirail? Si la colonie le trouve bon, qu'elle le paye; personne n'a le droit de le lui contester; mais on ne voit pas à quel propos la métropole consentirait à en rester chargée. Il est superflu en temps de paix, inutile en temps de guerre: à quoi sert-il donc à la métropole et à la colonie? Il en est de même des établissemens français dans l'Inde; ne pouvant être ni attaquans, ni défendus, ils doivent être réduits à l'état de simples comptoirs: en temps de guerre, ils appartiennent de droit à l'ennemi; en temps de paix leurs fortifications ne servent à rien: à quoi donc se rapporte la dépense qu'on y fait?

Quand l'ennemi ne sera pas établi dans des postes qui semblent avoir été fortifiés pour lui, il pourra être chassé plus facilement. On n'aura pas bâti pour lui, entassé pour lui des approvisionnemens; la colonie ne souffrira pas d'une guerre sans but; et lorsqu'on y rentrera, on n'aura pas à regretter les désastres de la guerre, ni à renouveler des magasins destinés encore à être pris.

Ces principes s'appliquent aux colonies de toutes les puissances inférieures en marine. Leur position étant la même, leur manière de s'y gouverner doit l'être aussi; la France n'a été que le nominatif de cette question; tout ce que l'on a dit d'elle, peut être dit au même titre des autres puissances inférieures en marine, qui, étant sujettes aux mêmes inconvéniens, doivent se régir d'après les mêmes principes.

CHAPITRE XXV.

Plan proposé pour les Colonies.

Les colonies, avec tous leurs avantages, ont toujours eu, elles ont encore leurs épines. Le sentiment des embarras que produisaient leur garde habituelle, leur défense pendant la guerre, leur administration pendant la paix, leur police, l'accord de leurs intérêts avec ceux des métropoles, tout ce cortége de difficultés passant et repassant sans cesse sous les yeux des gouvernemens et des spéculateurs politiques, a souvent porté les uns et les autres à rechercher et à désirer de prendre un parti définitif sur ces chagrinantes propriétés. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on s'en est occupé, et les auteurs qui, dans l'autre siècle, se sont fait une renommée par leurs prédictions sur les colonies, ne faisaient que répéter ce qui fut connu et

proposé, presqu'à l'époque de leur découverte. Par exemple, qui croirait que le plan d'un abandon général des colonies date du temps de Charles-Quint? Dès lors il en était question, et il ne manquait pas de gens réputés pour leur sagesse et pour leur prévoyance, qui proposaient l'abandon de ces possessions, dont l'éclat ne les éblouissait pas, qu'ils jugeaient brillantes en apparence, mais ruineuses en réalité. Ils puisaient leurs motifs dans la dépopulation à venir de l'Espagne en faveur de ses colonies, dans l'impossibilité de les défendre et de les contenir, ainsi que dans l'inutilité de changer l'Espagne en facteur de toute l'Europe avec l'Amérique, de la charger de lui porter les produits de l'industrie européenne, à défaut de la sienne propre, et, par des approvisionnemens insuffisans, d'entrenir les colonies en état de pénurie sans en sortir elle-même. Il faut l'avouer, l'avis a été prophétique; la prophétie a été accomplie de la manière la plus littérale. Cette doctrine n'a pas péri en Espagne; elle y est encore celle de beaucoup de monde, et les événemens actuels ne peuvent que l'avoir

confirmée. Elle est en Angleterre celle de beaucoup d'hommes d'Etat et d'écrivains distingués; Arthur Young la proclame dans le troisième volume de ses *Voyages en France*, et déclare positivement que l'abandon général des Antilles par les Européens, et la réunion de ces îles dans une seule puissance, serait aussi avantageuse à l'Europe qu'à elles-mêmes.

Le ministre Turgot, dans une occasion aussi solennelle que le permettaient alors sa position et son âge, annonça la scission de l'Angleterre et de l'Amérique : c'était à l'époque de la paix qui termina la guerre de 1756. Devenu ministre, à la première annonce des différens qui éclataient entre l'Angleterre et ses colonies, il rappela au Conseil sa prédiction; il l'aggrava encore; il la généralisa pour toutes les colonies; il insista sur la nécessité de ne pas se mêler à ces dangereux débats, sur celle de les abandonner à leur cours naturel et à leur issue infaillible; enfin, il célébra la sagesse des Gouvernemens qui sauraient se détacher volontairement de leurs colonies, et prévenir une scission inhérente à la nature même des choses.

Ainsi parlait Turgot au Conseil. Le Mémoire qui fait foi de ces dispositions se trouve partout.

On n'a pas manqué non plus de plans moins tranchans. Abandonner tout d'un coup d'immenses colonies, sans avoir préparé aucun moyen de remplacement pour soi, ni aucun frein pour elles, devait paraître bien hasardeux. Le passage de la possession à l'abandon laissait un vide effrayant. On a donc abandonné le principe de ce plan, et l'on s'est mis à rechercher ce qu'on pourrait lui substituer. En abandonnant l'idée en général, on a voulu en faire des applications particulières, qui tenaient plus de l'amélioration praticable dans quelques parties des colonies, que d'une résolution définitive sur leur état, sur leur conservation, ou sur leur abandon. Etrangers et nationaux, tous y ont travaillé. Ainsi, tandis que des ministres ou des serviteurs de l'Espagne recherchaient les moyens de donner de la valeur à ses colonies, et de les faire valoir les unes par les autres, les ennemis de cette puissance s'occupaient de plans qui les lui ravis-

saient, et qui faisaient tomber du tronc ces superbes rameaux.

Un écrivain, dont les recherches sur les colonies ont fait la réputation, a contribué à donner encore de la célébrité à ces questions. Il n'a pas balancé, dans l'énoncé de ses propositions sur les colonies, à les déclarer séparées des métropoles, par le seul effet de la civilisation et du temps; il a prononcé le divorce entre elles : mais arrivé à l'indication du parti qu'il y aurait à prendre sur une partie du globe aussi étendue, aussi intéressante, influente sur l'Europe autant par son absence que par sa présence, par sa séparation comme par son union; là, l'auteur, si tranchant dans la théorie, perd de son assurance; il hésite, il se trouble, il finit par retomber dans l'indication des plus misérables expédiens. Son plan ne présente aucune issue, aucune porte de sortie dans l'immense difficulté qu'il a osé élever; et, semblable aux géans de la Fable, il reste enseveli sous les montagnes qu'il a entassées.

Nous allons examiner tous ces systèmes; ils pèchent tous par le même principe, qui est un

égal oubli de la nature des colonies et celui d'une bonne organisation coloniale. Ces plans se rapportent originairement aux colonies espagnoles, les seules qui, avant la séparation de l'Amérique du nord, avaient, par leur étendue, pu porter les métropoles vers une semblable délibération. Mais le principe qui la produisait chez elle, n'en est pas moins applicable aux autres colonies, et le devient tous les jours davantage.

On peut réduire à deux espèces tous les plans relatifs aux colonies, ceux d'abandon et ceux d'amélioration. Ceux-ci peuvent varier à l'infini : aussi ne peuvent-ils point faire le sujet de cette discussion ; elle ne doit embrasser qu'un plan général, ou bien les plans qui portent avec eux quelque chose qui retrace le caractère de la généralité.

Parmi ceux de cet ordre, se trouve sans doute au premier rang le projet du cardinal Albéroni, qui, considérant les Philippines comme l'intermédiaire de l'Amérique et de l'Asie, voulait les lier ensemble, en donnant la liberté du commerce à ces îles, qui, dans son projet, devenaient l'entrepôt des deux mondes. C'est sû-

rement une grande conception commerciale, beaucoup supérieure au temps qui la vit naître; mais ce n'est que cela. La question n'en reste pas moins entière; et il est même probable que l'auteur de ce projet ne faisait que pousser, sans s'en douter, ces colonies vers leur maturité, c'est-à-dire, vers leur séparation de la métropole. Alors celle-ci n'avait plus d'intérêt à sa colonie, et la colonie, de son côté, n'avait plus à ressentir la dépendance de la métropole, époque toujours certaine pour leur séparation.

Le prince de Nassau et l'amiral d'Estaing, voulant sans doute payer à l'Espagne un tribut de zèle et de reconnaissance, ont fait chacun, de leur côté, des propositions semblables, quant au fond; mais aucun n'aborda la question véritable. Leurs idées s'arrêtaient toujours à la circonférence, sans pénétrer dans l'intérieur des colonies. Avant eux était venu l'abbé Raynal, qui, quoique pourvu de toutes les connaissances coloniales positives, ne sut, pas plus que ses devanciers, proposer rien de vraiment applicable aux colonies. On en jugera par la nature

de ses expédiens, qui se bornaient à demander l'union des Européens avec les Indigènes, ressource d'un genre tout neuf, qui ne faisait qu'augmenter le mal, en donnant à la population, qui doit être contenue, un ascendant sur celle qui doit la réprimer, tel que l'ordre colonial ne peut jamais le comporter.

Reste donc le système d'un abandon général et simultané des colonies.

Les premiers plans portant sur la continuation de la dépendance des colonies, conservent tous les inconvéniens de l'état actuel : la subordination d'un continent à l'autre, la disproportion des métropoles avec leurs colonies, la diffusion immodérée des administrations, l'absence de l'œil du maître, tout reste sous le coup des inconvéniens actuels, c'est-à-dire, sans redressement dans les parties les plus essentielles. Dans une question aussi majeure, il importe fort peu que des adoucissemens presque accidentels, ou locaux, soient accordés aux colonies, qu'elles aient quelques avantages de plus ou de moins. Ce n'est pas la question; celle des

colonies est une question d'état : seront-elles libres ou non? La voilà dans son essence : les plans d'Albéroni, de Raynal et des autres, n'y touchent en rien, et laissent, comme par le passé, les colonies à la discrétion des métropoles. Or, voilà précisément ce à quoi il s'agit de parer, et ce qu'on ne fait pas dans ces plans, dont aucun n'atteint le mode de l'existence des colonies. L'abandon complet est un extrême, une espèce de coup de désespoir, reprochable tant à l'égard de l'Europe qu'à celui des colonies. C'est de la part de la métropole un aveu tacite d'une impuissance qui renferme toujours quelque chose de honteux: car c'est se reconnaître inhabile à gouverner ses colonies.

L'abandon général livre le colon à la merci de l'indigène, dont l'émancipation présente, pour la sûreté du colon, les plus grands dangers. L'abandon rompt brusquement le cours des relations établies entre l'Europe et l'Amérique, et bouleverse à la fois les deux pays. Il introduit dans l'Amérique un désordre et une confusion également préjudiciables à toutes les deux.

En livrant l'Amérique à elle-même, sans préparation provisoire, sans lui mettre en main le fil qui doit la diriger dans le labyrinthe où on l'introduit, on l'expose à des troubles, à des secousses qui influent sur-le-champ sur son commerce, et dont le contre-coup se fait aussitôt ressentir en Europe. Qu'on en juge par ce qui est arrivé à Saint-Domingue: comment se gouvernera un grand pays comme l'Amérique? en monarchie ou en république? en monarchie universelle ou en monarchie séparée? en république générale séparée ou fédérative? Que de questions ne s'offrent pas à la fois aux nouveaux affranchis! A combien de troubles ne donnent-ils pas ouverture? et combien ces troubles ne doivent-ils pas réagir sur l'Europe en troublant son commerce avec l'Amérique? Le plan est bon en lui-même; mais le fond, tout excellent qu'il est, se trouve vicié par ces accessoires défectueux. Ce n'est que dans un plan méthodique et calculé que l'on peut opérer sans secousses la séparation d'un aussi grand pays que l'Amérique.

L'Angleterre, manufacturière et commer-

çante, ne doit voir, dans les colonies, que des débouchés pour ses fabriques. C'est aussi sous ce point de vue qu'elle considérait l'Amérique espagnole, lorsqu'en 1763 elle souscrivit au plan généralement attribué au général Loyd d'affranchir l'Amérique espagnole. Trop faible pour la garde de contrées aussi vastes, et déjà occupées par une population très-peu favorable à tout ce qui est Anglais, elle se restreignait aux profits du commerce avec l'Amérique, et renonçait à la souveraineté pour le bénéfice du négoce, qui, dans le fait, la compensait bien: du reste, elle appelait les Américains à décider eux-mêmes de leur sort.

Ce plan retraçait tous les inconvéniens de ceux que nous venons de parcourir; il a de plus celui de provoquer plus directement les troubles en Amérique, en constituant les Américains juges de leur propre sort. L'expérience a appris le danger de ces sortes d'appels : il augmente suivant les localités, et sûrement il n'y en a pas qui lui soient moins favorables que celles de l'Amérique. Loin de l'interroger sur son établissement, il faudrait lui en pres-

crire un, s'occuper de prévenir que le premier moment de sa liberté ne fût pas le dernier d'une partie de sa population et celle de ses relations avec l'Europe.

CHAPITRE XXVI.

Plan pour les Colonies.

Les principes de l'ordre colonial ont été établis; des faits nombreux et importans ont été cités à l'appui; la séparation des colonies avec les métropoles a été démontrée inévitable; les attributs des deux espèces de séparation sont constatés : que reste-t-il pour compléter cette question, sinon d'exposer un plan général fait pour être substitué à l'ordre de choses qui s'écroule de toutes parts? Un ouvrage qui se bornerait à l'exposition de l'état colonial en général, et à celle des dangers actuels des colonies, ne serait-il pas un ouvrage incomplet? Ne laisserait-il pas à désirer la partie la plus essentielle, la partie réparatrice? A quoi bon sonner l'alarme sur les dangers de ces précieuses possessions, si l'on n'a rien à mettre à

côté de ces lugubres avis, ni à la place des causes actuelles de cette catastrophe? Ce ne seront pas des poëmes sur les colonies perdues qui les rendront à l'Europe, ni qui les lui conserveront sous une autre forme; mais ce sont de bons et solides arrangemens qui peuvent seuls les lui faire retrouver, et plus productives, et plus réellement utiles, hors de sa domination propre, qu'elles l'étaient sous elle. Depuis quarante ans, les écrivains et les spéculateurs politiques ont ambitionné la facile gloire d'attrister l'Europe par l'annonce de la perte de ses colonies, sans qu'aucun ait dit ni d'où venait le dommage, ni comment il pouvait être réparé. Le malheur des circonstances a seul amené cette question, et c'est la ruine qui force de parler de la reconstruction. Lorsque le respectable abbé de Saint-Pierre s'amusait à fabriquer pour l'Europe un mode d'existence platonique, on pouvait sourire de ses idées, en applaudissant à ses intentions : l'état de l'Europe n'indiquait pas le besoin d'un rajeunissement qui ne pouvait s'opérer que par le changement complet de ses institutions politiques; mais ici c'est tout

le contraire : l'ordre colonial est détruit ; les colonies sont dans un désordre général qui les met en guerre avec l'Europe, en guerre avec elles-mêmes, qui les ruine et ruine les autres. Y eut-il jamais un pareil mal, ni un pareil besoin de remède? Il faut songer à renouveler le mouvement d'une machine qui s'arrête de toute part, et prévenir sa dissolution.

Un plan pour les colonies doit porter sur trois points principaux.

1°. La séparation complette et absolue avec les métropoles, celles de l'Inde exceptées, pour les raisons que l'on dira plus bas.

2°. Leur formation en états libres et indépendans, sur les proportions les plus convenables à une bonne administration.

3°. Tous les arrangemens convenables à ce grand acte, émanant de la décision de l'Europe : autrement, au lieu de faire le changement, elle le recevra d'une multitude de cas fortuits, comme elle reçut primitivement ses colonies à l'époque de la découverte ; elle les perdra comme elle les avait acquises ; chose qu'il faut éviter à tout prix, car il faut ensuite

passer des siècles à redresser les défectuosités que l'on a laissé introduire dans l'établissement même. Un acte de cette étendue et de cette importance ne peut être que l'œuvre d'un Congrès, seul centre d'autorité et de lumières, capable d'opposer une digue à des maux qui, sans ce secours, dureront encore pendant bien des années, ensanglanteront les colonies et l'Europe, les ruineront toutes les deux, et laisseront les deux parties méditant sur des ruines, sur le tort réciproque qu'elles auront eu de n'avoir pas commencé par arranger leurs différens. Malheureusement c'est ce qui arrive dans toutes les grandes affaires : on n'y regarde qu'après de longs malheurs. L'excès du mal fait seul courir à un remède quelconque, et c'est lorsqu'il est monté au comble, que l'on se met en mouvement pour en détourner quelques effets. On ne peut pas jouer un jeu plus désespéré, et cependant tel est celui que l'on joue avec les colonies, comme on l'a joué avec la révolution de France. On l'a regardée froidement devenir la révolution du monde; on pouvait en 1792, ce que l'on a pu en 1814 et

1815, et sûrement à meilleur marché. Plutôt que de prévoir ou de prévenir, on s'est laissé conduire jusqu'à ce point qui touche au désespoir, et qui donne aux hommes l'esprit et le courage qui naissent des situations violentes. Que l'on n'en fasse pas de même pour les colonies : car là tout est et reste irréparable. Lorsque l'Amérique sera dévastée, sa population massacrée, lorsque les Nègres et les couleurs ennemies des Blancs auront pris sur ceux-ci un ascendant décidé, quel remède apportera-t-on à ce déluge de maux ? Quelle longue suite d'années pour rétablir cette population, sans laquelle l'Amérique est comme si elle n'existait pas ! Quelle autre suite d'années pour renouer les anciennes relations, lorsque les sources en auront été long-temps interrompues ou détournées !

Les colonies prêtent à l'établissement d'un grand nombre d'Etats. L'aggrégation de quelques régions coloniales forme un ensemble que la nature paraît avoir rapproché dans la vue de leur donner les moyens d'exister en commun, et comme pour leur indiquer qu'elles

doivent vivre sous les mêmes lois. Ainsi, sur le continent américain, les barrières entre les Etats semblent avoir été formées des mains mêmes de la nature qui, en Amérique, a travaillé à plus grands traits qu'en Europe. Les contrées qui s'y trouvent renfermées sont placées par elle sous une loi de communauté d'intérêts, et par conséquent d'existence. Ainsi les trois archipels des Antilles, des Philippines, et des Molusques sont évidemment destinés à être réunies : la convenance qui l'indique frappe les yeux à la première inspection. De même sur le continent quelques contrées appellent la communauté d'existence, résultant d'une communauté de facultés et de propriétés ; ainsi, les Etats - Unis, renfermés entre la mer, les Apalaches, le Saint - Laurent, et le golfe du Mexique, sont faits pour remplir cet espace, et tendront sans cesse à le faire, jusqu'à ce qu'ils aient accompli une destinée qui est marquée à trop de signes pour qu'ils puissent ne pas l'y reconnaître. La région comprise entre l'Amazone et l'Orénoque, le Chili et le Pérou, ne sont pas moins bien dessinés, et leurs flancs sont couverts par les plus grands fleuves ou les plus

hautes montagnes du monde, pendant que leur front l'est par l'Océan. Que l'on compare ces barrières avec celles dont on est si fier en Europe; ces mers appelées fleuves avec les filets d'eau qu'en Europe on décore aussi du nom de fleuves, que l'on franchit en tout temps et de toute manière, et l'on reconnaîtra la supériorité du nouveau monde sur l'ancien, pour accomplir des divisions d'Etat bien adaptées au repos des peuples. C'est bien là que la doctrine des limites naturelles trouverait son application. Dans ces derniers temps elle a été appuyée par l'appareil de la victoire qui tendait à faire une application fausse d'un principe très-bon en lui-même. Les limites des Etats ne sont point le produit de calculs réguliers, mais du hasard et de mille causes impossibles à déterminer. Une fois constitués dans cette forme, protégés par la prescription, il est bien difficile de les en faire sortir. La plus petite correction a coûté quelquefois des siècles de combats. Entre des Etats établis depuis long-temps, coexistant avec des rapports anciens, l'application de ce principe ouvrirait les portes à l'arbitraire, à la violence, aux dangers; le plus fort aurait

toujours besoin de toucher à sa frontière, tantôt pour une raison, tantôt pour une autre. La justice et l'intérêt général sont alors les barrières naturelles entre le fort et le faible; par conséquent il n'y a point de barrières naturelles, proprement dites, entre les Etats qui sont des êtres moraux encore plus que des êtres matériels; et le sens de cette expression doit être transporté du physique au moral, de manière à ce que les barrières naturelles des Etats ne puissent être également partout que la justice. Mais ce qui est de toute vérité, comme de toute nécessité, entre les Etats déjà existans, dans l'ordre des sociétés établies, qui doivent se supporter avec leurs inconvéniens, comme les propriétaires et les particuliers se supportent entre eux avec leurs défauts, n'a pas la même application sur des terres neuves, affranchies de tout devoir de communauté, et sur lesquelles aucun droit, ni aucun intérêt ne peut être atteint : c'est ce qui aura lieu dans l'établissement des états coloniaux : ne rencontrant aucun intérêt préexistant, n'en blessant aucun, il reste un bien sans mélange. Il faut remarquer qu'il n'y aura à sanctionner que ce qui existe

déjà : car dans la séparation avec l'Espagne, l'Amérique a suivi les grandes divisions que la nature lui a indiquées et que le Gouvernement avait adoptées. Les Congrès des nouveaux Etats se sont formés d'après elles sans aucune connexion entre eux ; ainsi le Congrès du Mexique n'a rien de commun avec celui de Buenos-Ayres, celui-ci avec le royaume de Terre-Ferme.

L'attribut distinctif des nouveaux Etats est la position maritime : il n'y en a pas un seul qui ne possède une grande étendue de côtes, et de fleuves qui permettent à la navigation de pénétrer fort avant dans les terres. La conformation de l'Amérique lui donne cette faculté. Dans le nouvel état des peuples, la position maritime et la navigation qui en est la suite, renferment pour eux les plus grands avantages. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir les progrès que les Etats-Unis ont fait dans l'espace de trente-six ans : quel Etat purement continental aurait pu y atteindre? En Europe on ne peut comparer les parties des Etats situés sur la Mer ou sur les fleuves à celles qui en sont éloignées. La

Hollande doit à cet attribut d'être le pays de l'Europe le plus peuplé par lieue carrée; la Bretagne, déserte dans son intérieur, renferme sur ses côtes la plus grande population de chaque province de France en particulier; la facilité des subsistances et la multiplicité du travail offert par la mer en sont la cause Cette position agira avec la même force en faveur des nouveaux Etats, qui trouveront dans le bonheur de leur position d'abondantes sources de prospérité.

Le mode particulier du Gouvernement de ces nouveaux Etats ne peut faire partie de cet examen : quel que fût à cet égard le parti que la considération d'aussi grands intérêts porterait à prendre, le fond même du plan, celui de l'indépendance des colonies, et leur division en Etats séparés, n'en serait point affecté, et l'Europe ne retirerait pas de moindres fruits de l'état monarchique, qu'elle ne le fait des Etats républicains, tels que sont les Etats-Unis; parce que ce n'est point par leur mode de gouvernement qu'ils lui sont utiles, mais par les seules conséquences de leur indépendance.

CHAPITRE XXVII.

Avantages, Pertes et Dédommagemens dans le Plan des Colonies.

La division de ce chapitre est commandée par la nature du sujet : il faut démontrer,

1°. Quels seront pour les colonies les avantages de ce plan ;

2°. Quels seront les avantages de l'Europe en général, et ceux de chaque Etat en particulier ;

3°. Quels sont les dédommagemens applicables aux parties perdantes.

Si la liberté est le principe de tout bien dans un État, si les gênes ont constamment produit les effets les plus désastreux aux colonies, si elles n'ont commencé à fleurir qu'avec le retour de la liberté, comment douter que cette liberté, dans toute son étendue, ne fût pour elles du

plus grand prix? La liberté des colonies, même les plus libres, n'est pas encore la vraie liberté: c'est la diminution de l'esclavage, mais ce n'est pas la liberté dans son sens naturel, dans sa véritable acception: on les dit libres par comparaison avec leur ancien état et celui des autres colonies. Ainsi, des colonies livrées auparavant à des Compagnies, ont maintenant la liberté de commerce avec la métropole, et sont pour cela appelées et réputées libres; mais de là à la vraie liberté, quelle distance! Ont-elles leurs lois propres, leur administrstion personnelle, leur commerce ouvert à tout le monde? Sont-elles sujettes aux lois d'autrui, à une administration étrangère, à des querelles étrangères? Elles ne sont donc pas libres, et ce serait leur insulter, ainsi qu'à la raison, que de les considérer comme telles dans leur état actuel. Cependant, le seul allégement de leurs chaînes, quelques adoucissemens à leur sort ont suffi pour faire fleurir les unes, pour améliorer les autres. L'Amérique rend le double en métaux et en productions, au bout de dix ans d'une liberté de commerce, bien mal modifiée, Saint-

Domingue, libre en 1722, est déjà, en 1745, le roi des colonies; il en est de même partout où on a soulevé leurs chaînes; partout elles se sont ravivées et ont changé de face. Que sera-ce donc quand à cette ébauche, à cette ombre de liberté, en succédera la plénitude et la réalité? Ce sera comme aux Etats-Unis dont la population et le commerce doublèrent dans un espace de vingt-trois ans. Ce prodigieux accroissement résulte des avantages suivans :

1°. D'une administration propre, et par conséquent éclairée sur leurs besoins, d'une administration fixe au lieu d'une administration versatile et sans base, comme doivent être toutes celles qui opèrent de loin, sous l'inspiration d'administrateurs passagers, et sans attachement pour le sujet commis à leurs soins. Le changement à cet égard serait la source de bienfaits incalculables; où, si l'on peut les apprécier, c'est par la somme des maux qu'a produits son absence; son heureuse influence s'étendrait à tout : gouvernement, police, instruction, mœurs, arts, commerce, culture, tout se ressentirait de la présence bienfaisante

d'une administration locale. Quelles contrées y prêtent davantage que les colonies, par la fécondité de leur sol, par la variété de leurs productions, par l'heureuse disposition de toutes leurs parties? Quand il existera au milieu d'elles un mobile actif, appliqué à développer ces germes féconds, avec quelle force ne pousseront-ils pas, et ne répondront-ils pas aux soins qu'on leur donnera?

2°. De la liberté du commerce. La révolution des colonies la leur donnera avec l'univers entier. Qu'on en calcule, si l'on peut, les effets pour elles. Si, restreintes à celui de leurs métropoles, elles ont cependant trouvé le moyen de prospérer, que ne feront-elles pas quand elles auront la liberté de demander tous leurs besoins à tous les points du globe, de s'attacher à ceux où elles trouveront leurs avantages, comme de leur porter en échange les produits de leur cru qui peuvent leur convenir! Quelle richesse nouvelle ne résultera pas pour elles de ce redoublement d'activité et de consommation au-dehors et au-dedans! Quel encouragement pour multiplier des produits qui ne seraient

plus, comme autrefois, renfermés dans un seul canal et bornés à un seul débouché, mais qui auraient dorénavant le globe entier pour débouché et pour entrepôt ! Combien de productions que les gênes de leur situation ont fait méconnaître, ou laissé perdre? Combien qui, à défaut de culture, languissent sans valeur parce qu'elles restent sans acquéreurs, et qui mieux exploitées et plus connues acquerront un prix véritable et ajouteront aux jouissances du monde entier!

3°. De l'affranchissement des querelles de l'Europe.

Ces querelles ont été et elles sont encore le fléau des colonies, qui n'y ont aucun intérêt, qui en ont un tout contraire; qui, destinées uniquement à produire et à consommer, ne doivent jamais par leur essence participer à des débats dont le premier effet est de porter sur leurs productions et sur leurs consommations: dès que la guerre éclate entre les métropoles, les colonies en deviennent le théâtre. Les orages formés des brouillards de la Tamise et de la Seine vont fondre sur l'Asie, sur l'Améri-

que, sur les Moluques et les Antilles. Les productions s'arrêtent devant la crainte qu'inspire le corsairage et ses mille embûches : voilà les colonies hors d'état de recevoir et de donner, d'exporter ni d'importer. Leur perte arrive des deux côtés pour une cause dans laquelle elles n'ont pas une ombre d'intérêt. A cet égard le sort des colonies a été vraiment déplorable et cruel; elles existent pour l'Europe depuis trois cents ans; elles en ont passé les deux tiers sous la main de maîtres féroces, occupés de s'expulser mutuellement et de s'exterminer sur leurs ruines sanglantes. Le reste de ce temps, depuis que la guerre a admis des procédés moins barbares, a été employé en querelles dont le résultat, uniforme pour elles, fut toujours d'être conquises tour-à-tour, de changer de maîtres, et d'être dérangées dans tout le cours de leurs opérations, pendant celui de la guerre et même long-temps après sa fin.

Nous bornerons cette énumération à ces trois effets principaux : il s'en présente mille autres; mais ceux-ci les renferment tous, et suffisent à l'exposition du sujet.

Si les colonies trouvent dans leur séparation avec l'Europe les avantages que l'on vient d'exposer, l'Europe, à son tour, n'en obtient pas de moins grands par ce même moyen.

La majeure partie de l'association européenne n'a point de colonies : elle les acquerra toutes dans un plan général d'indépendance; car elle pourra commercer avec toutes, seule chose qui constitue l'utilité des colonies.

De leur côté, les puissances coloniales gagneront les frais ordinaires de garde, qui dépassent les revenus ordinaires de la souveraineté et les frais extraordinaires de leur défense en temps de guerre. Elles y gagneront la perte qu'elles faisaient pendant la guerre sur le commerce de ces colonies, dont la guerre ralentissait et renchérissait les produits, dont la guerre élevait les assurances, en multipliant les dangers et les chances de la navigation. Cette perte était commune à toutes les puissances coloniales et non coloniales; seulement elle était plus sensible pour les premières, à mesure qu'elles étaient plus richement possessionnées aux colonies. Ainsi, l'Espagne, qui, en

temps de paix, reçoit de l'Amérique plus de 300,000,000, et qui en envoie 100, est blessée, en raison de la grandeur de sa fortune coloniale. Il faut joindre à ce premier avantage les frais des guerres coloniales; il n'y en a point qui ne coûte des sommes immenses. La guerre d'Amérique a coûté à la France un milliard et deux milliards à l'Angleterre. Dans ce moment l'Espagne ne sait où prendre l'argent dont elle a besoin pour la guerre avec ses colonies. L'Europe gagnera donc tout ce qu'elle cessera de dépenser pour ce dispendieux objet. La cessation d'une grande dépense équivaut à une acquisition positive de revenu.

On a établi plus haut, que les colonies, débarrassées du joug de l'Europe, deviendraient plus florissantes.

L'administration personnelle, la liberté du commerce, la cessation de toute querelle coloniale, seront la source de cette prospérité. Mais en prospérant, ces colonies n'éprouveront-elles pas plus de besoins? Une plus grande population ne consommera-t-elle pas davantage? Une plus grande richesse n'accroîtra-t-elle point ses

besoins, et avec eux les moyens d'y satisfaire? Les fournisseurs-nés des colonies auront donc davantage à leur livrer? Les magasins obligés de ces colonies auront donc aussi plus à recevoir? Et où sont ces fournisseurs et ces magasins? N'est-ce pas en Europe, ou plutôt n'est-ce pas elle qui est à la fois le fournisseur et le magasin? Si, pour quelques productions du sol, l'Europe et les colonies ne peuvent se passer les unes de l'autre, celles-ci, pour l'industrie, ne peuvent se soustraire au besoin qu'elles ont de l'Europe. A cet égard, il ne peut y avoir de parité entre elles; et, pendant bien des siècles encore, les colonies n'auront pas cette industrie, qui pourra les affranchir du tribut qu'elles paient à celle de l'Europe. L'industrie est l'apanage des Etats tout formés; elle s'alimente de l'excédant de la culture et de la navigation; elle demande du temps pour la perfection des arts, comme pour l'instruction des ouvriers. L'industrie arrive dans les Etats, comme le chapiteau est placé dans l'édifice, lorsqu'il est tout-à-fait élevé. L'Etat se forme, s'organise, se pourvoit peu à peu du

nécessaire, et ne s'élève à l'industrie que lorsque ses besoins de première nécessité sont à peu près remplis. Or, les états coloniaux ne font que de naître; ils ont à parcourir tous les degrés de leur accroissement, et cette gradation nécessaire assure pour long-temps à l'Europe le bénéfice de leur fourniture. Elle a donc intérêt à leur prospérité; elle-même prospérera avec eux, par eux, et dans la même proportion qu'eux. Qu'on en juge par ce qui s'est passé en Amérique, car son exemple répond à tout. La séparation devait porter le coup mortel à l'Angleterre; ainsi le pronostiquaient les plus grands génies de l'Angleterre et du continent. Eh bien! la liberté de l'Amérique a élevé la fortune de l'Angleterre; l'Amérique, libre, a prospéré; l'Angleterre a prospéré avec elle, par elle, autant qu'elle : l'Amérique, libre, a plus porté, a plus demandé à l'Angleterre, que n'avait et que n'aurait jamais fait l'Amérique dépendante. Heureuse épreuve, qui, confondant les antiques et jalouses maximes du commerce exclusif, a révélé le vrai secret du commerce, et l'a reporté à la liberté, son attribut indélébile,

qu'on avait si mal à propos attribué à son ennemi naturel, la dépendance et la gêne!

L'Europe n'a plus qu'un intérêt à l'égard de ses colonies, c'est leur prospérité : car, en prospérant, elles produiront et consommeront davantage, et tout l'état comme toute la science coloniale sont renfermés dans ces deux mots. Ceci apprend aux peuples à passer des sentimens haineux à d'autres plus généreux. Le bonheur de l'un fait celui de l'autre : rien, de sa nature, n'est aussi expansif que le bonheur, et, dans l'état où est l'Europe, espèce de trésor ouvert à tous ses habitans, quel autre intérêt peuvent-ils avoir que celui d'une prospérité commune ? Ainsi Paris, Londres, Amsterdam, se font prospérer mutuellement et se communiquent leurs richesses, sans s'ent[illegible] et même sans le vouloir, mais par l'effet [illegible]cessaire des liaisons que le besoin a formées en[illegible]tre eux : le profit s'accroît en raison de la multiplicité de ces grands réservoirs de la richesse. Il y a plus : c'est que des centres de richesses de cette nature contribuent plus efficacement à la prospérité des voisins que ne font des états

entiers dépourvus de ces grands rassemblemens d'hommes, de ces réservoirs de leurs richesses. Ainsi, Londres rend plus à Paris que ne le font dix petits Etats d'Allemagne, ou dix départemens du centre de la France; et Paris, à son tour, rend plus à Londres que ne le font la Suisse et le Wurtemberg. Que l'on juge par là de ce que l'Europe aurait à gagner par l'établissement, sur des bords encore sauvages, de capitales semblables à ces grande villes, habitées par des hommes qui auraient le goût de ses produits, de ses arts, des jouissances qu'ils créent pour elle, et qui se plairaient à les retrouver dans leurs nouvelles demeures. Multipliez les Philadelphie, les Boston; établissez trois ou quatre Mexico, autant de Lima, comme il ne peut manquer d'arriver par la libération des régions coloniales, et vous verrez quel mouvement recevra le commerce de l'Europe, vous verrez quels torrens d'or et d'argent couleront vers elle, de ces opulentes contrées rendues à la jouissance et à l'exploitation des richesses qui sommeillaient dans leur sein.

L'Europe en masse a donc beaucoup à gagner au nouvel ordre colonial.

Entrons maintenant dans le détail de l'intérêt de chaque Etat en particulier.

Le Portugal n'a plus de colonies : il a donc tout à gagner, et rien à perdre.

La Hollande, en se démettant de quelques points situés aux Antilles, gagne un accès libre dans les colonies de tout le monde. Quel vaste champ ouvert à son industrie, à son génie économe à la fois et actif!

L'Angleterre ne perdrait pas ses colonies, autrement qu'en apparence, et elle regagnerait toutes les autres en réalité. Nous disons que sa perte ne serait que nominale, car la superiorité de son industrie la lui conserverait : sous ce rapport si essentiel, ses colonies ont intérêt à ne pas se séparer d'elle. Mais l'Angleterre gagnerait principalement à ce que l'abandon de ses colonies lui permettrait de ne plus éprouver de partage de forces, et de les porter toutes là où elles sont le plus nécessaires, dans l'Inde. Plus l'Angleterre s'étend, plus elle augmente sa souveraineté en Asie, plus elle a besoin d'y réunir

ses forces : tout ce qui est donné aux autres colonies où il ne sert à rien, est dérobé au Bengale où il serait si bien placé.

Les peuples du Nord, et ceux qui bordent la Baltique, sont devenus navigateurs ; ils ont en partage la sobriété, la force, la tempérance dans la poursuite de chaque gain particulier, et savent que le profit consiste non pas à être grand, mais à être répété souvent. Les côtes de la Baltique sont couvertes de villes commerçantes, peuplées d'hommes éclairés et laborieux. La Suède et le Danemarck ont tourné leurs vues sur la mer ; la Russie, qui n'a pas encore débouché de la Baltique et de la mer Noire, et qui a passé tout le dernier siècle à étendre et à fixer le cadre de sa puissance territoriale, parvenue à des limites très-difficiles à dépasser, n'a plus qu'à se livrer aux occupations commerciales et maritimes. Tous les peuples du Nord n'ont point de colonies, et ne peuvent en avoir ; il ne leur reste donc qu'un moyen de prendre part au grand mouvement du commerce du monde, et c'est en s'associant à celui des colonies qu'ils peuvent y atteindre :

le changement qui s'y opérera les leur ouvrira toutes. Dans les courts instans pendant lesquels les colonies espagnoles restèrent ouvertes aux neutres, en vertu d'une cédule du prince de la Paix, en 1797, le commerce des villes anséatiques avait pris cette route, et y faisait de grands pas : que sera-ce lorsqu'on pourra aborder au Mexique, au Pérou, à la Havane, comme on le fait à Cadix et à la Corogne? Les mers se couvriront de vaisseaux qui, partis des rivages du nord de l'Europe, cingleront vers l'Amérique, comme elle est couverte de ceux des Etats-Unis cinglant de l'Amérique vers l'Europe, et vers toutes les parties du monde.

La France n'a presque plus de colonies, ou plutôt elle n'en a plus du tout : ce qu'elle pourrait en compter n'est pas destiné à lui appartenir long-temps, et doit avoir le sort des colonies qu'elle a dejà possédées. La France n'ayant rien à perdre, n'a donc qu'à gagner, et, pour deux ou trois comptoirs dont elle laissera tomber les clés, elle gagnera les colonies du monde entier : ainsi, le néant peut lui donner l'immensité.

L'Europe en masse a donc tout à gagner à ce changement.

Reste l'Espagne, qui a l'air de faire seule tous les frais. Il est à propos de rechercher si le mot perdre s'applique à cette puissance dans cette acception effrayante qu'on lui attache toujours, et que l'Espagne y voit sûrement. Montesquieu a dit que les Espagnols et les Turcs étaient les deux peuples du monde les plus propres à posséder inutilement des empires, et il avait raison. Ces deux Etats sont deux grands corps dépourvus, au même degré, de mouvemens et de principes d'administration et de vie. L'Espagne administre l'Amérique à peu près comme la Turquie administre l'Egypte et la Syrie : d'un pachalik à une audience des colonies espagnoles, il n'y a loin que sur la carte de géographie. L'Espagne peut se complaire dans le dénombrement des couronnes qui ombragent son front, dans la pensée qu'elle est partout où luit l'astre du jour, et qu'il ne s'absente jamais de ses domaines. Tout cela est très-glorieux, mais n'a rien de solide ; car dans ce nombre de colonies dont se

glorifie l'Espagne, il n'y en a qu'une seule productive pour elle, le Mexique, qui sert à soutenir les autres. Les Philippines, la Havane, Porto-Ricco, Saint-Domingue, les Florides, le Chili, le royaume de Terre-Ferme, ne lui rendent rien, et sont obligés, pour subsister, d'emprunter des secours à la grande colonie du Mexique. L'Espagne gagnerait infiniment à les abandonner, car alors elle jouirait de la totalité des produits du Mexique. Le Pérou atteint à peine un produit annuel de cinq millions; Buenos-Ayres, avec une étendue de cent quarante-trois mille lieues carrées, ne produit pas trois millions.

Le produit général des colonies espagnoles pour le trésor du roi, à Madrid, s'élève à . . . . 45,000,000 f.

Il faut y joindre les droits de douanes, auxquels le commerce avec l'Amérique donne lieu. . . 15,000,000

Total. . . . . . 60,000,000 f.

Voilà la somme que l'Espagne craint de

perdre. Examinons la réalité et de la crainte et de la perte. D'abord, quant au moment présent, il n'y a plus rien à perdre; car l'Espagne ne possède plus l'Amérique : elle combat, elle dépense pour rentrer en possession de ce bien contesté. Le Mexique, troublé, n'envoie plus rien : le commerce, arrêté, n'alimente plus les douanes d'Espagne; c'est au point que le commerce de la Véra-Cruz, qui fait chaque année un mouvement de plus de. . . 100,000,000 f. en 1805, n'a pu envoyer en Espagne que la chétive somme de. . . . . 60,000 f.

On peut tenir à l'Espagne de ses Amériques le même compte qu'à la France de Saint-Domingue. Ainsi, on serait légitimement admis à opposer à l'Espagne une fin de non recevoir, celle qu'elle a déjà tout perdu; et qu'ainsi il n'est plus temps pour elle de parler de ce qu'elle a encore à perdre.

Mais admettons la réalité de cette perte.

Il faut d'abord en défalquer les produits des douanes; car, pour changer de domination, le commerce ne continuerait pas moins; et, comme il est inévitable qu'il ne prît d'immenses accrois-

semens, non seulement il n'y aurait pas de perte, mais il y aurait encore du profit, et peut-être, qu'avec le temps, les seuls produits de ces douanes atteindraient ou surpasseraient même l'ensemble de la perte que l'Espagne craint. On en a la preuve dans l'accroissement des produits de ces mêmes douanes, qui doublèrent en dix années, lorsque la liberté du commerce fut établie entre l'Espagne et l'Amérique, de 1778 à 1788.

Allons plus loin, et supposons comme certaine la perte évaluée plus haut à 60,000,000 f. Serait-il donc impossible ou même difficile d'y parer, avec des pays aussi opulens que le Mexique et le Pérou? Pense-t-on que de pareils Etats croiraient avoir acheté trop cher leur liberté, et les avantages qui la suivraient, en consentant à payer à l'Espagne, pendant un nombre d'années déterminé, soit en totalité, soit d'une manière dégradative, une somme équivalente à celle du revenu auquel elle se verrait forcée de renoncer? On doit, à l'appui de ce calcul, faire observer deux choses; 1° que l'Espagne gagnerait les frais de ses guerres d'A-

mérique, dont il n'est pas une qui n'absorbe plusieurs années de son revenu;

2° Qu'il est très-probable que la force ne procurerait pas ce qu'un arrangement amiable produirait. Voilà pour l'Espagne comme souveraine.

Passons à l'Espagne commerçante.

Elle commerce de deux manières, avec ses produits propres, et avec ceux de l'étranger auxquels elle donne passage. Les premiers lui appartiennent en propre; les seconds sont la propriété d'étrangers avec lesquels l'Espagne ne fait pas d'autres profits que ceux du loyer des maisons qu'ils occupent, et celui de leurs consommations journalières. Voyez l'état du commerce de Cadix : les trois quarts des maisons de commerce de cette ville sont étrangères à l'Espagne, et les marchandises le sont aussi. Il n'y a donc de bénéfice pour elle que le transit.

Quant à ses produits propres, rien ne peut faire craindre à l'Espagne d'en perdre la vente. Est-ce que l'Amérique, en devenant libre, cessera de consommer les objets dont elle aura contracté la

goût ou l'habitude ? Est-ce que les Etats-Unis, en se séparant de l'Angleterre, ont renoncé à l'usage de ses produits ? Mais l'Amérique consommera moins. Au contraire, encore, parce que, devenant plus florissante, elle aura plus de moyens de consommer et de demander à la métropole : là revient encore l'exemple des Etats-Uunis, qui ont consommé à mesure qu'ils ont prospéré, au point de vider les magasins de l'Angleterre. C'est à défaut de fixer la question sous ce point de vue, que les métropoles s'égarent : elles craignent de perdre, là où elles apercevraient des avantages multipliés, si elles y regardaient de plus près; erreur qui malheureusement est commune à toutes.

Quant au commerce des produits étrangers, dont l'Espagne est le passage ou l'intermédiaire, il ne perdrait pas davantage; il gagnerait même, et toujours par la même raison, celle de l'accroissement de la prospérité de l'Amérique, qui produirait un nombre infiniment plus grand de demandes de ces mêmes objets; l'esprit de stabilité, qui est celui du commerce, conserverait encore long-temps à l'Espagne ses rela-

tions : le commerce est ami de l'habitude, il y renonce difficilement.

On peut donc assigner, pour l'Espagne, des dédommagemens faciles, ou dissiper avec encore plus de facilité les craintes qu'elle peut concevoir; la situation de l'Espagne, avec ses colonies, ne lui laisse pas la liberté du choix de ses actions, elles sont perdues pour elle; les colonies ne pourraient lui revenir que par la conquête, désormais impossible. Dans cet état l'Espagne ne peut ni ne doit être regardée comme un obstacle à un bon arrangement colonial. Toutes les autres parties de l'Europe ont le plus grand intérêt à son exécution. Il n'y a donc plus d'obstacle réel à la naissance d'un jour qui sera le plus heureux de tous ceux qui ont encore lui sur le monde.

CHAPITRE XXVIII.

Considérations particulières.

Lorsque de grandes révolutions et des mouvemens prolongés ont agité de vastes étendues de terres, déplacé les uns, froissé les autres, dénaturé l'existence de plusieurs, abaissé ce qui avait été ou ce qui était devenu grand, la sagesse ordonne de prévenir les troubles que tant d'intérêts pourraient renouveler. Le cœur de l'homme ne s'arrête pas dans la recherche de ce qu'il a perdu et de ce qu'il croit lui appartenir.

Vingt-cinq ans de mouvemens, qui ont mis dessous ce qui était dessus, et remis dessus ce qui avait été dessous, ont laissé à découvert des intérêts, et des hommes qui, après avoir été portés, par le flot des événemens, à des rangs bien inattendus par eux, ne sont plus, après les avoir occupés, les mêmes qu'ils auraient été

s'ils n'y fussent jamais montés. Ils n'existent pas seuls au monde, leurs familles doivent les continuer, et quelquefois les circonstances leur ont donné de hauts appuis.

Serait-il tout-à-fait hors de propos, ainsi que hors des intérêts de l'Europe, de disposer, dans cette vue, d'emplacemens qui manquent dans son sein? On peut quelquefois se décharger avec utilité d'un fardeau dont la garde ne serait pas sans poids et sans danger. Une existence en partie de grandeur et d'humiliation; n'est jamais un gage de sécurité: il n'y a que les choses bien définies qui en présentent une véritable. Les régions coloniales offrent leur vide comme remède et préservatif aux dangers de l'Europe. Quelques personnes préfèrent de continuer de haïr et de tourmenter: nous pensons qu'arranger est plus sûr. Il est des choses qui ne veulent qu'être indiquées, et sur lesquelles la circonspection ne cesse pas d'être un devoir, mais lorsqu'elle a cessé d'être un besoin.

CHAPITRE XXIX.

De l'Empire anglais dans l'Inde, et de sa durée.

Depuis que les Européens sont établis dans l'Inde, ils ont eu à s'occuper de deux intérêts principaux, dont l'un est le moyen de l'autre, la souveraineté et le commerce : il s'agissait à la fois de leur empire et de leur bourse.

C'est une chose fort étrange en elle-même que la domination de quelques peuples de l'Europe sur des contrées éloignées d'eux de trois ou de quatre mille lieues, ainsi que de les voir aller chasser de chez eux des peuples qui ne connaissaient pas le nom de l'Europe, qui ne leur avaient fait aucune injure, et que chacun s'arrogeait le droit de maîtriser, ou de tuer, en cas de résistance pour ses intérêts de pouvoir et de commerce, et pour ne pas rester en

arrière les uns des autres. Que dirait-on en Europe si c'était les Indiens qui en eussent fait autant sur son territoire? De cet état sont nées deux choses: 1°. La nécessité d'étendre la souveraineté pour l'affermir;

2°. La nécessité de l'affermir pour étendre le commerce de l'Europe avec l'Inde.

Les établissemens relatifs au Gouvernement sont toujours chers à former et à entretenir. Il est même assez rare que la recette provenant de la souveraineté égale la dépense qu'elle exige: ce qui est vrai au sein de l'Europe, dont presque tous les Etats, à commencer par l'Angleterre, ne peuvent plus suffire à leurs dépenses ordinaires par leurs revenus ordinaires, à plus forte raison doit être vrai pour les colonies. On peut s'en convaincre en voyant ce que coûtaient à l'Espagne quelques-unes de ses colonies, au point que sans le Mexique elle se serait vue obligée de les abandonner toutes; car c'est lui seul qui les soutient. En joignant à ce calcul celui des frais extraordinaires des guerres coloniales, on trouverait à décompter sur les produits que l'Europe a retirés de ses colonies, non point

par un vice quelconque intrinsèque de ces possessions, mais par celui du régime qu'elle y a introduit, et maintenu contre la nature des choses.

Plus les colonies sont grandes, plus elles sont éloignées de la métropole, plus il y a d'opposition de la part des naturels, et de concurrence de celle des Européens ; plus les frais de garde augmentent. Or voilà ce qui est arrivé dans l'Inde. Tous les Européens s'y sont établis à-la-fois ; tous ont eu à combattre les naturels, tous ont combattu entre eux; ainsi les frais étaient doubles, et la dépense provenant à la fois de l'Inde et de l'Europe, le temps a donné la victoire à un peuple : il est resté le maître et le dominateur exclusif; il a donc à supporter seul tous les frais qui étaient répartis entre tous ceux qu'il a supplantés. Seul il porte le poids de l'animadversion de l'Inde : il a dû proportionner ses moyens de défense à ceux d'attaque qui le menaçaient ; il a dû devenir conquérant pour n'être pas expulsé. Car toute guerre faite entre les naturels et les Européens, a de la part des premiers ce but contre les seconds, à la diffé-

rence des guerres de l'Europe, qui, se passant entre les naturels de cette contrée, n'ont qu'un but politique, et finissent toujours par laisser chacun chez soi. On conquiert, mais on n'expulse pas : voilà ce qu'il faut bien entendre, et ce qui explique l'étendue progressive que l'Angleterre a dû donner à son empire dans l'Inde.

Placés à une grande distance de l'Europe, au milieu d'une population supérieure et ennemie, à côté d'Européens jaloux et haîneux, les Anglais ont agi dans l'Inde comme avaient fait les Français, aux jours heureux des Dupleix et des La Bourdonnaye : ils se sont mis exactement à leur place ; ils s'y sont maintenus et s'y défendent comme les Français avaient fait et auraient fait à la leur. Chaque nouvelle attaque faite contre eux, a créé pour eux le besoin d'une nouvelle conquête. Ainsi la guerre de Tippoo-Saëb les a forcés de détruire l'empire du Mysore. Il était bien évident que ce grand état indien était incompatible avec un grand état européen, placé à côté de lui : il ne l'était pas moins que ce voisinage rendrait la possession fort chère pour l'Européen, et, qu'en dé-

finitive, l'un ou l'autre devait succomber. Le bon génie de l'Europe a voulu que ce fût Tippoo qui succombât; car, s'il eut triomphé, ce n'était pas des Anglais seuls qu'il purgeait l'Inde, mais de tous les Européens à la fois. Que ferait-on en Europe d'Indiens vaincus qui seraient venus la troubler et la régenter depuis trois cents ans? Parvenus à un haut degré de puissance, les Anglais, comme tout les invitait à le faire, se sont mis à regarder autour d'eux, et à rechercher ce qui pouvait assurer leur empire. Pendant deux siècles ils étaient restés fixés sur les côtes, comme avaient fait tous les Européens; par la conquête du Mysore, ils ont pénétré dans les terres, et ils se sont ouverts des communications directes entre leurs établissemens des deux côtes. La perte de Tippoo a laissé à leur merci les petits princes de l'Inde, qui se trouvent comme enfermés dans la vaste enceinte de la presqu'île, entourés de tous côtés par les possessions anglaises, et dominés par elles. Depuis cette époque on a vu les Anglais occupés à se fermer du côté de la presqu'île qui confine avec les états du Mogol; maintenant ils cher-

chent à s'appuyer aux grands fleuves et aux hautes montagnes qui forment la la clôture de presqu'île du côté du nord. Pour y parvenir, ils se sont élevés presque jusqu'au Thibet, dans la dernière guerre du Napaul (1).

---

(1) Depuis les bouches du Gange jusqu'au cap Comorin, et de l'extrémité méridionale des bouches de l'Indus jusqu'à Ceylan, la Compagnie a sous son gouvernement cette étendue immense des côtes, à l'exception d'un petit établissement qui appartient aux Portugais, et des Marates de Poona, qui sont obligés, par les conditions du traité fait avec eux, de n'admettre dans leurs ports què les bâtimens portant le pavillon anglais. Le nizam de Décam, dont le territoire est entièrement dans l'intérieur des terres, est engagé par des traités, et encore plus par ses propres intérêts, à vivre en bonne intelligence avec le gouvernement de la Compagnie. Le nabab d'Onde, le souverain d'une autre contrée qui est également située dans l'intérieur du pays, peuvent être regardés comme ayant leurs possessions placées sous la protection de la Compagnie. Il en est de même du nabab d'Arcat et d'autres princes. Les Marates, dont la puissance militaire et le territoire ont été considérablement réduits, vivent actuellement en bonne intelligence avec la Compagnie (Colquhoun, p. 117).

Les établissemens européens qui se trouvent sur les deux côtes ne sont d'aucune importance, et ne doivent plus être considérés que comme de faibles comptoirs. Ainsi l'empire Anglais dans l'Inde est à la fois exclusif des Indiens et des Européens : ceux-ci n'y commercent qu'avec désavantage. En voici la raison :

1°. Les matières premières du travail de l'Inde comme de celui de l'Europe, la soie et le coton, sont à beaucoup meilleur marché dans l'Inde où ils croissent, que dans l'Europe où ils doivent être importés.

2°. Le travail de l'ouvrier de l'Inde est beaucoup moins cher que celui de l'Europe.

L'Indien n'éprouve presque aucun besoin sous un ciel chaud, serein, et sur un sol fertile. C'est dans les pays froids, et sous un ciel humide que l'habitation est chère et les besoins multipliés : voyez de combien de besoins créés par l'hiver, affranchit le printemps ! Quelques bambous, un peu de riz, une étoffe grossière tissue de ses mains, forme le toit, l'aliment et l'habillement de l'Indien ; il est en quelque sorte vêtu du climat ; il n'a le goût d'aucunes

jouissances; les grands seuls les recherchent: l'oisiveté est le bonheur de ces êtres paisibles. Lorsque le besoin parle, des tissus suspendus à des palmiers ont bientôt fourni les moyens de le satisfaire, et de retourner à une oisiveté chérie. Les élémens d'une pareille fabrication sont bien peu dispendieux : les ateliers européens ne peuvent soutenir leur concurrence, peuplés comme ils le sont d'ouvriers entassés dans de vastes emplacemens, d'une construction dispendieuse, dissipateurs, inappliqués, consommateurs et vivant chèrement. L'Inde, soumise aux armes de l'Europe, la soumet à ses métiers, et ses arts paisibles l'emportent sur les siens, autant que les arts meurtriers de l'Europe l'emportent à leur tour sur ceux qu'elle possède.

Pendant long-temps le commerce de l'Europe avec l'Inde s'est presque entièrement fait avec des métaux que l'Europe portait dans l'Inde, en retour des marchandises qu'elle en recevait : ce commerce appauvrissait l'Europe, tout en enrichissant ceux qui s'y adonnaient, à peu près comme le commerce des marchandi-

ses anglaises enrichit le négociant belge, français, allemand, en appauvrissant la Belgique, la France et l'Allemagne. Tous ces négocians sont les facteurs de l'étranger contre leur pays. Ainsi ont fait pendant deux siècles les négocians et les Compagnies adonnées au commerce de l'Inde; ils s'enrichissaient, ils enrichissaient l'Inde, mais ils appauvrissaient l'Europe. Les Hollandais seuls, dans l'espace de quatorze ans, portèrent dans l'Inde la somme de 140,000,000 f.

Il y a deux manières de parer à cet inconvénient.

1° La souveraineté.

2° La vente des marchandises de l'Europe, en échange de celles de l'Inde.

Par la souveraineté on peut deux choses:

1° Compenser les dépenses de la souveraineté: la recette paie la dépense;

2° Avec l'excédant du revenu compenser les pertes du commerce. Ainsi, si la Compagnie des Indes reçoit par la souveraineté la somme

de	100,000,000 f.
et qu'elle n'en dépense que	80,000,000
il reste	20,000,000

pour acquitter le prix des marchandises qu'elle fait entrer dans son commerce : voilà comme les droits de la souveraineté peuvent venir au secours du commerce. Maintenant il faut chercher quels sont, pour l'Angleterre, les produits de la souveraineté et ceux du commerce; cette évaluation donnera la juste mesure de la valeur de cet empire, et mettra sur la voie de la solution du problême de sa durée.

Les produits de la souveraineté s'élèvent à . . . . 460,000,000 f.
Les dépenses à 483,000,000
Perte 23,000,000

Il faut y ajouter les frais qui tombent à la charge du trésor de l'Angleterre, frais qui, en temps de guerre, ne peuvent manquer d'être fort grands, de manière à ce que si la Compagnie devait tout payer, elle ne pût y suffire (1).

---

(1) D'après le rapport fait à la Chambre des Communes, le 21 juin 1811, imprimé par son ordre, la dette de la Compagnie dans l'Inde s'élève à près de sept cent millions.

Par conséquent, cette souveraineté est plus onéreuse qu'utile : les profits du commerce s'élèvent, toute compensation faite, à . . . . 20,000,000 f.

Il faut en déduire les intérêts du capital de la Compagnie, qui s'élève à . . . . . 140,000,000 et qui doivent, à 5 p. 100, faire 7,000,000

Le résultat final donne une somme libre de 13,000.000

Il est juste d'y ajouter les profits apportés annuellement en Angleterre par tous les employés dans l'Inde, et que M. Dundas évalue à 20,000,000

Ainsi cet empire, acheté par des voies si extraordinaires, par tant de combats, de travaux, objet de tant de déclamations dictées tour à tour par une admiration ou par une haine aveugle, se réduit en définitive à la somme de . 33,000,000

Cherchons actuellement l'état du commerce de l'Europe avec l'Inde.

M. de Humboldt, dont les calculs sont toujours appuyés sur ce doute méthodique qui peut seul satisfaire la raison, va nous servir de guide.

Au cinquième volume de son intéressant ouvrage sur la Nouvelle-Espagne, il donne le tableau du commerce de l'Europe avec l'Asie, et fixe la somme exportée par la voie du cap de Bonne-Espérance à . . . . . . 86,000,000 f.

D'après le même auteur, le commerce avec la Chine absorbe une somme de 20,000,000

En supposant que cinq à six millions s'arrêtent sur la mer Rouge et le golfe Persique, il restera une somme de . . . . . . 60,000,000 dont l'Europe reste tributaire envers l'Inde.

Voilà à quoi, en dernière analise, aboutit la découverte et la possession de l'Inde. Elle partage avec l'Europe les envois de métaux que fait annuellement l'Amérique.

Il résulte de ce calcul deux importantes vérités :

1° Que l'Inde commande à l'Europe un travail équivalant à . . . . 60,000,000 fr.

2° Que l'Europe n'aura plus d'intérêt à la souveraineté de l'Inde, le jour où elle lui fera accepter 60,000,000 de ses produits en paiement de ceux qu'elle reçoit d'elle, et qu'aujourd'hui elle paie en argent.

Là se trouve la solution du problème de la durée de l'empire anglais sur l'Inde : par empire anglais nous entendons l'empire européen, car l'Angleterre y règne au nom de l'Europe.

Si l'Angleterre a voulu dominer l'Inde pour l'intérêt de son commerce, elle peut la rendre à elle-même le jour où le commerce sera égal entre elles, le jour où l'Inde acceptera de ses produits autant qu'elle donnera des siens propres. Alors la souveraineté se trouvera tout naturellement changée en relations commerciales, qui épargneront tout ce que coûtent les frais d'établissement, de garde et de guerres : c'est ce qu'a gagné l'Angleterre en se séparant des Etats-Unis ; son commerce avec eux a quin-

tuplé, et tous ses frais ont cessé. C'est encore ici le même calcul; il se représente dans toutes les questions coloniales, comme pour avertir du point *auquel* il peut convenir de retenir ces possessions ou de s'en désister.

De cet état de choses suivent deux considérations :

1°. Quel est l'intérêt de l'Europe quant à la souveraineté de l'Inde?

2°. Quel est ce même intérêt par rapport à son commerce?

La souveraineté, dans l'ordre colonial et principalement dans l'Inde, n'a qu'un but, le produit et non la puissance: car les colonies ne sont que des fermes de l'Europe, et non pas des moyens directs de puissance, comme les provinces des divers Etats le sont par rapport à ces Etats. On veut des colonies pour le produit et le commerce, et la souveraineté n'est que le moyen de leur conservation ou de leur extension.

Si la souveraineté est la source de ce commerce, si elle sert à compenser son inégalité, le prix de la première redouble; il s'étend à ceux-mêmes

qui n'y participent point, mais dont, sous quelques rapports, elle conserve les capitaux. Or, sous ce rapport, l'empire anglais dans l'Inde est le conservateur des intérêts de l'Europe, par les droits de la souveraineté dont il jouit, et par l'étendue qu'elle prête à son commerce, il épargne à l'Europe la perte de toute la partie des capitaux qui seraient nécessaires pour remplacer les produits qui proviennent de ces deux sources; ainsi, si l'empire anglais prête à un commerce d'importation de produits anglais dans l'Inde d'une valeur de 60,000,000 fr.; toute la partie de cette somme qui ne serait pas formée par le commerce, appuyé ou produit par la souveraineté, retomberait à la charge de l'Europe, et diminuerait d'autant la masse de ses capitaux : car il faudrait l'y porter en argent à la place de ces marchandises. Dans l'état de communication où sont tous les peuples, toute richesse est, sous quelques rapports, commune entre eux, et une partie de l'Europe ne peut s'appauvrir sans que toutes les autres ne s'en ressentent. Par conséquent l'extension de la souveraineté exercée par le peuple qui peut of-

frir aux Indiens le plus grand nombre d'objets de leur goût, et qui le fait par le moyen de sa souveraineté, est applicable à l'Europe comme à ce peuple lui-même, et le corps de l'Europe participe aux avantages de ce peuple. Il ne s'agit donc plus que de savoir quel est ce peuple, quelque nom qu'il porte ; si c'est bien lui qui peut à la fois porter le plus loin son empire, et avec lui cette espèce de goûts propres à épargner les capitaux de l'Europe : c'est un simple calcul à faire, calcul que toutes les données politiques et commerciales décident en faveur de l'Angleterre. Si la souveraineté anglaise repompait soit par elle-même, soit par le commerce auquel elle prête les 60,000,000 fr. que l'Europe envoie dans l'Inde, cette somme ne serait-elle pas une conquête que l'Angleterre aurait à offrir à l'Europe presque autant qu'à elle-même ? car enfin il vaut mieux pour l'Europe que son argent se trouve en Europe et même en Angleterre, d'où les transactions commerciales sauront toujours en retirer quelque partie, que dans l'Inde, où il resterait toujours et tout entier. Si quelques uns préfèrent d'enrichir l'Inde plutôt que l'An-

gleterre, nous avouerons n'être pas Indiens jusqu'à ce point.

Ceci conduit à demander si la domination d'un seul dans l'Inde n'est pas plus utile à l'Europe que celle de plusieurs.

Cette question est résolue par la distance locale qui sépare l'Inde de l'Europe, comme par la distance morale qui sépare l'Indien de l'Européen.

Ayons toujours présent à l'esprit ce que l'Europe est à l'Inde, et ce que l'Indien est à l'Européen : celui-ci est un étranger venu de terres lointaines, avec la guerre, l'oppression et l'esclavage. Dans ce cas, quelles doivent être les dispositions habituelles de l'Inde à l'égard de ces étrangers ? Celle qu'éprouverait l'Europe, si c'étaient des Indiens qui donnassent des lois chez elle. On n'a pas besoin de dire ce qu'elle ferait le jour où elle en aurait le pouvoir. Il en est de même pour l'Inde : l'Indien souffre ce qu'il ne peut empêcher. Doux, timide, étranger aux passions ardentes qui font bouillonner le sang de l'Africain, séparé par des barrières que les mœurs rendent sacrées, celles des

castes, il offre et soumet au joug une tête qu'il ne sait refuser à aucune espèce d'esclavage. Les lois religieuses et politiques de ce pays avaient dès long-temps préparé l'empire de l'Europe, en détruisant chez ce peuple le ressort qui fait résister à l'oppression. Mais ce qui est vrai de l'Inde, en général, ne l'est ni de tous les peuples, ni de tous les souverains de l'Inde. Les uns et les autres ont leurs inimitiés, leurs intérêts, leur politique, dont ils rendent les Indiens les instrumens, en raison de leur docilité même. Or ces souverains et ces maîtres n'ont pas cessé de montrer les dispositions les plus hostiles contre les Européens : les Marattes ont été en guerre continuelle avec eux. S'ils s'allient avec quelques-uns, ce n'est point par amitié, mais pour s'aider de leur appui contre un ennemi plus fort. Si, avec cet appui, ils venaient à triompher, croit-on que ce fût pour les rendre héritiers de la puissance que ceux-ci leur auraient aidé à abattre ? Qu'aurait fait Tippoo-Saïb, s'il avait triomphé des Anglais avec le secours des Français, lui qui fit massacrer un de ses ambassadeurs en France, pour se débarrasser de l'importunité de ses récits sur les ob-

jets qui l'avaient frappé dans ce pays? Que l'on n'en doute pas, l'expulsion des Européens de toute l'Inde est et sera toujours le fond de la pensée et des vœux de tout Indien. Or, dans ce cas, il faut chercher si un empire unique, fortement basé et solidement établi, n'est pas pour l'Europe une meilleure garantie de la conservation de l'Inde en sa faveur, que la division en plusieurs souverainetés, dont l'essence sera toujours de se jalouser, de se combattre, et d'appeler à eux les naturels, pour les opposer à leurs adversaires. Pendant trois cents ans, les Européens, possessionnés dans l'Inde, ont-ils fait autre chose? L'Inde a été partagée entre eux : alors, qu'y faisaient-ils? sinon exciter les princes du pays contre eux-mêmes, les mêler dans toutes leurs querelles, dans tous les secrets de leur politique, de leur tactique, de leurs connaissances meurtrières, en mettant tous également en oubli qu'outre l'intérêt particulier des Européens, ces princes avaient encore l'intérêt des naturels, celui d'être également ennemis de tous les étrangers établis chez eux. Si, au danger que présente déjà pour l'Europe

une armée indienne, contenue seulement par le mélange d'une poignée d'Anglais, se joignait encore celui d'une armée indienne au service de France, d'une autre armée indienne à celui de Hollande, d'une quatrième à celui de Portugal, l'on verrait si toutes ces armées indiennes seraient long-temps au service des Européens, et si leurs drapeaux européens ne seraient pas remplacés bientôt par des drapeaux indiens. Eh bien! voilà le danger de la distribution de l'Inde en plusieurs souverainetés. Que faisaient donc les Européens en armant, en élevant à leur niveau une foule d'Indiens? Ce qu'ils faisaient! Ils formaient des vengeurs à l'Inde; ils préparaient les instrumens de leur expulsion commune, et un sort semblable à celui qu'ils ont subi au Japon : au lieu d'empire dans l'Inde, ils auraient trouvé des lieux assignés pour recevoir leur argent, et se charger des marchandises qu'on leur eût accordées en retour, avec tous les signes du mépris, de la défiance et de la haine. L'Europe n'a pas à s'enorgueillir de l'attitude dans laquelle elle comparaît à la Chine et au Japon; une plus noble ne l'at-

tendait pas dans l'Inde, si elle avait fait triompher les Indiens de l'Angleterre. En empruntant leurs bras contre l'Angleterre, ne forgeait-on pas les instrumens de la ruine commune de tous les Européens? Mais, dans le cas d'une expulsion générale des Européens, ou tout commerce avec l'Inde aurait cessé, ou bien il aurait continué avec des métaux qui devaient remplacer les tributs de la souveraineté de l'Europe sur l'Inde: c'était donc ou une interdiction de commerce dont on frappait l'Europe, ou bien un impôt que l'on mettait sur elle en faveur de l'Inde.

La domination d'un seul pare à tous ces inconvéniens. Elle exclut toutes les ligues, toutes les intrigues avec les princes du pays; elle rend la puissance unique assez forte pour résister à leurs attaques. Elle est dans l'Inde la sauvegarde de l'Europe, et le garant de la conservation de l'Inde.

Maintenant, combien de temps encore, l'Angleterre doit-elle garder l'Inde? La réponse est simple; jusqu'à ce que les goûts de l'Europe aient assez pénétré dans l'Inde pour que le com-

merce soit égal entre elles. A ce point, il n'y aura plus d'intérêt à la conserver; au contraire il y en aura un très-grand à l'abandonner à elle-même: car on y gagnera tout ce que coûtent les guerres que l'on y a faites, et les autres frais résultant de la souveraineté, qui ne sont point couverts par les mêmes revenus. Alors, pourvu que les Européens continuent d'être reçus commercialement dans l'Inde, ils n'ont pas plus d'intérêt à sa possession territoriale qu'à celle de la Chine ou de la Turquie. En quoi l'Europe est-elle lésée pour n'être pas souveraine dans ces deux pays? Par conséquent le calcul européen que l'Angleterre doit faire, se borne à étendre dans l'Inde le goût des produits de l'Europe, soit territoriaux soit industriels. Sa domination bien entendue doit se borner à ce grand résultat. Lorsqu'elle aura réussi à faire pénétrer dans l'Inde les goûts de l'Europe, de manière à former entre les deux pays des relations solides et égales (1); alors

(1) Il semble que la loi qui défend à tout sujet britannique d'acquérir des propriétés foncières dans l'Inde, et de s'y établir, est directement contraire au

l'Angleterre peut replier ses voiles, et les diriger vers l'Europe, emportant ses soldats, ses juges, ses gouverneurs, ses archives, tous instrumens d'un autre ordre et d'un autre temps, et laissant, à la place de ce dispendieux attirail, de paisibles consommateurs, d'industrieux commerçans, qui lui feront trouver dans leurs comptoirs plus de trésors que ne lui en rapportent ses armées transplantées des extrémités d'un monde à celles d'un autre, ainsi que cette machine de gouvernement qui s'affaisse sous le poids de ses rouages compliqués; l'Angleterre y gagnerait de nouveau ce qu'elle avait déjà gagné en abandonnant l'Amérique, de laquelle, au moment où elle en retira son sceptre et sa couronne, elle a retiré cinq fois plus de produits qu'elle ne faisait lorsqu'elle régnait sur elle.

---

but que l'Angleterre devait se proposer. Loin d'éloigner les Anglais de l'Inde, elle devait les engager à s'y fixer. Un million d'Anglais établis dans l'Inde auraient pu y devenir indépendans; mais ils auraient continué de consommer de l'Angleterre, et de lui porter, ce qui est la seule chose dont elle ait besoin, et ils y auraient formé des soutiens pour son autorité.

Cette révolution sera hâtée par le dernier état assigné au commerce de l'Inde. Il résulte des quatre actes passés le 17 décembre 1813, d'après lesquels tous les sujets anglais sont admis au commerce de l'Inde, concurremment avec la Compagnie, à dater du 10 avril 1814, à l'exception du commerce du thé, et des ports de la Chine. Ces quatre actes ont régularisé le commerce de l'Inde, d'après un système nouveau. Les Américains sont aussi admis à quelques parties de ce commerce. Il est très-probable que le privilége actuellement existant en faveur de la Compagnie sera le dernier que l'Angleterre admettra, et que la supériorité du commerce particulier sera constatée de manière à ce que l'exclusif et le monopole ne puissent plus avoir lieu. On peut s'en rapporter à l'habileté et à l'économie que l'intérêt personnel inspire toujours au négociant. Le commerce exclusif de l'Inde était le dernier refuge de cette espèce de commerce, qui a fait tant de mal au monde : voilà sa dernière ressource perdue. Il faut en cela admirer les progrès de la civilisation, qui va attaquant par-

tout les difformités que les préjugés et l'ignorance avaient créées au détriment de l'espèce humaine; elle a purgé l'Afrique des pirates qui infestaient les mers d'Europe, et défendu à l'Europe de venir de nouveau dépeupler les côtes de l'Afrique; elle combat en Amérique pour les droits d'un continent tout entier; elle ouvre l'Inde à tous les bienfaits d'un commerce réglé sur les intérêts naturels de tous ceux qui y prendront part. Ce changement dans le régime commercial de l'Inde aura à la fois les plus graves conséquences pour l'Angleterre, pour l'Europe et pour l'Inde. La richesse augmentera par les relations qui se multiplieront entre les Européens et les Indiens. Ceux-ci, en prenant leur part dans les institutions sociales, dont ils avaient été exclus, entreront pour la première fois dans l'ordre civil et politique: chez eux la sûreté, la propriété sont déjà assurées comme en Europe; le commerce leur procurera la richesse, les lumières; celles-ci les porteront à d'autres idées que celles qui les ont régis jusqu'à ce jour, et leur séparation de toute domination étrangère en sera la suite né-

cessaire. Mais alors les relations commerciales, qui auront été établies sur les bases véritables, seront devenues si avantageuses, qu'elles prendront naturellement la place d'une souveraineté devenue impossible à maintenir, par deux raisons : sa cherté d'abord, et puis son inutilité.

L'ouverture de l'Inde au commerce particulier est pour l'Inde ce que serait pour l'Amérique, de la part de l'Espagne, l'ouverture des ports du Mexique et du Pérou, c'est-à-dire de l'indépendance. Des deux côtés, elle est également dans la nature des choses.

CHAPITRE XXX.

Que deviendront les États-Unis?

Les Etats-Unis sont reconnus libres et indépendans depuis trente-quatre ans, et voilà qu'ils se sont accrus en territoire, en population, en richesse, que leur essor est devenu si rapide, qu'il embrasse un si grand espace, que le principe ou le ressort qui produit et qui pousse cette croissance continue, en un mot que ses progrès sont tels que l'histoire ne présente rien de pareil parmi les peuples naissans, soit de l'antiquité, soit des temps modernes.

Il ne peut donc qu'être très-intéressant de rechercher les résultats probables de ces accroissemens.

Au premier coup d'œil, on reconnaît comme leur premier effet, qu'ils tendent à partager l'Amérique entière en deux parties, dont l'une,

celle du nord, sera de la même nature que les Etats-Unis et les peuples du nord de l'Europe ; et l'autre sera de nature espagnole et de celle des peuples méridionaux.

Le Canada et l'Acadie appartiennent aux mœurs anglaises. Les Etats-Unis eux-mêmes sont une Angleterre en Amérique, et même quelque chose de plus que l'Angleterre; car, établis plus tard qu'elle, ils ont pu, en profitant des lumières de leur temps, s'établir sur de meilleurs plans que ne l'a fait l'Angleterre, dont les établissemens, quoique les meilleurs de l'Europe, sont cependant le produit de temps moins éclairés que ceux qui ont vu former les Etats-Unis. Cette grande division de l'Amérique septentrionale agira donc sous l'influence des mœurs et de la civilisation des peuples du nord de l'Europe. De son côté, toute la seconde division, peuplée par les méridionaux de l'Europe, restera sous l'influence morale du midi de l'Europe. La domination aura changé, mais les mœurs auront resté, et, à la longue, ce sont les mœurs qui font la destinée des nations. L'Amérique sera donc partagée en deux

zones de mœurs, comme l'Europe l'est en deux zones de climats, de mœurs et de religion.

Depuis 1778, le territoire des Etats-Unis a quadruplé, la population a triplé, le commerce et la navigation ont reçu des accroissemens encore plus considérables : le pavillon américain est partout. Hors celui de l'Angleterre, il le dispute dans leurs propres ports à ceux de tous les peuples de l'Europe. C'est une invasion véritable.

La population des Etats-Unis, au 1er octobre 1816, était de

Blancs.	7,000,000
Noirs	1,650,000
Les exportations qui, en 1794, étaient de.	33,026,123 dollars.
S'élevaient, en 1806, à .	101,536,960
Celui des navires de commerce à	12,000
Le revenu.	25,000,000 d.
La dépense annuelle. . .	19,500,000 d.
Excédant	5,500,000 d.

Si un peu plus de trente-six ans ont suffi pour

produire ce résultat, que sera-ce au bout de cent, de deux cents ans? L'avenir de l'Amérique est incalculable; elle est évidemment destinée à changer la face du monde.

D'après les calculs de Franklin, calculs qui ont été réalisés, la population des Etats-Unis doit doubler tous les vingt-deux ans. Que l'on calcule, si l'on peut, l'effet dans quelques siècles de cette progression : il faut compter par centaines de millions d'hommes (1). Rien ne peut

---

(1) *Tableau de l'accroissement probable de la population dans les Etats-Unis durant une période de soixante-neuf ans, qui est égale à deux générations.*

En 1817.	8,650,000 hommes.
1840.	17,300,000
1863.	34,600,000
1886.	69,200,000
En continuant, on trouverait, pour 1919. . .	138,400,000

ou les quatre cinquièmes de la population de l'Europe.

L'accroissement annuel des Blancs est de 210,000,

l'empêcher : le mobile qui a créé le premier million créera le dernier, la facilité des subsistances, et les occupations commerciales et industrielles qui s'accroîtront de tout ce que gagneront tous les peuples de l'univers. Car par les lois de la communication établie entre eux, chaque avantage, que chacun acquiert, devient commun à tous les autres. Ainsi, lorsque l'indépendance aura vivifié l'Amérique espagnole, les Etats-Unis s'associeront à sa prospérité, en prenant part à son commerce, et dirigeront vers elle des milliers de vaisseaux que la dépendance actuelle en exclut. Par exemple plus la Russie prospérera, plus les Etats-Unis y porteront et en tireront, et prospéreront avec elle : c'est cette action et cette réaction, ce flux et ce reflux de relations et d'échanges qui multiplient le mouvement et par lui la population

---

et provient uniquement des causes intérieures; car les émigrations amènent annuellement à peine 4000 âmes aux Etats-Unis, et il en sort un nombre à peu près égal, qui vont s'établir dans le Canada ou dans d'autres contrées.

et la richesse. Les Etats-Unis s'accroîtront donc du bonheur du monde entier, et sauront le mettre à profit; on peut s'en rapporter à eux. La source, comme on le voit, est large et abondante.

Si le monde a bien de la peine à supporter le poids de dix-huit millions d'Anglais poursuivant partout la puissance comme moyen de commerce, et le commerce comme moyen de puisance, que fera-t-on sous le fardeau d'un nombre indéterminé d'Américains, mis en mouvement par les mêmes mobiles, placés hors des atteintes répressives de l'Europe, ainsi qu'affranchis de la plus grande partie des lisières, ou des idées qui gênent le développement parmi les Européens. L'Américain n'est pas un Américain d'Amérique, mais un Américain d'Angleterre; un Anglais pur et épuré, ayant retenu, dans l'éloignement de sa patrie, le courage, l'esprit, l'activité, l'aptitude au travail et aux affaires qui distinguent en Europe le sang dont il est issu. L'Américain s'est tourné comme par instinct vers l'Océan, vers le commerce et la navigation; et c'est là que s'ouvrent les

grandes carrières; il a obéi aux impulsions natives de son sang, qui le portaient vers toutes les occupations maritimes et commerciales. Que l'on continue d'éprouver des besoins et de consommer, l'Américain n'en demande pas davantage, et l'on peut dire de lui ce que l'on dit des Hollandais : « Que le commerce croisse ; » et il croîtra des Hollandais.

Les Etats-Unis ont acquis la Louisiane; ils se sont prodigieusement étendus derrière les Apalaches, et tendent à parvenir jusqu'aux côtes de la mer du Sud. Par le nord, leurs établissemens tournent le Mexique; il n'est pas douteux qu'ils chercheront à porter au grand fleuve del Norte leurs frontières de la Louisiane. Lorsque l'Angleterre possédait les Etats-Unis, elle avait eu soin d'y joindre l'Acadie par la paix d'Utrecht en 1713, et la Floride par celle de 1763. Par cette double réunion l'Angleterre complétait l'occupation de toute la côte orientale de l'Amérique, depuis le golfe du Mexique jusqu'au fleuve Saint-Laurent, et à la même époque elle entrait en possession du Canada. Elle avait paré ainsi à l'inconvénient

d'avoir, sur les deux flancs de sa colonie, des possessions étrangères ou ennemies; elle avait rattaché ces deux bras au corps de ses domaines, et rempli le vœu tracé par la nature.

Le même plan n'échappera pas à la vigilance des Etats-Unis. Ils ont déjà commencé de s'occuper des Florides; pour l'Acadie et le Canada, les Etats-Unis tendront toujours à deux choses, leur séparation de l'Angleterre comme indépendance ou comme conquête. La faible population des Etats-Unis a jusqu'ici préservé ces deux possessions; mais lorsque son accroissement aura placé à leur porte une masse énorme de population américaine, comment l'Angleterre les défendrait-elle contre eux? Le jour où les Etats-Unis pourront mettre sur pied une armée de cinquante mille hommes, l'Acadie et le Canada auront cessé d'appartenir aux Anglais. Ceux-ci se trouveront, à l'égard des Américains, dans une position équivalente à celle où jadis ils se trouvaient en France. Les Anglais seront en Canada, comme ils l'étaient en France, pendant qu'ils occupaient la Guyenne ou la Normandie; comme les Suédois étaient

en Finlande, depuis qu'il existait un Pétersbourg; mais avec cette différence que la Guyenne et la Finlande sont situées à quelques lieues de l'Angleterre et de la Suède, au lieu que ce sont les Etats-Unis qui sont à la portée du Canada, et l'Angleterre qui en est à mille lieues.

Il faut ajouter à cette première considération celle de la dépense relative que cette guerre entraînerait pour les deux pays : il est bien évident que toute guerre en Amérique, en Canada, coûtera à l'Angleterre infiniment plus qu'aux Etats-Unis. Il serait curieux de savoir ce qu'a coûté à l'Angleterre la dernière guerre du Canada.

Il est donc démontré qu'avec un peu plus ou un peu moins de temps, les Etats-Unis ou la fédération américaine dominera tout le nord de l'Amérique.

Dans cet état que deviendra-t-elle? Restera-t-elle unie et république? Est-elle destinée à démentir les principes antiques qui assignent le terme de l'existence de toute république à sa trop grande étendue? Le gouvernement qui s'adaptait fort bien à une population de

quatre à huit millions d'hommes, à un territoire uniforme et resserré, conviendra-t-il également à une population et à une étendue beaucoup plus grandes? Lorsqu'une très-grande partie de l'union se trouvera placée derrière de vastes chaînes de montagnes, telles que les Apalaches, tout ce qui existera sur un des revers de ces montagnes ne voudra-t-il pas exister ensemble et vivre indépendant de la partie qui occupera le revers opposé? Le rapprochement des Etats-Unis dans leur première formation, leur situation sur la mer, qui facilitait leurs communications réciproques, ont beaucoup contribué à leur réunion, dans un seul corps d'état; mais à présent que ces mêmes états s'enfoncent dans les terres, que les distances sont devenues immenses, que pour communiquer il faudra franchir des montagnes d'un accès difficile, les états de l'union seront entre eux comme le sont l'Italie et l'Espagne à l'égard de la France. Alors leurs liens mutuels se relâcheront par la force des choses: quelque fort que soit un câble, fût-il de fer, il s'affaisse dans son centre, dès qu'il est trop étendu. Les

Etats-Unis ne sont point un état fixé ni formé ; ils croissent : c'est tout ce que l'on peut dire d'eux avec certitude ; mais où atteindra cette croissance, et que produira-t-elle? Qui pourrait le déterminer? La population américaine se déplace avec facilité, se porte sur des espaces vagues ; elle interroge, pour ainsi dire, tous les points du territoire qu'elle peut atteindre, pour connaître celui qui lui convient le mieux, et où elle pourra se fixer. Son cadre n'est pas encore fait ; mais il se fera, mais il se remplira, et c'est lorsqu'il sera rempli qu'il se partagera. Des espaces aujourd'hui déserts verront s'élever des cités rivales de Philadelphie, de Boston : elles se formeront comme firent celles-ci, il y a cent cinquante ans, sur les bords sauvages de l'Amérique. Les habitans des dernières, trouvant dans leur enceinte tout ce que les habitans des premières trouvaient dans leur sein lorsqu'ils voulurent se séparer de l'Angleterre, se sépareront de Philadelphie, comme Philadelphie se sépara de Londres : on ne va pas chercher au loin ce que l'on a sous la main. Les trop grands états, comme la Russie, l'Améri-

que espagnole, les Etats-Unis, ne restent unis que parce qu'ils sont déserts : peuplez-les, ils se divisent ! Quel est le gouvernement qui peut suffire aux affaires de cent millions d'hommes ? Où est l'œil capable de suivre le mouvement d'une pareille masse, la tête assez vaste pour la diriger, et le bras assez fort pour la contenir (1) ? Le jour où la Russie les comptera, elle se divisera, et les grands pas qu'elle fait dans l'Europe et dans la civilisation ne font que préparer sa séparation en plusieurs états (2).

---

(1) La Chine ne fait exception à cette règle que parce que ce pays fait exception à tout.

Le Gouvernement est plus dans les mœurs que dans les hommes, dans les cérémonies que dans les lois positives ; et, à la Chine, on fait plus par imitation que par ordre.

(2) Nous aimons à fortifier ces conjectures par le témoignage d'un écrivain qui vient de faire paraître un ouvrage dans lequel l'auteur, en peignant les vertus et les talens qui ont honoré les fondateurs et les premiers agens de la république américaine, a retracé les siennes propres et les qualités d'un caractère qui semble appartenir aux temps antiques. Voici ce qu'on

Dans le cas extrême et contraire à toute vraisemblance de la conservation de l'union, sûrement le gouvernement changerait, ou bien ce

---

lit dans l'écrit intitulé : *Complot d'Arnold contre les Etats-Unis.*

« On voudrait en vain se dissimuler l'opposition qui existe entre les intérêts des divers Etats, et il ne sera pas toujours facile de la faire cesser. Ceux du nord sont peuplés par une race entreprenante, robuste, familiarisée avec la navigation et les dangers de la mer; ils s'enrichissent par le commerce, et le regardent comme la base la plus solide de leur prospérité. Les peuples du Midi, moins économes, plus habitués aux jouissances du luxe, plus généralement adonnés à l'agriculture, font peu de cas du commerce, et les maximes qu'ils suivent dans le gouvernement des affaires sont plus élevées. Ces discordances peuvent avoir des conséquences fâcheuses pour l'intérêt public. Les uns voudront la guerre, quand les autres demanderont la paix; et réciproquement, enfin, on ne les verra jamais tendre uniformément au même but : et cette divergence pourra souvent ralentir et entraver la marche des affaires. Mais la diversité des intérêts est un mal inhérent à la grande étendue des États.

seraient les notions de tout ce qui gouverne les hommes qui auraient changé ; et il paraît conforme à toutes les règles de probabilité que les Etats-Unis feraient ce qu'aurait dû faire l'Angleterre, en élevant un trône sur l'Amérique, au lieu de dépenser cent mille hommes et deux milliards pour y conserver le sien propre, contre toute raison et vraisemblance. Il est très-apparent que les Etats-Unis feront ce qu'aurait dû faire, à son tour, la France, en établissant au Canada un prince français, au lieu de le faire anglais, en voulant le conserver français. Il sera donné aux Etats-Unis de réparer ces deux grands oublis. Les Etats-Unis ont mis la royauté en grand danger, par l'imitation de leur congrès, qui s'étend sur toute l'Amérique : elle peut y faire naufrage avec l'Espagne, et ce grand spectacle, éclatant aux yeux de l'univers, donné par le pays même dont il reçoit sa richesse, est de nature à faire sur l'esprit des hommes une impression que toutes les règles de la sagesse ordonnent de prévenir, et à tout prix.

Il faudra voir comment ceux qui ont su si

peu prévoir, sauront réparer, quand l'événement aura lieu ; mais alors l'on n'élevera pas moins de cris que s'il eût été sous la sauvegarde de l'impossibilité même.

S'il est quelque chose de plus étonnant que ce spectacle, c'est l'immobilité de ceux qui y assistent, sans avoir l'air d'y rien comprendre.

CHAPITRE XXXI.

Établissemens Coloniaux.

Après avoir dit ce qu'il faut faire des colonies, n'est-ce pas le cas de dire aussi ce qu'il faut faire pour elles; et cet ouvrage ne serait-il pas incomplet sans cet article, pour la conclusion duquel la nature du sujet semble l'avoir réservé: ainsi le peintre et l'artiste réservent les ombres et les ornemens pour les derniers traits de leurs ouvrages.

Les établissemens européens se ressentent tous de l'époque de leur formation; alors les arts étaient dans l'enfance, surtout ceux qui se rapportent aux jouissances de la vie ou bien à l'économie domestique. Ainsi dans ces temps reculés, les hommes vivaient séparés, habitant des cités hideuses, destinées plutôt pour leur défense contre l'ennemi que pour leur commo-

dité. Aussi les anciennes villes présentent-elles presque toutes un aspect hideux. Il n'y a de vraiment beau en Europe que les nouvelles constructions : ce qui fait qu'elles présentent presque partout des faubourgs charmans à côté de villes très-laides ; leur rapprochement fait mieux ressortir la différence des deux âges, et leur sert, pour ainsi dire, de médaille. Ce qui se passait dans l'intérieur des habitations de l'Europe avait encore lieu dans tout le reste ; aussi tout y était-il informe et grossier. Elle transporta son ignorance et son manque de goût dans ses colonies ; elles furent donc organisées sur des plans défectueux comme étaient leurs modèles. Un nouveau jour a lui sur l'Europe ; les arts ont chassé l'ignorance ; le goût a remplacé la barbarie, et tout ce qui date de cent à cent cinquante ans est marqué par des degrés successifs de goût, d'élégance et de commodité. Voilà ce qu'il faut à son tour transporter dans les Etats coloniaux, comme on y avait transporté d'abord le mauvais goût du temps. L'un ne coûtera pas plus que l'autre ; les nouveaux Etats en ont deux modèles dans le nou-

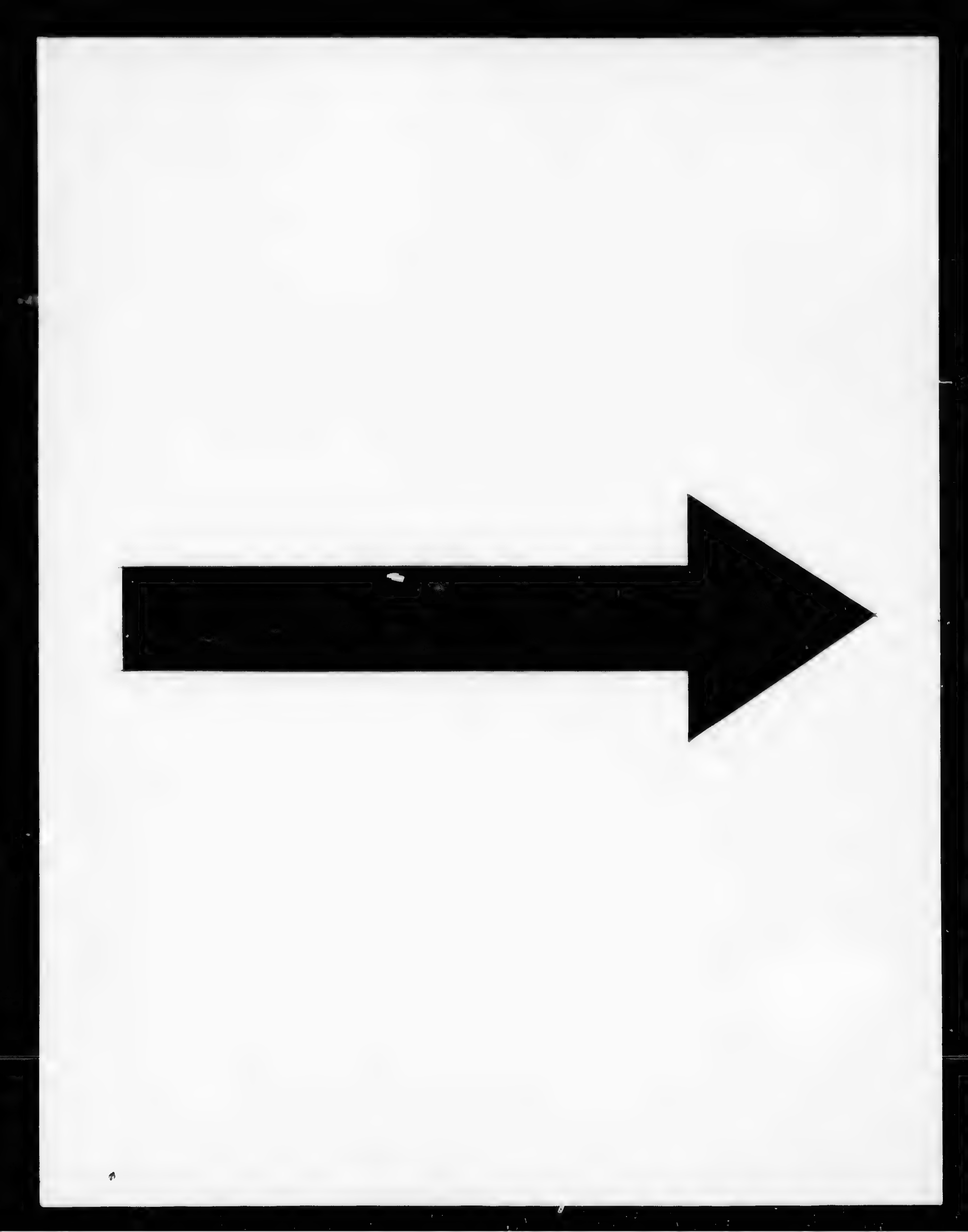
veau monde lui-même : le premier sur le continent espagnol, le second aux Etats-Unis. Les Espagnols, en arrivant en Amérique, ne trouvèrent point d'habitations qui leur convinssent, rien qui leur rappelât leur patrie : car il faut rejeter bien loin les descriptions mensongères, les récits fabuleux sur la somptuosité des monumens du nouveau monde, sur lesquels l'enflure espagnole s'est donnée libre carrière. La vérité est que les Mexicains et les Péruviens étaient également ignorans, également dépourvus de monumens et de moyens d'en élever; puisque, semblables à tous les peuples sauvages ou dans l'enfance, ils n'avaient pas la moindre notion des instrumens les plus communs, ils ne connaissaient pas même l'usage de la scie et de la hache, sans lesquelles il n'y a ni architectes ni édifices. Les Espagnols durent donc bâtir les villes qu'ils habitent aujourd'hui; ils profitèrent du vide et de l'absence des constitutions anciennes pour en établir à leur usage, en suivant des plans uniformes: c'est ce qui a valu aux villes du continent espagnol plus de régularité, de commodité, et des situations plus

heureuses qu'elles n'en ont ordinairement en Espagne. Les conquérans cherchèrent à fixer et à généraliser par des lois, dans leurs nouvelles possessions, ces dispositions bienfaisantes, et il n'y a pas de doute que si elles eussent été ponctuellement exécutées, l'Amérique ne présentât l'aspect le plus satisfaisant par sa régularité et par sa décoration. Les Etats-Unis ont aussi déterminé l'emplacement et les plans des nouvelles villes destinées à s'élever sur leur sol; ils ont fait tous les réglemens nécessaires pour procurer à la fois à leur patrie beauté, commodité, élégance: rien n'y a été oublié; et, par le laps du temps, les Etats-Unis présenteront le spectacle inouï d'une immense contrée alignée, pour ainsi dire au cordeau.

Les nouveaux Etats devront suivre ces exemples; n'étant point embarrassés par d'anciennes constructions, qui gênent toujours dans l'établissement des nouvelles, ils pourront déployer sur un sol libre le génie de l'Europe, son goût et ses arts : ils ont la faculté de choisir des modèles en tout pays, d'en faire chez eux l'application la plus convenable aux localités, de géné-

aux autres peuples, c'est sa source; elle leur appartient comme à lui, et l'on ne peut être humilié par la comparaison, lorsque, pour égaler, il n'y a qu'à imiter.

Il fut un temps où les noms de France et de colonies s'unissaient par les liens les plus doux, par le plus heureux accord..... Hélas! cette source de bonheur est devenue une source de larmes! La France n'est plus rien colonialement parlant; elle est au dernier rang dans l'ordre colonial : il n'y a pas un siècle, elle était au premier, à celui-là même d'où l'heureuse Angleterre domine l'univers. La France possédait alors le Canada, l'Acadie, Terre-Neuve, la Louisiane, la Guyanne, une partie des Antilles, les Sénégal, Madagascar, l'île de France et Bourbon, enfin l'Inde, presque dans le même degré que le fait aujourd'hui l'Angleterre; car Dupleix et les autres chefs français de l'Inde semblent avoir tracé les plans et aplani les routes qu'ont suivies lord Clives, Hastings et les autres conquérans civils ou militaires que l'Angleterre compte dans l'Inde. Siam, la Cochinchine, la Chine, étaient ouvertes au com-



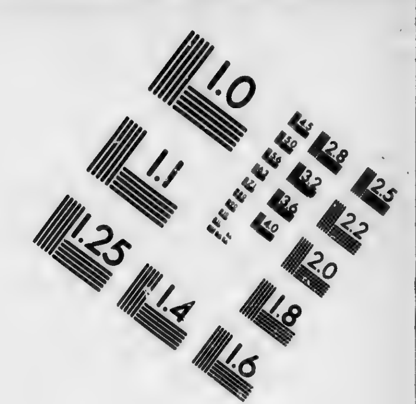
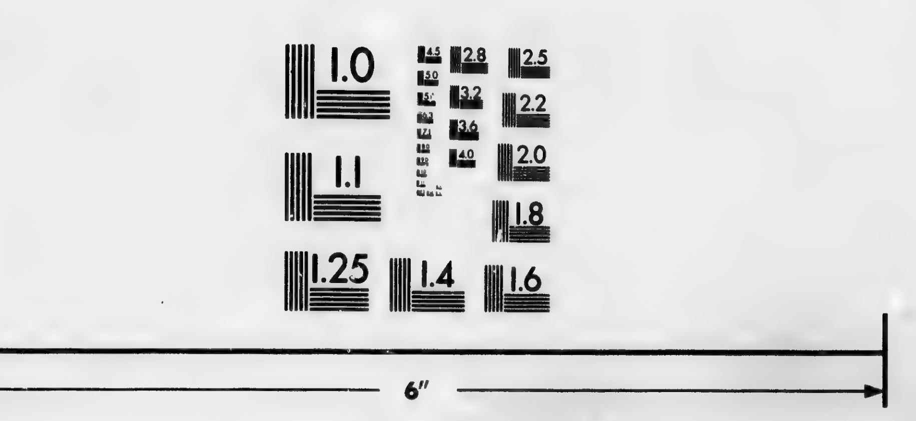
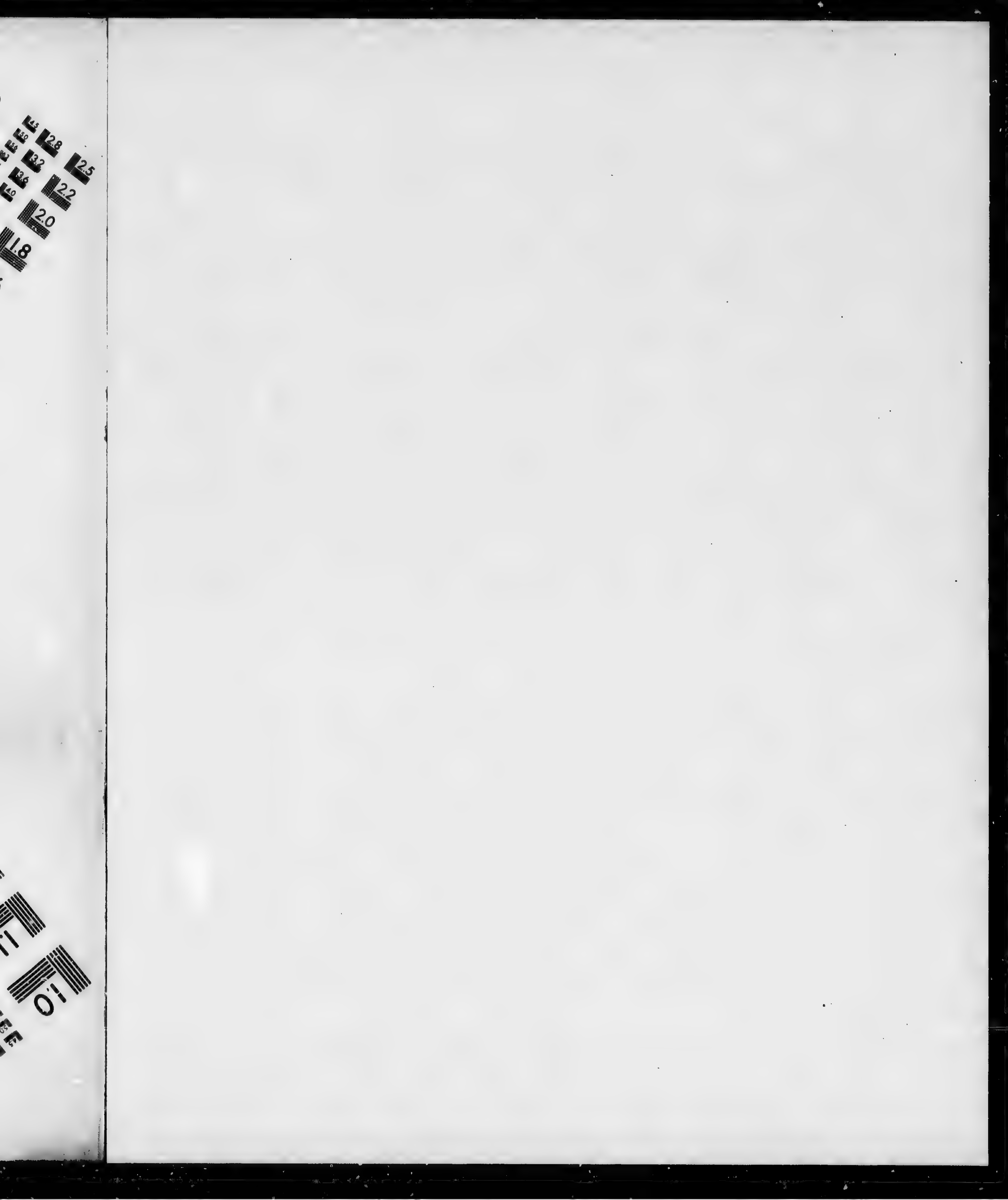


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)




2.8
2.5
3.2
2.2
3.6
2.0
1.8
1.0

merce de la France : qu'a de plus l'Angleterre? Qu'est devenu cet opulent et brillant édifice? Qui l'a détruit? Sûrement ce n'est pas, comme en Portugal, le défaut de population; ce n'est pas, comme en Espagne, le défaut d'industrie, l'aversion du mouvement et du travail : il y a donc d'autres causes, et où les trouver, sinon dans l'inobservation des principes posés plus haut pour l'ordre colonial? La France a voulu des colonies, sans vouloir ce qui donne les colonies et ce qui les conserve, la marine; elle a bien voulu l'effet, mais non la cause; elle a bien senti le prix des colonies, mais elle n'a pas eu l'air de savoir à quoi elles tenaient ; elle voulait les fruits, et détournait les yeux de l'arbre auquel ils étaient attachés. De plus, la France a toujours régi ses colonies sans elles, et souvent malgré elles ; elle-même manquait de ce qui pouvait faire le ciment de ces précieuses propriétés avec elle. En fallait-il davantage pour l'amener à l'état de dénument dans lequel elle est tombée, et la faire passer du premier au dernier rang de l'ordre colonial?

Loin de nous la pensée d'affliger la France

par le tableau du changement qu'elle a subi; mais l'intérêt du sujet est trop grand pour ne pas nous servir d'excuse pour les détails dans lesquels il nous force d'entrer.

De tous les Européens, les Français étaient ceux qui pouvaient le moins ressentir les inconvéniens d'une grande extension coloniale, parce que l'étendue et la population de la France surpassaient celles de tous les peuples qui avaient des colonies. Elle avait en elle-même des moyens abondans d'y pourvoir; elle comptait ving-cinq millions d'habitans, pendant que l'Angleterre, avec les trois royaumes, atteignait à peine à douze millions, l'Espagne à dix, et le Portugal à trois. Il y avait là un riche fonds pour une bonne et solide colonisation; mais la France ayant négligé sa marine, les membres sont restés séparés du corps, ses bras n'ont pu le défendre, et les rameaux ont été séparés du tronc avec lequel ils cessaient de communiquer. La marine est le canal par lequel doit circuler la séve coloniale, et lorsque cette circulation vivifiante est interrompue, la mort, c'est-à-dire, la séparation, ne peut manquer d'arriver.

Or voilà ce qu'a éprouvé la France par une multitude de causes.

C'est un pays vaste, d'une grande épaisseur, et dans lequel, quelle que soit l'étendue des côtes, la plus grande partie de la population vit loin de la mer, en a plus de peur que d'envie, effrayée qu'elle est par le récit des naufrages et des dangers de la navigation, bien plus qu'attirée par l'exposition de ses avantages. La capitale est située au centre de l'Etat, loin de la mer; les marins y paraissent peu; les distinctions n'y sont pas pour eux : dans l'intérieur des provinces, ils étaient rares et hors de celles qui forment le littoral de la France, ils ne se montraient jamais en grand nombre. Le gouvernement portait son attention et ses faveurs sur le militaire de terre : c'était la suite de son système continental, et un pays ne poursuit pas deux systèmes à la fois. La marine s'est donc toujours ressentie en France de cette assignation à un rang inférieur, comme en Angleterre l'armée de terre se ressentait d'une position semblable, parce qu'en tout pays chaque cause agit d'après sa nature. L'histoire ne nous mon-

tre dans aucun temps les Français occupés sérieusement de marine. Dès le temps des Croisades, ce sont les flottes de Venise et des républiques d'Italie qui les conduisent vers les tombeaux qu'ils allaient chercher en Syrie et en Egypte. Depuis ce temps on les voit occupés de guerres contre les Flamands, contre les Anglais, contre l'Autriche, contre les souverains d'Italie, contre les protestans; mais, dans ce long espace de temps, il n'est guère question de marine parmi eux. Louis XIV en veut une, et Colbert l'a créée à sa voix; mais si cette création eut la rapidité des éclairs, elle en eut aussi la courte durée. Metéore brillant, mais passager, la marine française périt à la Hogue et à Vigo; quelques actions heureuses ou éclatantes ne la relevèrent point, parce qu'une branche de puissance ne se compose pas de quelques actes sans liaison et sans suite. Le monarque français, occupé à repousser l'Europe de ses frontières envahies et de sa capitale menacée, n'avait plus d'attention à donner à sa marine. La régence, partagée entre la débauche, la banqueroute, les querelles du parlement et de la bulle *Uni-*

genitus, n'était guère propre à la relever. Le cardinal de Fleury, en quittant Fréjus, avait oublié Toulon, et n'eut pas l'air de savoir qu'il existât des ports en France : d'ailleurs, il gardait trop de ménagemens avec l'Angleterre pour rendre la vie à l'objet de ses ombrages. Aussi, lorsque les guerres de 1740 et de 1756 éclatèrent, l'Angleterre, qui s'était occupée de la marine en proportion de ce que sa rivale la négligeait, n'eut pas de peine à la chasser de toutes ses colonies, et lui fit acheter, par la renonciation à ses grands établissemens, la restitution de quelques colonies, dont elle lui céda l'usufruit en attendant l'occasion favorable pour les lui reprendre, comme il vient d'arriver. Si la France n'a pu conserver l'Inde, l'Acadie, le Canada, est-ce à défaut d'armées nombreuses ou habiles? Qu'étaient alors les armées de l'Angleterre en comparaison des siennes? Est-ce même à défaut d'habileté ou de dévouement de la part de ses marins? Combien ne compte-t-elle pas de noms illustres dans cette carrière ; les fastes mêmes de la marine anglaise en présentent-elles que l'on puisse placer au-dessus de ceux de

Tourville et Duquesne? Dans les combats particuliers, un vaisseau français a-t-il jamais craint de se mesurer avec un vaisseau anglais? Dans la guerre d'Amérique, la marine, relevée par Louis XVI, n'a-t-elle pas reparu avec honneur sur les mers étonnées de sa présence inattendue; mais tous ces efforts, ou plutôt tous ces essais, satisfaisans pour l'honneur national, étaient insuffisans pour la protection efficace de grandes colonies. En voyant l'Angleterre ne pas s'écarter de la règle fondamentale des proportions entre la puissance coloniale et la puissance maritime, la France apprenait ce qu'elle avait à faire : l'exemple était là, il fallait le suivre; en ayant des flottes comme l'Angleterre, elle aurait eu des colonies comme elle. Non, ce ne sont ni Clives ni Wolf qui ont chassé les Français du Canada et de l'Inde, mais les amiraux et les flottes de l'Angleterre qui, par leur habileté et leur nombre formaient entre elle et ses armées agissant aux colonies, une chaîne que rien ne pouvait rompre, tandis que les colonies et les armées de la France, toujours séparées d'elle par l'abandon de ses flottes, fi-

nissaient par succomber sous un ennemi rafraîchi sans obstacles par le secours de la métropole.

La France s'était aussi mépris sur deux articles importans qu'elle regardait alors comme le supplément de ce qui manquait à sa marine.

1° Elle comptait sur la coopération de la marine espagnole, coopération embarrassante, à la fois bonne pour tout paralyser par le défaut d'action, ou pour tout perdre en agissant comme à Trafalgar, au Ferrol. Les trois dernières guerres ont bien dû en faire ressentir le danger et le vide.

2° La France s'appuyait aussi pour la garde de ses colonies, sur les forteresses dont elle les garnissait : défense insuffisante, puisque la marine ne pouvait les soutenir; ce défaut d'appui les livrait avec le temps à l'ennemi, auquel il est ensuite plus difficile de les enlever. Le gouvernement français avait montré un défaut de jugement dans cette transposition aux colonies du système défensif qui est propre à la France. Les forteresses protégent très-bien ce pays,

parce qu'elles sont à leur tour protégées par les armées françaises qui sont toujours présentes sur les lieux, au lieu que les flottes françaises étaient presque toujours insuffisantes et absentes des lieux qu'elles devaient défendre. Comme il n'y avait aucune parité entre les deux objets en eux-mêmes, il ne devait pas y en avoir davantage entre les accessoires auxquels on les rapportait si mal à propos. C'est cet ensemble de négligences, d'oublis, de fausse confiance et de faux jugemens qui ont amené la catastrophe coloniale de la France, pendant que l'Angleterre n'a pas fait un faux pas dans cette même carrière.

Les colonies françaises étaient régies comme les provinces de France, par des préposés envoyés de la métropole, et donnés par elle. Il était à peu près de règle de n'admettre les colons qu'aux emplois les plus subalternes : cet ordre était très-pénible pour le colon, et très-défavorable à la colonie par les raisons que nous exposerons plus bas.

De plus, la France n'ayant jamais eu de gouvernement régulier, ce que l'on peut appeler

une constitution, a participé à tous les inconvéniens attachés à la mobilité de cette espèce de gouvernement qui est concentré dans un seul homme, qui commande à quelques hommes de commander en son nom à tous les autres. En France il y a toujours eu de grands hommes, et jamais de grands plans; ceux-ci ne peuvent résulter que de la suite donnée à une idée mère, dont le propre est de former un système lié dans toutes ses parties. Mais comment aurait-elle pu avoir cette suite dans les idées, lorsque tout était soumis à l'instabilité, apanage ordinaire de l'esprit humain, aux variations qui suivent à leur tour le changement des agens de cette autorité arbitraire, aux révolutions mêmes qui se font remarquer dans le même homme, suivant les degrés de l'âge, de la santé et de la fortune : car il y a toujours trois hommes dans le même homme, l'homme de la jeunesse, celui de l'âge mûr, et celui de la vieillesse, qui ne se ressemblent guère à eux-mêmes. Voyez Louis XIV. En quoi se ressemblent ses trois âges? Une bonne constitution peut seule mettre à l'abri des malheurs inhérens à ces vicissi-

tudes qui font partie de la nature de l'homme. Une constitution est le lest qui donne de la régularité à la marche du vaisseau, qui l'aide à porter la voile; c'est encore l'ancre qui le fixe dans le port, et qui, le tenant toujours près du rivage, le met à l'abri des mouvemens irréguliers, et de la violence du vent et des tempêtes.

La France ayant toujours été aussi peu favorisée du côté des institutions que l'Angleterre l'était abondamment, a dû perdre dans les mêmes proportions que celle-ci gagnait. Les deux causes produisaient chez les deux peuples les effets qu'elles devaient avoir; ils rabaissaient l'un, ils agrandissaient l'autre, et la France, livrée à toutes les variations qui suivent de l'absence d'une constitution, disparaissait des colonies à mesure que l'Angleterre, appuyée sur le terrain solide d'une bonne constitution, s'affermissait dans ses conquêtes coloniales, de manière à rester maîtresse de toutes les colonies. La France, bien mieux pourvue que toutes les puissances de l'Europe, des moyens de suffire à une grande colonisation, n'a pu se maintenir dans le haut rang qu'elle y avait obtenu,

pour avoir manqué aux principes sur lequel l'ordre colonial repose.

Nous n'avons point parlé de l'industrie et des capitaux de la France, comme cause de sa ruine aux colonies. Jamais les capitaux et l'industrie ne lui ont manqué, ni ne lui manqueront, quand on ne leur opposera pas cet ordre de choses qui les restreint ou qui les fait fuir, qui les arrête ou qui les fait disparaître.

Lorsqu'on veut parler de puissance active en fait de colonies, comme de colonies utiles à la métropole, ce sont l'Angleterre et ses colonies qu'il faut citer; lorsqu'au contraire on veut parler de puissance inactive et nulle pour ses colonies, comme de colonies presque nulles pour la métropole, ce sont l'Espagne et ses colonies qu'il faut nommer. En effet, quel spectacle présente cette puissance sur la scène des colonies, dans les deux mondes? Encore plus misérable qu'en Europe, car l'Espagne d'Europe est un prodige en comparaison de l'Espagne d'Amérique et d'Asie. Cet état de langueur, ce marasme universel, proviennent de la disproportion de la métropole avec les co-

lonies, de l'infériorité de sa marine, et de la nature de son gouvernement, tant en Europe qu'aux colonies.

Aucun pays n'a porté aussi loin que l'a fait l'Espagne, l'abus de l'étendue coloniale. Elle n'a en Europe que vingt-cinq mille lieues carrées; dans ses colonies elle en possède cinq cent mille, ou vingt fois plus qu'en Europe: cela dit tout.

Le peuple qui, en Europe, erre sur une surface presque solitaire, quoiqu'elle n'ait pas plus de deux cent quarante lieues de long, et deux cents de large; le peuple qui, en Europe, voit ses villes désertes, ses ateliers abandonnés, ses campagnes sans culture, lui demandant des bras qu'il ne peut lui fournir; eh bien! ce peuple a eu l'audacieuse irréflexion d'envahir, de retenir, de parsemer de sa population, des contrées dans lesquelles lui-même tout entier serait encore comme perdu. Il a eu l'inconsidération de charger ses enfans, déjà si rares dans l'ancien monde, de peupler à eux seuls le nouveau; et, partageant ainsi son sang et ses membres, il n'a pu former, de parties affaiblies,

qu'un corps languissant et également sans énergie partout. Et dans quel temps encore l'Espagne s'est-elle livrée à cette désastreuse avidité? C'est après sept cents ans de guerres contre les Maures; après leur expulsion au nombre de quatre cent vingt-neuf mille trois cents, suivant Bleda; au milieu de guerres sans cesse renaissantes, et de possessions éparses sur toute la surface de l'Europe, sans liaisons entre elles, pas plus qu'avec l'Espagne même, stériles ou onéreuses pour elle la plupart du temps, toujours mal défendues et encore plus mal administrées. L'Espagne possédait alors les Pays-Bas, la Franche-Comté, la Sardaigne, la Sicile, le Milanais, Naples et le Portugal. Une pareille domination était une cause continuelle de guerres; la guerre était alors l'état à peu près habituel de tous les peuples; et cette prodigieuse diffusion de puissance, en mettant l'Espagne à la porte de tout le monde, devait aussi la mettre aux prises avec tout le monde. Aussi n'y a-t-il pas une seule page de l'histoire d'Espagne qui ne soit teinte de sang, pas une seule époque de ce temps malheureux qui ne soit

celle d'une guerre, et d'une guerre toujours également malheureuse pour elle. Ses armées, toujours incomplètes en Europe, suffisaient à peine à la défense de ses domaines, avec lesquels elles n'étaient pas proportionnées; chaque année voyait menacer ou ruiner quelqu'une de ses possessions; l'Espagne tombait en lambeaux en Europe; et, pendant ce temps, elle n'allait pas moins se répandre sur toute la surface de l'Amérique, et sur une partie de celle de l'Asie. Ses habitans périssaient en foule aux colonies, par l'insalubrité du climat, par celle des défrichemens, par l'ignorance du régime convenable dans ces nouvelles contrées : l'espèce des remplaçans, composée en grande partie d'aventuriers, était nécessairement très-mauvaise. Les vices de tout genre que le climat, la richesse, et l'orgueil de la domination introduisirent parmi les conquérans, ajoutaient beaucoup aux causes de mortalité habituelles dans les colonies; elles décimaient les malheureux Espagnols, et cependant ceux-ci ne songeaient encore qu'à s'étendre : inconcevable délire, passion inexplicable qui, transformant

tout un peuple en avares, ne lui laisse plus que le désir d'accroître sa richesse, même sans savoir en jouir! Quelle différence pour l'Espagne, si, renfermant ses désirs dans les bornes de ses facultés, elle se fût prescrit des limites volontaires, et si, faisant dans ses vastes acquisitions le choix que son intérêt lui aurait dicté, elle eût abandonné tout le reste! On eût pris pour magnanimité ce qui n'était qu'intérêt bien entendu, et l'Espagne aurait eu à la fois l'honneur et le profit de cette résolution; elle eût évité les terribles inconvéniens sous lesquels elle s'est placée et est restée volontairement, par pure avidité et sans utilité réelle.

Quelle différence encore pour l'Europe en général, si, par cet abandon, l'Espagne eût laissé à d'autres peuples la place qu'elle occupe inutilement pour elle et pour les autres? Comme ils en auraient tiré parti; comme ils auraient mis à profit cette variété de productions, que la nature semble y créer en se jouant; comme leur population, et plus nombreuse et plus active, eût bientôt embrassé, couvert, exploité cette heureuse terre, restée infertile

« seulement leur rapport avec les intérêts sépa-
« rés de la Compagnie.

« L'état du coût des marchandises et ou-
« vrages manufacturés de toutes espèces, ex-
« portés par la Compagnie des Indes orientales
« aux Indes, à la Chine et à Sainte-Hélène,
« depuis 1791-92, jusqu'en 1807-08, a été de
« 29,244,227 l. sterl. De cette somme, déduc-
« tion faite des pertes pour objets capturés, il
« reste net 28,791,967 l. sterl. L'argent ex-
« porté dans la même période de temps, a été
« de 9,434,042 l. sterl. Le total des exporta-
« tions de l'Angleterre, de 1792-93 à 1807-08,
« a été par conséquent de 38,226,009 l. sterl.
« Les retours en marchandises de l'Inde et de
« la Chine, envoyés en consignation, se sont
« élevés à 50,754,400 l. sterl. Les droits d'en-
« trée payés sur ces marchandises, et dont le
« montant n'est pas compris dans les factures,
« peuvent être estimés à 2,916,279 l. sterl.,
« ce qui fait monter la valeur des retours à
« 53,670,679 l. sterl., dans lesquelles ne sont
« pas compris 1,371,788 l. sterl., à quoi peu-
« vent monter les pertes occasionées par des

« captures. On peut donc en conclure que l'An-
« gleterre a reçu en marchandises de l'Inde
« et de la Chine, une plus-value sur ses ex-
« péditions pour ces pays, de la somme de
« 15,444,670 l. sterl. Mais le résultat des tran-
« sactions commerciales avec les Indes orien-
« tales serait susceptible d'une beaucoup plus
« grande estimation, si l'on avait la possibilité
« de connaître, avec une égale certitude, le
« montant des importations et des exportations
« qui ont lieu par le commerce privilégié et
« particulier.

« On ne peut avoir à cet égard que des don-
« nées approximatives, basées sur la propor-
« tion qui se trouve entre le coût primitif et le
« prix de vente des marchandises de la Compa-
« gnie. Le montant de la vente des marchan-
« dises, provenant du commerce particulier
« privilégié et neutre, a été de 37,794,875 l.
« sterl., dont le prix d'achat avait pu être de
« 20,700,000 l. sterl. Pour établir maintenant
« que l'achat de ces marchandises ait été payé
« par les exportations de l'Angleterre, c'est ce
« que l'on ne peut pas positivement assurer;

« mais il n'y a aucun doute que cet achat n'ait « été fait à un prix beaucoup au-dessous du « coût primitif que nous venons d'établir. « Quelle qu'ait été la valeur des exportations « qui ont eu lieu, la différence qui existe entre « elle et la somme de 20,700,000 l. sterl., est « ainsi une addition à faire au résultat établi ci- « dessus (savoir le bénéfice qu'a fait l'Angle- « terre, résultant de la balance de ses importa- « tions et de ses exportations), lequel doit « être augmenté encore du transfert de numé- « raire qui s'est fait par différentes voies de « l'Inde en Angleterre, et dont le montant ne « peut être absolument établi avec quelque « certitude.

« Si l'on avait la possibilité d'établir et de « démontrer ces résultats par des calculs posi- « tifs, les avantages qu'en retire la Grande- « Bretagne paraîtraient bien plus considérables « encore. La même difficulté cependant ne « s'oppose pas à ce qu'on puisse faire voir l'ac- « croissement qui s'est opéré dans la circula- « tion des richesses, et les bénéfices qui en ont « été obtenus à la fois dans l'Inde et en An-

« gleterre. Dans l'Inde, l'industrie des habitans « a reçu des encouragemens, et a pris une « grande extension par l'emploi qui a été fait « de 46,000,000 sterlings, ou de 2,700,000 l. st. « ajoutés annuellement à l'achat des marchan- « dises nécessaires pour approvisionner l'An- « gleterre.

« Les produits et les marchandises manufac- « turées de l'Inde qu'avait achetés cette somme, « réunis avec ceux de la Chine qui ont été ven- « dus en Angleterre, ont occasioné une vente « dont le montant s'élève à 141,000,000, ou « environ 8,000,000 par an. La distribution et « la circulation des richesses résultantes de ce « commerce peut être établie ainsi qu'il suit :

« En achats de produits et objets manufac- « turés de l'Angleterre. . 29,000,000 l. sterl.

« En frêt de bâtimens « et navires anglais. . . . 25,000,000

« En paiemens de bil- « lets de la banque. 24,000,000

« En achat d'argent, « dont l'importation peut « être considérée comme

« un paiement des objets « manufacturés d'Angle- « terre. . . . . 9,400,000 l. sterl.

« En déboursés pour « l'acquittement des droits « en Angleterre. 11,600,000

« En dividendes aux « propriétaires d'actions, « et en intérêts des bons « émis en circulation. . . 12,500,000

« La vente des marchandises particulières et « des propriétés neutres, s'est élevée à envi- « ron 37,800,000 l. sterl. On peut supposer « que cette estimation est trop forte d'envi- « ron 4,000,000; mais si l'on ne peut détermi- « ner la destination que peut recevoir la somme « restante, s'élevant à 33,800,000 l. sterl., la « distribution de cette somme et son emploi « pourront être assignés avec quelque préci- « sion.

« Il a été reconnu que les droits levés par la « Compagnie sur les importations, et employés « à pourvoir aux dépenses ordinaires du Gou- « vernement, se montent à 39,300,000 l. st.,

« et ceux sur les exportations à 660,000 liv.
« sterl., ensemble, 39,960,000 l. sterl.

« La réunion de ces différentes sommes « prouve que dans le laps de dix-sept années, « 10,900,000 l. sterl. par an ont été versés, « par différens canaux, dans la circulation in- « térieure du Royaume-Uni; que par là ses « manufactures ont été encouragées et se sont « multipliées; que sa navigation s'est accrue; « que ses revenus territoriaux se sont augmen- « tés; que son commerce a pris plus d'étendue; « que son agriculture est devenue plus floris- « sante; que toutes ses ressources et sa puis- « sance ont pris enfin un nouveau degré d'ex- « tension et de force. »

On peut juger de l'état général du commerce et de la vérité de ce qui est avancé dans cet Ouvrage, sur la part que prennent les peuples navigateurs que nous opposons les uns aux autres dans cette carrière, par le tableau suivant du mouvement de commerce qui a eu lieu dans la mer Baltique pendant l'année 1816.

Ont passé le Sund : Vaisseaux			8,874.
Entrés.	Anglais	— — —	942.
	Américains	— — —	83.
	Français	— — —	8.
	Espagnols	— — —	5.
Sortis.	Anglais	— — —	906.
	Américains	— — —	85.
	Français	— — —	8.
	Espagnols	— — —	4.
Total.	Anglais	— — —	1,848.
	Américains	— — —	168.
	Français.	— — —	16.
	Espagnols	— — —	9.

Ce rapprochement dispense de toute réflexion.

D'après les derniers rapports de l'Amérique du sud, il paraît que la cour du Brésil ne tardera pas à ressentir les effets de la politique qui l'a porté à se montrer en opposition avec le mouvement d'indépendance qui règne sur toute la vice-royauté de Buenos-Ayres. Cette cour n'a pu diriger contre Buenos-Ayres qu'un corps

de quatre mille hommes d'infanterie, portés sur la flotte. La cavalerie a eu plus de quatre cents lieues à faire dans des pays presque inhabités, et sans chemins.

Qu'est-il arrivé? On a trouvé ce que l'on n'avait pas su prévoir, et que l'on n'était pas venu chercher..... des difficultés de la part de toutes les choses, des résistances de celle de tous les hommes. Montévidéo, Buenos-Ayres, deviendront, au besoin, de nouvelles Sarragosses, des Tarragones, des Sagontes : et, pendant que les Portugais faisaient mine d'envahir le territoire des indépendans, ceux-ci envahissaient celui des Portugais. On craint qu'ils n'arment et ne soulèvent les esclaves, et il y en a au Brésil 1,500,000 ; aussi le peuple de Rio-Janeiro paraît-il fort peu favorable à cette expédition.....

Ce peuple-là a du bon sens, et juge fort bien que ce n'est pas aux Gouvernemens d'Amérique à combattre en Amérique pour les Gouvernemens d'Europe.

Tous les rapports confirment ce qui a été

dit sur les barbaries dont l'Amérique est le théâtre.

La cour de Madrid en constate l'existence par l'insertion dans sa Gazette, du rapport suivant :

Combat de Sainte-Hélène, au Pérou.

3 avril 1816.

Je puis assurer à V. C. que je n'ai jamais vu une rage, une énergie pareille à celle de nos ennemis. Ils se jetaient sur nos fusils comme s'ils n'avaient rien à en craindre : nos soldats étaient mêlés avec eux ; ils se saisissaient corps à corps, et cherchaient à s'arracher leurs armes ; une grêle de pierres tombait sur nous : il fallut se battre à la baïonnette..... Le misérable Lamargo est mort de ma main : je n'ai cessé de le frapper de mon sabre, jusqu'à ce qu'il ait laissé tomber son épée. Je vous l'envoie *avec sa tête*. Plus de six cents hommes ont été tués à coups de baïonnette, ou *fusillés par nos soldats*. Je me propose de faire décapiter en place publique le célèbre Pierre Nol-

lasco Vislarubia, qui va être conduit à Pisit, avec deux sergens déserteurs du régiment de Lima; qui seront aussi *fusillés*, *comme tous les autres prisonniers*.

FIN DU SECOND ET DERNIER VOLUME.

ADRIEN ÉGRON, IMPRIMEUR,
rue des Noyers, n° 37.

ERRATA

DU TOME SECOND.

Page 39, ligne 6, le ; *l.* les.
—— 47, —— 12, leur aurait ; *l.* aurait envoyé aux Colonies.
—— 53, —— 21, distance ; *l.* destinée.
—— 64, —— 23, et tient ; *l.* et ne tient.
—— 67, —— 11, les ; *l.* ses.
—— 84, —— 10, auriferé ; *l.* aurifère.
—— 89, —— 11, la ; *l.* sa.
—— 112, —— 21, trouvera ; *l.* trouva.
—— 115, —— 10, conclusion ; *l.* concession.
—— 118, —— 6, leur ; *l.* lui.
—— 131, —— 1, le laisser ; *l.* ce.
—— 148, —— 6, choses ; *l.* chocs.
—— 152, —— 10, recours ; *l.* secours.
—— 154, —— 5 et 6, ses ; *l.* leurs.
—— 163, —— 6, expédition ; *l.* expéditions.
—— 182, —— 2, 1740 ; *l.* 1742.
—— 216, —— 10, aux spéculations ; *l.* à ces.
—— 218, —— 15, sujets ; *l.* sujet.
—— 229, —— 10, restent donc ; *l.* resteront.
—— 230, —— 20, les esprits ; *l.* ces.
—— 232, —— 22, les flammes, *l.* la flamme.
—— 237, —— 22, parricides ; *l.* parricide.
—— 240, —— 3, les ouvrir ; *l.* s'ouvrir.
—— 241, —— 6, embarrassé ; *l.* embarrassée.
—— 245, —— 9, commun ; *l.* mutuel.
—— 249, —— 24, 1740, *l.* 1742.

Page 265, dernière ligne ; 69, *l.* 59.
—— 272, —— 22, les époques ; *l.* ces.
—— 279, —— 16, de la sienne ; *l.* de ceux de la sienne.
—— 282, —— 20, élever ; *l.* soulever.
—— 287, —— 15, ils par ; *l.* elles par.
—— 298, —— 3, après Gouvernement, ajoutez espagnol.
—— 302, —— 23, institution ; *l.* institutions.